

Dénouant le coup de force mais prônant la prudence

## Le FIS demande aux Algériens de se préparer à « toutes les éventualités »

Ambiguïtés françaises

La classe politique française, comme une grande partie de l'opinion, entretient à l'égard de l'Algérie des sentiments mêlés, nourris des souvenirs d'une guerre qui l'a déchirée et des réalités d'une immigration qui la divise. Dans les réactions que suscite le coup de force de l'armée algérienne, on voit donc toute une part d'irrationnel faite de nostalgies, de rancunes ou de remords. Ces émotions témoignent des liens particuliers qui continuent d'unir la France à son ancienne colonie et expliquent l'embarras de la plupart de ses dirigeants face à l'interruption du processus démocratique de l'autre côté de la Méditerranée.

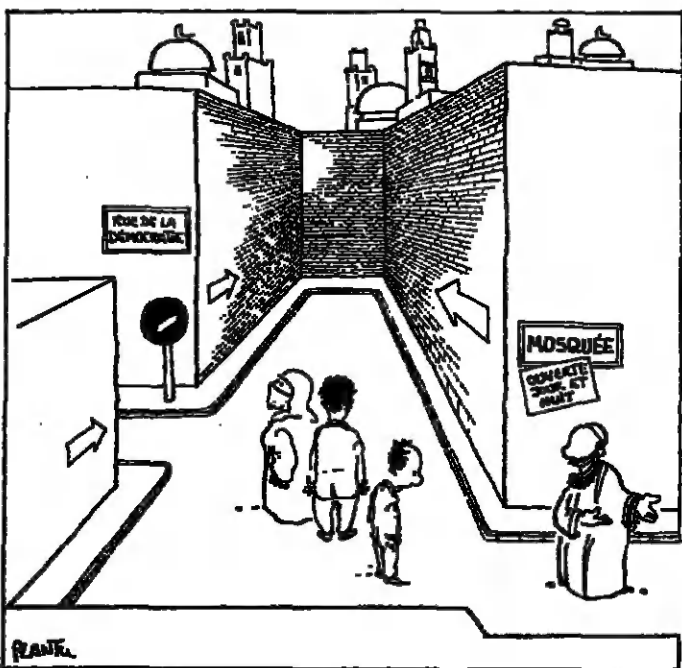
Cet embarras s'est manifesté, dès le lendemain des événements, par le refus quasi unanime des milieux politiques français de condamner la décision des militaires algériens. Forcés de choisir entre le droit de la démocratie qui représente la prise du pouvoir par l'armée et les menaces sur la démocratie que font peser les intégristes du FIS, ils ont fini par considérer que la mise entre parenthèses des libertés politiques était préférable à leur étouffement durable par un régime islamique.

OUTRE M. Le Pen, le seul qui ait manifesté nettement une réprobation est M. Giscard d'Estaing. Au-delà des péripéties de la politique intérieure, qui le conduisent à prendre le contre-pied systématique des positions défendues par les socialistes pour apparaître comme l'opposant le plus résolu, l'ancien président de la République se pose en défenseur du principe démocratique et considère que l'islamisme est une expression authentique des aspirations populaires en Algérie. M. Le Pen va plus loin en suggérant qu'une victoire du FIS pourrait non seulement ralentir, voire interrompre, l'immigration en donnant aux Algériens des raisons de rester chez eux, mais aussi - il l'a dit explicitement - provoquer un mouvement de retour des Algériens de France dans leur pays. En même temps, l'extrême droite pourrait plus facilement jouer des pous qui ne manqueraient pas d'inspirer une Algérie durablement ancrée dans la sphère intégriste.

CEUX qui, à l'inverse, manifestent plus de compréhension à l'égard des militaires algériens en se gardant de condamner leur action ne désespèrent pas de voir triompher, en Algérie, le modèle démocratique occidental. Ceux-ci incitent le Maghreb à se concevoir comme le flanc sud de l'Europe, et non comme la pointe avancée de l'islam conquérant. C'est évident pour les socialistes français, qui soutiennent M. Ali Ahmed après avoir entretenu pendant longtemps de bonnes relations avec le FLN. Ce n'est moins, apparemment, pour M. Chirac, qui affirmait il y a deux ans, à l'occasion d'un voyage en Côte-d'Ivoire, qu'il ne fallait pas juger la démocratie à l'aune des institutions occidentales ; mais le président du RPR, revenu de ses idées d'antan, pense désormais que l'Algérie peut devenir « une grande démocratie moderne ». L'Algérie n'est décidément pas un pays comme un autre pour les Français. Au-delà des relations officielles entre les deux États, les imbrications entre les deux sociétés donnent aux événements qui ont lieu dans l'une un retentissement immédiat dans l'autre.

M0147 - 0115 - 6.00 F

Pour la première fois, le Front islamique du salut (FIS) a réagi à l'ensemble des mesures prises à la suite du coup de force dirigé contre lui. Dans un communiqué diffusé dans la soirée du lundi 13 janvier, il déclare : « La situation est grave ; il faut que nous nous préparions à toutes les éventualités pour sauver le pays », et ajoute que les Algériens doivent « faire front ensemble contre la junte au service de l'étranger ». Mais ce texte souligne aussi qu'il convient de « s'armer de vigilance et de prudence ». De fait, les rues d'Alger étaient mardi matin toujours aussi calmes que la veille, les dirigeants du FIS demandant aux militants islamistes de garder leur sang-froid, dans le souci évident de ne pas prêter le flanc à la répression.



## Le trouble des démocrates

ALGER

de notre envoyé spécial

Ces deux paysagistes en herbe n'ont pas pu suivre, contrairement à beaucoup d'Algérois, la transmission sur le petit écran du match de football qui opposait au Sénégal les Verts algériens aux Éléphants ivoiriens pour la dix-huitième Coupe d'Afrique des nations. Ils étaient, lundi après-midi 13 janvier, de permanence au siège de l'UGTA, l'association unique, pour accueillir les « étudiants patriotes » qui, comme eux, refusent de succomber au chant des sirènes islamistes.

Le Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA), qui s'est créé en toute hâte au lende-

main du raz-de-marée intégriste au premier tour des élections législatives, ne vient-il pas d'inciter ses adhérents - étudiants, intellectuels, femmes, entrepreneurs, syndicalistes, etc. - à ne pas baisser la garde, à « demeurer mobilisés autour des valeurs républicaines », même si les élections législatives et présidentielle ont été renvoyées aux calendes grecques ? Cette « Algérie utile », celle « qui fait marcher le pays », n'est pas au bout de ses peurs, ni de ses revendications : elle exige aussi la dissolution du Front islamique du salut (FIS).

La grande famille des démocrates ne s'est pas retrouvée tout entière au sein du CNSA qui, au reste, s'est divisé sur l'opportunité d'engager la bataille du

second tour, perdue d'avance au profit du FIS. Ces divergences de tactique trahissent une crise de confiance entre les États-majors politiques et leurs troupes.

« Ne m'appellez pas démocrate mais républicain », demande cet universitaire, qui tient ainsi à prendre ses distances à l'égard des partis démocrates, dont le premier tour des élections législatives a révélé l'état de décomposition. « Ils n'ont pas su saisir l'opportunité qui s'offrait à eux, explique-t-il. Ils ont abandonné au FIS le terrain des luttes sociales et passé le plus clair de leur temps à s'entre-déchirer ».

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 3

Lire aussi

- Les islamistes mobilisent leurs partisans
- « Le FIS est un mouvement légitime » estime le numéro deux libyen
- Un revers pour la démocratie dans le monde arabe
- En France : le gouvernement reste prudent, l'opposition partagée
- « Tragique dilemme », un point de vue de Georges Morin (PS)

pages 3 et 4

Un entretien avec M. Jovanovic

## La Serbie critique sévèrement la CEE

Dans un entretien accordé au Monde à Belgrade, le ministre serbe des affaires étrangères, M. Vukobratovic, critique sévèrement le comportement de la Communauté européenne dans la crise yougoslave. A ses yeux, la CEE a notamment privilégié les thèses des Républiques « sécessionnistes » par rapport à celles des Républiques qui, comme la Serbie, souhaitent le maintien d'un Etat commun fédéral. Alors que les Douze doivent se prononcer au début du mois de janvier sur la reconnaissance de l'indépendance de la Slovaquie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine, M. Jovanovic regrette la politique hésitante de la France depuis le début du conflit.

page 5

POINT

Les demandeurs d'asile

L'accélération des procédures n'a pas réglé le sort des nombreux étrangers auxquels est refusé le statut de réfugié

page 6

Le gouvernement et l'assurance-vieillesse

## L'impôt pourrait aider à financer les retraites

Le gouvernement envisage de créer en 1992 un « fonds social » fiscalisé qui assurera une partie du financement des retraites du régime général de la Sécurité sociale. Cette clarification des comptes, préconisée par la mission présidée par M. Robert Cottave dans le rapport qu'elle a remis mardi 14 janvier, ne permettrait pas d'assurer l'avenir des régimes d'assurance-vieillesse.

par Jean-Michel Normand

La forme en attendant le fond. Plutôt que s'attaquer directement aux difficultés des régimes de retraite, le gouvernement va d'abord s'efforcer d'en clarifier les comptes en fiscalisant progressivement une partie du financement des prestations. Les choix décisifs attendront. Une fois de plus.

Du rapport qui vient de leur être remis par la mission de M. Robert Cottave, les pouvoirs publics retiennent une proposition essentielle : opérer une distinction entre ce qui relève de la

logique d'assurance (les prestations directement liées au versement de cotisations) et de la logique de solidarité (validation des périodes de service militaire, de maternité, d'invalidité, compensation des aléas de carrière, majoration des pensions en fonction du nombre d'enfants).

En pratique, le gouvernement a l'intention de constituer dès 1992 un « fonds social » fiscalisé permettant aux retraites de la sécurité sociale de disposer d'une double source de financement.

Lire la suite page 19

## Le choix américain de Bull

L'entreprise publique d'informatique achève ses négociations avec IBM et Hewlett Packard

par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

Le PDG de Bull, M. Francis Lorenz, a annoncé, lundi 13 janvier, que les négociations engagées par son groupe l'été dernier avec IBM et Hewlett Packard « sont entrées dans la dernière ligne droite ». L'entreprise publique devra soumettre son choix à l'Etat, son principal actionnaire, avant qu'une alliance, véritablement stratégique, entre le fabricant français d'ordinateurs et l'un ou l'autre des deux constructeurs américains ne soit définitivement scellée.

« Une chance historique », dit un protagoniste. Une chance, comme il en a produit peu dans l'histoire des entreprises. Une chance qui permet à une société en difficulté de devenir l'objet de toutes les attentions et de toutes les sollicitudes. Qui aurait pu prévoir que Bull, avec ses 6,8 milliards de

francs de pertes en 1990, deviendrait en ce début d'année la société la plus courtisée de l'industrie informatique ? Le groupe public est pourtant loin d'un redressement véritable, puisque son PDG avoue une « légère décroissance de son chiffre d'affaires » en 1991 et des résultats opérationnels toujours dans le rouge, même si ces pertes devraient être réduites « de près de la moitié ». « Nous avions prévu mieux que cela », reconnaît M. Lorenz en rappelant l'effort de restructuration industrielle entreprise par sa société : la réduction de 13 à 5 du nombre de ses sites industriels majeurs, la suppression de 9 000 emplois (20 % des effectifs) depuis novembre 1990. Mais Bull a particulièrement souffert l'an dernier des hésitations de Matignon sur ses relations avec NEC - les ventes des « très grands systèmes » GCOs 8 que lui fournit le groupe japonais ont chuté de 20 %.

Lire la suite page 18

# JEAN LACOUTURE

Jean Lacouture JÉSUITES

SEUL

Editions du Seuil

## Des emplois créés grâce aux aides de la DATAR

Les entreprises étrangères ont contribué au record de 1991

page 18

## L'affaire Urba relancée

Deux élus socialistes sarthois gardés à vue

page 10

## La mort d'Henri Queffelec

L'écrivain avait consacré l'essentiel de son œuvre à la Bretagne et à la mer

page 22

## SCIENCE & MÉDECINE

■ Des planètes par milliers ■ La vie en péril ■ Trois mille ans d'activités ludiques : une exposition au Musée d'archéologie de Marseille

pages 13 et 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24



## DÉBATS

Europe

## Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?

par Gilles Martinet

La France n'a jamais cessé de se comparer à l'Allemagne. Sans doute la voit-elle avec d'autres yeux que jadis. Elle la voit résolument pacifique et acquiesce à un système démocratique qui a fait ses preuves. Mais elle souffre de l'écart qui s'est creusé entre les deux économies. Pourquoi avec des salaires plus élevés, une durée du travail un peu moins longue et un système de protection sociale aussi étendu, l'Allemagne enregistre-t-elle, en règle générale, de meilleures performances que la France ?

Le sentiment de puissance que donne l'Allemagne s'est naturellement accru depuis la chute du mur de Berlin, la réunification, et l'effacement de l'empire soviétique. Certes, l'absorption, car il s'agit bien de cela, de l'ex-RDA ne se fera pas sans mal. Mais elle se fera et s'achèvera vraisemblablement dans un moment où l'élargissement de la Communauté européenne commença à se poser en termes réalistes.

Or cet élargissement risque de coïncider avec une forte extension de la zone d'influence germanique. Sans doute les responsables politiques techniques et honnêtes répètent-ils qu'ils ne souhaitent pas que leurs pays deviennent des colonies allemandes et nul ne peut douter de leur sincérité. Mais les chiffres sont tout de même impressionnants. Sur les 950 sociétés mixtes constituées en Tchecoslovaquie au début de l'année 1991, 279 étaient avec des capitaux allemands et 23 avec des capitaux français.

Est-il besoin d'ajouter qu'une Slovaquie et qu'une Croatie indépendantes regardent inévitablement vers l'Allemagne et l'Autriche ? Il existe des pesanteurs géographiques, historiques et culturelles que nul n'ignore, mais dont on a cru pouvoir retarder les effets en refusant aussi longtemps que possible de reconnaître l'existence de la Yougoslavie.

Donc une Allemagne de plus en plus forte et pesante d'un poids de plus en plus lourd au sein de la Communauté. C'est cette perspective qui entretient les peurs de ceux qui n'oublient pas que le XX<sup>e</sup> siècle a bien failli être un siècle allemand comme le XVIII<sup>e</sup> siècle avait été français et le XIX<sup>e</sup> britannique. La force de l'industrie et le rayonnement de la culture le laissent prévoir. Il a fallu l'opposition de la France, de l'Angleterre et de la Russie, l'avènement de la puissance américaine et cet acharnement de Guillaume II et de Hitler à vouloir régler le problème par les armes pour que l'Allemagne soit détournée

de ce destin. Celui-ci va-t-il s'accomplir dans les toutes dernières années de ce siècle et, cette fois, d'une manière pacifique et indolore ? C'est ce que redoutent les adversaires de l'intégration européenne sans, pour autant, parvenir à définir le deuxième terme d'une alternative. Un repli sur l'Hexagone serait, en effet, non seulement préjudiciable à notre économie mais favoriserait en Allemagne les courants - aujourd'hui minoritaires - qui préféreraient voir leur pays occuper, aux côtés des États-Unis et du Japon, le rang de « troisième puissance » du monde capitaliste plutôt que de s'intégrer dans une union politique et monétaire.

Pendant de longues années, la France et l'Allemagne se sont attribuées un rôle privilégié dans la construction européenne, mettant plus d'une fois leurs partenaires devant le fait accompli de leurs ententes préalables. Cela n'était sans doute pas conforme au principe d'égalité qui est à la base de l'entreprise communautaire. Mais enfin, il s'agit de deux et non d'une seule nation et chacun sait que la Communauté aurait été inconcevable sans le rapprochement franco-allemand. Aussi faut-il toujours chercher le maximum de convergences entre les deux pays. C'est ce qui a été fait à Maastricht par François Mitterrand et Helmut Kohl. Cela dit, les conditions de la réunification allemande, l'affaire yougoslave aussi bien que la récente hausse des taux d'intérêt montrent que si l'axe Paris-Bonn (demain Paris-Berlin) continuera d'exister, il ne fonctionnera jamais plus comme avant.

## Un nouvel équilibre continental

Que cela plaise ou non, la France ne peut plus tenir le même langage qu'au temps où la puissance soviétique équilibrait la puissance américaine, où l'Allemagne demeurait divisée, donc politiquement à mort, et où la rivalité de deux Grands en Afrique donnait une très grande importance aux positions que nous y occupions encore. Ce qui ne signifie pas que la France ne dispose plus de marge de manœuvre et de capacité d'initiative. Mais rien de positif ne peut être entrepris si l'on ne commence pas par reconnaître la nouvelle situation internationale pour ce qu'elle est. Le pire serait de pratiquer la politique de l'apparence et de se comporter comme si rien n'avait changé.

Il faut maintenant regarder loin

en avant : vers l'élargissement et la démocratisation de la Communauté, vers la constitution d'une confédération, vers la création d'un pôle méditerranéen, autrement dit, vers l'établissement d'un nouvel équilibre continental.

L'élargissement concernera tout d'abord les pays de l'Association européenne de libre-échange. L'adhésion de l'Autriche et de la Suède peut intervenir dans les deux ou trois années qui viennent. Celle des pays « post-communistes » de l'Europe centrale demandera beaucoup plus de temps. Il est souhaitable qu'elle se produise avant la fin du siècle et qu'à cette occasion la Pologne, élément important de l'équilibre, ne soit pas laissée en arrière. Quant aux pays de l'Europe balkanique, ils ne seront pas en mesure de présenter leurs candidatures avant de très nombreuses années.

## Le pôle méditerranéen

On doit donc compter avec une période où le fossé qui existe entre les deux Europe ne sera que partiellement comblé par des aides d'urgence, des accords de coopération et des investissements occidentaux. Or les nations de l'ancien bloc soviétique voudraient être déjà politiquement parties prenantes au sein de la nouvelle Europe. C'est à quoi répondait le projet mitterrandien de la confédération européenne.

Dans sa première version - celle qui était destinée aux assises de France - ce projet a échoué. La partie française ne voulait pas écarteler les Soviétiques et, de leur côté, les pays de l'Europe centrale n'entendaient pas se trouver aux côtés des Soviétiques hors de la présence américaine. Il était sans doute alors difficile de trancher. Mais après l'éclatement de l'URSS, les choses devraient être plus claires. Si l'on veut construire une entité « grande européenne » distincte du système international et des accords d'Helsinki - système incarné jusqu'à présent par la CEE et la BERD - il faut le faire sans les Américains, bien entendu, mais aussi sans les Russes. L'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » n'a jamais été qu'un mythe. C'est dans une autre perspective que doit être relancée l'idée de confédération avec probablement pour point de départ une extension des compétences du Conseil de l'Europe.

Si la France veut compter, demain à l'Est, elle ne doit pas se contenter de suivre, avec plus ou

moins de retard, le cours des événements. Il lui faut anticiper. Les nouveaux dirigeants de l'Est veulent une économie de marché. On doit leur aider à la construire mais non les conforter dans certaines de leurs illusions, je veux dire dans la croyance en la possibilité d'opérer un big-bang économique. La transition sera longue, très longue, sous peine de provoquer des explosions sociales génératrices elles-mêmes de solutions autoritaires. Ce sont des formes d'économie mixte qui s'imposent pour longtemps. La France n'a aucun intérêt à reprendre à son compte les recettes ultralibérales des Anglo-Saxons car, pour le moment, la transformation de la gestion des entreprises du secteur public est non moins importante que l'extension du mouvement des privatisations, de même que l'aide à la formation est le complément indispensable des investissements étrangers.

L'autre grande affaire est la création d'un véritable pôle méditerranéen de la Communauté. Il y a déjà huit ans, Claude Cheysson, alors ministre des affaires étrangères, avait lancé l'idée d'un pacte de la Méditerranée occidentale englobant la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal d'une part, les pays du Maghreb de l'autre. Les diplomates italiens et espagnols ont repris un peu plus tard le projet avec l'intention de l'étendre à l'ensemble du bassin méditerranéen. Une récente réunion qui s'est tenue à Alger a montré que l'idée n'a pas été abandonnée. Mais le temps presse.

Certes les difficultés ne sont pas négligeables. L'ensemble maghrébin est loin d'avoir réalisé son unité et les échanges économiques entre les pays qui le composent demeurent très faibles. Il faut également tenir compte des rivalités commerciales franco-italiennes et franco-espagnoles. Mais l'enjeu est si considérable (si l'on pense notamment au problème de l'émigration) que tout devrait être mis en œuvre pour aboutir à des résultats concrets.

Comme on le voit, la France peut beaucoup peser sur le destin de l'Europe. Encore lui faut-il admettre que la situation n'est plus celle d'un passé récent où elle traitait avec un peu trop de hauteur ses partenaires non germaniques. Si elle réussit à adapter aux réalités nouvelles sa politique économique et sa politique militaire (devenue, en grande partie, obsolète), elle n'aura nulle raison d'avoir peur de l'avenir... et de l'Allemagne.

► Gilles Martinet est ambassadeur de France.

## La sinistrose nationaliste

par Daniel Soulez-Larivière

EN France, un courant nationaliste glorieux ou honteux, de la droite extrême à la gauche la plus républicaine, enfume le débat politique. Jean-Marie Le Pen a fait de « La France aux Français » son fonds de commerce. C'est un nationalisme de base, vulgaire, l'idéologie nationale version « beau » cruellement dénoncée dans les dessins de Cabu. Mais nous avons aussi de la chose une version élitiste à la Sully Prudhomme avec les affirmations de M. Alain Peyrefitte représentées, dans le *Figaro*, du 31 décembre, au lieu commun remis à la mode : « Les nations prennent un jour ou l'autre leur revanche sur ceux qui prétendent se passer d'elles ».

N'oublions pas les chants républicains de Jean-Pierre Chevènement qui font écho aux soliloques érudits de Régis Debray développant avec une rhétorique d'hypocrite l'opposition entre les Républiques comme la France et les démocraties comme les États-Unis. Voilà même que le courant national trouve encore un chanteur avec Paul Thibaud, ancien directeur de la revue *Esprit*. Même nos chères corporations françaises sont mises à l'honneur par cet intellectuel dans *L'Économiste* et le 30 décembre : « du moment où l'on célèbre les bandes de Noah et de Platon, on essaie de briser chez les contrôleurs aériens et chez les dockers des fonctionnements analogues ». Mieux encore, voici dans le *Monde* du jour de Noël, par le même auteur, une des meilleures illustrations de ce nouveau syndrome, la « sinistrose nationaliste ».

## Affaire de convenue

On trouve dans ce texte tout le refoulement du discours politique français exprimé avec l'élégance d'un universitaire bien de chez nous. D'abord, voici le postulat : « L'union européenne est faite de nations dont aucune ne veut abandonner son sort aux mains des autres ». Thibaud fait de ce regret, ce qui l'autorise à stigmatiser la construction européenne d'aujourd'hui. « Elle [l'Europe] a préféré, au lieu de traiter politiquement son hétérogénéité nationale, accroître et même exagérer le rôle des juristes et des gestionnaires [la commission et bientôt la banque européenne] ».

Et notre auteur de dénoncer la tyrannie des « petites décisions », œuvre des technocrates anonymes, de s'efforcer de la transformation de la citoyenneté en affaire de convenance et de s'efforcer de la

manœuvre de contournement des nations par des « europhobes ».

« L'Europe dont on fait la propagande ne repose pas sur une exception réelle des différences nationales, considérées comme archaïques, les procédures interétatiques, est conduite à déstabiliser symboliquement et pratiquement les nations, obstacles au grand projet ».

Alors, qui sont donc les États-nations dont on nous rebat les oreilles ? Qu'est-ce donc que nous sentons mouir si précieusement, que certains se crispent comme des intestins autour d'une croyance qui tuit ?

Le concept d'État-nation est né avec la Révolution française sur le cadavre de l'État princier, lui-même assis sur celui de l'État féodal. Ce fut une étape nécessaire dans un processus d'unification qui devait d'abord conduire à l'impérialisme européen du dix-neuvième siècle puis à jeter à deux reprises les peuples de France et d'Allemagne l'un contre l'autre jusqu'à embrasser le monde entier. L'État-nation, c'est Valmy, mais ce sont aussi les soixante-cinq millions de morts des guerres mondiales.

L'État-nation, c'est l'abbé Sieyès, mais c'est aussi Fichte et Maistre. C'est une communauté réelle créée à coups de bûchers de cathédrales, de Saint-Barthélemy, de dragonnades, de bayardes de Nantes et de fusillades versaillaises. C'est aussi une croyance en une abstraction providentielle, surmoi collectif et précis. Bonne ou mauvaise, la nation fut un point de passage obligé et, comme toutes les étapes, elle doit être dépassée et non fétichisée.

Que firent les sages de l'Europe qui le comprennent en 1945 ? Ils tentèrent naturellement l'union politique par le haut avec la Communauté européenne de défense. Mais la bête nationale, grotesque saignée aux quatre veines, fit quand même la plus forte. Ils échouèrent. Les plans de l'Europe employèrent alors la ruse : le contournement par la « communauté ». Ce fut le Maastricht commun, parvenu aujourd'hui à maturité à Maastricht, et les nationalistes de crier « au voleur ! » de l'État-nation à l'adresse de ces juristes et de ces fonctionnaires qui remontaient tous les jours les ressorts de l'horlogerie communautaire comme ils avaient crié, voici quarante ans, « à l'assassin ! » à l'attention des signataires du traité de la CEE à Paris en 1952.

## Un cul-de-sac de la pensée

Il est bel et bon de se battre les flancs devant « l'impuissance politique » de l'Europe, mais il faut savoir que les plus ardents dénonciateurs de la faiblesse de l'Europe sont aussi les plus ardents artisans de cette défaillance avec la défense de l'État-nation.

Il est vrai que ces nationalistes honteux ou glorieux croient reprendre du poil de la bête avec le processus de décongélation des pays de l'Est et la mort d'une idéologie à prétention internationaliste. Mais d'une manière paradoxale. Comme si la dissolution d'un État impérial catastrophique, créatrice d'une instabilité dangereuse et même de guerres imbéciles comme en Yougoslavie, pouvait apporter un réconfort aux administrateurs moroses de la « communauté des nations ». En vérité, tous ces sabbats de la nation, de l'identité française (ou autre) sont dans un cul-de-sac de la pensée. Leur concept fétiche se dissout.

Au lieu de s'obstiner à le restaurer avec la passion touchante des dandys de bureau, ils feraient mieux de faire preuve d'invention et de trouver des réponses à ce qui sera la question du vingt et unième siècle : comment articuler des micro-communautés économiques et culturelles dans un mégas-État qui reprendra, à un niveau beaucoup plus large et peut-être un jour unique, certaines des fonctions remplies depuis le dix-huitième siècle par l'État national. La réponse ne sera donnée ni par les « chemises », ni par les Sully Prudhomme à la mode, ni par les héritiers de l'étrouffé, non plus que par les maîtres de la rhétorique jacobine dogmatique.

Les Français sont demandeurs de vraie pensée sur ce grand sujet, si l'on en croit les sondages puisque leur peur de l'Europe est aussi grande que leur certitude de sa nécessité. Nos intellectuels et certains de nos politiques auraient donc mieux à faire que d'entretenir une « sinistrose nationaliste » par nostalgie de leurs idées reçues et par espoir de gagner des voix.

► Daniel Soulez-Larivière est avocat au barreau de Paris.

## Le Luxembourg, ce voisin capital

par Pierre Dap

La visite du président de la République française au Luxembourg aura été une bonne occasion de regarder avec un œil neuf le plus petit État de la Communauté européenne, mais aussi le troisième du monde pour son PIB par habitant. Cet État, « département des forêts » sous la Révolution française, est aujourd'hui celui de la banque grâce à

une pratique sans faille du secret et une fiscalité nulle sur les non-résidents.

Les Lorrains sont particulièrement bien placés pour apprécier cette évolution : le nombre des employés au Luxembourg a été multiplié par 2,4 entre les deux derniers recensements, pour atteindre 15 000 personnes, soit autant qu'en Allemagne.

Le miracle luxembourgeois est dans ce siècle celui de l'unification européenne, après avoir été dans le précédent celui du Zollverein, version germaniste de l'union économique et monétaire. Les pères fondateurs de l'Europe (1) ont, en effet, permis à cet État, dont la population (380 000 habitants) équivaut à celle d'une agglomération française, de faire valoir selon les cas son intérêt vital de nation (je suis oiseau...) et son attachement indéfectible à l'idéal européen (je suis souris...), dont chaque avancée vers l'unification lui procure un surcroît de pouvoir diplomatique (2).

Dès lors que chaque voix compte, et de plus en plus depuis l'adoption de la règle de la majorité, le Luxembourg a pu exercer une concurrence biaisée à l'égard de ses voisins de Lorraine, mais aussi de Sarre et de Rhénanie-Palatinat : faiblesse des impôts indirects et des droits d'accises pour capter les «... frontiers, secret bancaire fiscal... » nulle pour attirer les capitaux d'abord flottants et riverains puis des épargnants de toute l'Europe, charges sociales insignifiantes pour attirer la main-d'œuvre confusément formée par les voisins (3), subventions massives aux entreprises internationales mobiles.

Nous avons déjà pu mesurer que ces remarques, averties par un rapport de l'inspection générale des finances - non publiées à ce jour - suscitaient plus le sourire que l'inquiétude à Paris. Mais signalons aux esprits trop tranquilles que les prochains développements, programmes, des services luxembourgeois vont concerner les assurances

et la réassurance, le pavillon maritime, les satellites de communication, la production cinématographique, l'implantation réclamée de la Banque centrale européenne et les produits d'ingénierie financière.

Il nous semble dès lors justifié que l'État français consente pour ses zones frontalières, véritables laboratoires de l'intégration française à l'Europe, un régime de fiscalité neutre à titre transitoire s'effaçant au fur et à mesure de l'harmonisation européenne prévue. Il est d'ailleurs de l'intérêt de toutes les régions frontalières que l'Europe ne s'édifie pas au profit des plus forts sur les ruines des plus faibles.

## Compenser le différentiel de compétitivité

La France devrait, par ailleurs, fournir à ses zones frontalières en concurrence avec les espaces étrangers les moyens d'accueillir des entreprises à forte valeur ajoutée pouvant rivaliser en offres de salaire avec celles des pays voisins, dont les charges sociales plus faibles rendent le salaire net bien plus attractif à dépense égale. Pour les entreprises existantes, une aide à l'investissement productif permettrait de compenser le différentiel de compétitivité lié à nos systèmes nationaux de prélèvements sur les salaires, l'investissement et le bénéfice.

La Lorraine, qui sort à peine de ses traumatismes sidérurgiques, attend un programme d'équilibre d'aménagement du territoire et de l'emploi dont le financement serait aisément trouvé dans le reversement de l'impôt indûment perçu

- au regard des pratiques européennes - sur le revenu des travailleurs frontaliers lorrains. Cette réciprocité établie, il serait hautement souhaitable que la Lorraine et l'État français sachent mieux tenir compte de cet État-capital de l'Europe, inventif, souple, dynamique. Donner à nos collectivités plus de pouvoir et de compétence pour collaborer avec leurs voisins au bénéfice d'une population qui de part et d'autre devient jour après jour plus transfrontalière, dimensionner en quantité et en qualité notre appareil de formation pour répondre aux besoins de ce nouveau bassin d'emploi, transnational et trilingue, telles sont des pistes qui permettraient à la Lorraine et au Luxembourg de retrouver des pratiques anciennes, comme celles qu'ils ont connues dans leur histoire faite de onze siècles de passé commun.

► Pierre Dap est président du Comité économique et social de Lorraine, président du GEM, Lorraine.

(1) Robert Schuman, qui déclara au nom de la France dont il était président du conseil, est né au Luxembourg.

(2) Avec la règle de la majorité, ce pays et ses deux alliés du Benelux disposent de trois des sept voix permettant d'imposer à l'ensemble des autres des modifications fondamentales de leurs politiques.

(3) Sans contrepartie : le Luxembourg est le seul État jouxtant la France qui prélève l'impôt sur le revenu au lieu de travail, sans reversement à l'État de résidence, qui assume les charges (scolarité et formation, chômage...).

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

**MS ESCP**

MASTRE SPECIALISE  
COMMUNICATION ET PUBLICITE

Spécialisation de haut niveau pour les métiers de la communication (interne, externe, institutionnelle, produit). Sélection ouverte aux ingénieurs, architectes, DEA, DESS, grandes écoles de gestion, d'art, d'architecture, de design.

Dossier de candidature et renseignements auprès de Brigitte GAUVAIN.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS  
79, avenue de la République - 75543 Paris Cedex 11  
Tél. : 49.23.21.45

مكتبة الأصل



# LA CRISE ALGÉRIENNE

Dénouant la « conspiration » ourdie contre le « projet islamique »

## Le FIS appelle ses partisans à « se préparer à toute éventualité »

ALGER

de notre correspondant

La première réaction du Front islamique du salut après la décision, prise par le Haut Conseil de sécurité, de supprimer le processus électoral en cours, est tombée lundi 13 janvier au soir. Dans un communiqué signé de M. Abdelkader Hachani, chef de l'exécutif provisoire du FIS, le communiqué dénonce la « conspiration contre l'Algérie et le projet islamique ».

« Devant la gravité de la situation », proclame le FIS, en des termes jusque-là inédits, aucun Algérien ne doit rester neutre en cette conjoncture difficile où se livre une bataille entre le peuple, sa religion et l'Algérie d'une part, et le colonialisme et ses valets d'autre part. « Défendre son projet et son choix », « faire front », « refuser tout complot », « se préparer à toute éventualité », sont les formules qui constituent la partie offensive d'un

texte qui appelle aussi « le peuple algérien à s'armer de vigilance et de prudence ».

Tous les « fiasologues » que compte, en ce moment, Alger se sont immédiatement penchés sur le message. Bien difficile de deviner l'attitude qui sera celle des islamistes dans les prochains jours. Comme on pouvait s'y attendre, le FIS s'insurge contre le mauvais coup qui vient de lui être porté et ripostera. Mais, au-delà, il s'agit surtout de bonnes paroles, pour prendre date et pour remonter le moral, passablement atteint, des troupes. Ce n'est vraisemblablement que vendredi prochain, jour de grande prière, que l'on aura une première traduction pratique du communiqué, lorsque les imams vulgariseront le texte devant leurs fidèles.

C'est ce même vendredi qui, pour le Haut Conseil, constitue le rendez-vous majeur. La rue n'a, jusqu'alors, opposé aucune réaction

aux cours des événements. Les discussions entre gens qui n'en pensent pas moins vont bon train sur les trottoirs et dans les cafés, mais aucune manifestation, comme pouvait le craindre le nouveau pouvoir, n'est venue alourdir le climat. Toutefois, vendredi, lorsque convergeront vers les mosquées les milliers de fidèles, qui viennent chaque semaine s'y imprégner de la « sharia », il pourrait en être autrement.

Par canaux adéquats, le pouvoir a fait savoir à la direction du FIS qu'elle devrait assumer toutes les conséquences d'un éventuel débordement. Les intégristes ont pris note, mais ils sont accablés à réagir. S'ils ne font rien, le pouvoir les interdira calmement, en réitérant leur droit à l'existence — le FIS avait été légalisé en septembre 1989, sous le gouvernement de M. Mondouk Hachouche — à la lumière de la Constitution qui interdit les partis fondés sur l'ap-

partenance ethnique ou religieuse. S'il répond par une manifestation, voire par l'attaque d'un commando, l'armée, qui n'a jamais caché ses sentiments à son égard, est bien décidée à riposter brutalement.

Si les possibles réactions du FIS sont étudiées avec attention par le Haut Conseil de sécurité, en session permanente depuis dimanche, l'autre sujet de réflexion de cet organisme vise à mettre en place les nouvelles structures qui régiront le pays. Il se confirme qu'il s'agira d'une direction collégiale, composée de civils et de militaires. Elle devrait être investie dans les prochains jours, vraisemblablement avant la fin de la semaine. L'armée aurait exprimé son refus d'en assurer la présidence, et une bonne partie des discussions en cours tournerait autour des personnalités qui y seront cooptées.

Le sujet est d'autant plus délicat que le « bon profil » des candidats

n'est pas indépendant des projets qui animent le nouveau pouvoir. M. Sid Ahmed Ghazali et ses amis veulent en effet mettre à profit la nouvelle situation qu'ils ont créée pour changer radicalement la donne et dessiner un paysage politique nouveau.

Le FLN, tout autant que le FIS, est, ici, visé. « Tant que ce parti continuera à peser sur la politique algérienne, estimait, dimanche, un ministre, il continuera à polariser contre lui toutes les frustrations de la jeunesse. Tant qu'il existera, la majorité des Algériens continueront à se tourner vers le parti qui est le plus radicalement contre le FLN. » Le même argument avait été utilisé pour convaincre de la nécessité de faire démissionner l'ancien président Chadli. Le FLN a, apparemment, du souci à se faire pour son avenir.

GEORGES MARION

### « La Junte au pouvoir a trahi les sacrifices de l'Algérie »

Voici le communiqué dans lequel le Front islamique du salut (FIS) a lancé le 13 janvier un appel à la lutte contre le pouvoir :

« Notre pays traverse une crise aiguë — provoquée par une junte assoiffée de pouvoir et par des professionnels du despotisme — qui menace gravement sa sécurité, son unité. Alors que la possibilité, pour le peuple, de choisir par des élections son projet et ses dirigeants avait laissé espérer un rétablissement de la confiance entre le peuple et ses gouvernants, les chefs du despotisme se sont levés pour arrêter le processus électoral et bloquer le cours du changement global, afin de liquider le projet islamique, qui représente la ligne de fidélité au Djihad du peuple et son ambition à réaliser les idéaux nobles d'indépendance nationale et de construction d'un Etat islamique, pour lesquels se sont sacrifiés les martyrs.

Devant cette situation grave, nous sommes obligés par une attitude d'assujettissement aux agents de l'étranger, nous apportons les salutations suivantes :

#### « Refuser tout complot »

La démission du président est anticonstitutionnelle. Elle n'est qu'un élément d'une conspiration généralisée ouvrant la voie à l'exécution d'un crime contre l'Algérie et le projet islamique. L'acceptation de cette démission par le Conseil constitutionnel montre que le pays est aux mains d'une junte sans légitimité.

Le Haut conseil de sécurité ne représente qu'une instance consultative, selon le texte de la Constitution. Ni la constitution, ni la légitimité populaire n'autorisent le conseil à diriger le pays.

La junte au pouvoir a trahi Dieu, son prophète et ses fidèles en usurpant le choix du peuple pour satisfaire l'appétit du despotisme et le nouvel ordre mondial.

La junte au pouvoir a trahi les sacrifices de l'Algérie, et de son peuple ainsi que sa religion pour satisfaire des intérêts individuels nourris du sang du peuple, aux dépens de sa dignité et de son indépendance. Par leurs crimes, ils ont trahi le peuple, usé son djihad et fait avorter son ambition de sortir de la crise.

Devant la gravité de la situation, aucun Algérien ne doit rester neutre en cette conjoncture difficile où se livre une bataille entre le peuple, sa religion et l'Algérie d'une part, et le colonialisme et ses valets d'autre part. Nous appelons donc les anciens combattants, les savants, les imams, les officiers de l'armée, les soldats et les fils des martyrs, les organisations sociales et tous ceux qui préoccupent l'Algérie martyre et blessée et sa religion à faire front ensemble contre la junte au service de l'étranger.

La situation est grave. Il faut que nous nous préparions à toutes les éventualités pour sauver le pays, sa souveraineté et ses enfants.

Face à cette situation très difficile, nous devons renforcer notre lien avec Dieu, en l'implorant par des prières et des jours de jeûne.

En conclusion, nous appelons le peuple à défendre son projet et son choix et à refuser tout complot tendant à confisquer sa volonté et à entraver sa marche vers le changement. Nous appelons à s'armer de vigilance et de prudence, à se préparer à toute éventualité et à répondre à toute urgence dictée par l'intérêt supérieur de l'islam et de l'Algérie. Dieu a dit : nous voulons accorder nos bienfaits à ceux qui ont été humiliés sur cette terre afin d'en faire des guides, et d'en faire des héritiers (verset coranique).

Le responsable du bureau exécutif provisoire : Abdelkader Hachani.

### Le « projet » du Front « L'islam dans sa totalité »

ALGER

de notre envoyé spécial

L'idée de « programme » est étrangère au Front islamique du salut (FIS), même s'il a dû, au mois de mars 1989, au moment de sa création, sacrifier à ce rite démocratique en publiant un « projet de programme ». Pour les intégristes, en effet, les « impératifs divins » prennent le pas sur les aspirations terre à terre de l'homme politique. Les différents préceptes du FIS souffrent, par conséquent, d'un statut politique, le chaud et le froid, mais, cependant, par l'inspiration de la loi divine, aucune divergence de fond entre eux. Le principe de la « sharia », sur lequel qu'un bon musulman, comme l'explique M. Ali Benhadj (l'un des principaux dirigeants actuellement emprisonnés), est « une personne qui prend l'islam dans sa totalité, c'est-à-dire en tant que système socio-économique, politique, et en tant que mode de vie ». A l'en croire, « on ne peut se conformer à une parole seulement de la parole divine ».

#### Femmes au foyer

Le FIS rejette ainsi les modes d'organisation politiques des Etats démocratiques pour leur préférer le système de la consultation islamique (choura) fondée sur le recours aux savants et aux théologiens. « Ni charie ni constitution. Le Coran et sur sa [la tradition] : ce slogan, les intégristes se sont employés à le diffuser très largement pendant la récente campagne électorale. Le suffrage universel n'a pas leur faveur, dans la mesure où ils refusent d'admettre que « le peuple est la source de tout pouvoir » comme le stipule l'article 6 de la Constitution. Le multipartisme ne peut s'exercer et le respect des libertés publiques ne peut se comprendre que dans le cadre de l'islam. « Si le barbare

s'exprime, le communiste s'exprime, ainsi que tous les autres, précise M. Benhadj, notre pays va devenir le champ de confrontation d'idéologies diverses en contradiction avec les aspirations de notre peuple. »

Le FIS n'a jamais caché ses intentions de supprimer tôt ou tard la mixité — contrairement à la morale islamique — dans les écoles, les moyens de transports et sur les lieux de travail, de « ramener les manuels scolaires à la lumière de la loi divine » (charia). La réforme de la famille est une « grande préoccupation » des islamistes, qui militent pour le retour des femmes « seules » au foyer, leur « lieu naturel d'expression ». « La femme ne produit pas de biens matériels mais cette chose essentielle qui est le musulman », affirme M. Benhadj.

En matière économique, le FIS expose des idées beaucoup plus floues. Le commerce constitue à ses yeux « le système nouveau » de son dispositif. Il considère l'aumône religieuse (zakat) comme une « ressource légale de l'Etat ». Pour lutter contre les « activités illégales dans le commerce et l'industrie », le FIS ne s'en montre pas moins favorable à l'emploi de méthodes dirigistes. Les islamistes sont partisans d'un certain nationalisme économique. Cette attitude s'est récemment manifestée par leur opposition au projet gouvernemental de céder à des compagnies étrangères l'exploitation de champs pétroliers et par leur hostilité au « dictat » du Fonds monétaire international (FMI).

C'est surtout en matière de justice que les sympathisants du FIS attendent de lui des miracles à la hauteur de ses promesses. Rien pourtant que de très vague en matière de redistribution des revenus : « prendre chez les riches pour subvenir aux besoins du peuple ».

J. de B.

### Le trouble des démocrates

Suite de la première page

Beaucoup de « républicains » reprochent aux formations démocrates de s'être enfermées dans des structures d'état-major et, pour tout dire, d'avoir calqué leurs règles de fonctionnement sur le modèle français. Que de rivalités personnelles et de luttes de clans, de bruyelles et de purges troubles aussi bien le Front des forces socialistes (FFS) que le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), dont les chefs respectifs, MM. Hocine Ali Ahmed et Sadi Sadi, ne supportent guère la contestation.

Bon nombre de militants du FFS ne partagent pas aujourd'hui l'analyse de M. Ali Ahmed qui avait appelé à la poursuite du processus électoral, puis avait dénoncé la « mise en vacance de la démocratie ». « Il avait une revanche à prendre sur le FLN, dont il fut l'un des chefs historiques et dont il espérait la déroute complète au second tour », affirme l'un de ses partisans, qui se refuse à assumer pareils « choix personnels ».

Il faut reconnaître, à la décharge de ces formations démocrates, qu'elles se sont développées à l'ombre du FLN. Et l'ancien parti unique ne s'est pas privé de pratiquer la politique du pin en agitant contre elles l'épouvantail islamique afin de rassembler autour de lui, réflexe de peur aidant, tous ceux qui auraient été tentés de regarder ailleurs.

Toujours est-il que, dans leur ensemble, les démocrates, d'esprit ou de parti, tentent d'analyser sans cesse excessive le nouveau cours des choses. « Pour le moment, tout ce que dit l'armée va dans le sens du respect de la Constitution », assure, non sans aplomb, un professeur. Et de critiquer ceux qui cèdent aux « analyses faciles », tombent dans les « clichés » en accusant le mot fasciste au mot armé.

« Notre armée n'est pas une armée de guerre, de soldats et de pillards, comme on en voit dans le tiers-monde », insiste un cadre d'entreprise, elle sait se tenir, elle a des principes. Comme lui, beaucoup d'autres démocrates se persuadent que « c'est la fin du chaos » et que, avec des « menaces de guerre civile et de démembre-

ment territorial », il n'y avait plus, hélas, d'autre choix que de s'engager dans un « processus de rupture ».

« Il ne faut pas regretter l'opération chirurgicale en cours, mais plutôt se demander comment, par négligence du pouvoir en place, elle a été rendue nécessaire », note un directeur de journal. Pourquoi donc l'armée, qui a toujours eu son mot à dire dans les affaires de l'Etat, a-t-elle accepté que le FIS soit légalisé en mars 1989, qu'il ne soit pas dissous après les troubles de juin 1991 ? « Question de rapports de force entre civils et militaires », indique-t-on dans les milieux démocrates, en reconnaissant que les islamistes ont ainsi bénéficié d'un suris.

#### « On s'est trompé sur tout »

La société civile paraît être globalement soulagée, même si elle ne le dit pas trop et n'écarte pas quelques mauvaises surprises. « Les barbus sont malins, commente un fonctionnaire. Ils sont rentrés dans leur terrier, mais ils ne perdent rien à attendre. » « Coup d'Etat ou pas coup d'Etat, ces analyses de démocrates pinailleurs n'intéressent pas grand monde ici », relève un universitaire.

Certains, s'appuyant sur les résultats du premier tour, exprimés en nombre de voix, jugent que l'on surestime le poids du FIS. Mais tous conviennent qu'une politique de justice sociale est seule à même de juguler le « péril vert ». Et d'aucuns de se dire « prêts, s'il le faut, à

accepter, dans le cadre d'un pacte national, certaines restrictions à [leurs] libertés ». « On s'est trompé sur tout, en politique et en économie, avoue un directeur de rédaction. Le prix à payer va être lourd. » Selon lui, ce sera une entreprise de longue haleine, pour repartir du bon pied. « Tant pis si l'armée, faute d'hommes politiques nouveaux, doit veiller plus longtemps que prévu sur la bonne marche des affaires du pays ».

Les démocrates — une famille dont les femmes sont les éléments les plus déterminés, car les plus menacés par le projet intégriste — n'expriment-ils que les craintes et les espoirs de la classe moyenne ? Certes, se rattachent à cette école de pensée une caste d'« occidentalisés » qui ne retrouverait plus du tout ses marques dans un Etat islamiste, des privilégiés qui redoutent de cruelles remises en question, et des opportunistes qui craignent avec le plus fort. Restent les plus nombreux, ceux qui ont l'intime conviction que le projet islamique ne « colle » pas du tout aux réalités algériennes. « Ne nous jugez pas à partir de notre statut social, demande un enseignant, mais à partir des positions que nous défendons ».

Les deux jeunes paysagistes, qui avant de s'inscrire au comité de sauvegarde ignoraient ce que militer voulait dire, ont aujourd'hui trouvé une cause à défendre. Ils travaillent avec d'autres « étudiants patriotes » à la mise sur pied d'une exposition sur « le fascisme » — celui des barbus s'entend — et sur la vie quotidienne dans les pays où la loi islamique s'applique de plein fouet.

JACQUES DE BARRIN

#### BIBLIOGRAPHIE

### Voyage à l'intérieur du FIS

Les islamistes algériens intriguent et inquiètent. Ils nourrissent chez leurs adversaires des peurs et des fantasmes. MM. Al-Ahnaf, Bernard Botiveau et Franck Frégon ont tenté de pénétrer ce monde intégriste fermé sur lui-même dans un livre, *l'Algérie par ses islamistes*, qui vient de paraître aux éditions Karthala. Chemin faisant, ils essayent de naviguer entre deux écueils : celui de présenter les « barbus » comme des furieux lancés à l'assaut de la modernité, soucieux de ressusciter le Moyen Age, et celui d'en venir à légitimer ce mouvement politico-religieux à force de vouloir le comprendre.

Les auteurs essayent de décrypter le discours islamiste. S'agit-il d'un message de justice sociale à l'adresse de tous les déshérités, d'une analyse fondée sur les réalités de la société algérienne ou influencée par les réformistes

musulmans ? En tout cas, soulignent-ils, « le Front islamique du salut (FIS) oblige tous ses concurrents à venir discuter sur un terrain auquel ils ne sont visiblement pas préparés ».

Pour relever ce défi, les auteurs de cet ouvrage de référence ont pris le parti de « donner la parole aux textes ». « Nous n'avons choisi ni les textes les plus représentatifs, ni les meilleurs, ni les pires, expliquent-ils, mais des textes qui donnent une idée au lecteur francophone de la littérature quotidienne des islamistes, celle avec laquelle ils « éduquent » et mobilisent leur public ».

J. de B.

► *L'Algérie par ses islamistes*, éditions Karthala, 328 pages, 140 francs.

□ M. Ali Ahmed demande aux islamistes de ne pas « aucune décision suicidaire ». — M. Hocine Ali-Ahmed, dirigeant du Front des forces socialistes (FFS), a exprimé, lundi 13 janvier, le souhait que le FIS « puisse motiver ses troupes et ne s'engage pas dans des opérations qui risquent d'ouvrir la porte à la guerre civile ». Interrogé sur FR 3, il a demandé aux islamistes de ne prendre « aucune décision suicidaire et aventureuse » et condamné la violence, « que ce soit de la part du pouvoir ou des intégristes ».

□ L'ancien président Ben Bella fait « entière confiance aux autorités civiles et militaires ». — L'ancien président algérien Ahmed Ben Bella a indiqué qu'il faisait « entière confiance, dans ces moments difficiles, aux autorités civiles et militaires pour mener à bien leur délicate mission ». Dans une déclaration rendue publique lundi à Alger, M. Ben Bella, président du Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), a ajouté que la démission du président Chadli Bendjedid ouvrait « la voie à une expression plus saine de la vie politique » algérienne. — (AFP)

Prix Paul Léautaud 1991

Alain Dugrand Le 14<sup>e</sup> Zouave

On a rarement décrit avec autant de justesse et d'économie la source complexe des sentiments qui unissent père et fils.

Olivier Maurais / L'Express

192 pages, 89 F



Editions de l'Olivier



## LA CRISE ALGÉRIENNE

## Les pays du Maghreb sur la réserve

L'Iran a de nouveau fermement condamné, lundi 13 décembre, l'annulation du processus électoral en Algérie. En des termes moins virulents que la presse, le vice-président Hassan Habibi a néanmoins souligné que «le peuple d'un pays qui a un passé anti-colonialiste remarquable n'acceptera jamais d'être administré par la force». Même si le FIS s'est toujours senti plus proche de l'Arabie saoudite que de l'Iran, il bénéficie d'un grand soutien auprès de la classe politique iranienne, qui avait unanimement salué sa victoire au premier tour des législatives.

Les pays du Maghreb, dont plusieurs sont confrontés à une pression de mouvements intégristes musulmans, continuent d'observer une attitude prudente sur les événements d'Algérie.

Au surlendemain de la démission du président Chadli, le président tunisien, M. Ben Ali, a assisté, lundi, à une réunion du Conseil supérieur des forces de sécurité. Son ministre des affaires étrangères, M. Habib Ben Yahia, a souligné le rétablissement de «la sécurité et la stabilité» en Algérie. Le chef de la diplomatie israélienne, M. David Lévy, a déclaré que

son pays verrait avec inquiétude s'installer un Etat islamique à Alger. «Je ne prends pas parti pour les uns ou pour les autres, mais nous devons toujours dire notre crainte des régimes totalitaires et intégristes musulmans».

A la veille d'une visite à Paris, le premier ministre de la République islamique du Pakistan, M. Nawaz Sharif, a déploré l'annulation des élections. «Le FIS est sorti victorieux» du premier tour et les résultats du second auraient dû être acceptés «par le pays et le monde extérieur». Le Portugal, qui préside actuel-

lement la Communauté européenne, a estimé qu'il était encore trop tôt pour porter un jugement, mais a souligné la nécessité d'y respecter la démocratie.

Les Etats-Unis ont exprimé leur «inquiétude» après l'«interruption du processus électoral» en Algérie, tout en estimant que le «système actuel» reste constitutionnel. «La Constitution, a précisé le porte-parole du département d'Etat, autorise le Haut Conseil de sécurité algérien à s'occuper de toutes les questions relatives à l'ordre public et à la justice». (AFP, Reuters)

L'analyse des commentateurs de la région

## Un revers pour le mouvement démocratique dans le monde arabe

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

La plupart des gouvernements arabes ont maintenu un silence prudent devant les événements d'Algérie, qui cache, à n'en pas douter, chez la plupart, la satisfaction de voir mis en échec un processus démocratique que peu veulent voir s'instaurer chez eux.

La presse, au contraire, dénonce en général les risques de guerre civile désormais existants en Algérie et les conséquences négatives que peut avoir cet échec sur l'évolution politique du Proche-Orient. Cet échec est en effet aussi un formidable revers pour la démocratie dans le monde arabe où les dirigeants pourrissent d'autant plus rester sourds aux appels au partage du pouvoir qu'ils pourront mettre en avant l'exemple algérien. Car si le vote en faveur du FIS exprimait un rejet total du parti unique, il témoignait aussi du profond ressentiment des oubliés du développement, une situation dont l'Algérie n'a pas l'exclusivité.

Si la plupart des éditorialistes arabes soulignent les légitimes craintes que pouvaient faire naître l'arrivée du FIS au pouvoir, la grande majorité estime cependant que l'expérience aurait dû être tentée, ne serait-ce que pour ne pas faire désespérer les peuples du jeu démocratique.

«Le droit des islamistes à gouverner à travers les urnes n'aurait pas dû être contesté écrit ainsi Al-Ayyam de Bahrein, la situation n'était pas simple mais l'intervention de l'armée conduira précipitamment aux résultats que l'on craignait en cas de victoire du FIS: l'abolition du pluralisme». L'expérience engagée, unique en son genre dans le monde arabe - la démocratie jordanienne où les frères musulmans ont gagné les élections était largement tempérée par les pouvoirs du roi - était regardée avec espoir.

Comme l'écrivait récemment un éditorialiste du journal Al Khaleej des Emirats arabes unis «conscients que le succès de l'expérience algérienne pouvait promouvoir la démocratie dans le monde arabe, beaucoup de cercles arabes et internationaux font de leur mieux pour la faire échouer et prouver (...) que le monde arabe est inhospitalier à la démocratie». Des commentaires que l'on retrouve en Occident, où l'on ne craint pas de s'interroger sur l'application de la démocratie représentative à des sociétés encore archaïques.

## Inciter les islamistes à la violence

Plus grave pour l'avenir peut-être, l'arrêt brutal du processus en cours risque de conforter les islamistes de toute la région dans leur certitude que la démocratie est bien «la honte» qu'ils ont toujours dénoncée. En les privant d'une victoire acquise par les urnes, l'exemple algérien ne peut que les persuader de la nécessité de la violence pour faire prévaloir leur point de vue. «Car enfin, de quelle sorte de démocratie s'agit-il, si elle est conditionnée par la victoire du parti au pouvoir ou plus sérieusement par la défaite d'un groupe particulier d'opposition?», s'interroge ainsi un éditorialiste d'Al Hayat, journal saoudien de Londres, qui poursuit: «Une telle radicalisation risque de briser les derniers ponts entre les gouvernements et leurs peuples».

La seule façon de dénoncer le mythe du FIS, et au-delà, des solu-

Rectificatif. - C'est en juin 1991 que M. Sid Ahmed Ghozali a été nommé chef du gouvernement algérien, et non pas en juin 1990, comme indiqué par erreur dans l'article sur «Le Haut Conseil de sécurité» publié dans le Monde du 14 janvier.

tions islamistes n'aurait-il pas été de le laisser, dans les limites constitutionnelles, prouver son incapacité à résoudre les problèmes auxquels est confrontée l'Algérie? Choisis en désespoir de cause par les plus déshérités, le modèle islamique pur et dur n'a jamais été mis à l'épreuve des faits qu'en Iran, où son échec est patent même si les huit ans de guerre contre l'Irak ont contribué à atténuer dans l'esprit de beaucoup la gravité de la déroute.

L'Iran, qui s'est mobilisé pour soutenir «le peuple musulman algérien», dénonce pour sa part «le complot préconçu pour priver le FIS du pouvoir politique». Le vice-président iranien, M. Hassan Habibi a cependant déclaré: «Evidemment, le peuple d'un pays qui a un passé anticolonialiste remarquable n'acceptera jamais d'être administré par la force».

Dans un monde arabe où l'oppression est plus répandue que la liberté, l'échec algérien sera en tout cas durement ressenti par tous ceux qui avaient espéré que l'exemple annoncé de la démocratie et des droits de l'homme puisse aussi les concerner.

FRANÇOISE CHIPAUZ

## «Le FIS est un mouvement légitime»

nous déclare le commandant Jalloud, numéro deux libyen

De passage à Rome où il est venu, entre autres, pour expliquer au pape Jean-Paul II la position de son pays sur la tragédie de Lockerbie, le numéro deux libyen le commandant Abdelleslam Jalloud a confié au Monde quelques-unes de ses réflexions sur la crise algérienne.

ROME

de notre correspondant

Pour le numéro deux libyen, le cas algérien est indissociable du reste du monde arabe: «Ce qui se passe en Algérie, explique-t-il, n'est que l'aboutissement d'un long processus qui suit son cours dans le monde arabe. C'est le résultat de la répression menée pendant deux siècles par l'Occident et qui s'est traduite par une totale dénaturation culturelle au profit de modèles consuméristes occidentaux. Dès qu'elles ont été indépendantes les nations arabes, perverties justement par ces modèles, ont tenté de progresser et de démocratiser, mais qu'elles ont été incapables de concrétiser. D'où une énorme frustration et le désir de retrouver leurs racines, c'est-à-dire l'islam».

«En ce sens, poursuit-il, le FIS en Algérie est un mouvement légitime. Mais, il est pleinement démocratique: ce que choisit le peuple ne peut être que l'expression de la démocratie». Un phénomène qui, aux yeux du commandant Jalloud, va dans le

sens de l'histoire: «De plus, à présent, depuis la guerre du Golfe, l'ancien conflit Est-Ouest a été transformé en conflit Nord-Sud et même en affrontement entre l'Occident chrétien et l'islam».

«Je crois fermement que s'il y avait des élections libres dans d'autres pays arabes, elles se termineraient toutes comme en Algérie. En Irak par exemple, l'Occident et les Américains affirment de façon inhumaine la population, je suis sûr que cela va se traduire un jour par une monarchie de l'islam, due à la encore à la frustration». Et comme on lui fait remarquer que ce n'est peut-être pas excellent pour le régime de Saddam Hussein il ajoute: «Peut-être, mais ce ne sera pas bon non plus pour l'Occident».

De toute façon, estime-t-il, «il y a une faillite généralisée des systèmes laïques dans le monde arabe car tout finit par être assimilé aux régimes préfabriqués imposés à l'époque par les Occidentaux. Je ne vois aucune force laïque, par exemple en Algérie, qui puisse assumer le pouvoir et conduire le pays». Quels seraient donc les modèles à suivre? L'Iran? «Justement pas. Le théocratie n'est pas la démocratie. En Libye nous ne sommes pas un pays laïc et nous nous appuyons sur le Coran et la Charia (la loi islamique). Mais nous avons trouvé un équilibre. Il faut pour les pays arabes un islam démocratique, un islam de dialogue».

propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

Le troisième homme de l'armée au sein du Haut Conseil de sécurité

## Le général-major Abdelmalek Guenaziza

Trois militaires occupent une place prépondérante au sein du Haut Conseil de sécurité, qui assure depuis le dimanche 12 janvier la réalité du pouvoir en Algérie: le général-major Khalid Nezzar, ministre de la défense, le général-major Larti Belkheir, ministre de l'intérieur (le Monde du 14 janvier), et le général-major Abdelmalek Guenaziza, chef d'état-major général de l'armée nationale populaire (ANP). Le général-major Abdelmalek Guenaziza était un

proche du chef de l'Etat démissionnaire, dont il avait été le collaborateur lorsque ce dernier était commandant de la région militaire d'Oran. En 1984, il avait fait partie de la première promotion de généraux algériens. Il a remplacé M. Nezzar à la tête de l'état-major de l'ANP, lorsque celui-ci a été nommé ministre de la défense, en juillet 1990. Le général Abdelmalek Guenaziza est connu pour son opposition à toute idée d'Etat islamique.

En France

## Le gouvernement reste prudent, l'opposition est partagée

(nos dernières éditions du 14 janvier). Le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, a indiqué que «rien ne permet d'envisager un exode algérien vers la France et précisé que, si la France dispose de structures d'accueil pour faire face à des arrivées massives, «rien de particulier» n'est prévu pour d'éventuels exilés algériens. «Ce qui est prévu, c'est le droit, l'application de la loi pour ceux qui viendraient d'Algérie», a ajouté M. Marchand.

Pour M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui s'exprimait lundi soir sur M6, «les coupes d'Etat, même «à blanc», ne sont pas bons». «Ils se retournent toujours contre nous». M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré au journal du soir d'Antenne 2, lundi, que l'interruption du processus électoral revêt un caractère «antidémocratique» et «dangereux». «C'est une fausse coupure d'Etat à l'action humanitaire, qui risque de se passer en Algérie sans que nous en soyons conscients», estime le président de l'UDF. Il a ajouté que la France doit adopter une attitude de «vigilance» devant l'évolution de la situation en Algérie et juger les nouveaux dirigeants sur leur «respect des règles démocratiques et leur respect des droits de l'homme». Évoquant la possibilité d'une vague d'immigration

algérienne, M. Giscard d'Estaing a déclaré: «Je souhaite que la France soit défendue, qu'on ne puisse venir ou résider en France que dans le respect strict de notre loi».

M. Jacques Chirac exprime, dans un entretien publié mardi par le *Républicain lorrain*, le souhait que «le régime d'exception en place à Alger entreprenne le plus rapidement possible les réformes économiques, politiques et sociales qu'attend depuis trop longtemps le peuple algérien». «La fuite en arrière vers le fondamentalisme religieux n'est pas la réponse aux problèmes économiques, sociaux et démographiques», ajoute M. Chirac, pour qui «il est évident que l'intérêt de la France est que l'Algérie devienne le plus tôt possible une grande démocratie moderne, dotée d'une économie libre et solide».

## Les Verts: «ni chaos ni tchador»

Pour M. Jean-Marie Le Pen, «ce qui risque de se passer en Algérie paraît plus grave que ce qu'entraînerait le processus démocratique». «On vient (...) de bafouer de façon cynique la volonté du peuple algérien de se doter d'un pouvoir démocratique», a ajouté, à l'occasion d'une rencontre avec la presse, lundi, le président du Front

national, qui a qualifié le FLN de «comarilles de militaires dictatoriales». M. Le Pen prévoit «des troubles, des confrontations et, peut-être, une guerre civile». Il a évoqué la possibilité de «répercussions dans toute l'Europe et peut-être même en France», où «il y a une très forte présence étrangère musulmane». «Nous risquons de revoir des commissariats de police derrière des blindages», a-t-il dit en se référant à la période de la guerre d'Algérie. Il a indiqué qu'un accord lui paraissait possible avec le FIS, dans la mesure où celui-ci voudrait «voir retourner chez eux les Algériens».

Tandis que les Verts déclarent, lundi, que la situation en Algérie ne doit amener «ni chaos ni tchador», affirmant leur «opposition à l'intégrisme islamique» et «déploration» le recours à l'armée, le Mouvement des radicaux de gauche jugeait que «les décisions du pouvoir algérien ne sont acceptables que si elles constituent le début d'une nouvelle approche de la démocratisation du pays». M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a déclaré, mardi matin, sur Radio-Montecarlo, que «tout est possible en Algérie et que l'interception du processus électoral peut contribuer à renforcer le FIS».

POINT DE VUE

## Tragique dilemme

par Georges Morin

EN ces premières semaines de janvier, l'Algérie se cherche. Après trente ans de régime autoritaire et d'économie administrée, le pays a connu deux fractures successives. Une première d'ordre économique: après la chute brutale des prix du pétrole en 1986, l'Algérie découvre peu à peu le délabrement de son économie et doit se lancer, bon gré mal gré, sur la voie de l'économie de marché. Voie dangereuse dans la mesure où cette économie, créatrice de richesses, génère aussi inégalité et injustices que l'Etat ne peut plus corriger puisqu'il est lui-même appauvri.

Cette dégradation entraîne, deux ans plus tard avec l'explosion d'octobre 1988, une deuxième fracture sur le plan politique. Le régime algérien relève alors, non sans courage, le défi de l'ouverture démocratique. Rares sont les pays du tiers-monde qui auront connu une telle liberté dans l'expression des opinions comme sur le plan de l'action politique. Mais ici aussi, la réforme ne pouvait que se retourner contre le pouvoir en place qui, rendu responsable de tous les maux dont on pouvait enfin parler, connut un rejet grandissant dans toutes les classes de la société algérienne.

## Comme Gorbatchev

On a souvent comparé l'itinéraire de Mikhaïl Gorbatchev à celui de Chadli Bendjedid. Deux hommes, issus de l'appareil, mais qui prennent conscience des nécessités du moment et ouvrent leur pays à l'économie de marché et à la démocratie. Deux hommes qui connaissent alors les mêmes déboires puis la même impopularité et qui finissent par être balayés sans grand ménagement.

Mais, à la différence de l'ex-URSS, un parti politique d'opposition a eu, en Algérie, engranger systématiquement tous les mécontentements, en s'opposant de manière radicale au pouvoir en place, en dénonçant à son profit une quête profonde d'authenticité, en menant sur le terrain un travail

remarquable de solidarité envers les plus démunis: c'est le Front islamique du salut. Ennemis juré d'un système démocratique qui jugeait trop tardif le passage en force, ce parti tenta de passer en force, en juin 1991, par la voie insurrectionnelle. Stoppé net dans cette velléité par la réaction musclée de l'armée algérienne, il sait alors faire le dos rond malgré la répression et réussit à recueillir, lors du premier tour des législatives du 26 décembre, 47 % des suffrages des 59 % d'Algériens qui se rendent aux urnes.

La précédente Assemblée nationale, composée exclusivement d'élus FLN, persuadée que ce parti allait capitaliser toutes les voix non islamistes, avait commis l'erreur politique majeure de choisir un mode de scrutin majoritaire à deux tours, qui a amplifié le succès du FIS et laminé tous les autres partis. Bien que n'ayant obtenu que 2,2 millions de voix sur 13,2 millions d'inscrits, le FIS allait donc, inévitablement, obtenir, à l'issue du deuxième tour, une majorité absolue de sièges à la première Assemblée nationale issue d'un vote libre et pluraliste.

Dès lors, la jeune démocratie algérienne se trouvait placée dans une situation inextricable: laisser se poursuivre le processus démocratique, c'était remettre le pouvoir à un parti, directement menacé par 24 % du corps électoral et dont le premier acte annoncé serait d'abolir le régime démocratique. Mais pour arrêter le pays sur cette pente fatale, il ne restait qu'un seul recours efficace: l'interruption du processus électoral et le recours à l'armée! Tragique dilemme!

## Un recours inéluctable

Aussi, tandis que des partisans de l'ancien régime commencent à pacifier avec les islamistes, deux scénarios divisaient les adversaires d'une république intégriste: pour les uns, il fallait impérativement laisser se poursuivre le processus engagé et aller à un second tour de scrutin dont on

espérait, les invalidations du premier tour aidant, qu'il permettrait au moins d'empêcher le FIS d'atteindre la majorité des deux tiers des sièges. C'était la thèse défendue, tant par le premier ministre Sid Ahmed Ghozali, sur Europe 1, que par le leader du FFS, M. Hocine Alt-Ahmed, dans diverses interventions. Pour eux, le président de la République avait entre les mains suffisamment d'armes constitutionnelles pour entraver toutes les velléités de dérapage antidémocratique du nouveau parti dominant. Et si celui-ci tentait d'imposer ses vues, le président pouvait alors dissoudre la Chambre, l'armée étant là pour garantir l'ordre constitutionnel.

Pour d'autres dirigeants politiques et syndicaux, qui s'exprimaient notamment au sein du Conseil national de sauvegarde de l'Algérie, le pari était trop risqué: un parti totalitaire s'appuyant sur des forces populaires minoritaires mais déterminées ne lâcherait jamais un pouvoir qu'il aurait pu conquérir et dont il saurait contrôler rapidement les rouages essentiels.

Dans les deux scénarios, le recours à l'armée semblait donc inéluctable. Il ne valait que dans le temps et le choix reposait sur une seule interrogation: ce qui était encore possible aujourd'hui le serait-il toujours demain? Les responsables de l'armée, avec l'assentiment du premier ministre et à l'encontre du président, ont finalement choisi d'agir préventivement. C'est un choix risqué car, quelles que soient les précautions adoptées, il permettra aux islamistes de protester de leur bonne foi sans qu'on puisse leur imputer la moindre atteinte aux droits de l'homme ou à la démocratie. Mais, à l'inverse, qui peut se permettre de dire aux Algériens qu'ils auraient dû, coûte que coûte, «tenir l'empêchement».

Georges Morin est responsable, au secrétariat national du PS, des relations avec le Maghreb.

ص: زامن الأصل



## EUROPE

# Un entretien avec le ministre des affaires étrangères de Serbie

« L'Europe n'a absolument pas été impartiale dans la crise yougoslave », nous déclare M. Vladislav Jovanovic

BELGRADE

de notre correspondant

« Quel jugement portez-vous sur l'attitude de la Communauté européenne depuis le début du conflit en Yougoslavie ? »

— Au début de la crise, l'Europe nous a tendu la main pour venir à notre secours et nous l'avons acceptée en toute confiance. Ensuite, l'Europe nous a proposé la Conférence de paix sur la Yougoslavie et nous l'avons acceptée, croyant alors fermement aux promesses du président Mitterrand et à la volonté européenne d'aider les peuples et les Républiques yougoslaves à trouver une solution satisfaisante pour toutes. Malheureusement, après l'ouverture de la Conférence, la Communauté s'est écartée du mandat que les Républiques yougoslaves, la CSCE et, plus tard, le Conseil de sécurité lui avaient confié. Au lieu de se comporter d'une façon neutre et impartiale, elle a pris parti pour les Républiques sécessionnistes.

— Le plan de lord Carrington a entériné l'indépendantisme et le sécessionisme unilatéral. L'Europe s'est opposée à l'option fédérale et un droit des peuples des Républiques de rester en Yougoslavie au profit du sécessionisme. Elle est allée encore plus loin en ne mentionnant pas le nom de la Yougoslavie alors que la conférence de paix était sur la Yougoslavie et non contre ou sans la Yougoslavie. Elle a déclaré que la Yougoslavie était morte en tant qu'Etat. Le principe de la légalité a donc été violé et la Conférence sur la Yougoslavie est devenue de plus en plus dépendante de la volonté politique de la CEE.

Les hésitations de la politique française

— Plusieurs ultimatum nous ont été lancés, des sanctions commerciales et économiques ont été prises. On a même introduit la théorie des sanctions sélectives, ce qui est une absurdité économique et politique. La Serbie et le Monténégro ont été menacés d'un embargo pétrolier. Tout cela a renforcé la méfiance de certaines Républiques à l'égard de la politique de la CEE.

— Nous avons aussi vite compris que, derrière cette politique européenne, se profilait un Etat-membre particulièrement offensif, l'Allemagne, qui a exercé une pression énorme et entravé le travail de la conférence en forçant une politique de fait accompli et arbitraire. Entre-temps, l'ONU s'est intéressée à la crise yougoslave et son impartialité, son objectivité, nous ont permis d'obtenir quelques succès : l'accord de la trêve sur le terrain, le plan Cyrus Vance et l'arrivée d'un premier groupe de casques bleus en Yougoslavie.

— La position française se distingue quand même de celle de l'Allemagne ?

— Nous le souhaiterions mais nous ne voyons pas de différence substantielle. Pour la France, la Yougoslavie n'est pas un dossier prioritaire. L'une de ses priorités absolues ce sont ses relations avec l'Allemagne, et nous le comprenons. Mais cela ne doit pas être un prétexte pour fermer les yeux sur ce qui se passe ailleurs en Europe et surtout sur certains aspects de la politique de l'Allemagne dans la crise yougoslave. Il est déplorable qu'un pays qui a été divisé pendant quarante ans et qui a tant réclâmé une unification s'efforce de rompre l'unité de notre pays en favorisant l'inégalité et le sécessionisme unilatéral.

— L'Australie et, malheureusement aussi, l'Italie, ont rejoint cet axe anti-yougoslave. Et d'autres. Et ce n'est pas par hasard que l'on y retrouve pratiquement tous les pays qui se sont battus contre la Serbie et la Yougoslavie pendant les première et la deuxième guerres mondiales. La France est particulièrement chère aux Serbes et reste profondément ancrée dans nos cœurs mais sa politique hésitante nous a déçus. Mais le président Mitterrand est une exception puisqu'il s'est rangé personnellement à plusieurs reprises du côté de la légalité, ce que nous apprécions beaucoup.

— Quels sont les objectifs de la Serbie maintenant ?

— La Serbie s'est battue pendant des siècles pour vivre dans un Etat commun. L'idéal de la Serbie a été réalisé en 1918 et après la seconde guerre mondiale. Mais cette idée n'était pas celle de tout le monde. Pendant des années et même des décennies, les Croates et les Slovènes

ont agi contre leur pays. L'Europe ne tient pas compte de ce fait. Lorsque Tito était âgé, la Slovénie et la Croatie se sont employées à affaiblir la Fédération et à créer les conditions nécessaires pour quitter, au moment propice, la communauté yougoslave. C'est arrivé avec la chute du communisme.

— Les premières élections libres qui auraient dû nous donner des leaders démocratiques, nous ont donné des leaders ultra-nationalistes et même profascistes, comme c'est le cas en Croatie. Dès leur arrivée, l'idée de sécessionisme et même de la destruction de l'Etat yougoslave a prévalu. En même temps, les pays revanchards et irrédentistes ont publiquement soutenu cette politique. Cette conjonction de forces contre l'Etat yougoslave était trop forte.

La grande Serbie : une « absurdité »

— Est-ce que Belgrade aspire à la création d'une grande Serbie et trouvez-vous l'expression péjorative ?

— Parler de grande Serbie n'est pas seulement péjoratif. C'est une expression qui a été forgée pour détourner l'attention des vrais problèmes, que sont le sécessionisme et l'annexionnisme de la Yougoslavie. Si l'idée de la grande Serbie était chère aux Serbes, elle aurait pu être réalisée sans peine en 1918. La grande Serbie a même été offerte au gouvernement serbe par les alliés. Mais la Serbie a refusé, pour faire plaisir aux Croates et aux Slovènes, qui imploraient de se joindre à nous pour vivre dans un pays commun. A l'époque, notre gouvernement a hésité mais il a fait un geste fraternel afin de protéger les Croates et les Slovènes contre les prétentions de l'Italie et de l'Australie de l'époque.

— Pendant la seconde guerre mondiale, le peuple serbe, majoritaire dans la Résistance, aurait pu imposer sa volonté et créer une nouvelle fois la grande Serbie. Au lieu de tirer profit de la situation, le peuple serbe a tendu la main au peuple slovène et aux Croates. On a même accepté le modèle fédéral pour satis-

faire les besoins des autres. Dire que les Serbes qui ont refusé à deux reprises de réaliser leur unité sont prêts à le faire maintenant est absurde.

— Et si le peuple serbe était le seul à vouloir rester en Yougoslavie ?

— Il n'y a pas que le peuple serbe, il y a aussi les Monténégrins. Dès qu'il y a au moins deux peuples, deux Républiques, qui aspirent à vivre en Yougoslavie, celle-ci continue à exister, sa continuité étatique et juridique ne peut pas être remise en question. Bien sûr, la Bosnie ne s'est pas encore prononcée. Toutefois, l'un des peuples constituant de la Bosnie, le peuple serbe, ne veut pas vivre dans un Etat indépendant bosniaque mais veut rester en Yougoslavie. L'idéal est que la Bosnie préserve son unité et continue à vivre dans cette Fédération yougoslave qui va être reconstituée comme un Etat démocratique et moderne à l'image des pays européens. Si le Monténégro, la Serbie et les Serbes, la Bosnie-Herzégovine veulent rester en Yougoslavie, cela représente une moitié de la population yougoslave.

— La plus grande erreur de la Communauté européenne est de fermer les yeux sur l'existence d'une volonté de vivre dans un pays commun de la moitié de la population yougoslave et de favoriser l'autre moitié qui veut quitter la Yougoslavie pour toujours.

— Pourquoi insistez-vous tant sur le maintien de la Yougoslavie ?

— Lorsque le Pakistan s'est déchiré, une moitié du pays a été l'héritier légitime de l'Etat pakistanais. Pour ce qui est de la Yougoslavie, la moitié, loyale envers la Yougoslavie, a le droit de réclamer l'Etat fédéral de ce pays, notamment son nom, son statut, son présent et son avenir. On ne peut pas avoir deux types de critères, l'un pour le Pakistan et l'autre pour la Yougoslavie. D'autre part, on ne peut pas comparer ce qui s'est passé dans l'ex-Union soviétique avec ce qui se passe en Yougoslavie. On invoque souvent cet exemple pour nous forcer à nous inspirer, mais ce n'est pas la même chose : l'Union soviétique était le résultat d'une série de conquêtes alors que la Yougoslavie est le résultat d'une « imploration » de la part des Slovènes, Croates et Monténégrins. En URSS, toutes les Républiques ont décidé de quitter leur pays et de proclamer leur indépendance. En Yougoslavie, deux Républiques et une moitié de la population sont farouchement opposées à toute idée de quitter le pays.

— Comment voyez-vous l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, qui seront reconnues par l'Allemagne, sans doute d'autres pays européens le 15 janvier ?

— Nous regrettons mais nous acceptons cette nouvelle réalité, car nous n'avons jamais contesté le droit à l'autodétermination des Croates et des Slovènes. Nous avons seulement demandé que cela se fasse de façon légale et non illégale. Nous voulions un divorce négocié. La reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie ne pose pas de problème. Toutefois, nous devons régler en Croatie la question des Serbes. Nous insistons sur la reconnaissance des mêmes droits nationaux, nous n'avons pas de prétentions territoriales.

— Nous avons toujours dit que les territoires de nos voisins ne nous intéressaient pas. Mais nous nous sommes toujours souvenus aussi que la position et les droits des Serbes vivant en dehors de la Yougoslavie nous intéressaient beaucoup. De notre point de vue, la Croatie peut être reconnue en tant qu'Etat indépendant dès qu'elle résoudra le problème des Serbes de façon satisfaisante et en accord avec les Serbes vivant là-bas. C'est pour cela que nous avons soutenu l'idée d'un déploiement de « casques bleus » dans les enclaves serbes de Croatie voyant dans la protection des Serbes par les Nations unies une garantie qu'il n'y aura plus de guerre et pas de nouveau génocide.

— Si Zagreb est en mesure de garantir le respect des droits nationaux des Serbes de Croatie, ces derniers pourraient-ils rester dans une Croatie indépendante ?

— Compte tenu du passé et du génocide dont ils ont été les victimes pendant la deuxième guerre mondiale, on comprend les craintes des Serbes de Croatie à l'égard d'un Etat indépendant croate. Je crois qu'ils préfèrent un suicide collectif plutôt que de vivre dans un Etat indépendant croate. Surtout lorsque la politique des dirigeants croates envers les Serbes ne diffère pas beaucoup

de celle menée contre eux pendant les deux guerres mondiales. C'est pourquoi il faut que la garantie internationale et la protection des Nations unies durent suffisamment longtemps, dix ou vingt ans peut-être, pour que les émotions se calment, que la prospérité économique reprenne partout et que le régime évolue vers une démocratie.

— Pourquoi le quinzième cessez-le-feu n'a-t-il davantage de chances de réussir que les précédents ?

— Jusqu'à maintenant, c'est-à-dire jusqu'à l'engagement des Nations unies, le cessez-le-feu avait été arraché par la Communauté européenne. A chaque fois l'Allemagne et d'autres pays, comme l'Australie, menaçaient de reconnaître la Croatie si la guerre continuait. Ce qui revenait à inviter la Croatie à continuer la guerre. Heureusement, lorsque l'ONU s'est engagée énergiquement dans l'affaire paix, la Croatie a réalisé que poursuivre la guerre ne payait plus.

— Parallèlement, il y a eu la déclaration malheureuse de l'Europe offrant à chacune des Républiques la possibilité d'être reconnue. A ce moment-là, la Croatie a réalisé que, avec ou sans la guerre, elle atteindrait son objectif. Cela ne veut pas dire que la reconnaissance prématurée de l'indépendance de certaines Républiques yougoslaves permettra le rétablissement de la paix. Il ne faut pas oublier que l'Europe s'était engagée, à la conférence sur la

Yougoslavie, à ne pas reconnaître l'indépendance des Républiques yougoslaves avant l'aboutissement de cette conférence. L'abandon de cette politique provoque certains risques dont il faut être conscients. Le 15 janvier peut être un jour décisif et même fatal si l'Europe ne se rend pas compte de toutes les conséquences d'une politique unilatérale prématurée.

— Est-ce que l'armée fédérale éprouve les thèses de la Serbie ?

— L'armée fédérale est yougoslave. Elle n'a pas changé de conception. Ce sont les Républiques sécessionnistes qui l'ont contrainte à dépendre de plus en plus de la Serbie pour pouvoir ensuite l'accuser d'être panserbe. L'important est de souligner que les Serbes n'ont pas leur propre armée et qu'ils reconnaissent l'armée fédérale comme la seule force armée légale en Yougoslavie. Leur protection dépend donc d'elle.

— L'armée a toujours essayé de se comporter comme une armée yougoslave, notamment en Croatie, où elle est intervenue pour s'interposer entre Serbes et Croates. Lorsque les Croates ont attaqué l'armée elle s'est contentée de se défendre. Si elle était passée à l'offensive elle aurait pu conquérir la Croatie en moins d'une semaine.

Propos recueillis par FLORENCE HARTMANN

RUSSIE

## Le président du Parlement demande la démission du gouvernement

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'état de grâce du nouveau gouvernement de M. Boris Eltsine n'aura pas résisté à la mise en œuvre de sa première mesure économique. Même si la popularité personnelle du président russe n'a peut-être pas été atteinte, M. Eltsine a constaté la semaine dernière, lors d'une tournée en province, le mécontentement des foules face à sa politique de libération des prix. Un mécontentement qui élargit le cercle des hauts dignitaires du régime en fronde ouverte contre sa politique. Celui qui avait lancé, le vice-président Alexandre Rousskov, a encore tenu à signaler, dans une interview ce week-end à l'hebdomadaire *Temps nouveaux*, que Boris Eltsine ne lui « dit même pas bonjour ». Lundi 13 janvier, une attaque en règle est venue également de la part du président du Parlement, M. Rouslan Khasboulatov, qui, par deux fois lors de la même journée, a demandé purement et simplement la démission du gouvernement dirigé par M. Eltsine. Ce dernier cumule en effet les fonctions de président et de chef du gouvernement. M. Khasboulatov, qui défendait fermement M. Eltsine avant que ce dernier ne fût nommé, en annonçant son nouveau gouvernement, déclare maintenant que ces ministres sont « peu efficaces » et « peu qualifiés pour réaliser les réformes économiques ».

Le président du Parlement, qui rentre lui aussi d'une tournée en province — où il raconte avoir assisté à une « augmentation sauvage et non contrôlée des prix », — a estimé que la politique fiscale actuelle « étrangle les producteurs » et a préconisé une baisse des impôts.

« Comment parler des impôts alors que nous n'avons pas encore commencé à les collecter ? », lui a répondu M. Egor Gaidar, super-ministre de l'économie. Tout en estimant « normal » que le Parlement critique le gouvernement, M. Gaidar a déclaré : « Je peux vous assurer que le gouvernement n'a aucune intention de

dimissionner. » Tout ce qui se passe actuellement, ajoute-t-il, est conforme à nos pronostics et reste dans les limites que l'on attendait. Pendant des années nous avons dépensé sans compter et n'importe comment. C'est cela que nous sommes en train de payer aujourd'hui.

Quant au principal intéressé, M. Boris Eltsine, il devait s'expliquer jeudi devant le Parlement sur sa politique économique, après avoir démenti mardi qu'il aurait l'intention de démissionner de son poste de premier ministre pour se consacrer à son rôle de président, comme l'affirmait lundi l'agence Interfax. Reprenant sa tournée en province, il a déclaré à Briansk (à quelque 200 kilomètres à l'ouest de Moscou) qu'il défendrait son gouvernement, tout en estimant que ses pourfendeurs ont « cédé à un moment d'émotion ». M. Eltsine doit aussi compter avec le mécontentement de pays voisins de la Russie qui subissent les conséquences de son rechange économique. Ainsi la Russie a-t-elle réduit de 40 % ses fournitures de gaz à la Pologne, et les Estoniens, de même que de nombreux habitants de villes russes, sont privés depuis lundi de chauffage par manque de combustible livré par Moscou.

JOSÉ-ALAIN FRALON

■ L'ONU commence l'examen des demandes d'adhésion de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et de Kazakhstan. — Le Conseil de sécurité des Nations unies a commencé, lundi 13 janvier, l'examen des demandes d'adhésion de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan (ex-Kirghizie) et du Kazakhstan, a indiqué le président du conseil, l'ambassadeur britannique Sir David Hannay. L'adhésion de ces trois Républiques à l'ensemble du système de l'ONU ne fait aucun doute, souligne-t-on de sources diplomatiques, et devrait être formalisée en février à la reprise de la session de l'Assemblée générale, suspendue le 20 décembre. — (AFP)

## Le Saint-Siège reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie

CITÉ DU VATICAN

de notre correspondant

« Aujourd'hui, 13 janvier 1992, le Saint-Siège a envoyé une note aux gouvernements des Républiques de Croatie et de Slovénie leur indiquant qu'il reconnaît leur souveraineté et leur indépendance. Une autre note, précise le communiqué du Vatican lu le jour même à la presse par le porte-parole adjoint Mgr Piero Pennachini, a été envoyée à Belgrade pour « l'informer de cette décision » et « souligner qu'il n'y a là aucun geste hostile envers la Yougoslavie ». La prononciation apostrophée à Belgrade, Mgr Montalbano, ajoute encore le communiqué, continuera à représenter le Saint-Siège en Yougoslavie.

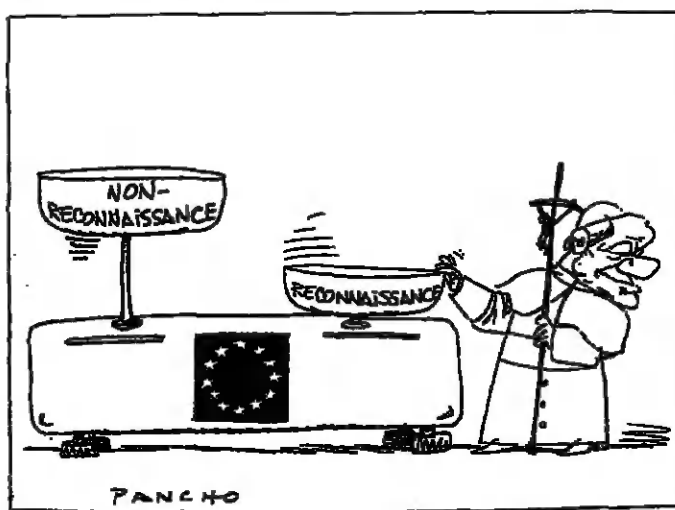
Cette reconnaissance, prévue de longue date, n'a guère surpris. Déjà, comme l'a rappelé Mgr Pennachini au moment de Noël, le Vatican avait opéré en quelque sorte une « pré-reconnaissance » des deux Républiques (majoritairement catholiques), assortie, pour être définitive, d'un certain nombre de conditions, parmi lesquelles l'engagement des deux futurs pays souverains à respecter l'Acte final d'Helsinki et les textes fondamentaux définis par l'ONU et la CSCE. Le Saint-Siège estimait que la réponse avait été « rapide » et « satisfaisante », rien ne s'opposait plus à la reconnaissance finale.

Vive réaction de Belgrade

Mais pourquoi avoir expressément voulu l'annoncer deux jours avant la date butoir du 15 janvier fixée par la Communauté européenne ? Un point sur lequel le porte-parole adjoint est resté plus discret. En général le Saint-Siège s'avance rarement et a plutôt l'habitude de reconnaître des situations déjà « stabilisées ». Mais cette

fois il se serait agi, indique-t-on de source vaticane, de marquer publiquement « le fort soutien » du Saint-Siège aux deux Républiques, et en particulier à la Croatie.

Il est vrai que Jean-Paul II lui-même n'a guère caché jusqu'ici sa préoccupation pour « la chère terre



de Croatie » et a implicitement désigné à l'occasion la Serbie comme l'agresseur. Et ce dans les termes les plus vifs.

Après avoir souligné ainsi à plusieurs reprises « l'humiliation » que représente pour l'Europe son incapacité à résoudre la crise yougoslave, le pape — qui par deux fois a envoyé en mission sur le terrain Mgr Jean-Louis Tauran, secrétaire pour les relations avec les Etats, ainsi que le cardinal Etchegaray — avait samedi dernier, dans son homélie traditionnelle sur l'état du monde, qualifié de « révoltant » le « bombardement systématique des églises et des hôpitaux de Croatie ».

Prise de position forte, qu'un article sur la Yougoslavie très remarqué à la une de *L'Observateur Romano* de lundi est venu encore étayer : « L'indifférence serait into-

lévable. La voix qui se lève de Rome ignore l'opportunité, fût-il un saint opportuniste », et refuse la stagnation des intérêts conservateurs.

Les idées politiques et surtout les commentaires affaiblis par l'Eglise de Rome lui avaient déjà valu un

net refroidissement dans ses relations avec l'Eglise orthodoxe qui avait pratiquement boycotté le dernier le synode extraordinaire des évêques sur l'Europe. Cette fois, en dépit des précautions oratoires prises par le Saint-Siège, son empressement n'a guère été du goût de Belgrade qui a exprimé, l'après-midi même par la voix de son vice-ministre des affaires étrangères M. Milan Vares, sa « forte désapprobation ». L'initiative du Vatican, a dit M. Vares, est une « interférence directe dans les affaires intérieures de la Yougoslavie » et une « violation des lois internationales ». Enfin, comme pour mieux marquer cette désapprobation, Belgrade a annoncé lundi que son ambassadeur auprès du Saint-Siège, M. Ivica Mastorko, était relevé de ses fonctions.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

## Faut-il changer la constitution ?

Un livre pour comprendre.

**DROIT CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONS POLITIQUES**  
LA VIÈME RÉPUBLIQUE  
Dominique Rousseau  
Collection Casanova  
Bernard Dorandeu  
EYROLLES

Par D. Rousseau  
(Professeur à l'Université de Montpellier I  
et Directeur du Centre d'Etudes et de  
Recherches comparatives constitutionnelles  
et politiques.  
C. Casanova et R. Dorandeu

LE COURS : 208 pages - 145F

LES TRAVAUX DIRIGES : 224 pages - 139F

Eyrolles, 61 Bd St Germain 75005 Paris



## EUROPE

POLOGNE : pour protester contre les hausses des prix

## Solidarité a organisé une première grève d'une heure

Pour protester contre la hausse du prix de l'énergie, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs polonais ont observé, lundi 13 janvier, une grève d'une heure à l'appel du syndicat Solidarité, qui organisait sa première action revendicative à l'échelle nationale depuis la chute du communisme.

La grève a été «largement suivie», à près de 80 %, en particulier dans les grandes entreprises et les régions les plus touchées par le chômage, selon le syndicat polonais. Le président de Solidarité, M. Marian Krzaklewski, a déclaré lundi à Gdansk que son syndicat ne voulait pas faire tomber le nouveau gouvernement du premier ministre, M. Jan Olszewski.

A la tête d'un fragile cabinet de centre droit, ce dernier a affirmé que l'état «catastrophique» de l'économie ne permettait pas d'annuler cette nouvelle hausse des prix, intervenue le 1<sup>er</sup> janvier. Mais il a télé-

phoné lundi au président de Solidarité pour l'assurer que le gouvernement examinerait dès mardi les revendications du syndicat. Tacitement soutenu par le président Lech Walesa, ce mouvement est le plus important depuis les grandes grèves d'août 1988 qui ont entraîné la chute du régime communiste. Le porte-parole de M. Lech Walesa, M. Andrzej Drzyzalski, a estimé lundi que «cette grève est le signe que la population est fatiguée par la ligne politique suivie actuellement. Il faut en tirer les conclusions». Le cabinet de M. Olszewski a été formé contre les souhaits de M. Walesa.

Une nouvelle grève contre le chômage et la «situation désespérée de la majorité de la population» est annoncée pour jeudi, cette fois à l'appel du syndicat ex-communiste OPZZ et du mouvement radical Solidarité 80. — (AFP)

## EN BREF

ALLEMAGNE : manifestations communistes pour le 73<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Rosa Luxemburg. — Quelques cinquante mille personnes, selon la police, ont défilé, dimanche 12 janvier à Berlin, pour rendre hommage aux dirigeants révolutionnaires allemands Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, assassinés le 20 janvier 1919. Les manifestants, qui sont allés se recueillir sur la tombe des deux dirigeants étaient en majorité originaires de l'ex-RDA. — (AFP)

ESPAGNE : démission du ministre de la santé. — Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, a accepté, lundi 13 janvier, la démission du ministre de la santé, M. Julian Garcia Valverde. Ce dernier est soupçonné d'avoir été mêlé à une opération immobilière frauduleuse alors qu'il présidait les chemins de fer

espagnols (RENFE). En mars 1990, la RENFE avait avancé à l'une de ses filiales, la société Equidea, 1,8 milliard de pesetas (environ 18 millions de dollars) pour l'achat de terrains à San-Sebastian-de-los-Reyes, municipalité socialiste près de Madrid. Certaines des parcelles, adossées et revendues le jour même par des intermédiaires, avaient été facturées dix fois plus cher à la RENFE. — (AFP)

IRLANDE DU NORD : un catholique tué par une bombe. — Un catholique a été tué par l'explosion d'une voiture piégée, lundi 13 janvier, près de Coalishland (centre de l'Ulster), a annoncé la police locale. La bombe avait été placée sous la voiture de la victime, qui n'avait aucun lien avec les forces de sécurité, selon la police. L'attentat n'a pas été revendiqué. — (AFP)

## ASIE

## Le Pakistan «demeure intéressé» par l'achat d'une centrale nucléaire à la France

nous déclare le premier ministre, M. Nawaz Sharif

Le premier ministre pakistanais était attendu à Paris, mardi 14 janvier, pour une visite officielle de cinq jours, au cours de laquelle il sera reçu par le président François Mitterrand et par M<sup>me</sup> Edith Cresson. M. Nawaz Sharif a déclaré, dans un entretien au Monde, que la coopération dans les domaines de la défense et du nucléaire serait au cœur de ses conversations avec les responsables français.

## ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

M. Nawaz Sharif, quarante-deux ans, est le chef, modéré et libéral dans son inspiration économique, de l'UI, la coalition islamique conservatrice et modérée qui gouverne le Pakistan depuis quatorze mois. Celui-ci l'a emporté largement dans des élections contestées — sur le Parti du peuple (PPP) après la révocation de M<sup>re</sup> Benazir Bhutto.

Juriste devenu spécialiste de finances, M. Sharif a vu son étoile politique monter sous le gouvernement autoritaire du général Zia (1977-1988). Originaire du Pendjab, la province de loin la plus peuplée du Pakistan, il est le premier chef de gouvernement issu de la classe moyenne des chefs d'entreprise dans un pays où, traditionnellement, les généraux alternent au pouvoir avec les représentants de l'aristocratie foncière.

La visite à Paris de M. Sharif survient moins de deux ans après celle d'un chasseur remarqué, qu'avait fait au Pakistan, alors dirigé par M<sup>re</sup> Benazir Bhutto, M. François Mitterrand. Ce long séjour rappelle que, pour être très discrètes, les relations entre les deux pays sont, depuis l'époque du général de Gaulle, demeurées bonnes et ont souvent été excellentes, par-delà les aléas politiques.

En particulier, c'est la France qui a équipé pour l'essentiel la marine pakistanaise, et une partie de sa force aérienne. Islamabad se montre intéressé par l'acquisition éventuelle d'une quarantaine d'avions Mirage 2000, du fait que les Etats-Unis retardent depuis dix ans et demi la livraison de soixante F-16 promis (et en partie payés), en raison des craintes que leur impacte la politique nucléaire du Pakistan.

«Nous n'avons pas arrêté d'ordre du jour précis pour nos discussions à Paris. Nombre de thèmes militaires, régionaux, bilatéraux devraient être ainsi traités. Et naturellement, des sujets d'intérêt commun et à bénéfice mutuel, telle une collaboration en matière de défense, et des transactions en ce domaine pourraient être traitées», nous a déclaré M. Sharif, quelques heures avant son départ pour la France.

## «Démocratiser l'Asie du Sud»

A trois reprises, en un quart de siècle, Paris a eu, par ailleurs, des discussions avancées avec Islamabad à propos d'équipements nucléaires. La France a fourni une centrale au Pakistan à la fin des années 60, mais elle a, depuis lors, par deux fois annulé ou retardé des livraisons promises (1), en raison de craintes de prolifération exprimées par les Etats-Unis. «Bien que la Chine vienne de construire une centrale de 300 mégawatts, nous demeurons intéressés par la proposition française de nous fournir une usine de 900 mégawatts, car nos problèmes d'énergie sont considérables», nous a déclaré M. Sharif.

Il est clair pourtant, à écouter les architectes de la politique étrangère d'Islamabad, que le Pakistan ne considère pas cette affaire comme son absolute priorité. Il ne veut pas y subordonner ses préoccupations de sécurité, autrement dit sa signature éventuelle du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), avec les garanties afférentes au travers de vérifications internationales.

Plus précisément, le Pakistan entend se pas être le seul pays en Asie du Sud à devoir se plier à des conditions pour pouvoir utiliser pacifiquement l'énergie atomique : «Ces conditions doivent s'appliquer aussi à l'autre partie», autrement dit à l'Inde, le frère ennemi de toujours contre qui le Pakistan a perdu trois guerres et qui d'ailleurs possède d'existence et avec qui les tensions demeurent vives.

M. Sharif ne s'empêche pas de position du 6 juin 1991 visant à réunir une conférence à cinq (entre les deux pays directement concernés, la Chine, les Etats-Unis, et Moscou) en vue d'aboutir à une démolition de la sous-construction indienne. Cette idée, qui a jusqu'ici été échauffement repoussée par New-Delhi, a rencontré

un réel écho auprès des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi sollicités, notamment les Etats-Unis. Mais aussi auprès de la France, dont les récentes propositions relatives au contrôle des armements intègrent beaucoup Islamabad, dans la mesure où elles prêtent attention aux préoccupations des pays plus faibles par rapport aux forts. «Nous sommes prêts à prendre en compte toute proposition équitable et non discriminatoire en vue de désamorcer l'Asie du Sud», prévient-il.

L'Inde, voilà donc bien l'obsession du Pakistan ! Ces jours-ci, les médias locaux bruissent d'informations en provenance du Cachemire, ici dénommé «occupé», c'est-à-dire de l'autre côté de la fameuse «ligne de contrôle» séparant les deux parties du territoire légalement disputé depuis 1948. Le premier ministre lui-même, de tempérament pourtant visiblement modéré, trouve des mots dans pour fustiger «les choquantes violations des droits de l'homme, les atrocités commises par les troupes d'occupation indiennes» contre une population en révolte. «Il faudrait bien que le monde entier prenne conscience de ce qui se passe là-bas. Combien de temps la droite à l'autodétermination des Cachemirites, reconnue par l'ONU, pourra-t-elle demeurer bâtonnée ?»

## «Battre le fer»

M. Nawaz Sharif rappelle avoir multiplié les gestes de bonne volonté depuis son arrivée au pouvoir. De fait, quelques progrès ont été enregistrés, tels la décision des deux pays, fin décembre, de se communiquer des informations sur leurs sites nucléaires respectifs. «Les choses bougent, mais pas au rythme que le souhaiterions. A son tour, l'Inde doit prendre des initiatives.»

Les Etats-Unis, qui ont considérablement réduit leur aide depuis quinze mois, ne seraient-ils pas en train d'établir une alliance préférentielle avec l'Inde ? «Avec la fin de la guerre froide, le principe même de système d'alliances n'a plus de sens. Quant au Pakistan et aux Etats-Unis, ils ont une longue histoire de relations amicales indépendantes de leurs liens avec tel ou tel pays tiers. J'ai bon espoir que, nos intérêts demeurent communs, nous continuerons à travailler ensemble», répond prudemment M. Sharif. Sur sa frontière occi-

dentale également, le Pakistan a quelques sujets de préoccupation. Depuis le coup d'Etat communiste de 1978 et plus encore depuis l'invasion soviétique de décembre 1979, les contre-coups de la situation en Afghanistan se font durement ressentir. Islamabad a non seulement accueilli fort généreusement plus de trois millions de réfugiés, mais aussi aidé d'embée les moudjahidines en lutte contre le régime communiste de Kaboul, avec une préférence marquée de ses services secrets, chargés du dossier, pour les plus «durs». Le Pakistan a longtemps été perçu comme «jacobiniste» dans son désir de faire triompher ses protégés fondamentalistes. Aujourd'hui pourtant, une certaine lassitude à l'égard de cet interminable conflit est perceptible dans toutes les couches de la société.

«Nous sommes parvenus à conclure des discussions avec les dirigeants de Moscou en novembre dernier. Ce fait devrait démontrer notre sincérité à vouloir travailler pour une solution politique de ce conflit», observe M. Sharif. «Il faut bien se rendre compte que le monde entier ne peut pas se consacrer à résoudre les problèmes des Etats-Unis, l'Arabie saoudite, l'Iran, le Pakistan. Dans six mois, les conditions seront peut-être moins favorables», s'enthousiasme le conseiller diplomatique du premier ministre qui participe à l'entretien.

Et d'assurer que «plus personne n'a observé d'envoi d'armes en Afghanistan» à travers le Pakistan de la part d'aucun pays. Mais, est-il bien réaliste d'imaginer mettre fin rapidement au conflit si le régime de Kaboul n'est pas, d'une façon ou d'une autre, associé au règlement ? Le président Najibullah doit partir, sinon les moudjahidines ne seront pas d'accord — et le Pakistan non plus — répond en conclusion M. Nawaz Sharif.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) En 1976, la France avait promis la livraison d'une usine dédiée à produire de l'uranium enrichi à des fins civiles militaires. Mais le projet fut finalement abandonné en 1978 à la suite de la pression de Washington. Les compensations financières vinrent de faire l'objet d'un accord pour un montant de 600 millions de francs. Lors de sa visite au Pakistan, M. Mitterrand avait annoncé la fourniture d'une centrale de 900 mégawatts. Paris a été contraint à la signature par Islamabad du TNP.

## INDE

## Un ingénieur français enlevé au Cachemire il y a trois mois a recouvré la liberté

SRINAGAR

de notre envoyé spécial

Trois mois après son enlèvement par un mystérieux mouvement séparatiste cachemir, l'ingénieur français Antonio Silva a réussi à fuir la compagnie à ses ravisseurs, dimanche 12 janvier dans la soirée. M. Silva a raconté avoir marché toute la nuit à travers la montagne avant d'être recueilli par une patrouille de police qui l'a accompagné à Srinagar, capitale de l'état. Sa version diffère cependant curieusement de celle du chef de la police locale, qui affirme que l'otage aurait été aperçu lundi matin par des policiers et accompagné de trois hommes armés. Les ravisseurs auraient alors pris la fuite, laissant M. Silva aux mains des forces de l'ordre (nos dernières éditions du 14 janvier).

Employé sur le site du barrage de Doulest par un consortium d'entreprises françaises, M. Silva avait été enlevé le 14 octobre dernier alors qu'il se rendait sur le chantier, situé dans une vallée reculée du Cachemire. Le mouvement Al Fatah avait revendiqué son enlèvement. En échange de sa libération, cette organisation indépendantiste quasi inconnue demandait l'envoi au Cachemire d'une mission d'Amnesty International chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dont sont fréquemment accusées les forces indiennes.

Des responsables militaires du Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF), un des principaux mouvements indépendantistes, ont affirmé lundi au

Monde que «le groupe Al Fatah est totalement inconnu. (...) Nous pensons qu'il a été payé par le gouvernement indien pour enlever M. Silva afin de discréditer la lutte de libération», a ajouté son «commandant en chef», Javed Ahmad Mir.

Revendiqué depuis 1947 par l'Inde et le Pakistan, le Cachemire est littéralement en «état de guerre» depuis deux ans à la suite du «soulèvement» armé des séparatistes musulmans. Certains groupes demandent son rattachement au Pakistan, d'autres se battent pour «l'indépendance totale» de la «patrie cachemirite». Depuis janvier 1986, l'insurrection a causé la mort de 3 622 personnes.

BRUNO PHILIP

## JAPON

## Un proche du premier ministre a été arrêté pour corruption

TOKYO

de notre correspondant

L'arrestation, lundi 13 janvier, pour corruption, de M. Fumio Abe, parlementaire proche du premier ministre Miyazawa, pourrait avoir de graves répercussions politiques, notamment pour le chef du gouvernement. M. Abe, qui fut membre d'un cabinet Katsuyasu en tant que directeur de l'Agence de développement pour Hokkaido et Okinawa, était en outre, jusqu'au 24 décembre 1991, le chef du clan Miyazawa au sein du parti libéral-démocrate (PLD, conservateur) et l'un des artisans de son arrivée au pouvoir.

C'est la première fois depuis le scandale Lockheed en 1976 qu'un membre du Parlement est inculpé. A l'époque, trois élus avaient été emprisonnés, l'ex-premier ministre Tanaka et deux anciens ministres. Bien que, depuis, de nombreux hommes politiques aient été impliqués dans des scandales, aucun n'avait été arrêté. M. Abe est soup-

onné d'avoir reçu — entre 1989 et 1990, alors qu'il était au gouvernement — 80 millions de yens de la société Kyowa, aujourd'hui en faillite, en échange d'informations sur un projet de développement de Hokkaido; ce qui avait permis à l'entreprise d'acquiescer des terrains dont le prix était appliqué à augmenter considérablement.

Il semble que les sommes en jeu dans cette nouvelle affaire de corruption soient beaucoup plus importantes (sans doute 1 milliard de yens). Une partie aurait été distribuée à des élus du clan Miyazawa. Le quotidien Asahi avance que ce nouveau scandale pourrait, par ses conséquences politiques, dépasser en ampleur l'affaire Recruit, qui avait contraint, en 1987-88, d'abord M. Miyazawa, alors ministre des finances, puis le premier ministre Takeshita, à démissionner. Cet argent aurait en effet pu servir à financer en partie l'arrivée au pouvoir de M. Miyazawa.

PH. P.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-45-25-26  
Télécopieur : (1) 40-95-35-39  
Tél. : 206.9067

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. : (1) 40-45-25-26  
Télécopieur : (1) 40-95-35-39  
Tél. : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescour, gérant.

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, r. M. Gaudin  
94802 IVRY CEDEX  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 431  
ISSN : 0393-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Reproductions sur les microfilms  
et autres du Monde au (1) 40-95-35-39

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescour, président  
François Hugot-Denelle, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Tél. : MONDIPUB 634 128 F  
Tél. : 46-62-72-73, Société filiale  
de la SARL Le Monde et de l'Union de Médias Europe SA.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composée 35-15 - Tague LEMONCE  
en 35-15 - Tague LAM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94802 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-45-35-39

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs en CHF
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONCE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Plus vite, moins cher !  
Ne commandez pas votre PEUGEOT  
sans nous avoir rendu visite !

Le choc des prix  
sur 1000 voitures en stock.NEUBAUER  
vend et loue des PEUGEOT

• 8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68 • 179, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎ 42.89.55.91  
• 29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.59.52 • 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

هكامل العمل



## DIPLOMATIE

Fin de « la phase de la diplomatie de couloir »

### Un compromis permet de débloquent la négociation israélo-palestinienne

Israéliens, Palestiniens et Jordaniens sont parvenus, lundi 13 janvier à Washington, à régler la querelle de procédure qui bloquait depuis décembre les négociations bilatérales de paix au Proche-Orient. « La phase de la diplomatie de couloir est maintenant terminée », a déclaré le porte-parole de la délégation palestinienne, M. Hanane Achraoui, à l'issue d'une première réunion commune de plusieurs heures

entre les chefs des délégations. Les Palestiniens ont remis au cours de cette réunion au chef de la délégation israélienne, M. Elakim Rubinstein, une lettre demandant au gouvernement israélien de rapporter la récente décision de bannir douze Palestiniens des territoires occupés et de respecter « toutes les résolutions et recommandations des Nations unies au sujet de colonies de peuplement ».

WASHINGTON  
correspondance

Sous la pression exercée des États-Unis, les délégués israéliens et palestiniens ont accepté un compromis mettant fin à l'impasse de procédure créée par le refus des deux délégations de s'asseoir à la même table. Les Palestiniens insistent toujours pour former une délégation indépendante et ne pas faire partie d'une délégation conjointe avec la Jordanie. Le compromis trouvé lundi prévoit que la délégation jordanienne-palestinienne sera divisée en deux sous-commissions de onze membres. Il est entendu que, sur les questions intéressant les Palestiniens, les Israéliens négocieront avec un groupe composé de neuf Palestiniens et de deux Jordaniens. Pour les problèmes concernant essentiellement la Jordanie, les

Israéliens discuteront avec un autre sous-commission composé de neuf Jordaniens et de deux Palestiniens. La formule permet ainsi aux deux camps de prétendre avoir marqué un point. « Les Israéliens ont ainsi admis que seuls les Palestiniens peuvent négocier pour eux-mêmes », a déclaré M. Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne. Il apparaît cependant que les Palestiniens ont fait une concession en abandonnant leur demande initiale d'être considérés comme une délégation indépendante, et non comme une sous-commission ou un groupe de travail de la délégation jordanienne-palestinienne. Ils avaient exigé il y a un mois que les Israéliens rencontrent séparément les Jordaniens et eux-mêmes. De son côté, Israël a accepté la formule des deux sous-commissions mais à la condition de mainte-

nir le principe de la délégation conjointe; à sa demande, l'accord prévoit que l'une des trois parties pourra, à tout moment, demander la réunion en séance plénière de celle-ci. Aucun progrès jusqu'à présent n'a été enregistré concernant les négociations séparées d'Israël avec la Syrie et le Liban. La semaine dernière, les délégués arabes avaient refusé de venir à Washington, en signe de protestation contre la décision d'Israël d'expulser douze Palestiniens des territoires occupés. Israël avait alors exercé une pression en soulignant que la délégation israélienne quitterait Washington mercredi, décision qui a été confirmée lundi par l'ambassadeur israélien, M. Shoval. Le chef de la délégation syrienne a protesté vigoureusement en qualifiant l'attitude d'Israël d'« exercice de faiblesse ».

H. P.

En visite au Luxembourg

### M. Mitterrand s'est efforcé de dissiper les inquiétudes écologiques du grand-duché

M. François Mitterrand devait achever, mardi 14 janvier, par une conférence de presse sa visite d'État de deux jours à Luxembourg, où il a été accueilli lundi par le grand-duc Jean et la grande-duchesse Charlotte.

LUXEMBOURG  
de notre envoyée spéciale

M. Mitterrand en convenait lui-même lundi soir, au cours du dîner qui lui était offert par le couple grand-ducal à l'abbaye d'Echternach : « C'est bien la moindre des choses » que la France ait quelques regards pour un petit pays dont elle pollue les rivières et aux portes duquel elle a bâti, réplique des temps modernes à la forteresse de Vauban, la centrale de Cattenom. Il aura fallu bien longtemps cependant pour que le président de la République vienne dire de vive voix aux Luxembourgeois qu'il tient pour « légitime » leur souci pour l'environnement, comme il l'a fait lundi soir dans un discours à forte tonalité écologique.

« La centrale de Cattenom, il m'est difficile de vous dire que je vais la raser. J'en ai hérité comme

vous », a-t-il répondu au grand-duc qui venait d'évoquer ce contentieux avec une élégante discrétion. Mais le président a reconnu ce que pouvait avoir « d'insupportable » cette présence « considérée comme dangereuse, qui ne l'est pas en fait mais qui, située à la frontière, est perçue comme une sorte d'impôt psychologique forcé ». La querelle de Cattenom s'est quelque peu apaisée depuis 1988, la France ayant notamment accepté d'étendre au nucléaire la convention bilatérale d'assistance mutuelle, et de mettre en place un système d'alerte financé par EDF. Mais les Luxembourgeois ne sont pas encore rassurés. Ils demandent notamment que des arrangements soient trouvés en ce qui concerne le survol aérien du site et réclament un accès direct aux informations relatives à la centrale que M. Mitterrand leur a promis lundi : « Tout ce qui pourra être fait le sera pour vous avec l'information et, le cas échéant, le pouvoir d'intervention contre ce qui pourrait vous paraître un danger nouveau ». On faisait accessoirement valoir dans l'entourage du président de la République l'intérêt pour la France de régler définitivement ce contentieux avec le grand-duché, important potentiel d'électricité française et qui se fournit pour l'instant essentiellement en Allemagne. M. Mitterrand a d'autre part promis que la France se montrerait « aussi coopérative » qu'elle l'a été avec les Pays-Bas en ce qui concerne le programme d'assainissement des eaux de rivière trans-

sant en aval le grand-duché. Le grand-duc fit avec une fois encore beaucoup de modestie, allusion à un autre grief qui est tombé lundi : celui qui pouvait nourrir un petit pays se sentant tenu pour quantité négligeable par un grand voisin qui ne lui avait pas rendu de visite d'État depuis 1972. M. Mitterrand s'est abondamment efforcé de dissiper cette impression dans son discours de lundi soir. Il a rendu un hommage appuyé au grand-duc Jean en qui, a-t-il dit, « se reconnaît la nation luxembourgeoise ».

Il a remercié le grand-duché pour le rôle décisif qu'il a joué pendant la présidence de la Communauté européenne au premier semestre 1991 en élaborant le document qui allait servir de base aux accords de Maastricht. Les deux chefs d'État ont naturellement évoqué la mémoire de Robert Schuman, né à Luxembourg, pour illustrer la symbiose entre les deux pays sur les questions communautaires. C'est cette histoire européenne commune qui les pousse aujourd'hui à défendre avec la même véhémence l'un et l'autre le « polycentrisme » des institutions européennes, c'est-à-dire, contre les visées de Bruxelles, le maintien du Parlement européen à Strasbourg et de son secrétariat dans la capitale du grand-duché.

M. Mitterrand devait visiter mardi le Musée de l'État, offrir à son hôte un déjeuner et recevoir dans l'après-midi la communauté française au Luxembourg.

CLAIRE TRÉAN

Sauf surprise de dernière minute

### M. Klepsch (CDU) devrait être élu président du Parlement européen

M. Egon Klepsch (CDU), jusqu'ici à la tête des démocrates-chrétiens rassemblés au sein du Parti populaire européen (PPE), devait être élu, mardi 14 janvier, à la présidence du Parlement de la CEE. Il serait ainsi le premier Allemand et le deuxième représentant de la démocratie chrétienne, après M. Pierre Pflüger en 1984, à accéder au perchoir de Strasbourg depuis l'élection de l'Assemblée au suffrage universel direct en 1979.

STRASBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

MM. Jean Deffaigne (libéral belge), Roberto Barzanti (Gauche démocratique italienne, ex-PCI), membre de la Commission unitaire canadienne, et Karl Dillen (du belge des Vieux blocs) appartenant à la formation des Droites européennes présidée par M. Jean-Marie Le Pen, étaient également en lice pour succéder à M. Enrique Barón Crespo (socialiste espagnol). Sauf surprise de taille, ces candidatures n'étaient pas susceptibles de perturber le déroulement d'un scénario prévu depuis longtemps.

L'élection en juillet 1989 de M. Barón Crespo avait permis à M. Klepsch de préparer l'avenir. Au terme d'un accord avec les socialistes, il avait été convenu qu'un démocrate-chrétien devrait succéder au représentant du PSOE, M. Jean-Pierre Cot (PS), président du groupe socialiste, publiait le 8 janvier dernier un communiqué qui confirmait ses engagements d'il y a deux ans et demi : « Les conditions sont réunies pour une alternance à la présidence du Parlement (...). Le groupe socialiste ne présentera donc pas de candidat pour la seconde moitié de la législature et accueille favorablement la candidature présentée par le Parti populaire européen ».

En obtenant un vote majoritaire au sein de sa formation sur cette position, M. Cot a mis fin aux velléités des travaillistes britanniques de présenter leur propre candidat. En échange de leurs suffrages en faveur de M. Klepsch, les socialistes devaient avoir le soutien des démocrates-chrétiens pour gagner la présidence de près de la moitié des vingt commissions existantes alors qu'ils

ne représentent que 35 % des sièges de l'Assemblée. En raison du nombre des députés socialistes (cent quatre-vingt), le premier groupe dans l'hémicycle, et de celui du PPE, le deuxième avec cent vingt-huit membres depuis l'adhésion en décembre dernier de M. Valéry Giscard d'Estaing et de trois autres anciens représentants du groupe libéral, la partie semblait jouée d'avance.

Même si les élus du Labour restaient très réticents à voter pour le candidat démocrate-chrétien et si quelques « défectifs » étaient à prévoir dans les rangs du PPE, « pour des raisons personnelles », expliquait M. Nicole Fontaine (CDR) à la veille du scrutin, M. Klepsch ne devrait pas avoir trop de difficultés pour obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés. D'autant que le Rassemblement des démocrates européens (RDE), présidé par M. Christian de La Mairie (RPR), et les conservateurs britanniques étaient aussi favorables à la désignation de l'élus de la CDU. La position des toriques, qui sont en nombre réduit depuis les dernières élections européennes (34 sièges), est parfaitement compréhensible puisqu'ils ont demandé leur adhésion à la formation démocrate-chrétienne.

En réalité, seule la candidature libérale pouvait quelque peu flusser les calculs de M. Klepsch et de ses alliés. Indépendamment du fait que M. Klepsch n'apparaît pas pour M. Yves Galland (Parti radical), le successeur de M. Giscard d'Estaing à la tête du groupe libéral, comme « une personnalité en mesure de relever le prestige du Parlement », les libéraux ne sont pas très heureux que quatre de leurs membres les aient quittés pour gonfler les effectifs du PPE et surtout que tout le montage pour l'élection du président se soit concédé sans eux. Voilà plus d'une décennie que M. Klepsch attend son heure. Candidat malheureux en 1982 contre M. Piet Dankert (socialiste néerlandais) alors que la droite était majoritaire dans l'hémicycle, le représentant de la CDU a depuis patiemment préparé le terrain en participant activement à toute la « cuisine » du Parlement. Sous ses allures de « bon gros », il est un grand travailleur et un superbe organisateur qui a toujours conduit avec autorité la troupe démocrate-chrétienne.

MARCEL SCOTTO

■ CUBA : appels à la clémence pour trois condamnés à mort. — Amnesty International a lancé, lundi 13 janvier, un appel à la clémence au régime de la Havane pour les trois Cubains exilés aux États-Unis, condamnés à mort après être rentrés clandestinement dans leur pays avec des armes et des explosifs (le Monde du 14 janvier). Le gouvernement américain, qui a nié tout lien avec les trois hommes, a jugé la sentence « disproportionnée » par rapport aux faits qui leur sont reprochés. — (Reuters, UPI, AFP)

■ KOWEÏT : l'opposition juge insuffisante la levée de la censure. — Le Forum démocratique, a jugé insuffisant, lundi 13 janvier, la levée de la censure préalable sur la presse (le Monde du 14 janvier). Il demande que soit appliqué le code de la presse non remanié. Ce code établi en 1962, a été amendé en 1986 après la dissolution de l'Assemblée nationale, et cet amendement donne au gouvernement le droit de suspendre un périodique alors que cela ne pouvait être décidé, à l'origine, que par un tribunal. — (AFP)

## AFRIQUE

TCHAD : après l'attaque de rebelles dans l'Ouest

### Une dizaine de personnes ont été exécutées à N'Djamena

Une cinquantaine d'arrestations, une dizaine de personnes exécutées, dont certaines atteintes d'une balle dans la tête. Tel est, selon de nombreuses personnalités politiques et la Ligue tchadienne des droits de l'homme, le bilan des représailles menées entre le mercredi 8 et le samedi 11 janvier par le régime tchadien à N'Djamena, à la suite de l'attaque perpétrée fin décembre et début janvier par des partisans de l'ancien président Hissène Habré dans la région du lac Tchad.

Premières victimes de ces représailles : les membres du Rassemblement pour le développement et le progrès (RDP), un mouvement politique né fin décembre 1991; huit de ses membres ont été interpellés et trois de ses membres fondateurs ont été tués, dont M. Mamadou Bissou, directeur général de la Société tchadienne d'eau et d'électricité, dont l'exécution a donné lieu à « des scènes de barbarie », selon l'agence Reuters.

Selon le gouvernement, qui reconnaît quatre morts et dix-huit arrestations et accuse les victimes de « collusion » avec les rebelles, des stocks d'armes auraient été découverts aux domiciles des personnes interpellées. M. Lol Mahamat Choua, président du RDP, joint par téléphone, assure que son parti n'est ni « une force armée » ni « une organisation de ceux qui ont attaqué le pays ».

Nommé maire de N'Djamena il y a un an par Idriss Déby, cet ancien ministre des transports de Hissène Habré affirme que le RDP « n'a rien à voir » avec le dictateur déchu et que ses membres sont « tous des pacifistes, qui n'avaient pas de caches d'armes ». « En présentant ces gens-là comme des voleurs en guerre, le gouvernement a monté un scénario de toutes pièces, estime un observateur, il s'en est pris au RDP parce que c'est le seul parti qui ait une crédibilité certaine ».

La menace  
zagawa

La France, qui a « sauvé » le gouvernement d'Idriss Déby en se portant massivement à son secours le 3 janvier, lors de l'attaque des partisans de Hissène Habré, a fini par hausser le ton. « La France ne peut accepter les exactions perpétrées contre les droits de l'homme », a déclaré lundi à Paris le porte-parole du ministère français des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. La France avait soutenu dès l'origine M. Déby dans sa démarche démocratique. Notre soutien dépend de la poursuite de ce processus démocratique ».

Pris en flagrant délit de non-respect des droits de l'homme, Idriss Déby se trouve, en outre, confronté à la colère des Zagawas, l'ethnie qui l'avait aidé à accéder au pouvoir en décembre 1990. Trois

membres de la puissante famille zagawa Hagar ont été arrêtés samedi. Selon une source proche du gouvernement, des responsables militaires zagawas auraient lancé un ultimatum au chef de l'État en leur demandant de se libérer.

Côté français, on craint le retour à N'Djamena des combattants zagawas envoyés dans la région du lac Tchad pour repousser les rebelles : ceux-ci risquent de réclamer leur « butin », à savoir la liberté de continuer à piller, comme ils l'ont fait tout au long de l'année 1991, et la mainmise sur les rouages de l'État. Une perspective qui complique la tâche que la France s'est donnée en s'engageant dans la reconstruction de l'armée tchadienne. Nul doute que Paris devra inévitablement prendre une décision. Or le marge de manœuvre est étroite, entre l'abandon du Tchad, et la poursuite de l'aide à un régime qui, apparemment, a besoin d'être encadré de près pour respecter ses engagements.

MARIE-PIERRE SUBTIL

## PROCHE-ORIENT

Les otages au Liban

### La France est intervenue pour le retour du corps de Michel Seurat

À la suite de la publication dans le Monde du 11 janvier d'une lettre de M. Marie Seurat adressée le 23 décembre 1991 à M. Roland Dumas, et dans laquelle la veuve de l'otage français décédé au Liban s'étonnait du manque d'initiatives des autorités françaises pour obtenir la restitution du corps de Michel Seurat, un porte-parole du ministère des affaires étrangères nous a déclaré que les responsables du Quai d'Orsay « ont multiplié les contacts avec tous ceux qui peuvent aider dans cette affaire : M. Roland Dumas lors de son voyage à Beyrouth, le secrétaire général du ministère, M. François Scheer, lors de son récent voyage à Téhéran ». « Le ministre des affaires étrangères a également évoqué ce dossier avec M. Boutros-Ghali, samedi 11 janvier, dans le cadre des efforts accomplis par le secrétaire général des Nations unies pour résoudre l'affaire des otages dans tous ses aspects », a ajouté le porte-parole, en précisant que « tous ces contacts ont été portés à plusieurs reprises à la connaissance de M. Seurat et récemment encore, en réponse à sa lettre du 23 décembre ».

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A 3 T  
puis OSP

VENTE d'immob. Pal. de Just.  
CRÉTEIL, Jeudi 23 JANVIER 1992, à 9 h 30  
APPART. de 2 P. PRINC.  
au 2<sup>e</sup> étage et une CAV  
à VILLEJUIF (94)

S'adr. à M. VARINOT, avocat à  
NOGENT S/MARNE (94), 166 bis,  
Grande-rue. Tél. : 48-71-03-78.  
M. A. FITREMANN, avocat, il 84,  
rue Portalis, PARIS (89). Tél. :  
45-22-22-86. Tous avocats près TOI  
CRÉTEIL. Sur les lieux pour visiter.

Vente d'immob. Pal. Justice CRÉTEIL (94000) JEUDI 30 JANVIER 1992 à 9 h 30  
TERRAIN NU A CHOISY-LE-ROI (94600)  
12, rue du Docteur-Roux - SUPERFICIE 942 m<sup>2</sup>  
M. à P. : 835 000 F  
S'adr. M. Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, CRÉTEIL. Tél. : 49-80-81-85. M. M. BIDOT, avocat,  
77, av. Ledru-Rollin, 75012 PARIS. Tél. : 43-45-99-89 et sur les lieux pour visiter.

Vente. S/LICIT. Palais de Justice à PARIS Lundi 27 janvier 1992 à 14 h  
BOUTIQUE et DÉPENDANCES à PARIS 10<sup>e</sup>  
28, rue Chabrol au rez-de-ch. (par suite de transformation act. boutique  
Logis avec coin  
cuis. aménag.)  
M. à P. : 500 000 F  
S'adresser à M. SAINT GENIEST COMBASTET, avocat à PARIS 16<sup>e</sup>,  
50, avenue Victor-Hugo. Tél. : 48-67-17-08. Pour visiter sur place,  
Le MERCREDI 22 JANVIER 1992 de 14 heures à 17 heures

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY  
LE MARDI 28 JANVIER 1992 à 13 h 30  
UNE MAISON D'HABITATION à AULNAY-SOUS-BOIS (93)  
2, impasse du Docteur-Broussais  
compréhension 4 PCHES PRINCIPALES de Type MV - TERRAIN 175 m<sup>2</sup> env.  
M. à P. : 360 000 F S'adr. M. BOURGEOIS, avocat à AULNAY-  
SOUS-BOIS (93) - 3, avenue Germain-Papillon.  
Tél. : 48-66-62-68 - M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats  
à PARIS (89) - 55, bd Malesherbes. Tél. : 45-22-04-36 - Visite sur place  
le 20 janvier de 14 h à 15 h.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY  
LE MARDI 28 JANVIER 1992 à 13 h 30  
UN APPARTEMENT DE 3 P P à BONDY (93)  
21-23-25, avenue Henri-Barbusse - 2 à 6, avenue Pasteur  
au 4<sup>e</sup> étage, bât. A, sec. A - CAVÉ - PARKING  
M. à P. : 150 000 F S'adr. M. BOURGEOIS, avocat à AULNAY-  
SOUS-BOIS (93) - 3, avenue Germain-Papillon.  
Tél. : 48-66-62-68 - M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, av. à  
PARIS (89) - 55, bd Malesherbes. Tél. : 45-22-04-36 - Vis. s/pl. le 24 janvier  
de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie au Palais de Justice CRÉTEIL (94000) Jeudi 30 janvier 1992 à 9 h 30  
BATIMENT A USAGE INDUSTRIEL  
A CHOISY-LE-ROI (94600)  
12 bis, rue du Docteur-Roux - Elevé d'un rez-de-chaussée et de 2 étages  
MISE A PRIX : 4 650 000 F  
S'adr. M. Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or, CRÉTEIL (94000).  
Tél. : 49-80-81-85. - M. M. BIDOT, avocat, 77, avenue Ledru-Rollin,  
75012 PARIS. Tél. : 43-45-99-89.  
Et sur les lieux pour visiter MARDI 28 JANVIER 1992 de 11 h 30 à 12 h 30

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 JANVIER 1992 à 14 h.  
EN UN SEUL LOT  
APPARTEMENT de 4 PIÈCES  
principales au 4<sup>e</sup> étage à gauche, divise en  
entrée, 4 pièces, cuisine, salle de bains, W.C.  
CHAMBRE DE SERVICE au 6<sup>e</sup> étage - CAVÉ  
PARIS (16<sup>e</sup>) - 96, av. KLEBER  
MISE A PRIX : 4 000 000 F  
Pour tous renseignements s'adresser à M. Jean NOUËL, avocat  
à PARIS (7<sup>e</sup>) - 26, boulevard Raspail - Tél. : 45-49-00-79



## POINT/LES DEMANDEURS D'ASILE

## Un droit et ses limites

## L'accélération des procédures n'a pas réglé le sort des déboutés.

Grèves de la faim, expulsions discrètes, proclamations solennelles. Le droit d'asile en France, objet de référence et de révérence, nourrit ces temps-ci une chronique chaotique, aux marges du brûlot permanent de l'immigration. De 20 000 en 1981, le nombre des demandeurs d'asile est passé à 50 000 en 1991. Les Turcs, les Zaïrois, les Sri-Lankais, les Maliens et les Chinois forment plus de la moitié des candidats à l'asile. Au total la France héberge 191 000 réfugiés statutaires, sans compter les déboutés qui se maintiennent sur le territoire, et dont le nombre est estimé entre 50 000 et 100 000.

Cette évolution s'explique d'abord par la confusion entre asile et immigration. Ceux qui frappent aux portes de la France, « patrie des droits de l'homme », ne sont pas seulement les victimes des dictatures de l'Est ou du Sud, autocrates de la triste gloire des bananiers. Depuis l'arrêt de toute immigration officielle en 1974, le statut de réfugié est l'une des rares portes restées entrouvertes pour les pauvres et les opprimés du monde entier, en France comme dans les autres pays d'Europe.

La situation actuelle trouve aussi sa source dans l'imprévoyance des gouvernements successifs qui ont laissé l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) travailler à méthodes et à budgets constants alors que la demande explosait. Jusqu'en 1989, l'instruction d'une demande pouvait durer des années. Les candidats comptaient sur cette lenteur, bien connue à l'étranger. Et lorsque le refus leur était signifié, ils avaient déjà pris racine en France et leur expulsion paraissait humanement impossible.

Le gouvernement Rocard en triplant le budget de l'OFPRA a montré sa volonté de traiter le problème. Désormais, les dossiers sont systématiquement informatisés et les empreintes digitales des demandeurs sont enregistrées par scanner, ce qui permet de déboucher les 3 % de demandes multiples. De 30 000 décisions rendues en 1989, on est passé à près de 84 000 l'an-

née dernière, si bien que le stock de demandes anciennes en instance est aujourd'hui échu. En 1990, le délai moyen d'instruction des demandes par l'Office était réduit à cinquante et un jours, l'objectif fixé par le gouvernement étant d'arriver à une décision, recours compris, en six mois en moyenne.

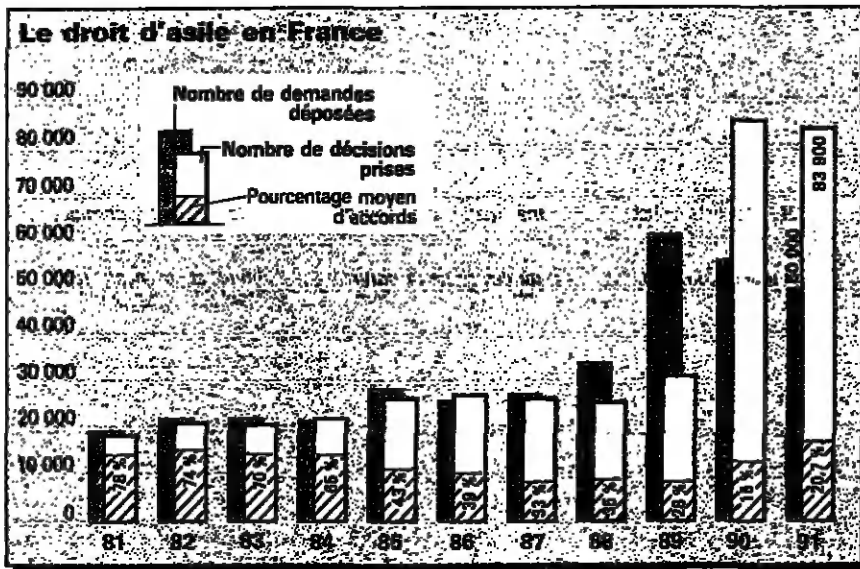
Ces performances administratives se sont cependant traduites par des décisions expéditives, selon les associations de défense du droit d'asile, qui ne découlent pas de la « procédure TGV ». La direction de l'OFPRA, elle, estime que sa nouvelle organisation lui permet désormais de « passer du quantitatif au qualitatif ». Mais les progrès sont lents. Alors que 27 % seulement des demandeurs sont actuellement entendus personnellement — les autres décisions étant prises sur dossier —, l'objectif de l'Office est de parvenir à 50 % en 1992. Un autre objet de critique concerne l'accueil des demandeurs d'asile dans les aéroports, où ils sont placés par la police dans une « zone internationale » et peuvent être remis discrète-

ment dans un avion avant même d'avoir pu déposer un dossier à l'OFPRA. Une pratique que les associations jugent contraire à la convention de Genève.

L'amélioration du système de gestion des demandes ne résout cependant pas la question du sort des dizaines de milliers de personnes déboutées. Sous cet angle, l'OFPRA et la commission des recours sont des machines à produire des déboutés, puisque 80 % des décisions prises en 1991 ont été négatives, cette moyenne recouvrant de larges disparités selon les pays d'origine. La douloureuse question des demandeurs déboutés après plusieurs années d'attente, dont le gouvernement a dû se saisir après les grèves de la faim du printemps dernier, a été partiellement réglée par la circulaire du 23 juillet 1991 qui permet la « régularisation exceptionnelle », sous condition d'insertion sociale et professionnelle. Sur les 50 000 demandes de régularisation déposées, seules 20 000 ont déjà été accueillies favorablement. Le gouvernement, tout

en réaffirmant régulièrement son attachement au droit d'asile, s'est employé ces dernières années à mettre en place des mesures dissuasives. L'instauration de visas de transit pour les passagers faisant escale en France, la suppression de l'autorisation de travail pour les demandeurs, dont le dossier est en instance font partie de la panoplie. Va s'y ajouter la loi d'application de la convention européenne de Schengen, en cours d'examen, instaurant des amendes pour les compagnies aériennes transportant des étrangers en situation irrégulière, qui risquent de rendre difficile l'arrivée des personnes politiques dont on a confié les papiers. L'amendement à ce texte législatif la « zone internationale » (lire ci-dessous) va dans le même sens. Le fléchissement de la demande d'asile en France en 1991, qui contraste avec la tendance observée dans d'autres pays européens, pourrait traduire les premiers effets de cette politique.

PHILIPPE BERNARD



Le nombre de décisions (positives ou négatives) prises chaque année est supérieur au nombre de demandes, en raison du retard accumulé dans le traitement des dossiers. Un candidat en statut de réfugié peut faire l'objet de plusieurs décisions.

## Le parcours du candidat

Il existe deux manières d'obtenir l'asile politique en France. La première consiste à formuler une demande auprès d'un consulat de France à l'étranger. C'est le cas des réfugiés du Sud-Est asiatique venus dans le cadre de procédures spécialisées depuis les années 70. Le visa qui leur a été délivré donne droit à un titre de séjour valable six mois.

La deuxième formule, la plus courante, concerne les étrangers déjà arrivés en France, régulièrement ou non. La majorité des demandes n'est pas formulée par des voyageurs dans les aéroports mais par des personnes déjà entrées sur le territoire. Si le demandeur d'asile est entré irrégulièrement sur le territoire, il doit se rendre sans délai dans une préfecture pour formu-

ler sa demande. Au vu de celle-ci, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) délivre un bon de dépôt qui permet d'obtenir de la préfecture un récépissé de demande de titre de séjour valable trois mois, renouvelable pendant toute la durée de la procédure. Ce récépissé est nécessaire pour obtenir une allocation de subsistance de 2 000 F et l'allocation d'insertion de 1300 F par mois pendant un an, mais n'ouvre plus droit au travail depuis septembre 1991.

Si l'OFPRA répond favorablement à la demande, il délivre un certificat de réfugié valable trois ans et renouvelable. Le statut de réfugié donne droit automatiquement à la carte de résident de dix ans, valant autorisation de séjour et de travail.

Si l'OFPRA rejette le dossier, le demandeur d'asile peut, dans un délai d'un mois, faire appel devant la Commission de recours des réfugiés, qui infirme environ 7 % des décisions de l'Office. Les décisions de cette juridiction composent un conseiller d'Etat, d'un conseiller de l'OFPRA et d'un autre du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies peuvent ensuite faire l'objet d'un recours en Conseil d'Etat.

Si la commission de recours confirme le rejet du dossier, la préfecture adresse à l'intéressé une « invitation à quitter le territoire dans un délai d'un mois ». Si l'étranger n'obtempère pas, il fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière. Un dernier fil de sécurité est constitué par

la circulaire Pandraud de 1987 qui permet au ministre de l'Intérieur de régulariser un débouté qui craint d'être exposé, dans son pays d'origine, « à des risques sérieux pour sa sécurité ou sa liberté ».

Dans le cas où le demandeur d'asile se présente à la frontière — à Orléans ou Rouen le plus souvent — la police de l'air et des frontières (PAF) enregistre sa demande. La décision de l'admettre ou non sur le territoire français est prise par le ministre de l'Intérieur après consultation du ministre des affaires étrangères et, éventuellement, du HCR. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier, des agents de l'OFPRA présents aux aéroports de Paris auditionnent les demandeurs. La décision de l'admettre ou non sur le territoire français est prise par le ministre de l'Intérieur après consultation du ministre des affaires étrangères et, éventuellement, du HCR. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier, des agents de l'OFPRA présents aux aéroports de Paris auditionnent les demandeurs. La décision de l'admettre ou non sur le territoire français est prise par le ministre de l'Intérieur après consultation du ministre des affaires étrangères et, éventuellement, du HCR.

En attendant la décision du ministre de l'Intérieur, l'étranger est maintenu en « zone internationale », constituée par des salles de l'aéroport ou certains hôtels (Arcade à Orléans et Roissy), où la législation française ne s'applique pas. C'est ce « sas d'entrée » en France que le gouvernement souhaite légaliser en faisant voter l'amendement Marchand déposé par l'Assemblée, qui vise à autoriser la rétention administrative des étrangers non admis sur le territoire pendant trente jours.

Si la décision est négative, un jour franc est laissé pour exécuter l'assignation au territoire, mais un délai beaucoup plus long est parfois nécessaire en fonction de la fréquence des vols. Les conventions de Schengen et de Dublin prévoient qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, date de la suppression des contrôles aux frontières intérieures de la CEE, le refus opposé par l'un des États membres sera refusé de l'autre. Mais si le demandeur d'asile est admis sur le territoire français, la PAF lui délivre un sauf-conduit qui lui permet de déposer sa demande de statut de réfugié dans une préfecture, où on lui délivrera une autorisation provisoire de séjour.

Cela s'explique par l'ouverture des frontières de l'Est, ces dernières années, mais aussi par une législation très libérale. La forte poussée xénophobe qui se manifeste outre-Rhin est directement liée à la question des réfugiés, qui ne pourra se résoudre sans une harmonisation des politiques européennes.

A Paris, le Parlement doit examiner dans les prochains jours un projet de loi visant à contrôler un peu plus l'entrée des étrangers en France : instauration d'amendes pour les compagnies aériennes débarquant des passagers sans papiers et légalisation de la « zone internationale » où les demandeurs d'asile sont placés en attendant une autorisation d'entrée sur le territoire.

## Qu'est-ce qu'un réfugié ?

Si la France n'est pas le seul pays européen, dans un climat de guerre froide. Depuis lors, beaucoup de réfugiés ont accédé à l'indépendance, le monde s'est sensiblement rétréci grâce aux progrès des transports, et le conflit Est-Ouest a perdu toute signification.

Faut-il retoucher le texte de 1951, pour l'adapter au monde d'aujourd'hui ? Certains le pensent. Ce n'est pas l'avis des responsables du HCR, qui craignent un effet boomerang : en remettant le texte en question pour l'adapter à des États pas encore introduits, on ouvre la porte à des amendements restrictifs.

Dans les pays européens, la pression est forte, non pas pour remettre en question la convention de Genève, mais pour durcir les réglementations nationales d'application. L'afflux des demandeurs d'asile est à l'origine d'un changement de climat. Au milieu des années 70, les Chiliens qui fuyaient le régime de Pinochet étaient accueillis à bras ouverts en France. Nul ne songeait à leur refuser le statut de réfugié. On s'honorait au contraire de leur présence, sans les soupçonner d'être des réfugiés de mauvaise presse. Par la suite, les boat-people vietnamiens ont bouleversé l'opinion, et il ne serait venu à l'idée de personne de les rejeter à la mer. On trouvait même normal d'aller à leur rencontre pour les accueillir.

Aujourd'hui, qui sait encore susceptible d'émouvoir les Français ? Les demandeurs d'asile ont mauvaise presse. Ils passent pour des immigrés déguisés, cherchant à entrer par la fenêtre parce que la porte est fermée. La plupart des candidats sont d'ailleurs déboutés et invités à quitter le territoire national. Ceux qui refusent d'obtempérer vont grossir le nombre des clandestins et ajouter ainsi à la confusion entre immigrés et réfugiés.

Les défenseurs du droit d'asile se trouvent aujourd'hui devant un difficile dilemme. Ils doivent se battre contre une conception étroite de la définition de réfugié, car la frontière entre persécution et misère n'a jamais été aussi floue. Mais ils doivent, en même temps, veiller à maintenir la spécificité du réfugié, pour que le droit d'asile ne perde pas toute signification.

ROBERT SOLÉ

## Une militante turque

## « On cherche d'abord à fuir »

« On se réveille et on voit des tanks dans la rue, des soldats aux carreaux. » Ce 12 septembre 1980, la Turquie bascule dans l'état de siège, et S. vingt-cinq ans, va tourner une page de sa vie. Journaliste au quotidien libéral Cumhuriyet et militante d'extrême gauche, elle n'apprécie guère de devoir soudain soumettre ses articles au censeur qui s'est installé dans la rédaction. Surtout, ses activités politiques publiques, désormais illégales, lui font craindre l'arrestation.

Des amis, son compagnon sont arrêtés. Survient le temps des fusillades, des descentes de police, des fustiges piteux d'identité. Partir, ou risquer la prison ? Elle choisit l'Angleterre dont elle connaît la langue et où son journal le nomme correspondant. « Je pensais partir pour quelques mois. Être réfugié n'est pas un projet conçu à l'avance. On cherche d'abord à fuir ; ensuite, on voit. »

De fait, elle rentre imprudemment à Istanbul en mai 1981 pour renouveler son passeport. On le lui refuse. Seul un « piston » lui permet de quitter son pays. Elle prend un avion pour Paris, attirée par la gauche ou par l'exil. Elle obtient le statut de réfugié politique sans difficulté, en quelques mois.

« À l'époque, on était reçu humanement. Ils n'avaient pas pensé à

demandeur des certificats de torture. » « Si l'arrivée aujourd'hui, on ne prendrait pas une immigrée économique, assure-t-elle. Débarquée à Paris avec un unique numéro de téléphone, celui d'un compatriote, réfugié depuis le coup d'Etat de 1971, auquel elle apporte des vêtements, S. passe sa vie de sa plume, écrit en anglais, apprend le français qu'elle maîtrise aujourd'hui si bien qu'elle peut servir d'interprète. Mais elle refuse de tenir sa situation pour exemplaire. « Après dix ans en France, des intellectuels continuent de travailler dans des ateliers de confection. »

S. travaille aujourd'hui pour les associations humanitaires, met son énergie au service des Kurdes « qui subissent une répression accrue du gouvernement turc et sont maintenus dans le sous-développement » mais que la France cherche à expulser « parce que la seule preuve de persécution qu'ils subissent consiste à être : « je suis kurde ». Alors elle se bat pour les déboutés du droit d'asile. Rentrer au pays ? La Turquie de 1991 lui semble infiniment plus démocratique, et puis, conclut-elle, « on ne peut pas rester dehors si l'on vit seulement dans l'attente du retour. »

Ph. Ba.

## Un Haïtien en semi-clandestinité

## « Plutôt la police que les tontons macoutes »

Cultivateur en Haïti jusqu'en 1989, D. vit aujourd'hui terré au fin fond de la banlieue parisienne, dans une minuscule chambre dont il ne sort que pour aller au travail. Il évite les grandes gares et les stations de métro trop fréquentées où un contrôle de police risquerait de révéler sa situation illégale. D. est l'un des demandeurs d'asile déboutés qui préfèrent vivre illégalement en France plutôt que de rentrer dans leur pays d'origine.

En novembre 1989, D. se présente dans les locaux de l'OFPRA pour solliciter le statut de réfugié politique, expliquant les circonstances qui l'ont amené à fuir son pays. Il présente sa carte de militant d'un comité pour la démocratie d'obédience chrétienne connu en France pour être proche de la théologie de la libération. Il dit avoir été repéré dans des réunions politiques, et avoir échappé

aux policiers venus l'arrêter à son domicile. Il produit même un mandat d'arrêt à son nom qu'il a, dit-il, subtilisé aux policiers venus l'arrêter.

Grâce à « un homme d'affaires », il a quitté Haïti sans attirer l'attention des douaniers, au moment où son frère, qui poursuivait les mêmes activités politiques, venait d'être assassiné. Voici D. à Bruxelles, puis à Paris. Après le passage réglementaire à la préfecture de police, il s'entretient en créole avec un agent de l'OFPRA sans être certain d'avoir bien été compris.

La réponse arrive moins d'un mois plus tard. Négative. L'OFPRA indique à D. qu'il n'apporte « aucun élément pouvant laisser croire à la réalité des faits allégués ». La carte d'appartenance à un parti politique, le mandat d'arrêt et l'acte de décès de son frère qu'il a présentés ont même

été jugés « d'une authenticité extrêmement douteuse ». La commission des recours confirmera le rejet six mois plus tard.

Entre-temps, D. a trouvé du travail, un emploi de terrassier légal et déclaré, payé au SMIC. Il descend dans les égouts, là où « les Français ne veulent pas aller car c'est trop sale ». En janvier dernier, une nouvelle demande auprès de l'OFPRA se heurte à un nouveau refus. Depuis lors, D. a peut-être été visé par une « invitation à quitter le territoire ». Mais il a changé d'adresse et vit dans la semi-clandestinité, sans même l'espoir d'une régularisation exceptionnelle à laquelle il ne peut prétendre. « Plutôt la police que les tontons macoutes », résume D. sans se départir de son sursourire confiant, « parce que Dieu, lui, me protège, quand les hommes me refusent l'asile ».

Ph. Ba.

حکومت اسلامی



# POLITIQUE

## La ratification des accords de Maastricht

### L'Elysée précise le sens de «l'engagement de responsabilité» du chef de l'Etat

Le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Musitelli, s'est étonné, lundi soir 13 janvier, à Luxembourg, en marge de la visite officielle effectuée par M. François Mitterrand au grand-duché, de l'attention de la presse au président de la République en cas de refus du Parlement ou des électeurs français de ratifier les accords de Maastricht.

L'étonnement de M. Jean Musitelli renvoyait à certains des commentaires suscités par l'un des propos tenus par M. Mitterrand, dimanche, sur RTL: «Je ne me porte garant de rien. Simplement, j'engage ma responsabilité politique, celle du gouvernement, celle de ce qui apparaît quand même comme une majorité de Français, et il appartient aux citoyens de choisir selon une procédure constitutionnelle à déterminer...» C'est ainsi, par exemple, que le *Quotidien de Paris* titrait, lundi, en première page: «Mitterrand: l'Europe ou je pars».

Répondant une telle analyse, M. Musitelli a affirmé: «Je me frotte les yeux lorsque je vois cer-

taines interprétations qui ont été faites de cette phrase totalement retirée de son contexte. Le porte-parole de l'Elysée a précisé que ladite phrase ne visait qu'à «expliquer» que M. Mitterrand avait, en effet, «engagé» sa «responsabilité politique» en négociant au nom de la France à Maastricht.

Depuis qu'il multiplie ses explications sur la portée de ces accords, M. Mitterrand prend soin de répéter qu'il veut éviter de donner au débat sur la question européenne la moindre dimension de politique intérieure et surtout pas, quelle que soit la procédure utilisée, un référendum ou pas, «le moindre caractère électoral». Il n'en court pas moins le risque politique d'entretenir lui-même une certaine confusion, et donc de fournir des arguments à l'opposition, quand il donne un tour particulièrement grave à son propos, comme il l'a fait, le 11 janvier, aux Rencontres nationales pour l'Europe, en indiquant qu'il considérerait un éventuel «refus» des accords de Maastricht comme «un drame national».

Le président du RPR, M. Jac-

ques Chirac, n'a pas manqué l'occasion qui s'offrait à lui de réclamer à nouveau le départ du président de la République: «Un régime usé, déréglé, ne peut que faire face aux difficultés réelles que rencontrent les Français ne peut que jouer à fond la carte européenne de la diversion et tenter à nouveau de diviser les Français», a déclaré, lundi, le maire de Paris en estimant que la stratégie de l'Elysée «a fait long feu».

Le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, a fait de même, sur Antenne 2, en soulignant que si M. Mitterrand «trans-ferme par un certain nombre d'interventions et d'engagements le débat sur l'Europe» en «une sorte d'approbation personnelle, le débat changera complètement de nature».

Comme M. Mitterrand a bien l'intention d'intervenir encore pour insister sur les enjeux des accords de Maastricht, cela promet assurément une campagne très «personnalisée».

A. R.

### François Mitterrand entre de Gaulle et Pompidou

Nous ne sommes ni en 1959, année du référendum gaulliste sur la régionalisation et la réforme du Sénat, ni en 1972, année du référendum de Georges Pompidou sur l'élargissement de la Communauté européenne. Les propos tenus par M. Mitterrand ces derniers jours ne permettent pas encore de savoir si le président de la République recourra au référendum pour faire ratifier le traité européen de Maastricht ou s'il poursuivra la procédure parlementaire jusqu'à la réunion du Congrès. Toutefois le chef de l'Etat a affirmé qu'il «engagé la France, sa responsabilité politique et celle du gouvernement» sur la ratification (le Monde du 14 janvier).

En 1969, dans le discours qu'il prononce à Quimper le 2 février, le général de Gaulle annonce qu'il consultera le peuple au printemps par la voie du référendum, mais il ne précise pas le degré de son engagement personnel. Ce n'est que le 10 avril, avant l'ouverture de la campagne officielle, que de Gaulle, au cours d'un entretien télévisé avec le journaliste Michel Droit, précise:

«Il ne peut y avoir le moindre doute à ce sujet. De la réponse que fera le pays à ce que je lui demande va dépendre évidemment, soit la continuation de mon action, soit aussitôt mon départ.»

Il rappelle les différents référendums auxquels il a procédé depuis 1958 et en tire une règle générale: «Ainsi maintes fois un problème national capital s'est-il résolu par le recours direct au droit souverain de la nation. En chacune de ces occasions, ayant confiance en elle, je lui ai demandé si elle avait confiance en moi. Enfin, le 25 avril, l'avant-veille du scrutin, il insiste en disant: «Si je suis désavoué par une majorité d'entre vous, solennellement, sur ce sujet capital, et quels que puissent être le nombre, l'ardeur et le dévouement de l'armée de ceux qui me soutiennent et qui, de toute façon, détiennent l'avenir de la patrie, me tache actuelle de chef de l'Etat deviendra évidemment impossible et je cesserai aussitôt d'exercer mes fonctions.» Le 27 avril, la «non» l'emportant avec 52,4 % des suffrages, le

général public dans la nuit même le communiqué annonçant son départ.

En revanche, aussi bien en 1972, à propos de l'élargissement du marché commun qu'en 1973, sur la réduction du mandat présidentiel, Georges Pompidou ne lie, à aucun moment, son sort aux résultats de la consultation. Sans minimiser l'enjeu du scrutin, il entend le limiter à son objet même. Il insiste cependant dans toutes ses allocutions pour demander aux électeurs d'accorder «à l'Europe» une «importante majorité» en votant par un «oui massif». C'est alors que M. Mitterrand, premier secrétaire du PS, lui reproche de «sortir de son rôle d'arbitre» en faisant de «la propagande». Le 23 avril, malgré un taux record d'abstention (40 %), les «oui» l'emportent par plus de 87 % de suffrages exprimés, ce qui prive Georges Pompidou de l'avantage politique qu'il escomptait mais ne constitue pas pour autant un désaveu formel. Le chef de l'Etat peut donc demeurer à l'Elysée.

ANDRÉ PASSERON

## La préparation des élections régionales

### Des écologistes en campagne

Les Verts, les chasseurs et les amis de M. Lalonde s'affrontent en Aquitaine

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Cet après-midi-là, le producteur de «Résistance», le magazine des droits de l'homme d'Antenne 2, n'est pas content du tout. C'est complètement mesquin! Si c'est ça, faire de la politique autrement...», bougonne Noël Mamère, dans sa mairie de Bègles. Profitant d'un colloque, réuni à Bordeaux, sur l'identité des Verts, M. Antoine Wechter est venu ferrailleur, quelques heures plus tôt, contre le projet de construction d'un bureau-marché défendu par le maire de la ville, son cousin en écologie.

D'ordinaire aussi sérieux qu'un pape, le chef de file des Verts a même utilisé le mot de «maquereaux» pour dénoncer, devant micros et caméras, ces élus qui brandissent des socialistes de l'Union de la gauche, comme l'UDF et le RPR dans cette époque de consolidation de l'UDF, ils ne tiennent pas une occasion de se décevoir. Les sondages d'opinion leur promettent 15 % des intentions de vote? Qu'à cela ne tienne: ils vont couper la poire en deux, au risque, parfois, dans certains départements, de ne pas passer le seuil de la majorité. Une liste ne peut pas avoir d'élus (1).

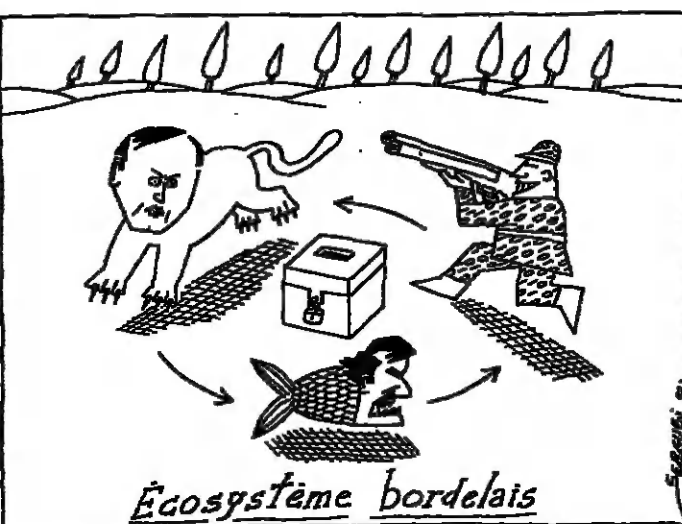
«Lalonde est un danger mortel pour nous. Nous avons eu des discussions avec Génération écologie, reconnaît M. Michel Duchêne, adjoint (Vert) de M. Jacques Chaban-Delmas, la mairie de Bordeaux. Je n'ai pas complètement contre: Mamère et les Verts, on aurait fait un malheur! Mais la majorité était contre et il a fallu appliquer les directives du mouvement...» «Nous étions favorables à une liste commune, mais les élus nous les plus intégristes des Verts ne l'ont pas voulu», confirme M. Pierre Humic, le député départemental de Génération écologie. «Il faut dire qu'il y a à Bordeaux, nous avons à faire à des Verts tendance Vert-PR», ajoute-t-il en dénonçant la participation de M. Duchêne à la majorité municipale.

Il se réclame tout, pourtant, de M. Tapie fait campagne en Israël. — M. Bernard Tapie, député non inscrit des Bouches-du-Rhône, adversaire de M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR) aux élections régionales, a affirmé à Jérusalem, où il accompagne l'équipe de football de l'Olympique de Marseille: «Nous combattons en France ceux qui nous paient des idées intolérantes, racistes et antisémites. Il ne faut pas que ceux qui s'alignent au Front national en France puissent se dédouaner en étant reçus par des officiels israéliens, comme c'est le cas pour M. Gaudin.»

F. Z.

écologie: l'ancien «amar» Michel Duchêne, devenu spécialiste du traitement des déchets, sur lequel les gaullistes de Bordeaux ne tarissent pas d'éloges; l'ancien président du Syndicat des avocats de France, reconverti dans la lutte en faveur des transports en commun, qu'est M. Humic; l'actuelle tête de liste des Verts aux élections régionales en Gironde, M. Jean-Hervé Le Bars, ancien trésorier de la Confédération écologiste; et même le journaliste

comme ailleurs les amis de M. Lalonde s'efforcent de présenter des personnalités médiatiques: ainsi l'écrivain Jean Vautrin, prix Goncourt en 1983, figura-t-il aux côtés de Noël Mamère. Mais il est surtout que la liste de Génération écologie prendra des voix aux socialistes. «Je me méfie des gogos», L'écologiste n'est pas une idéologie de remplacement. Pour moi, l'homme est au centre de la nature», explique de son côté Noël Mamère.



Noël Mamère, «vieux militant CFDT» et ancien suppléant de M. Gilbert Mitterrand, qui se souvient d'avoir été interdit d'armes, en 1973, après une première élection consacrée à l'aménagement de la côte aquitaine, sur FR 3. Mais jamais ils ne se sont encore rencontrés sur le terrain. «Les différents nationaux se répartissent localement», constate M. Le Bars.

Pour les Verts, Noël Mamère n'est qu'un journaliste de télévision — un «socialiste dissident qui fait du bon boulot à Bègles», concède même certains d'entre eux, — mais pas un écologiste. Ils constatent qu'il

Devant la division des écologistes, une troisième composante d'amoureux de la nature espère bien tirer son épingle du jeu: les chasseurs, qui avaient déjà obtenu 14,54 % des suffrages, en Gironde, lors des dernières élections européennes, en 1989. Sur la base de ces résultats, ils pourraient bien avoir six ou sept élus au conseil régional d'Aquitaine, contre trois ou quatre chez les écologistes. «Il leur faut des canards pour pouvoir les tirer. Donc, à leur façon, eux aussi protègent les zones humides», concède M. Michel Duchêne.

Dans l'imposant bâtiment aux

### Hautes-Pyrénées: une liste de «dissidents gaullistes»

TARBES

de notre correspondant

C'est plus un caillou dans le jardin de l'UDF qu'un véritable pavé dans la mare qu'a jeté M. Eric Basseilhac, ex-candidat RPR aux législatives de 1988, en annonçant le 7 janvier qu'il conduirait une liste de «dissidents gaullistes» aux prochaines élections régionales dans les Hautes-Pyrénées. N'ayant pas obtenu la place digne qu'il souhaitait sur la liste RPR-UDF, conduite par M. Philippe Douste-Blazy (UDF-CDS), député européen, maire de Lourdes, et José Marthe (RPR), vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, conseiller général de Lourdes-Ouest, M. Basseilhac, médecin à

Pouyastruc, a décidé de faire cavalier seul et de constituer sa propre liste. Intitulée «Voter autrement», elle regroupe aussi quelques sympathisants UDF «dépçs». M. Roland Soulié, député cantonal RPR de Saint-Laurent-de-Neste (canton détenu par le premier secrétaire départemental du PS, M. Josette Durrieu), a été présenté comme le numéro deux de la liste.

MM. Basseilhac et Soulié entendent proposer une nouvelle voie entre «la syndicalité des nuls de la gauche» et «la caricature carnavalesque» de ses «amis» de la droite, auxquels ils reprochent «le cruel des mandats et le goût pour la politique-spectacle».

J.-J. R.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) La liste conduite par M. Antoine Wechter avait recueilli 8,25 % des suffrages, en Gironde, aux élections européennes de 1989. Depuis lors, les Verts ont obtenu 9,47 % et 13,87 % des voix lors de deux élections partielles, en 1990, dans les cantons de Bordeaux-IV et de Villenave-d'Ornon.

Mayenne: le président du conseil général ne se représente pas aux prochaines élections cantonales. — M. René Ballayer (UDF-CDS), sénateur, a décidé de ne pas se représenter dans le canton d'Ernée. Conseiller général depuis 1961, il souhaite que son successeur à la présidence de l'assemblée départementale, qu'il préside depuis 1973, soit M. Jean Arthuis (UDF-CDS), également sénateur, maire et conseiller général de Château-Gontier. — (Corresp.)

### Le non de personnalités politiques et religieuses

Malgré les sifflets, il n'a pas hésité à le répéter, le 13 janvier, devant les quatre cents personnes qui assistaient à une réunion publique en présence de M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, animateur du Front national, le Front national. Il nous a affirmé son intention de participer à la manifestation prévue contre M. Le Pen. En sa qualité de président du parti des expositions, M. Baudot estime «ne pas pouvoir exercer un refus de vote» en ne jouant pas la carte demandée par le Front national et veut éviter de faire de son président «un martyr».

Les responsables du «collectif» qui s'est créé à cette occasion ont vivement réagi à un tract diffusé par le parti légitime. «C'est les déistes de représentants d'associations qui appellent à manifester le 15 janvier contre la haine raciale et pour les libertés démocratiques, soulignent-ils, le Front national a choisi quatre noms à consonance juive. Gravez le fasciste, vous trouverez toujours un antisémite!» Le parti d'extrême droite dénonce, de son côté, les «responsables» du «soviét local» qui s'oppose à la venue de M. Le Pen.

Dans son bulletin téléphonique, lundi 13 janvier, le Front national qualifie de «voyous» les signataires d'un appel de personnalités régionales dénonçant «le retour des vieilles haines», personnalités parmi lesquelles figurent notamment MM. Jacques Chérèque (PS) et François Guillaume (RPR), anciens ministres, Alain Auzanville, ancien dirigeant communiste, Mgr Jean-Paul Jasser, évêque de Nancy, des pasteurs de l'Eglise réformée et le grand rabbin, M. Edmond Schwob.

BERNARD MAILLARD

### Cher: M. Deniau conduira l'UPF

BOURGES

de notre correspondant

M. Jean-François Deniau (UDF-PR), député du Cher, ancien ministre, qui, le 31 octobre dernier, avait fait savoir qu'il était prêt à conduire la liste d'union UDF-RPR du Cher pour les élections régionales, a confirmé dimanche 12 janvier son intention. Le président du conseil général du Cher, qui sollicite également le renouvellement de son mandat dans le canton de Bourges-IV, avait reçu l'avis du RPR le 6 décembre, mais il avait justifié alors d'une réserve quant à sa décision définitive. Cette candidature, qui faisait apparaître M. Deniau comme un prétendant virtuel au fauteuil de président de la région Centre, occupé par un autre député UDF, M. Maurice Doussot, rendait nécessaire quelques discussions.

La tête de liste revenant dans le Cher à l'UDF, le quota partiaire régional (3 UDF et 3 RPR tités de liste pour les six départements) a entraîné un échange de bons procédés avec l'Indre, où la liste sera menée, cette fois, par un RPR. Dans le Cher, le RPR, qui, en 1986, menait la liste d'union, a demandé en compensation de tenir les deuxièmes et troisièmes places, ainsi que six places sur onze.

Après le retrait de M. Serge Vinçon (RPR), sénateur et maire de Saint-Amand-Montrond, président du RPR du Cher, confirmé dans une lettre datée du 6 janvier et adressée à M. Deniau, c'est le maire RPR d'Aubigny-sur-Nère et conseiller régional sortant, M. Yves Fromion, qui figurera en deuxième position.

P. M.

### Territoire de Belfort: les beurs dans la bataille

BELFORT

de notre correspondant

De jeunes Français issus de l'immigration maghrébine ont présenté, samedi 11 janvier, à Belfort, une liste pour les élections régionales dans le Territoire de Belfort, sous l'appellation Génération républicaine. Ils seront également en lice dans cinq des huit cantons renouvelables du Territoire. Les candidats se fixent comme principal objectif d'inciter les jeunes beurs à entreprendre une démarche civique susceptible de favoriser l'intégration. Ils reconnaissent une seule référence: la Constitution de 1958.

M. Mustapha Loumes, un formateur de trente et un ans, qui conduit la liste régionale, développe une conception rigoriste du droit de vote: «Le donner aux immigrés alors que la Constitution ne le prévoit pas et que les intéressés ne le réclament pas paraît intellectuellement intéressant, mais, pour nous, seule la naturalisation doit permettre de voter...», dit-il.

F. Z.







Pour obtenir  
un bon Macintosh,  
prenez le meilleur  
prix IC et rajoutez  
délicatement  
les services IC.



Pour obtenir un bon Macintosh, il ne suffit pas de choisir le meilleur prix, il faut être assuré que le conseil et les services seront à la hauteur. Chez IC, en ce qui concerne le prix, il n'y a pas grand chose à dire, sinon que vous aurez du mal à trouver aussi intéressant ailleurs, et que dans ce cas (peu probable) IC vous fera alors une meilleure proposition. Voilà qui clôt le débat. En devenant client chez IC, vous aurez en plus accès aux conseils et aux services IC : une maintenance au moindre coût, sans être obligé de payer un contrat à l'année,

une hot line efficace, payable à la carte, installation, formation... Depuis plus de 10 ans, IC propose à ses clients le meilleur service mais aussi et surtout le meilleur conseil. Et ça n'a pas de prix. Aujourd'hui avec plus de 20 000 Macintosh installés dans les entreprises et chez les particuliers, IC est devenu le premier distributeur Apple en Europe. C'est déjà une bonne raison de choisir IC pour acheter votre Macintosh ou toutes vos configurations Apple. Mais vous le verrez ce n'est pas la seule.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26  
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90  
IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32  
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38



## SOCIÉTÉ

## RELIGIONS

Eugen Drewermann interdit de prédication en Allemagne

## Le théologien par qui monte le scandale

L'affaire Drewermann prend de l'ampleur en Allemagne. Théologien le plus populaire d'Europe germanophone (trente-huit livres tirés à un total d'un million d'exemplaires), Eugen Drewermann, cinquante ans, s'est vu retirer, samedi 11 janvier, par son évêque, Mgr Degenhardt, à Münster (Rhénanie du Nord-Westphalie), la permission de prêcher. A l'autisme dernier déjà, il avait été interdit d'enseigner (Le Monde du 27 septembre). Une retentissante interview de l'hebdomadaire Der Spiegel du 23 décembre a provoqué une réaction sanction.

Dans un entretien fleuve accordé à Der Spiegel, Eugen Drewermann, prêtre et psychothérapeute, expose ses points de désaccord avec l'Eglise, à qui il reproche de ne tenir aucun compte de l'exégèse biblique et de persister à présenter comme des faits historiques ce qui n'est que récit symbolique. Aussi remet-il en cause la conception par une vierge de « Les premiers chrétiens ont eu recours aux images de la naissance virginale, qui sont des représentations qu'on se donne du roi dans l'Orient ancien, dit le théologien allemand. Chez Matthieu et Luc, les récits de naissance sont des légendes proches des mythes, non des récits historiques. »

Des autres, marquant de la « Jésus », miracles, Pâques, l'Ascension, etc., « a une signification symbolique qui se suffit à elle-même, estime Eugen Drewermann : « Ce ne sont pas les récits de Pâques, dit-il, qui fondent la foi en la Résurrection : ils ne veulent qu'affirmer en images que l'histoire de Jésus ne se termine pas avec sa mort sur la croix. » De même, l'Ascension signifie-t-elle la capacité de l'homme à s'élever « au-dessus » l'angoisse humaine, de la finitude, de l'« éternité ».

## « La foi pas la superstition »

« Celui qui enseigne une chose n'enseigne plus la foi, mais la superstition, affirme le théologien allemand. Je tiens pour fautive et dangereuse l'idée que Dieu aurait fait un miracle en faisant abstraction des lois de la nature en faveur de la personne de Jésus. Elle n'aide en rien à fonder la foi des chrétiens et conduit à l'athéisme. »

Même grille d'interprétation pour l'Eucharistie : Drewermann qu'il est « parfaitement exclu » que « l'hostie » donne du pain et du vin à ses disciples en disant : « Ceci est mon sang. » « Parce que, explique-t-il, cette idée de manger le sang d'un homme et de boire son sang était qualifiée d'« horreur » pour un juif (...). Ce que Jésus voulait, c'était renouveler la religion de son peuple au nom du prophète. Le caractère révolutionnaire de son action consistait en ce qu'il invitait à faire entrer des pécheurs en communion avec Dieu (...). Jésus n'a jamais exclu personne, alors que l'Eglise, elle, exclut ceux qui ne croient pas ou ne font pas ce qu'elle prescrit. »

Le théologien allemand redouble de violence dans sa critique de la discipline du célibat des prêtres. « Celui qui se bat contre le célibat combat le pouvoir de l'Eglise (...). Vous pouvez raconter des absurdités théologiques de tout genre, votre ministère peut être aussi dépourvu d'âme que vous le voulez, vous pouvez chasser les gens de l'Eglise au lieu de les y accueillir. Mais vous ne devez jamais tenter de remettre en question le pouvoir de l'Eglise. » Drewermann estime que, « question du célibat, l'Eglise a pour elle plus de quelques arguments. »

Il soutient que le sacerdoce soit fondé sur « des bases nouvelles », comme le « service de la communauté ». « Si l'on n'empêche plus l'ordination de femmes-prêtres, et c'est au nom de cette vocation de service que le théologien conteste la position de l'Eglise sur l'avortement : « L'Eglise n'a ni le droit ni le devoir de déterminer qui est meurtrier ou meurtrière (...). Personne n'a le droit de déclarer coupable toute personne qui avorte sans se préoccuper de savoir dans quels conflits, dans quelle angoisse elle vit. » Théologien lucide ou provocateur de génie ? Les Français pourront lire la traduction de son dernier ouvrage, monumental (neuf pages), Die Kleriker, de la maison.

HENRI TINCO

Recevant les évêques de la région Centre

## Le pape déploré « l'hiver des vocations » en France

Il y a cinq ans, neuf évêques français se sont réunis à Rome, en 1987, en visite ad limina (au siège de Pierre). Les premiers, ceux de la région Centre, ont été reçus, lundi 13 janvier, par le pape qui a déploré « l'hiver des vocations ».

## ROME

de la correspondante  
« Le Seigneur ne laissera pas le troupeau sans pasteur. L'histoire, en France, dans bien d'autres pays, a pas égaré des périodes d'appauvrissement. Elle nous rappelle que la vie du corps sacerdotal n'est pas un encouragement à l'admission. »

## SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Guy Forget éliminé Henri Leconte

Le Français Guy Forget, septième classé mondial, a éliminé son compatriote Henri Leconte, mardi 14 janvier, au premier tour des Internationaux d'Australie de tennis. Le Français l'a emporté 6-3, 6-4, 6-3. Face à son partenaire de Coupe Davis, cent soixante et unième mondial, Guy Forget sera opposé au vainqueur de la rencontre entre les Suédois Lars Johansson et Christian Bergström.

Deux Français sont qualifiés pour le deuxième tour. Arnaud Boetsch a éliminé l'italien Diego Nargiso (6-3, 6-3, 6-4) et Olivier Delaître s'est imposé face à l'Argentin Christian Minussi (6-7 (5-7), 6-4, 6-3, 6-2). Chez les dames, Nathalie Pietrangeli s'est qualifiée face à la Néerlandaise Petra Kamstra (4-6, 6-4, 6-4) mais Catherine Tanvier s'est inclinée devant l'Allemande Sabine Hack (6-4, 7-5). Parmi les hommes de série, l'Américain Pete Sampras et l'Allemand Steffi Graf ont été forfait pour blessure.

nestation? Jean-Paul II a vivement exhorté l'épiscopat français à ne pas laisser les « vocations » que subit l'hiver, qui, dit-il, « est une régression définitive. »

Auparavant, il avait pris connaissance des rapports fournis par les évêques de la région Centre en visite ad limina. Y figuraient entre autres les problèmes posés par l'immigration, la présence de communautés musulmanes importantes ou encore la crise des vocations. Et c'est ce dernier thème que le pape avait choisi de privilégier, mettant l'accent sur les difficultés matérielles et spirituelles rencontrées par les prêtres.

« Je partage votre inquiétude, a-t-il dit, mais vous ne pouvez pas vous désoler. L'histoire de l'ensemble des communautés, il semble de réfléchir à une juste compréhension du sens du sacerdoce dans l'Eglise. » Une Eglise française que Jean-Paul II voudrait voir plus ouverte à l'écoute des pauvres et de la communauté.

Une « étroite solidarité entre les prêtres » est souhaitée, ainsi qu'un renforcement des liens personnels de

chaque prêtre avec son évêque. « Face aux vents contraires, il faut aussi l'appui d'une spiritualité saine et robuste, poursuit Jean-Paul II. Dans votre pays, on a su constituer une spiritualité adaptée aux prêtres diocésains. N'est-ce pas une tâche à reprendre actuellement dans un monde qui a changé? »

Il a défendu le célibat, regrettant que les débats sur ce sujet « masquent la réalité ». « C'est une question de compréhension à l'égard de ceux qui le font. « Ne pourrions-nous pas mieux faire entendre à nos contemporains, a demandé le pape, qu'il s'agit d'un don de soi libre? Un tel renoncement est une forme délibérée choisie de l'accomplissement de la mission qui n'amoindrit pas la personnalité. »

Insistant sur « les soins qui doivent être apportés au discernement et à la formation des candidats au sacerdoce », le pape a terminé son discours en demandant aux évêques de « veiller à l'équilibre de leurs prêtres, sur leur santé et les conditions matérielles de leur existence, alors que les prêtres sont confrontés à des concours des fidèles mesurés. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

A la suite de plaintes pour escroqueries

## Quinze responsables de l'Eglise de scientologie ont été interpellés à Paris

Quinze responsables parisiens de l'Eglise de scientologie ont été interpellés lundi 13 janvier, à l'issue de deux perquisitions menées au siège de la secte, rue Capet (9<sup>e</sup> arrondissement), et d'un local qui lui est rattaché, la Celebrity Center, 69, rue Legendre (17<sup>e</sup>), par la 9<sup>e</sup> division, chargée des escroqueries et de la direction centrale de la police judiciaire.

Ces deux perquisitions ont intervenu dans le cadre d'une enquête rogatoire émise par un juge d'instruction parisien, dont le nom n'a pas été rendu public, à la suite de neuf plaintes pour escroquerie. Elles ont fait déposer par d'anciens adeptes de la secte, dont deux médecins, et le total du préjudice s'élève

à près de 3,7 millions de francs, versés par eux pour atteindre le stade de leur, prévu dans l'échelle de Ron Hubbard, fondateur américain de la scientologie. Les précédentes interpellations de l'été 1990, visant des responsables lyonnais de cette Eglise, avaient fait suite à des plaintes pour escroquerie de la médecine.

Des fins à recueillir les pièces comptables de l'association, les perquisitions ont été menées toute la journée de lundi au siège de la secte à la Celebrity Center, qui a été fermée aux enseignements de la « dianétique » de Ron Hubbard. Aucune réaction n'a été enregistrée, mardi 14 au matin, à l'Eglise de scientologie.

## MÉDECINE

Les circonstances de la mort du magnat de la presse britannique

## Controverse sur la deuxième autopsie de Robert Maxwell

Invoquant le droit au silence reconnu aux personnes qui ne sont pas poursuivies, MM. Kevin et Ian Maxwell ont refusé lundi 13 janvier de répondre aux questions de la commission des affaires sociales de la Chambre des communes britannique. Celle-ci enquête sur les disparitions de fonds dans les caisses de retraite du groupe fondé par leur père Robert Maxwell. La publication dans Paris-Match de clichés de l'autopsie pratiquée en Israël sur ce dernier (le Monde du 11 janvier) a entraîné le dépôt d'une plainte contre X par M. Yehouda Hiss, directeur de l'institut médico-légal d'Abou Kabir.

La publication par l'hebdomadaire Paris-Match de quelques clichés photographiques ayant trait à la seconde autopsie réalisée - à titre privé - dans la nuit du 9 au 10 novembre 1991, à l'institut médico-légal de Tel-Aviv (le Monde du 11 janvier) conduit à poser une question : les différentes lésions observées sur le cadavre de Robert Maxwell (notamment à niveau de l'épaule gauche, de la colonne dorso-lombaire et de la face) sont-elles la traduction de traumatismes provoqués par un ou plusieurs tiers, dans les instants précédant la mort? Ne sont-elles au contraire que les conséquences échoyotiques de chocs accidentels liés aux circonstances mêmes du décès?

Cette discussion est avant tout conditionnée par une cause principale : y a-t-il eu ou non mort par noyade? « Habituellement, la mort par noyade ne s'accompagne de difficultés médico-légales, explique le professeur Etienne Charrier Frogé (CHU, Tours), vice-président de la Société française de médecine légale. « On peut en affirmer que lorsque le corps est entré vivant dans l'eau, on observe par la suite un ensemble de symptômes échoyotiques, au premier rang desquels la présence d'une spume adhérente plus ou moins colorée au niveau du nez et de la

bouche. On observe ensuite un œdème pulmonaire important, les poumons sont gorgés d'eau, de nombreux organes comme le foie ont augmenté de volume et le sang est noir. On est là dans le stade de mort par asphyxie mécanique, par submersion. » Il convient, pour le professeur Frogé, de bien séparer ce stade de l'immersion, lorsque la victime est morte au moment où elle est immergée dans l'eau.

Pour le professeur Michel Durigon, médecin légiste à l'hôpital Raymond-Poincaré (Garches), il semble ne faire aucun doute, au vu des conclusions de la première autopsie du magnat de la presse réalisée à La Palma, que l'on se situait ici dans le cas de la mort par submersion.

Il reste dès lors à retrouver l'origine des lésions échoyotiques évoquées lors de la seconde autopsie, qui avaient également été mises en évidence lors de la première autopsie officielle, autopsie au cours de laquelle de nombreux examens complémentaires (goniogrammes, biochimie sanguine, histologie pulmonaire) avaient été mis en œuvre, ce qui « a priori » est compatible avec l'hypothèse d'une autopsie « bâclée » que certains avaient cru ces derniers temps pouvoir faire circuler.

## Les lésions : antérieures ou postérieures à la mort?

La principale question ici est de savoir si de telles lésions se sont produites avant ou après la mort de Robert Maxwell. « Nous disposons sur ce point d'une technique tout à fait fiable, souligne le professeur Frogé. On sait en effet que les lésions échoyotiques ou hématomiques - se sont produites avant la mort, elles ne disparaissent pas au lavage, ce qui n'est pas le cas lorsqu'elles se sont produites en post mortem, résultant de chocs divers ou de lésions de charriage, comme cela a pu être le cas pour un corps qui est resté de longues heures en pleine mer. »

Il faut donc désormais savoir s'il s'agit de lésions d'origine ou post mortem sans que,

dans le premier cas, on puisse à tout coup affirmer qu'il y a eu une lésion pouvant être la conséquence de chocs résultant d'un malaise.

Ainsi, en l'absence de données médico-légales, les spécialistes publics, plus que d'apporter des éléments concrets de réponse, la réalisation de la seconde autopsie et - situation peu ordinaire - le fait de l'avoir enregistrée sur cassette vidéo compliquent-ils l'affaire plus qu'ils ne l'éclaircissent. C'est d'ailleurs fréquemment le cas dans les grandes histoires médico-légales, les spécialistes estiment que la grande règle de leur difficile discipline est qu'une première autopsie mal faite est irremédiable et que, à l'inverse, si elle est bien faite, elle ne doit pas être refaite, la seconde ne pouvant qu'être matière à contestation, sans fournir d'éléments emportant la conviction.

JEAN-YVES NAU

## Le comédien Michel Creton obtient gain de cause Une maison pour adultes handicapés sera construite à Saint-Dié

M. Gilbert, d'Etat chargé des handicapés, a donné son accord pour que le comédien Michel Creton fasse construire une maison pour adultes handicapés à Saint-Dié (Vosges). Jugé trop coûteux, ce projet avait d'abord été rejeté par une commission locale (le Monde du 7 août 1991). Par ailleurs, M. Creton a lancé, lundi 13 janvier, à Clermont-Ferrand (Auvergne), le chantier d'un autre centre d'accueil pour polyhandicapés.

Devant l'insuffisance des établissements pouvant accueillir des handicapés âgés de plus de 20 ans, l'acteur avait, en janvier 1989, et contre l'avis de M. Gilbert, fait modifier la législation pour que les handicapés puissent rester dans le centre qui les hébergeait.

## ENVIRONNEMENT

Pour délit de pollution de la Loire et de deux affluents en 1988

## Deux dirigeants du groupe chimique Protex sont condamnés à des peines de prison avec sursis

## TOURS

de notre correspondant

Le PDG du groupe chimique Protex, M. Robert Moor, et M. Rupin, directeur de l'usine d'Auzouer-en-Touraine (Indre-et-Loire), ont été condamnés, mardi 13 janvier, à des peines de prison avec sursis pour délit de pollution de la Loire et de deux de ses affluents, la Brenne et la Cisse, ont été condamnés, lundi 13 janvier, à respectivement un an et six mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Tours. Reconnus coupables du délit de pollution pour des faits qui ont entraîné la présence d'eau d'agglomération tourangelles pendant cinq jours, les deux dirigeants ont en outre été condamnés respectivement à 100 000 francs et 60 000 francs d'amende et à verser près de 500 000 francs de dommages-intérêts aux diverses parties civiles et une provision de 300 000 francs à la fédération des pêcheurs d'Indre-et-Loire dans l'attente des résultats d'une expertise ordonnée par le tribunal pour évaluer les dégâts subis par la faune de la Loire.

## Plus sévère que le ministère public

Le tribunal a été plus sévère que le ministère public, qui, à l'audience du 10 octobre, avait requis un an et quatre mois de prison avec sursis contre les deux dirigeants de la société. Le procureur, M. Sabourault, avait notamment reproché à M. Robert Moor de ne pas avoir tenu compte des multiples arrêtés préfectoraux qui, depuis 1973, demandaient une mise en conformité de l'usine. 1 millions de francs de travaux pour la mise en conformité d'une cave

rétaient survenus notamment permis d'éviter une catastrophe dont le coût a été évalué à 50 millions de francs. Les avocats de Protex avaient estimé que leurs clients ne pouvaient répondre du délit invoqué.

Le 8 juin 1988, une explosion avait provoqué un incendie dans l'usine, blessant un ouvrier. La station d'épuration de l'établissement avait été rapidement saturée par les grandes quantités d'eau utilisées pour éteindre le sinistre et une grande partie des eaux polluées

avait déversée dans la Brenne, affluent de la Loire qui allait être pollué sur 25 kilomètres.

Un avocat des dix-neuf parties civiles (associations de protection de l'environnement ou de pêcheurs, communes...) a qualifié le jugement d'« exemplaire ». Le jugement au pénal ne met pas un terme à l'affaire. La Ville de Tours a en effet engagé une autre procédure et réclame près de 10 millions de francs à l'entreprise.

## ÉDUCATION

## L'examen de la réforme de l'Université reporté au 20 janvier

L'examen des textes préparés par le ministère de l'Éducation nationale pour renouer les formations universitaires au premier et deuxième cycle (le Monde du 14 janvier) a été examiné, lundi 13 janvier, par le Conseil supérieur national de l'enseignement (CNESER).

A l'exception de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et des étudiants de l'UNEF-Indépendante, la réforme globalement positive a été soumise à l'améliorer sur quelques points de détail, les membres du CNESER ont exprimé leur opposition ou leurs réserves sur des points importants (volumes horaires, modalités d'examen, système des modules, etc.).

En outre, le calendrier de mise en œuvre de la réforme, d'ici à la ren-

trée prochaine, est jugé par la plupart irréaliste. Le CNESER reprendra, lundi 20 janvier, l'examen des textes et des aménagements éventuels qui pourraient être apportés par le ministère.

Manifestation à Paris des étudiants de l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne). Pour protester contre le projet de délocalisation de leur école, quelques centaines d'étudiants et de professeurs de l'Ecole vétérinaire ont organisé, lundi 13 janvier, un « cani-cross », course de relais d'hommes et de chiens, à travers les rues de la capitale. Interdite par la préfecture de police de Paris, la manifestation a tourné court. Cent cinquante manifestants ont été interpellés puis relâchés après un contrôle d'identité.

(Lire page 2 la chronique de PIERRE GEORGES : « Vieux de ville et rétro des champs »)

صحة من الأصل



# SCIENCES • MEDECINE

## Des planètes par milliers

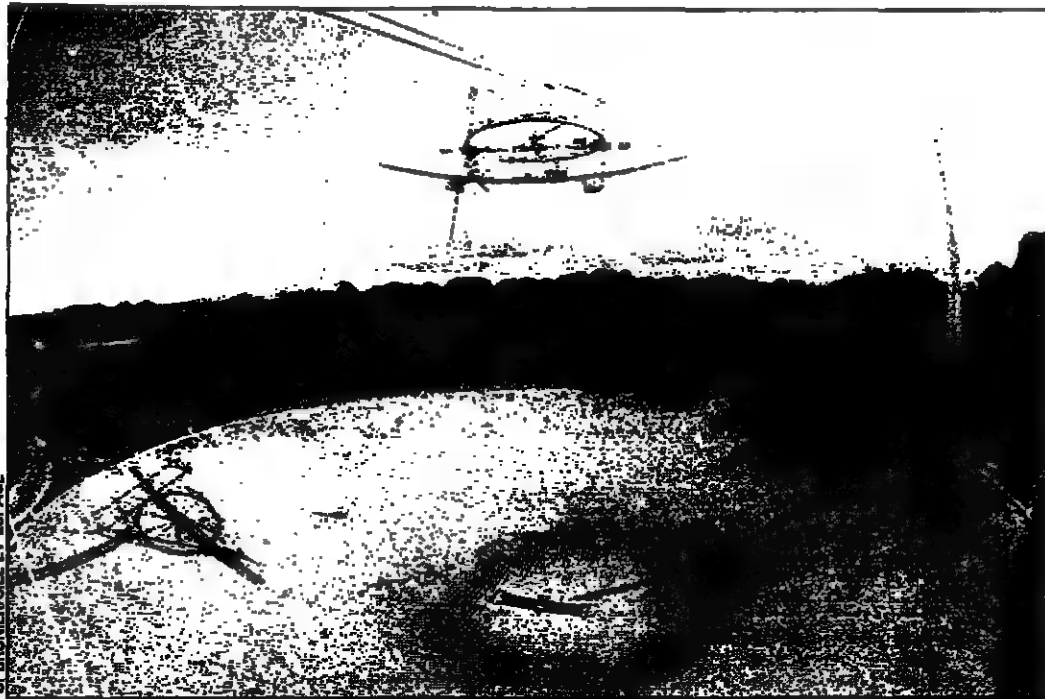
La découverte, récente, de planètes autour d'étoiles lointaines tend à prouver que les systèmes solaires ne sont pas rares dans l'univers

**S**OMMES-NOUS seuls dans l'univers ? La question, vieille comme le monde, restera sans doute sans réponse irréfutable pour encore très longtemps. Cela n'empêche pas les chercheurs de s'attacher au problème, de plus en plus nombreux. Si l'on considère que l'univers est peuplé de plusieurs milliards de galaxies similaires à la nôtre, et que cette dernière compte, à elle seule, quelque mille milliards d'étoiles, donc de possibles soleils, on peut raisonnablement soupçonner, en effet, que le système solaire n'est pas un modèle unique. Reste à le prouver.

C'est là que les difficultés commencent. L'étoile la plus proche, Proxima Centauri, se trouve, en effet, à plus de 40 000 milliards de kilomètres de distance. En outre, la luminosité des étoiles, bien supérieure à celle des planètes qui pourraient graviter autour d'elles, aveugle l'observateur lointain, qui se trouve donc un peu dans la situation de qui chercherait à distinguer une lampe de poche placée dans le faisceau d'un phare puissant. Seule solution : la ruse. Les lois de la mécanique céleste prévoient que, si un corps suffisamment massif tourne autour d'une étoile, il lui imprime un léger mouvement oscillatoire. Cette « vibration » perturbe les émissions que peuvent capter les instruments d'observation des astronomes : rayonnement infrarouge, X, ou ondes radio.

### A l'assaut des pulsars

Les pulsars sont, à cet égard, des objets d'étude idéaux. Ces étoiles à neutrons extrêmement denses présentent la particularité de tourner très vite sur elles-mêmes. Cela en fait de véritables « radiophares » de l'espace, émettant des bouffées d'ondes radio avec une régularité d'horloge atomique. Toute variation dans le



rythme de cette pulsation traduit une anomalie que les astrophysiciens expliquent par la présence d'un compagnon massif en orbite autour de l'étoile. Cette technique vient de donner, en six mois, deux résultats remarquables. Deux succès presque insoupçonnés, qui laissent penser que la formation de systèmes solaires autour d'étoiles de toute sorte sera, finalement, un phénomène beaucoup moins rare qu'on pourrait le croire.

Dernière en date, les Américains Alex Wolszczan, de l'observatoire de radioastronomie d'Arecibo (Porto Rico), et Dale Frail, de l'observatoire national de radio-astronomie du Nouveau-Mexique, annoncent avoir

plusieurs planètes en orbite autour d'un pulsar baptisé PSR 1257 + 12, découvert en février 1990 par Wolszczan, à l'aide du radiotélescope d'Arecibo (1). De savants calculs ont permis aux deux chercheurs de montrer qu'il y avait deux planètes situées à 1 600 années-lumière (2) de la Terre. La première, 3,4 fois plus massive que la Terre, graviterait à 55 millions de kilomètres du pulsar (3) à raison d'une révolution en 66,6 jours, la seconde, d'une masse 2,8 fois supérieure à celle de la Terre, serait située à 70 millions de kilomètres de lui, et tournerait son orbite en 98,2 jours.

De telles perturbations laisseraient supposer — avec toutefois une plus grande incertitude — la présence d'une troisième planète dans la même période orbitale proche d'un an, comme la Terre.

Cette découverte vient compléter celle de trois chercheurs britanniques du laboratoire de radioastronomie de l'université de Manchester, qui, en juillet dernier, avaient annoncé la découverte d'une planète en orbite autour d'un pulsar (1829-10), à 35 000 années-lumière de la Terre (le Monde du 31 juillet 1991). Avant eux, des astronomes en infrarouge, en ultraviolet, et en rayonnement X avaient permis de découvrir (ou de déduire

de calculs) la présence de systèmes solaires en formation autour de Béta Pictoris, en 1983, ou, plus récemment, autour de certaines jeunes étoiles du type « T Tauri » (le Monde du 11 mars 1991). Si les pulsars se prêtent particulièrement bien à la recherche de systèmes solaires, la plupart des chercheurs s'intéressent cependant à « vraies » brédouilles. La théorie la plus courante est en effet que ces étoiles à neutrons soient nées d'une supernova gigantesque explosion d'une étoile plus massive. Il est donc peu probable que les planètes aient pu résister à un tel cataclysme. « Aussi quand, en juillet dernier, nos collègues de Manchester ont annoncé la découverte d'une planète autour du pulsar PSR 1829-10, nous étions, pour la plupart, très sceptiques », se souvient Jean Schneider, de l'observatoire de Meudon. Mais leurs thèses ont résisté à six mois de discussions et de contre-arguments menés par des milliers d'astronomes enclins à l'indulgence que leurs thèses étaient bâties en brèche et, ajoute-t-il, « j'ai malheureusement changé d'opinion ».

La confirmation apportée aujourd'hui par Alex Wolszczan et Dale Frail arrive dans un terrain préparé. « La compétence scientifique n'est en question, la précision de leurs mesures est remarquable. On peut considérer qu'il existe plus de neuf milliards de planètes dans l'univers », estime Jean Schneider.

Comment concilier cela avec la théorie ? Quand une étoile explose, elle perd 90 % de sa masse et, il est évident que les planètes orbitant autour d'elle résistent, elles présentes alors forcément une orbite très différente de celles, parfaitement circulaires, observées autour des pulsars par les équipes britannique et américaine. Mais les astrophysiciens sont des gens rusés. Ils savent s'adapter, et

huit explications différentes ont été avancées depuis juillet, explique Jean Schneider. L'une d'elles résout le problème de façon élégante en changeant le scénario de la formation du pulsar, qui n'est plus d'une explosion, mais de la fusion de deux naines blanches.

On risque, en tout cas, d'assister ces prochaines années à une véritable course aux planètes. Une équipe californienne d'ailleurs d'entreprendre l'étude systématique de quatre-vingt-cinq d'entre eux, sur lesquels les données des archives sont suffisantes pour permettre une recherche d'éventuelles planètes par le calcul ou l'observation supplémentaire.

JEAN-PAUL DUFOUR

- (1) Nature, vol. 355, 9 janvier.
- (2) Une année-lumière (distance parcourue par la lumière en un an) équivaut à 9,5 milliards de kilomètres.
- (3) A titre de comparaison, la Terre est à environ 150 millions de kilomètres du Soleil.

### Les malheurs de M. Bush

Le Congrès américain acceptera-t-il le financement du LHC (superconducting super collider), l'accélérateur de particules géant grâce auquel les Etats-Unis voudraient reprendre le leadership à l'Europe en physique des hautes énergies ? A l'issue du voyage de M. George Bush à Tokyo, il est permis d'en douter. Le président américain n'a, en effet, pas réussi à obtenir des Japonais qu'ils participent financièrement à ce projet, jugé trop lourd par beaucoup de parlementaires américains.

Avec ses 10 milliards de dollars, le LHC est le plus grand projet scientifique de l'histoire du monde du 25 janvier 1992. Les Américains sont aperçus un peu tard que, en ces temps de maigres, ce genre de projet ne pouvait qu'interférer. Pas question d'une participation européenne. Le Vieux Continent prépare, en effet, un projet concurrent, le LHC large hadron (LHC-L), qui coûterait, pour la partie américaine, 10 milliards de dollars, soit 44 milliards de dollars au total. Les Japonais, qui ont déjà financé le LHC, ont refusé de participer à ce projet, jugé trop coûteux. Le CERN, près de Genève, a refusé le Japon.

De nombreux responsables de haut niveau, parmi lesquels le secrétaire d'Etat à l'énergie, James Watkins, et Alan Bromley, le conseiller scientifique à la Maison Blanche, ont fait le voyage de Tokyo, ces derniers mois, pour tenter de convaincre les Japonais à pour préparer le terrain pour le LHC-L. Mais, sans succès. Les Américains, qui leur réclamaient une participation de 1,5 milliard de dollars (sur un total de 8,4 milliards de dollars, soit 44 milliards de dollars au total), les Japonais ont répondu en lançant un « groupe de travail », qui devra se réunir à la fin de l'année (le Monde du 11 janvier). Après l'élection présidentielle américaine, les Japonais perdront probablement l'intérêt pour le LHC-L, car ils ont déjà financé le LHC, et n'ont apparemment pas été convaincus par les Américains que leur pays ne pouvait pas se passer de M. Bush.

Leur déboire signe-t-elle l'arrêt du projet du LHC-L ? N'est-ce pas certain, estime un expert français. Le congrès américain a voté 10 milliards de dollars pour 1991, et les Japonais ont déjà dépensé dans ce projet. Sur tout un projet arrêté à ce stade... Surtout un projet électoral...

J.-P. D.

## La vie en péril

Un grand nombre de plantes comestibles et sauvages sont menacées de disparition. Les chercheurs se mobilisent pour préserver cet immense réservoir biologique

**C**OMBIEN d'espèces vivantes, chaque jour, disparaissent de la planète ? Quelques-unes, certainement, plus encore ? Les scientifiques eux-mêmes s'y perdent, pour la simple raison que personne ne connaît le nombre exact des espèces encore présentes sur la Terre. Seule certitude : le phénomène s'amplifie. Il prendra même des allures de scénario catastrophe si la communauté mondiale ne se mobilise pas d'urgence pour enrayer cette érosion biologique, comme en témoignent le colloque sur les ressources génétiques des plantes qui a réuni à Paris, du 8 au 10 janvier, plus de trois cent cinquante chercheurs internationaux.

Ce n'est pas seulement le sort des baobabs et des rhinocéros qui est en jeu, mais celui de la planète. Surexploitation des ressources, déforestation, urbanisation, industrialisation, augmentation de la population mondiale : toutes les activités humaines s'accroissent à malmenant, avec de plus en plus de violence, les écosystèmes naturels. Dans l'hémisphère sud, 10 % des espèces sauvages sont menacées de disparition. En quelques décennies, la forêt amazonienne a perdu plus du quart de sa superficie. La surface totale de continent par habitant, actuellement de 3 hectares (15 000 au début de l'humanité), diminuera à 1,5 hectare au cours du siècle prochain. Et la végétation naturelle s'en trouvera de plus en plus morcelée, menacée à terme l'équilibre écologique de la planète et la survie alimentaire de l'humanité.

« Notre environnement recèle plusieurs dizaines de milliers de plantes comestibles, et trois mille d'entre elles environ ont été utilisées par l'homme au cours de son histoire », résume Jean-Claude Monodol, chercheur au laboratoire de génétique et microbiologie de l'université Paris-Sud. Comparées à ce réservoir immense, les conséquences des progrès de l'agriculture font frémir : aujourd'hui, cinquante espèces seulement sont inscrites au répertoire du commerce mondial et font l'objet de

culture à grande échelle. Plus significatif encore, vingt-neuf de ces cent cinquante espèces fournissent à elles seules plus de 90 % des denrées alimentaires : les céréales (riz, blé, maïs, sorgho, orge, mil, triticale, qui apportent 52 % des calories totales), les plantes à tubercules (manioc, pomme de terre, patate douce), les légumineuses (arachide, pois chiche, pois, soja, fève, haricot, niébé) et les arbres fruitiers (coco, banane, ananas). Il faut ajouter quelques plantes oléagineuses et épicurées. Quant au nombre de variétés employées pour les cultures au sein d'une même espèce, il ne cesse également de se réduire. En 1970 ne subsistaient en France qu'une dizaine de variétés de pommes contre plus de deux mille au début du siècle, et plus de 90 % de la production française de pommes provenaient, en 1983, de variétés nord-américaines sélectionnées.

### Changements climatiques

Les raisons pour lesquelles les pays agricoles ont ainsi limité le nombre de leurs plantes cultivées sont connues : intensification de l'agriculture à grande échelle, remembrement des terres, sélection de variétés plus productives et de meilleure qualité. Avec des conséquences sur le rendement et la qualité dont le bénéfice n'est plus à démontrer. Mais cet appauvrissement progressif du réservoir végétal recèle un grave danger. A force de laisser les plantes naturelles disparaître, les sélectionneurs risquent un jour de se voir dépourvus de matière vivante pour créer des variétés nouvelles. Que se passera-t-il si, dans dix ans, vingt ans ou un demi-siècle, un parasite, jusqu'alors inoffensif, se met à décimer les cultures ?

Quelle marge de manœuvre restera-t-il à l'humanité si les changements climatiques du vingt et unième siècle, redoutés par les spécialistes, imposent de mettre au point d'autres variétés végétales capables de résister à de nouvelles

températures, de sol, de parasites et de maladies, la seule ne sera jamais définitivement gagnée, estime le professeur Jack Hawkes, spécialiste de biologie végétale à l'université de Birmingham (Grande-Bretagne). Il y a probablement toujours un état de « guerre froide » entre les agriculteurs et les parasites d'une part, les sélectionneurs et les parasites d'autre part, ces derniers ayant la faculté de s'adapter à des conditions de culture plus rigoureuses pour surmonter les défenses des plantes.

La réduction progressive de ce danger date de l'époque des années 70, durant lesquelles survinrent deux catastrophes agricoles majeures. La première, en 1970, ravagea 10 % de la récolte du maïs américain. Celle-ci provoqua alors le plus grand saut d'une lignée unique hautement sélectionnée, la lignée Texas, qui avait fait des merveilles en révolte brusquement à un champignon pathogène. La seconde toucha la variété de blé soviétique Bezostay, cultivée au début du siècle dernier, et la faveur d'un hiver particulièrement clément, jusqu'à la rigueur de l'hiver 1972, qui détruisit quelques mois 15 millions d'hectares de blé.

### Banque de gènes

Il faut envisager le pire, et les sélectionneurs ne peuvent pas l'ignorer. L'optimalisme n'est jamais totalement acquis, que ses propriétés se modifient au cours du temps, que la sélection des consommateurs peut changer. L'appauvrissement actuel de la diversité génétique handicape donc lourdement les sélectionneurs de demain. Albert Bessin, microbiologiste et directeur de l'Unité centrale d'évaluation de l'UNESCO, rappelle ainsi que deux espèces sauvages de tomates, découvertes dans les années 60 sur les hauts plateaux du Pérou, ont permis d'augmenter

la teneur en carotène de certaines tomates américaines. Résultat : un gain de 5 millions de dollars par an pour les industries de conserves de la tomate.

Si l'on ajoute à cela que la préservation des plantes sauvages est une condition essentielle au maintien de la biodiversité de la biosphère, on comprend que les gouvernements de nombreux pays aient pris des mesures progressives de sauvegarde de leurs réserves végétales. Parmi les réserves protégées se trouvent les banques de gènes, qui sont des dépôts de la diversité génétique de la plupart des variétés cultivées, ainsi que de leurs parents sauvages ou semi-domestiqués.

C'est dans les années 70 qu'est née la FAO, l'IBPGR (International Board for plant genetic resources) coordonne actuellement un réseau mondial d'une cinquantaine de banques de gènes réparties à peu près uniformément dans les différentes régions du monde. Conservées à basse température sous forme déshydratée, des millions de semences y dorment dans des chambres froides ou des congélateurs. Elles permettent un jour d'augmenter ou de créer de nouvelles variétés de plantes à l'agriculture, l'horticulture, la foresterie, l'industrie ou l'environnement», affirme André Charrier, directeur du IBPGR, et spécialiste des banques de gènes (BRG) (1).

Ces collections jouent un effet un précieux réservoir aux spécialistes de biotechnologie, qui pourront y puiser des gènes d'intérêt agronomique et les transférer sur d'autres variétés. Mais ce réservoir mondial est menacé pour le moment par une mesure d'urgence. Les biologistes, eux, réclament une véritable politique de protection et d'exploitation de la diversité biologique. Et cela implique beaucoup plus que ces banques, il faut encore les rendre exploitables. Connaître la spécificité de leurs

gènes, savoir dans quelle variété végétale les retrouver, leur donner une identité, les identifier. Face à quoi les spécialistes se retrouvent aussi désemparés qu'un lecteur qui désirent consulter un ouvrage dont il ne connaît ni le nom, ni l'auteur, ni le lieu de publication. Face à un véritable chaos, les spécialistes ont donc tenté de définir les noms d'astères.

Il faut aussi définir les critères auxquels sauvegarder telle ou telle plante : par exemple, 200 000 espèces végétales existent dans le monde, de 20 000 à 25 000 sont menacées d'extinction, et les biologistes n'en ont enregistré que 10 000. « Les espèces jugées menacées doivent être préservées, car nous ignorons de quels gènes elles sont porteuses et de quels gènes nous aurons besoin demain », affirment-ils. Il faut enfin se donner les moyens scientifiques et diplomatiques de gérer ces réserves végétales à l'échelle internationale, dans un contexte Nord-Sud où les ressources végétales sont devenues un enjeu économique et politique majeur.

### L'effort des industriels

Dans ce domaine, qui, à terme, concerne l'ensemble de la planète, les mêmes priorités, les mêmes obstacles techniques et financiers se retrouvent à l'échelle nationale. En France, sous l'égide du BRG, plusieurs organismes de recherche participent à l'effort de recensement et de conservation des variétés végétales.

CATHERINE VINCENT

Lire la suite page 14

(1) Créé en 1981 et rattaché en 1988 au ministère de la recherche et de la technologie, le Bureau des ressources génétiques a pour mission « d'animer et de coordonner un plan scientifique des actions menées en France dans le domaine des ressources génétiques ». Son budget annuel est d'environ 1 million de francs.

la deuxième autopsie  
rt Maxwell

le groupe chimique Prot  
peines de prison avec

REPORTAGE







# CULTURE

## DANSE

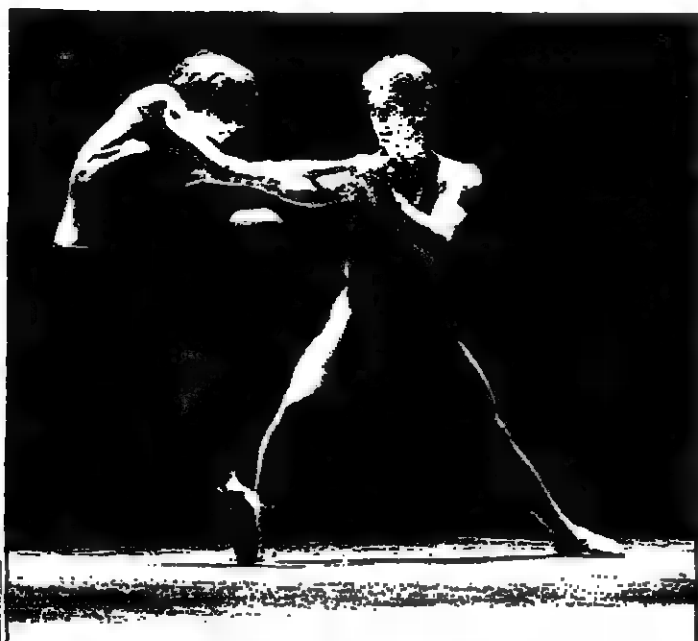
### Etoiles et toises

Trois programmes pour les « meilleurs danseurs » de la planète

LES GÉANTS DE LA DANSE  
Théâtre des Champs-Élysées

La toise sous laquelle étoiles et solistes internationaux pour les « géants » à quelques complaisances, chipotons... aussi sur les bandes enregistrées qui tiennent lieu d'orchestre et sur la déplorable sono qui les diffuse : démontage pleureux, décibels en folie, cela fait patronage - et c'est indigne, le premier soir, du Gala de l'Europe des sciences. A l'actif de cette édition des « Géants de la danse », un menu plus varié que les précédents : la danse contemporaine et même le flamenco s'y glissent parmi les sempiternels pas de deux classiques. Et il est toujours intéressant de voir comment on s'agitait aujourd'hui à M... Saint-Petersbourg, Lausanne, Philadelphie, Copenhague et Hambourg. Les villes ayant envoyé un défilé des étoiles de l'Opéra de Paris.

La déception : Nina Anoulh, du Bolchoï, bardée de médailles d'or de concours comme tous ceux qui tournent plus vite ou sautent plus haut que les autres. Technique de béton, culot d'enfer, mais où est la danse ? Avec Igor Zelenski, du Kirov, elle donne un des plus vulgaires *Don Quichotte* que nous ayons vus, dépourvu de musicalité, de charme, d'esprit mais assez corsé pour mettre la salle en délire. Dans la seconde partie, elle sort un *Corsaire* du même tonneau - cette fois avec un Patrick Dupond en méga-forme qui



Pietragalla et Manuel Legris dans « In the Middle » de Forsythe

toujours, lui, transcender les pures abstractions et dissimuler ses imperfections académiques sous des tonnes de séduction et de romance.

Le nuptial de jeune : Jack and Betty, un robotique trio Karole Armilago pour Florence Faure, Serge Campardon et

ben Bach - qui a quitté le Béjart Ballet l'an dernier pour... Nomades. Musique tendance rock, brèves séquences hachées de « noirs », chorégraphie paroxystique à la Forsythe, violence malicieuse d'humour, et du danger dans l'air : n'aimait pas... au coin d'un

ces foudrards sortis *Mad Max* dans un théâtre en

La confirmation : les multiples *Ishtar* de la personnalité de Pietragalla (elle ne veut plus son prénom, Marie-Claude). Bien la même personne que l'on voit dans *Giselle*, ombre vaporeuse, douloureuse, bras crémeux, puis dans *In the Middle* de Forsythe, l'avidité sauvage faisant jaillir des étincelles sur le plateau ? La nomination d'étoile paraît avoir fait à Pietragalla l'effet d'un poison magique. Elle se déchaîne, n'en finit pas de nous étonner. Ses partenaires : un Farouk Rouzimatov (du Kirov) d'un romantisme trop maniéré dans *Giselle* ; un Manuel Legris parfait dans *In the Middle*.

Moins fine mouche, Elisabeth... pièces de John Neumeier et tombe dans la monotonicité avec un *Adagio* passif comme un *marshmallow* une *lune* si douce, même si elle s'y met belle et d'un d'un (du Ballet de Hambourg) éperdu d'amour.

Une révision, pas forcément déchirante : n'a aimé guère, jusqu'ici, *Salomé*, solo taillé à mesure pour... Dupond par Maurice Béjart, en 1986, sur le thème de la... - un de rugby fasciné par son ballon s'identifie peu à peu à Salomé devant... Jean-Baptiste. Mais, ce soir-là, Patrick Dupond, clown halluciné, tragique, a mis dans sa danse comme dans ses expressions ce qu'il faut bien appeler du génie, l'on regarde *Salomé* d'un autre oeil.

Le moment suprême : Pitsetskala dans *La Mort du cygne*. Combien de fois l'a-t-elle fait ? Il paraît souvent d'un soir lointain, dans la salle du Palais de l'Opéra d'Avignon. Un... Elle... possible et même exaltée par la colère céleste, méprisant les risques du plateau... ne bougeait pas d'un poil et lui firent un triomphe. Mais l'impétuosité d'une femme à dissimuler son âge, on peut le dire : soixante-six ans depuis le 20 novembre dernier.

Il semble qu'elle ait encore éprouvé l'interprétation du *Cygne*, modeste et finalement un bras invraisemblable, acceptant l'agonie avec une... boulevards, sans pour autant dissimuler un feu... ses prunelles flamboyantes. Et, vingt fois répétée, prolongeant la chorégraphie des... proprement sublimes. S'il y avait une « géante », ce soir-là, c'était elle.

SYLVIE DE NUSSAC

Programme, les 21 et 22 janvier, à 20 h 30. Tous les programmes les 25 et 27 janvier à 20 h 30 ; le 28 à 17 heures.

## ARTS

### Tourisme et musées

Quelque 100 exposants retrouvent au 3<sup>e</sup> Salon international des musées et des expositions (SIME)

D'emblée, l'effet de surprise assuré : le SIME est placé dans un lieu pour découvrir, éclairer Henri Aron (un spécialiste de lumière, au cinéma), une trentaine d'armures, casques et masques somptueux extraits de la collection japonaise d'Arman, l'artiste qui, collectionneur, accumule comme un... ne qu'on ne lui passe cette mise en scène, il y a point ou peu de magie au SIME, peu de point d'œuvres d'art. Si les musées s'exposent au grand Palais, ils n'exposent pas leurs chefs-d'œuvre, à quelques exceptions près, ici et là, en échantillon de collections multiples et variées, dans des plus souvent aménagés par les villes, les régions, ou des par un musée en particulier.

Ici, c'est Berlin qui présente, avec ingéniosité, quelques grandiloquence, sur plateaux tournants, une théorie de têtes de... les trois extraite d'un des musées de l'est et de l'ouest de la ville. Là, à Venise qui n'a pas jugé utile de concevoir une mise en scène, ailleurs c'est Edimbourg qui... son... propose des photographies... et cet... P. loin, la Wesphalie a... son jambon. Quelque part, un bel... de Slovaquie et de Bohême. Non loin d'un stand roumain présidé par une *Demotelle Pogany III*, en bronze, de... (1913), dans la présence et la beauté, ici, paraît ici incongrue.

On l'aura noté, c'est par les étrangers que le SIME 92, se tient. Les Français l'ont quelque peu boudé, région parisienne mise à part : nombre de petits et grands spécialistes de Haute-Seine, d'Yvelines ou du Val d'Oise, qui souffrent d'être trop près de la capitale et sérieusement besoin de se faire mieux connaître et représentés.

Le SIME est destiné à faire découvrir un grand public « le monde incroyablement riche des musées » France et d'Europe, comme il dit le dépliant-plan-guide, utile vitrines où voisinent sabots, à jouer, maquettes de... et, éventuellement, tableaux et sculptures. Mais... bien le monde... qu'on voit ? N'y découvre-t-on... plutôt des... de promotion des institutions muséales, des disciplines confondues, pensées désormais comme maillons d'un circuit touristique ? L'accumulation de présentoirs porteurs d'informations locales et régionales forme prospectus, plans, mini-guides, donne en tout cas au du Palais la

d'un agrégé... maisons de provinces. Ce n'est un hasard si Néerlandais très présents SIME. Ils sont, en effet, parmi les premiers à avoir... marier la culture aux tulipes à leurs trésors artistiques, lesquels ils croient : 800 musées, problèmes incommensurables de conservation susceptible de couper le sommeil de quelques directeurs... obligés de choisir ce qu'ils vont laisser pourrir définitivement (fonds de gravures, notamment) ce qu'ils peuvent... A condition que les financements privés.

C'est donc pas un hasard si double problème est... SIME. Le salon évolue, logique, la problématique des désormais pensés PME. Des colloques les relations entre tourisme et les problèmes... organisés. Au-delà de la façade grand public, le fournit aux professionnels l'occasion de

GENEVIÈVE GREERETTE

SIME, 3<sup>e</sup> Salon International des Musées et des Expositions, Grand Palais, De 11 heures à 20 heures ; nocturne du 15 janvier jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 19 janvier

**MUSIQUE A 18H**

18 JANVIER 18H

**TABEA ZIMMERMANN**

STEVEN ISSERLIS

OLLIE MUSTONEN

BEETHOVEN

SCHUMANN

VENDREDI 24 JANVIER 18H

**OLEG MAISENBERG**

MOZART - BEETHOVEN

75 F. LOC. 42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

## THÉÂTRE

### Un tueur si doux

Jean Anouilh expédie au Maroc un fantôme du père Ubu

LA VALSE DES TOREADEURS  
au Théâtre Silvia-Monfort

« Ah, mon ami, la belle campagne ! On en a fait de l'Arabie ! Et joliment, à l'armée blanche. On enlevait les doudous au petit matin, on ébranlait tout : le papa, la maman, la grand-mère... » Le général de Saint-Pé dit ce campagne du Maroc à son secrétaire. C'est en 1910. Le général, qui n'a plus l'âge de barouder, reste un grand chef. L'âme (« Que l'Allemande bouge, on me rappelle ! »), il est grand-croix de la Légion d'honneur. Il a le sang vif : qu'une femme passe à l'honneur, il lui saute dessus.

Le général de Saint-Pé est le protagoniste de la *Valse des Toreadors* de Jean Anouilh, qui n'oublie rien pour en faire ce que Sartre nomme « un misérable », ou « un salaud ». Et, fidèle à lui-même, de ce salaud, il fait un innocent, un ange : « Je suis un ancien petit garçon abandonné... »

Je suis tout seul, et j'ai peur... Au Maroc, en sabrant l'Arabie, j'avais envie de crier au secours. Les seuls moments où je me sens un peu tranquille, c'est quand je vois quelque chose de beau... »

Tout Anouilh est là : est-ce de l'humour plus que noir, une charge énorme contre les types coloniaux, ou bien une provocation, un regard attendri pour le pauvre Saint-Pé ? Mystère. Anouilh... conversations entre le général et un ami, médecin, puis entre le général et son épouse (ça change, Anouilh semble avoir pensé à Madame et le Monsieur Ubu), mais tout cela reste inédit. Après un premier acte sur des chapeaux de rone, fait surtout de répliques pas légères mais drôles, la pièce s'étire, défile...

Régis Santon n'arrange rien au laissant Marc de Jonghe jouer un général... pure, un brillant machinal : Jean Lescot est plus

fin dans le rôle du docteur. La *Valse des Toreadors* fait l'ouverture d'une salle toute neuve, le Théâtre Silvia-Monfort. Il est construit exactement sur l'emplacement du chapiteau installé à l'occasion de la destruction des abattoirs de Vaugrard a laissé un très grand espace inoccupé. Il garde la forme d'un cirque : c'est un grand chapeau pointu, mais en dur. Silvia Monfort avait songé à une réalisation plus importante, s'inspirant de Bayreuth et du jardin de l'Ermitage de Moscou... Elle ne put réaliser ce rêve. Régis Santon, qui dirige désormais ce théâtre, est un metteur en scène énergique. Il aurait peut-être pu... n'a pas plus sélect qu'Anouilh.

MICHEL COURNOT

106, rue Brancion. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél. : 46-31-10-96.

## CINÉMA

### Le don paisible

Le retour à l'université d'un diplômé de Monty Python

AMERICAN FRIENDS  
au Cinéma Rialto

Un peu plus d'un siècle avant qu'un étudiant en... du Michael Palin et quelques-uns de ses disciples ne souillent irrémédiablement la réputation d'Oxford en abandonnant leurs collèges pour fonder le Monty Python Flying Circus, il y avait déjà un Palin à Oxford. Professeur, en un temps où les dons n'avaient pas le droit de se marier, il démissionna de son poste à l'âge de quarante ans pour épouser une orpheline irlandaise de vingt ans sa cadette, rencontrée lors d'un voyage en Suisse, alors qu'elle visitait l'Europe en compagnie de la riche Américaine qui l'avait adoptée.

Michael Palin, acteur (Brazil, Un poisson nommé Wanda), écrivain (livres pour enfants, scénarios pour la télévision), a retrouvé le journal de son arrière-grand-père et, avec la complicité du jeune réalisateur Tristram Powell, a brodé un film autour de cette trame. « Par moments, j'avais des scrupules à inventer l'histoire de mes ancêtres, avoue Palin, qui a dessiné un triangle amoureux entre la tutrice, pupille et le professeur. De même que j'ai longtemps hésité avant de jouer le personnage. » Mais Michael Palin, clown virtuose, savait qu'il pouvait tenir un rôle sérieux.

Il s'est lancé dans l'entreprise avec la rigueur de l'universitaire oxfordien qu'il fut. Jusqu'au dernier pli de son, tous ces détails font la matière de

cette histoire d'amour presque naïve, chrono discrètement émouvant, gentiment drôle, aux antipodes de l'ironie froide de James Ivory.

A peine fini le tournage d'*American Friends*, Michael Palin a tenu l'un des rôles principaux de *GBH*, drame télévisé (et événement politique) inspiré de la crise municipale à Liverpool. Il y incarnait un professeur (encore) tucardiste et s'élevait contre la mafia de gauche qui avait fait main basse sur la ville. Ensuite, à la demande de la BBC, il a fait un documentaire du monde, du pôle Nord au pôle Sud, par voie de terre, en suivant le 30<sup>e</sup> degré de longitude Est. Il prépare sa relation du voyage sous forme de livre, puis le commentaire qui accompagnera les huit heures de documentaire qui ont été tournées.

Une existence studieuse, digne de son arrière-grand-père, comme pour expier la jeunesse dissolue passée au sein de Monty Python. Sauf que, « bien sûr, nous ne sommes pas un groupe de rock. Notre réputation ne généralise pas autant d'argent que celle d'un grand groupe. Et de toute façon, depuis la mort de Graham Chapman, dont la contribution était essentielle, Python n'existe plus. Mais l'an passé, nous avons ressorti *Always Look on the Bright Side of Life* (la chanson de la Vie de Brian), qui s'est classée numéro deux au hit-parade. On ne sait jamais, il y a peut-être encore un peu de vie dans la bête. »

T. S.

**ROBERT HOSSEIN**

**LE TRIOMPHE DE LA SAISON**

**LES SUS**

**PALAIS DES SPORTS**

la caisse de 12h30 à 19h

PAR TÉL. 48 28 40 90

EUROPE 1

FNAC • AGENCES • VIRGIN MEGASTORE

**PROLONGATION**

**JUSQU'AU DIMANCHE 1<sup>er</sup> MARS**

Photo Patrick LORITTE



Après Cités-Cinés, La Grande Halle-la Villette présente jusqu'au 2 février une exposition-spectacle sur la BD en 3 dimensions

**PROLONGATION**

**Opéra Bulles**

40 03 39 03

la Villette

**Le Souverain fou (discours)**

... François Châtot, monarque gris, au visage pâle au regard allumé: un numéro virtuose, rien de lui dire.

Marthe La Bardonnie

La mise en scène promène allègrement du théâtre à la danse contemporaine, façon Pina Bausch, en passant par la Comédie Musicale... François Châtot dont le talent n'en finit pas de grandir, captivant.

Olivier Schmitt Le Monde

Ivan Grinberg anime avec beaucoup d'esprit le fleuve, et la présence chatoyante de François Châtot, souverain, transfigure tout en exercice de haut vol.

Arlette M. la République

→ 26 JANV. 48 31 11 45

**Concerts Radio France**

**Vendredi 17 - 20 h**  
Opéra de Paris-Bastille  
Orchestre Philharmonique de Radio France  
Janowski / C. Collard

**Samedi 18 - 15 h**  
Théâtre des Champs-Élysées  
Le romantisme  
Bach - Brahms - Schnittke  
Debussy  
Gutman / Lobanov

**Jeu 23 - 20 h 30**  
Théâtre des Champs-Élysées  
Orchestre National de France  
Prêtre / Zimmermann

**Dimanche 26 - 11 h**  
Salle Gaveau - Concert/Brunch  
Teleman - M. Marais  
Lélu / Skanavi / Rannou  
Location 42 30 23 08

Connaissez-vous Melomane ?  
à partir de janvier 92  
42 30 18 18 Radio France

**CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS**

<p><b>MOZART</b> Jean-Pierre RAMPAL Orchestre de chambre FRANZ LISZT NORDMANN PIERRE PIERLOT AB KOSTER COR</p>	<p><b>LES MIDIS MUSICAUX</b> le 15 : BRODSKY Quartet SCHUBERT CHOSTAKOVITCH Le 17 : Billy FIDI GRIEG - CHOPIN</p>	<p><b>NOUVEAUX VIRTUOSES</b> Orchestre symphonique de France Dir. : Laurent BRACK Sol. : Vesselin STANIEV Piano Gérard Prieur - Lenoir CHOPIN - BEETHOVEN</p>	<p><b>LES NOCES</b> Stravinski Dir. : Philippe HERREWEGHE La Chapelle royale Collège vocal de Gand ENSEMBLE MUSIQUE OBLIQUE Avec le soutien de FRANCE TELECOM</p>
<p><b>FRANÇOIS WEIGEL</b> Piano DEBUSSY SCARLATTI SCHUMANN LISZT CHOPIN</p>	<p><b>APOLLO et HYACINTHUS</b> W.A. MOZART Dir. : Claire GIBAUD Mise en scène : Myriam Tanant ATELIER LYRIQUE M.A.T.R.I.C.E. de l'OPÉRA DE LYON Production Opéra de Lyon avec le parrainage de FRANCE TELECOM</p>	<p><b>BRAHMS YO YO MA</b> Violoncelle Paul Meyer Emanuel Ax Piano</p>	<p><b>ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE VIENNE</b> Dir. : Carlos KLEIBER Dimanche 24 février COMPLET Lundi 24 février SCHUBERT - J. STRAUSS</p>

## CULTURE

## MUSIQUES

## Que restera-t-il de leurs trente ans ?

Un panorama de la jeune création : 80 compositeurs nés après 1955 joués en 19 concerts

## L'EUROPE DES JEUNES COMPOSITEURS

« L'avalanche n'attend pas le nombre des années », c'est un plaisir à propos du festival-marathon, L'Europe des jeunes compositeurs, qui suit son cours défilant jusqu'au 31 janvier à la Maison de Radio-France, en effet de 1955 (63 ans), d'œuvres jouées une fois ou la, de partitions écrites pour la circonstance et dont l'auteur n'a pas eu le temps de s'échapper, de commandes passées tout express par Radio-France, société dont on ne dira plus qu'elle n'assume qu'en rachetant ses obligations de service public envers les créateurs débutants.

« En présentant les œuvres de quelques quatre-vingts compositeurs de la nouvelle génération, Radio France ne cherche pas à se débarrasser en une fois de ses charges », assure d'ailleurs Claude Samuel, patron de toutes les musiques à la Radio, dans une lettre circulaire adressée la semaine dernière aux professionnels et faiseurs d'opinion. « Il n'aurait certainement pas été possible de faire passer la responsabilité du Festival de Royan, grand pourvoyeur d'avant-garde depuis trente ans, d'aussi noirs desseins.

Les réjouissances débutaient samedi 11 janvier dans un joyeux chaos de nationalités (de l'Islande aux pays de l'Est : il n'y en a pas pour les Douze dans ce festival européen). Le capharnaüm stylistique était également : balancé par une jeune Française (Valérie Stephan), dialogue à la Berio d'un instrument avec lui-même.

Romaine Ana-Maria Avram, néo-postromantisme à la Strass du Finlandais Lindberg, retour à Hindemith et Xenakis relus par le Luxembourgeois Claude Lenners, la Quatrième Sonate pour piano de Scriabine réinventée dans l'ombre de Schumann par Frank Kaverzyk, l'un des deux Français du Festival d'Automne en 1989, nature bouillonnante en effet, et excellent pianiste.

références ici citées sont toutes personnelles. On sent bien que tous ces jeunes gens, sortis des meilleurs conservatoires, écrivent dans leur coin, sans souci de s'inscrire dans un courant particulier, et qu'ils ont depuis belle lurette le scrupule ou tel autre système d'écriture abstrait par-dessus les moulins. On suit donc dès cette première soirée que ce festival-là saurait égarer : avis aux courageux Poucets.

## Trop grand trop petit

Le pianiste Jay Gottlieb, le Trio à cordes de Paris, l'Orchestre philharmonique de la Radio, le chef Arturo Tamayo y jouaient leur rôle de « pionniers » pour la nouveauté. Suivront à la fin du mois, dans le même emploi, les meilleurs spécialistes français : étrangers, l'itinéraire, Asko, Contrechamps, Alternance, Musique oblique, l'Arditi, l'Ensemble moderne de Francfort, les jeunes de l'Orchestre du Conservatoire, et les ce-

ques de l'Orchestre national ; les chercheurs de musique synthétique ne seront pas oubliés puisque le GRM consacre aux cadets du Groupe deux concerts précédés d'un débat théorique à 20.

Certains, cette première soirée, se plaignaient dans la salle de n'avoir pas entendu « le Brahms ou le Mahler de l'an ». C'était espérer une pêche miraculeuse : Yves Prin et Jean-Pierre Armengaud, délégués artistiques et présélectionneurs, ont dû faire confiance aux académies et aux professeurs pour faire venir cassettes et partitions et, ensuite, faire leur choix. Plus facile à obtenir du Conservatoire national supérieur de Paris (qui entretient des liens structurels avec la Radio), des grandes académies de Sienna ou de Francfort (les échanges sont fréquents avec le CNSM) que de Corse ou de Lituanie.

« L'événement européen est à la fois trop grand et trop petit », dit en outre remarquer Laurent Martin, compositeur sorti il y a un an du Conservatoire parisien et dont l'œuvre, fondée sur des microintervalles, est jouée par l'Ensemble 2e2m le 26. Mais si le jeune Français n'a pas attendu 1992 pour se renseigner sur ce qui se passait à l'étranger, il se réjouit d'être « enfin joué dans de bonnes conditions ». La commande qu'il a de Radio-France lui a rapporté 21 000 F pour 16 minutes de musique, les frais de copie lui seront payés environ 3 000 F, des droits d'auteur viendront s'y ajouter. « Demain sortiront-ils du chapeau ? S'attend-on encore aujourd'hui à découvrir des

génies à l'ancienne mode ? Que le public vienne y voir, c'est bien.

« Il faut se méfier », dit Petrol, Roumain né en Yougoslavie, à l'écouter au Conservatoire de Paris les conseils de son maître Claude Ballif. Il compose donc une musique si particulière (jouant sur les ambiguïtés de la tonalité et du rythme) qu'il a dû trouver un nom : « musique relative ». « Dès qu'on n'est pas dissonant, les interprètes n'osent pas vous jouer. J'ai quarante pièces à mon catalogue. Un bon tiers n'a jamais été exécuté. Ce festival est très important pour moi ». Pour son œuvre de 33 minutes (écrite le 25 par l'itinéraire), Petrol n'a pas reçu de commande. Il comptait sur 5 000 F de droits d'auteur. Il a copié de sa main les seize partitions du matériel d'orchestre. Lui aussi sera défrayé.

« Il faut se méfier », dit Petrol, Roumain né en Yougoslavie, à l'écouter au Conservatoire de Paris les conseils de son maître Claude Ballif. Il compose donc une musique si particulière (jouant sur les ambiguïtés de la tonalité et du rythme) qu'il a dû trouver un nom : « musique relative ». « Dès qu'on n'est pas dissonant, les interprètes n'osent pas vous jouer. J'ai quarante pièces à mon catalogue. Un bon tiers n'a jamais été exécuté. Ce festival est très important pour moi ». Pour son œuvre de 33 minutes (écrite le 25 par l'itinéraire), Petrol n'a pas reçu de commande. Il comptait sur 5 000 F de droits d'auteur. Il a copié de sa main les seize partitions du matériel d'orchestre. Lui aussi sera défrayé.

ANNE REY

Jusqu'au 31 janvier, Grand auditorium de la Radio-France, tél. : 42-30-16-16.

## Le blues des primitifs flamands

CHARLES ET LES LULUS à la Cigale

« C'est la pochette de l'album de Charles et les Lulus, ils sont trois : Arno Hintjens (dit Charles), chanteur, harmoniste ; Roland Vancampenhout, guitariste et Adriano Cominotto, l'homme aux claviers. Manque Piet Jorans, le batteur. « Ouf, c'est de sa fête », dit Arno. Il n'est pas venu le jour des photos pour la pochette. L'homme aux baguettes s'insurge : « Pas du tout, c'est Arno qui m'a donné une fausse adresse. C'est exemple, parmi d'autres, pour cerner la différence de Charles et les Lulus, groupe de blues authentiquement européen.

A deux mois d'intervalle, dans le concert de Charles et les Lulus, le premier à Harlem (Hollande), le second à New-York, encore le goût des approximations), le groupe aux trois membres de Rennes, ont montré un groupe d'une « unité » et d'une puissance saisissantes. A entendre les Hollandais et les Bretons acclamer Arno-Charles, l'émotion émerge pour notes et banquets, à voir les salles danser le tango sur une version mûre-éthérée de la « Fémme », on devait se rendre à la définition d'Arno : « Charles et les Lulus, c'est une musique pour moi de siècle, quand tout a été joué. »

THOMAS SOTINEL

Le 15 janvier à 19 h 45, à la Cigale, 122, rue de Rochechouart, Paris-18.

## Le jazz caraïbe

Luther François et son big band de musiciens venus de toutes les îles

## LE WEST INDIES

JAZZ-BAND au Club Lionel-Hampton

A Sainte-Lucie, carrefour des îles, Luther François a le violon, sans beaucoup de chance. Pendant quatorze ans, il a joué de la basse, ce qui forme définitivement. Mais, zouks, dansings d'hôtels, tournées avec les Platters, il a fait le métier avant de prendre un tueur à bras-le-corps. Il a aussi travaillé l'arrangement dans le sens de Monk ou de Mingus. On l'entend avec Bob Marley et Peter Tosh. Il a circulé dans l'orchestre de Melba Liston. Mais il n'a pas voulu s'installer aux Etats-Unis.

Les musiciens caraïbens n'ont pas le choix : on bien ils quittent les îles et oublient la Caraïbe en ce - c'est le cas de Monty Alexander ou Harry Beckett, - ou ils restent, mais ils sont rares. C'est bien, parce qu'on retrouve dans cet aimable dilemme, assez dramatique si l'on veut, quelques-unes des vraies questions actuelles (identité, culture, choix, existence, personnalité, renouveau) : à quoi renonce-t-on au juste quand on part ? une personne n'en fait pas d'histoires. En, ils savent.

Luther François a choisi. Né à Sainte-Lucie (en 1952), grandi sur le Morne du Don, il veut jouer là et prétend regrouper un big band de musiciens venus de toutes les îles. C'est assez héroïque. Possible en tout cas. La preuve, le West Indies Jazz-band, l'organe d'avant-garde des Indes occidentales à Paris. Ni folklore, ni zouk, il repré-

sente la forme la plus complexe du calypso moderne sur fond de jazz et de vraie personnalité créolisation. Pas seulement à cause du steel-drum soliste, signature de l'identité, mais pour la dynamique de l'ensemble.

Créature du CMAC (Centre national d'action culturelle) où il vient de se produire avec Dominique Piffarely en soliste, le WJUB ouvre une voie peu courante. C'est une voie assez ferme sur les rythmes - Caraïbe oblige - et très dédoublée sur l'expression. Luther François, par exemple, est un des rares saxophonistes actuels à intégrer dans son programme caché, dans ses références implicites, aussi bien Sonny Rollins que la biguine, aussi bien Coltrane que le calypso, la tradition de La Barbade comme l'expressionnisme free : plus personne à s'orienter autant.

Des types comme Bibi Mouville (Martinique), Cedric Brooks (Jamaïque) ou Buddy Williams (Trinité) ont en, bien avant les modes, infiniment plus de toupet musical que n'importe quel souffleur qui débute aujourd'hui. On ne l'a pas bien vu. Luther François sera intimidé le premier soir, un peu réservé au début du deuxième, dédoublé le troisième, affirmé par la suite. C'est toujours une curiosité, un orchestre intimidé. On y entend à la fois moins de musique et plus de d'habitudes. On y entend la musique même.

FRANÇOIS MARMADE

Jusqu'au 18 janvier, au Club Lionel-Hampton du Méridien Etoile. Tél. : 40-88-34-34.

**GAVEAU**  
LUNDIS MUSICAUX  
20 janvier 1992 - 20 h 30  
Edda MOSER  
Violoncelle  
MONSIEUR CARALLI

**CE SOIR PREMIERE 20H45**  
BOUFFES PARISIENS  
DANIELLE JACQUES  
DARRIEUX FRANÇOIS  
George et Margaret  
MARC GILBERT SAUVAGEON - JEAN WALL  
Pompier à la place de GERALD SAVOYE  
Mise en scène de RENEE CLAREMONT  
ROBERT BERNIER - GUYFORD THERIAULT  
DANIEL BERNIER - FRANÇOIS JAVIER  
AGENTS BERNIER

**CONNAISSANCE DU MONDE**  
SALLE CHATELAIN - Dimanche 19 janvier (14 h 30), Lundi 20 (19 h 30), Mardi 21 (19 h 30), Mercredi 22 (15 h 30), Jeudi 23 (20 h 30), Vendredi 24 (19 h 30), Samedi 25 (14 h 30 et 17 h 30), Dimanche 26 (14 h 30 et 17 h 30)  
**DE L'ARGENTINE AU CHILI**  
Film de Willy de ROOS  
Cités Inconnues de l'Amérique Australe, Chili, Horn, Chateaux de Patagonie.  
PROCHAIN SUJET : IRLANDE, du 2 au 11 février. Tél. : 45-61-16-99

Théâtre des Champs-Élysées  
**carlos kleiber**  
orchestre philharmonique de vienne  
schubert, j. strauss  
concert supplémentaire  
Lundi 24 février 20h30  
47 20 36 37

Théâtre des Champs-Élysées  
**les noces stravinski**  
chapeite royale  
collège vocal  
musique oblique  
avec les concours de la fondation france telecom  
17 janvier 20  
47 20 36 37

صكناحت الأمل







# ÉCONOMIE

Alors que le gouverneur de la Bundesbank défend sa politique monétaire

## Poussée des salaires en Allemagne

L'économie allemande pourrait s'enfoncer dans de grandes grèves. Le risque existe après l'échec, lundi 13 janvier, des négociations salariales dans la sidérurgie de Rhénanie du nord, de Basse-Saxe et de Brême. L'IG Metall, le puissant syndicat, demande pour 135 000 salariés des hausses de rémunérations de 10,5 % en 1992. Le patronat refuse d'accorder plus de 5,2 %. L'échec des négociations de lundi est sérieux car il survient après huit rencontres infructueuses. Le droit du travail donne maintenant la possibilité à l'IG Metall de déclencher une grève. Celle-ci compliquerait singulièrement une situation déjà mauvaise. Si la grande centrale syndicale DBB (Deutscher Beamten Bund), qui regroupe 1,8 million de fonctionnaires, a accepté de modérer ses revendications, le secteur bancaire et ses 430 000 salariés est en effervescence. Des compromis interviennent généralement, chaque camp acceptant de faire un effort pour se rapprocher des positions adverses. Cette année pourtant, les chances de compromis apparaissent plus minces, le plus tendu. On peut dire ce qui explique la menace : la même assez déprimée par le ministre de l'économie, M. Jürgen Möllemann, de faire une loi limitant les augmentations salariales de 6 %.

L'enjeu est en effet sérieux. D'un côté les salariés allemands ont la partie dans le pays qui le sentiment que la réunification leur coûte cher, ne sachant qu'en impôts et cotisations sociales supplémentaires. La loi sur les cotisations sociales doit donc grande à se rattraper sur des augmentations de salaires. D'un autre côté, l'économie allemande souffre de coûts salariaux élevés, ce qui explique les augmentations de 4,3 % en 1991, 3,4 % en France, 1,1 % aux États-Unis.

Le patronat est donc justifié d'opposer un refus aux demandes des syndicats. M. Helmut Kohl de lancer des appels à la modération. « Ce sont les partenaires sociaux qui décident de la croissance économique de l'Allemagne sera consolidée et si de nombreux emplois pourront être conservés », a déclaré le chancelier dans ses vœux à la nation allemande. En attendant, la Bundesbank, qui doit lutter contre l'inflation, augmente le taux d'intérêt. Une façon comme une autre de rappeler aux syndicats et au gouvernement que l'Allemagne est engagée sur une pente dangereuse.

ALAIN VERNHOLLES

## Les négociations sociales dans la métallurgie allemande sont dans l'impasse

FRANCFORT

correspondance

La Fédération allemande du patronat (BAG) et le syndicat de la métallurgie (IG Metall) de la Ruhr s'est soldée par un échec, lundi 13 janvier. La veille, le gouverneur de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, avait défendu la politique monétaire rigoureuse menée par l'institut d'émission de Francfort pour lutter contre l'inflation. Dans un entretien accordé à la radio ARD, il a notamment rejeté l'argument selon lequel l'augmentation d'un demi-point, le 19 décembre, avait été mal accueillie par les marchés et les investisseurs étrangers. « Pour les crédits à long terme, qui servent à financer les investissements, le

mouvement a été constamment dans une direction, a-t-il fait valoir. Selon lui, la croissance du PIB pour les deux parties de l'Allemagne devrait atteindre 2 % en 1992, « un chiffre comparable au reste des pays industrialisés ».

M. Schlesinger n'a toutefois laissé aucun espoir quant à une éventuelle baisse des taux directeurs au cours des prochains mois, les risques de dérapage inflationniste lui paraissant loin d'être jugulés, notamment en raison des négociations salariales. A ce propos, il a estimé que les 6,7 % d'augmentation salariale en 1991 étaient « beaucoup trop » par rapport aux gains de productivité ou à la hausse des prix.

Interrogé sur les conséquences du traité de Maastricht pour le deutchemerk, M. Schlesinger a affirmé le processus de mise en

place de l'Union économique et monétaire (UEM), dont les grandes lignes seront définitivement fixées dans le traité qui doit être signé le 1er février par les ministres des affaires étrangères des Douze. « Ce qui intéresse avant tout les Allemands, c'est de savoir si la monnaie européenne sera stable que le deutchemerk », a-t-il précisé. Or sur tous les points exigés par la Bundesbank, à savoir la priorité que la future banque centrale européenne devra accorder à la stabilité monétaire, l'indépendance des décisions de la Banque européenne pour les gouvernements nationaux de financer leur déficit budgétaire, la planche à billets, la satisfaction.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le ministre de l'économie se montre optimiste pour 1992

## M. Bérégovoy estime que les taux d'intérêt en Europe vont cesser d'augmenter

« J'ai la conviction que nous sommes arrivés au terme de la hausse des taux d'intérêt », a déclaré, lundi 13 janvier, M. Pierre Bérégovoy, en recevant les journalistes de la presse économique et financière à l'occasion des vœux de nouvelle année. Le ministre de l'économie, des finances et du budget estime que la France est en très bon état pour profiter d'une reprise qui sera effective au cours de cette année, au plus tard durant le second semestre. Il fonde son optimisme sur le fait que les pays industrialisés ont maîtrisé l'inflation, que les prix du pétrole ont baissé, et que les taux d'intérêt sont à un niveau raisonnable.

Évoquant la prochaine réunion à Washington des pays du G7, M. Bérégovoy a déclaré que le dollar était à un niveau convenable. Cette remarque, qui a étonné les journalistes présents - le billet vert est manifestement sous-évalué - doit probablement être interprétée au second degré : elle signifierait que l'un des principaux objectifs du prochain G7 sera de convaincre les États-Unis que le dollar ne doit pas baisser, faute de quoi la reprise en Europe pourrait se trouver reportée à plus tard, les pays industrialisés perdant trop de compétitivité à l'exportation par rapport à la monnaie américaine.

Après avoir de nouveau demandé à la presse d'apprécier l'évolution du chômage pouvait être mesurée de plusieurs façons dans les statistiques, M. Bérégovoy a confirmé qu'un projet de loi sera déposé devant le Parlement à la prochaine session de printemps pour encourager l'épargne à long terme. Ce projet concernerait probablement les fonds de retraite, les fonds salariaux et les actions.

« Il faut lutter contre les conservatismes de nos bords », a assuré le ministre de l'économie, qui a fus-

tigé les corporatismes mais aussi ceux qui disent qu'il n'y a pas eu de grandes réformes accomplies. « Au contraire beaucoup a été fait », a-t-il déclaré, mais oubliant - jusqu'à ce que M. Bérégovoy présente à la TVA, il n'a pas pu le faire. Il a dit que le taux majoré de la TVA (qui concerne les automobiles), et son unification avec le taux normal promis pour le 1er janvier 1993, sera votée en printemps comme certaines mesures pourraient le faire croire.

La mesure serait populaire, a-t-il dit, mais elle coûterait quelque 8 milliards de francs et réduirait le déficit budgétaire qui est déjà important depuis 1990.

AL V.

En favorisant surtout le Nord de l'Est

## Les entreprises étrangères annoncent un nombre record de créations d'emplois en France en 1991

En dépit du ralentissement de la croissance économique, le nombre des créations d'emplois avec l'aide de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a été en augmentation en 1991. On s'attendait à des créations de nouvelles unités industrielles ou du secteur tertiaire, d'extensions ou de décentralisations hors d'Ile-de-France, 204 dossiers ont bénéficié de primes contre 186 en 1990 et 136 en 1989.

Au total, la création de 19 636 emplois aura été aidée l'année dernière dans des zones jugées prioritaires par les services de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement, et Jean-Pierre Dupont, patron de la DATAR (Lorraine, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais) au lieu de 18 632 en 1990 et 13 500 en 1989. Les agrandissements d'unités existantes sont beaucoup plus créatrices d'emplois que les implantations nouvelles. Enfin, ce sont les entreprises de secteur agroalimentaire qui ont sous-traitance automobile qui constituent les vives d'emplois les plus abondantes.

### « Renforcement géographique orienté »

Le ministère des finances se réjouit, pour sa part, de constater que, pour le nombre d'emplois créés, le montant total des primes (hors des crédits budgétaires) sera, en 1991, de 1 100 milliards de francs, soit 3,4 % de l'investissement, en moyenne, au lieu de 7,1 % en 1990. Explication : les collectivités locales sont de plus en plus sollicitées pour compléter les aides propres de l'Etat.

Les investissements étrangers ont apporté une contribution importante à ce mouvement de reprise de ce qu'on pourrait appeler le « renforcement géographique orienté » du tissu industriel. Pour la première fois, la barre des 15 000 emplois (15 352) a été

dépassée et, pour la première fois aussi, le pourcentage de ces unités localisées dans les régions bénéficiaires d'aides a dépassé 70 %.

Les entreprises européennes, y compris suisses, ont été de loin les plus actives puisqu'elles représentent la moitié des projets et des emplois nouveaux. Avec 35 % du total, les firmes américaines sont à la seconde place tandis que les investisseurs japonais, échaudés par les rugueuses propos de M. Edith Cresson à leur égard, ont marqué le pas, avec seulement 6 % des projets. Ils ont annoncé 1 062 emplois au lieu de 3 096 en 1990 et 1 214 en 1989.

Régions frontalières typiquement européennes, l'Alsace et la Lorraine apparaissent comme des « zones plates » pour l'accueil d'entreprises étrangères, avec plus de 2 000 emplois chacune. Quatre régions sont créatrices de plus de 1 000 emplois : Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Champagne-Ardenne et Rhône-Alpes. Le Limousin, l'Auvergne, Poitou-Charentes ou la Bretagne, qui ont pourtant vu un vigoureux appui des pouvoirs publics pour éviter un basculement de l'Europe vers l'Est, ne reçoivent rien ou juste des miettes. L'automobile, à travers les fournisseurs de composants, procure le plus de postes de travail, suivie de la santé, l'hygiène, l'électronique et l'informatique.

La DATAR compte en 1992 sur un budget de primes (550 millions de francs) sensiblement inférieur à celui de 1991. Mais se rajouteront à cette somme 100 millions au titre du fonds d'aide à la décentralisation pour encourager les transferts hors d'Ile-de-France et les aides spécifiques aux petites entreprises en zones rurales fragiles, avec 240 millions. Le ministère des finances a enfin signé il y a quelques jours la circulaire d'application qui permettra aux préfets de mettre en œuvre cette procédure avec le concours des régions.

FRANÇOIS GROSCHARD

## Le chiffre d'affaires de Peugeot est resté stable en 1991

En 1991, un chiffre d'affaires de l'ordre de 99 milliards de francs, comparable à celui de 1990. Automobiles Peugeot a néanmoins vu sa part de marché régresser à 11,1 %, contre 11,2 % en 1990, selon M. Jacques Calvet, le PDG du groupe PSA Peugeot-Citroën, serait dû à la « poussée » du marché allemand en 1991, évaluée à plus de 24 %. Dans le même temps, Automobiles Peugeot a investi 6,8 milliards de francs, notamment dans ses usines de Sochaux, de Mulhouse et de Poissy.

Les résultats de la firme, qui seront connus en avril, sont moins élevés que les 6,4 milliards de francs réalisés en 1990. Automobiles Peugeot, qui n'a produit en 1991 que 1 232 700 véhicules, contre 1 407 300 en 1990, explique cette baisse de production par la crise, mais aussi par sa volonté de procéder, au début de 1991, à une politique de désosage.

M. Le Drian en a profité pour annoncer avec les propositions des dockers CGT. - La Fédération CGT des ports et docks a, lundi 13 janvier, au secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, un plan de réorganisation des ports et du statut des dockers, se dit un « contre-projet » aux propositions gouvernementales. Au

## Pirelli détient 40 % du capital de Continental

Le groupe italien Pirelli détient potentiellement près de 40 % du capital du constructeur allemand Continental. Ce dernier a, lundi 13 janvier, annoncé l'achat de 10 % de Continental par Pirelli. L'opération s'ajoute à une option sur 17 % des actions possédées naguère par les alliés de Pirelli dans sa tentative de fusion avec le groupe allemand Mediocredito, ainsi que sur 2 % détenus par le groupe Agnelli.

Le conseil d'administration précise que les droits d'option ont été achetés à Mediocredito au prix unitaire de 60 deutchmarks. L'achat de l'option coûté à Pirelli quelque 129 millions de DM (439 millions de francs). Le droit d'exercer, qui pourra intervenir de façon fractionnée, est prévu pour une durée de deux ans, renouvelable jusqu'à cinq ans.

Le même moment s'achevait la douzième grève depuis début octobre, suivie par la quasi-totalité des 8 300 dockers. L'entrainement a été maintenu par le groupe Agnelli. M. Le Drian en a profité pour annoncer avec les propositions des dockers CGT. - La Fédération CGT des ports et docks a, lundi 13 janvier, au secrétaire d'Etat à la mer, M. Jean-Yves Le Drian, un plan de réorganisation des ports et du statut des dockers, se dit un « contre-projet » aux propositions gouvernementales. Au

## Le choix américain de Bull

Suite de la première page

Comme tous ses concurrents, le fabricant français a pû, un autre, d'un transfert de l'informatique depuis le début d'une baisse des prix qui a pu atteindre 30 % dans les secteurs les plus exposés comme celui des micro-ordinateurs.

Ce ne sont donc pas les performances du groupe nationaliste qui séduisent les deux américains en lice pour conclure un accord sur des produits Unix à microprocesseurs. Une technologie qui connaît une diffusion très rapide et permet le transfert des applications d'un ordinateur, d'une machine à une autre, quelles qu'en soient les caractéristiques. Aujourd'hui, les concepteurs de machines Risc se répartissent en cinq grandes familles dont les chefs de file sont tous américains : la société californienne Sun entraîne dans son sillage Hamada, Fujitsu et sa filiale ICL; Hewlett Packard fédère Hitachi et Sanjyo; IBM a dans son camp Apple et Motorola; DEC, Quant à la société MIPS, elle emmène Compaq, NEC, Siemens, Microsoft et Bull.

Tous ces clans se livrent une concurrence impitoyable et, seuls, deux ou trois devraient s'imposer mondialement. Choisir le bon camp est d'une importance capitale pour les entreprises d'informatique. MIPS n'a pas suscité un club suffisamment large pour garantir le succès de son architecture, affirme M. Lorenz pour justifier le revirement d'alliance qu'il est en train d'opérer. En se développant sur le bas de gamme, MIPS a changé de stratégie au printemps dernier. Nous craignons qu'il prenne du retard dans le haut de gamme, qui constitue notre cible privilégiée. Depuis cette date, le groupe français recherche activement une solution de remplacement.

Paris, les Français - les dirigeants du groupe - les pouvoirs publics - sont progressivement rendus compte que le nouveau choix de Bull est susceptible de donner un rôle majeur à la famille.

leur nationaliste dispose non seulement d'une très forte compétence technologique et d'une solide présence commerciale, mais il est le dernier partenaire disponible en Europe pour un constructeur américain chef de file», souligne un expert.

### Matignon et l'Elysée

Pré-élections, IBM et Hewlett-Packard se livrent maintenant au jeu des surenchères et acceptent l'un comme l'autre de sceller l'accord par une cession minoritaire dans le capital. Les deux groupes font le voyage de Paris, négocient avec les dirigeants de Bull et plaident leurs causes à Matignon et dans les ministères. « Le meilleur candidat », explique M. Lorenz, sera celui qui nous permettra de renforcer nos positions commerciales sans rupture avec le passé, en nous donnant accès à un catalogue d'applications aussi large que possible. Il devra aussi accepter une coopération technique équilibrée entre les deux rives de l'Atlantique. Il devra encore aider à l'utilisation de l'outil compétitif dont

nous disposons à Angers. Il devra enfin contribuer à notre équilibre d'exploitation et à notre rentabilité.

Ce profil, bien que M. Lorenz s'en défende et affirme n'avoir toujours pas arrêté son choix, correspond assez à celui d'IBM. M. le ministre de l'Industrie semble faire le meilleur choix. M. Abel Farinon, conseiller spécial du premier ministre Mme Edith Cresson, a fait un aller et retour en Californie pour rencontrer les dirigeants de Hewlett-Packard. Le dossier, strictement industriel à l'origine, est devenu public. Il s'est élargi à des considérations financières (la recapitalisation de Bull) qui ne lui sont pas directement liées. Il englobe maintenant l'avenir d'une nouvelle société de la filière électronique, M. Thomson, en faveur de laquelle le gouvernement souhaite que le futur partenaire de Bull opère une fusion de technologie.

Le dossier a même devenu éminemment politique, puisque Matignon a fait désormais le deuxième volet de son grand plan de renforcement des industries de pointe. Le tout-Paris se bat, chacun à son poulain, dans les dîners en ville de vraies fausses confidences, alimente la presse en rumeurs. L'Elysée console et, malgré les dénégations, devrait rendre l'arbitrage. Certains s'agitent.

PIERRE-ANGEL LAMY  
CAROLINE MONNOT

## Le groupe français obtient un crédit bancaire de près de 6 milliards de francs

Bull a obtenu un ensemble de crédits d'un montant total de 1,1 milliard de dollars (près de 6 milliards de francs), indique le groupe dans un communiqué publié lundi 13 janvier. Cet ensemble de crédits sera fourni par une trentaine de banques internationales, sur trois ans. Sur ce total, 850 millions de dollars, soit plus de 4 milliards de francs, ont été obtenus auprès d'un pool bancaire réunissant vingt-six banques dont dix-neuf non françaises, et dont la conduite a été confiée à la BNP, le National Westminster, la Société générale et JP. Morgan. Ces 850 millions de dollars correspon-

dent, en fait, au refinancement d'emprunts contractés en 1987 et 1989 par le groupe français, pour une durée de cinq ans, lors de la mise en œuvre de projets d'activités informatiques d'Honeywell puis du fabricant américain de micro-ordinateurs Zenith Data Systems.

Dans le même temps, Bull a négocié un ensemble de crédits bilatéraux avec des banques allemandes (l'allemande Commerzbank, la japonaise Tokai, l'Union des banques suisses et l'américaine Manufacturers Hanover) pour un montant de 250 millions de dollars (1,2 milliard de francs environ).

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Francis Pierre

Le Secrétaire des Bénévoles

Actif net au 31.12.1991 :  
F 133 millions  
Valeur liquidative au 31.12.1991 :  
F 101,43  
Performance 1991 : + 1,26 %

Le Président Claude LAMOTTE a déclaré :  
Après les fortes révolutions de ces dernières années, le marché immobilier est entré dans une phase de stabilisation. La pierre-papier qui avait anticipé ce mouvement fait apparaître des décotes très importantes comprises entre 40 % et 65 % et des rendements élevés dépassant le niveau des SICAV. Si comme nous le pensons, le marché immobilier est proche de ses plus bas, l'avenir pourrait réserver quelques bonnes surprises en ce qui concerne les valeurs immobilières.

AGO du 11.01.1992

GROUPE CIC

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV à FCP sur Minitel 36.14 code CIC

هكذا من الأصل



## ÉCONOMIE

### La mission Cottave propose une fiscalisation partielle des retraites

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

### Un financement possible par l'impôt

Suite de la première page

Les (...) seraient alors beaucoup plus claires : ne seraient assurés par les contributions prélevées sur les revenus du travail que les droits à la retraite ayant un rapport direct avec le niveau de salaire des assurés. Dans ces conditions, on redonnait une certaine visibilité aux éventuels versements de cotisation (beaucoup moins mal (...) que les autres mesures).

Cette démarche suppose que l'on transfère l'impôt sur les cotisations (...) contribution (...) généralisée pourrait alors reprendre du service, que l'on définisse précisément les avantages non contributifs (au total, ils placent 50 milliards de francs par an, soit 20 % des prestations) et, surtout, que la plupart des partenaires sociaux acceptent une réforme qui présente leurs responsabilités. C'est le rapport Cottave dégage un accord de principe. Mais lorsqu'il s'agit d'entrer dans le vif du sujet, le consensus sera probablement moins évident.

C'est à cette tâche que va s'atteler M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales. Par l'intermédiaire de M. Bernard Brunhes, ancien conseiller social de M. Pierre Mauroy à Matignon, des contacts ont déjà été eus avec les (...) pour préciser les (...) de (...) fonds social, (...) concept mis en avant en 1983 par M. Jacques Delors et repris par M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances.

M. Bianco ne veut pas en rester là. Les (...) avec le syndicat et le patronat porteront (...) sur (...) l'indexation des retraites (salaires nets ou prix) et sur la mise en œuvre des réformes « de fond » suggérées par le Livre blanc d'avril 1991 (allongement de la durée de cotisation à quarante ou quarante-deux ans, calcul de la pension sur les vingt-cinq meilleures années au lieu de dix meilleures). En échange, le gouvernement pourrait faire un geste sur le (...) des pensions de réversion. Mais M. Bianco ne se fait guère d'illusion. Il ne cherche pas à négocier en bonne et due forme avec les syndi-

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

La mission Cottave sur les retraites, confiée en avril 1991 par M. Michel Rocard, alors premier ministre, à un groupe d'experts afin de rechercher (...) les modalités d'une dynamique commune sur les orientations qui doivent être privilégiées en matière de réforme, propose de clarifier le mode de financement des prestations de retraite. La plupart des partenaires sociaux, constate la mission, souhaitent une distinction entre la logique d'assurance (droits directement liés au versement d'une cotisation) et la logique de solidarité (avantages dits contributifs).

## COMMUNICATION

Dans l'attente des décisions de justice

### L'« agit-prop » de La Cinq

Dans l'attente des décisions de l'administrateur judiciaire du tribunal de commerce, M. Yves Sabouret, président de La Cinq, a mis en place un dispositif destiné à recenser dans le groupe Hachette le personnel de la chaîne. De son côté, M. Etienne Mougeotte, directeur général de TF 1, a proposé que le canal de celle-ci soit affecté soit à la SEPT (le Monde du 14 janvier), soit à une chaîne d'information en continu comparable à l'américaine CNN. Parallèlement, l'« agit-prop » des journalistes résolu à sauver leur instrument de travail se poursuit.

Le (...) les journalistes (...) La Cinq tentent d'endormir jour après jour enrayant-til l'agonie de la chaîne? Tel est l'enjeu. Tous les soirs depuis le 17 décembre, date à laquelle M. Yves Sabouret, PDG de La Cinq, a rendu public un plan de 576 licenciements, le « Journal » de La Cinq à 20 (...) a pris l'apparence d'un tambour. Sous la (...) meneurs-présentateurs (...) après l'annonce rapide (...) grande (...) de l'actualité, (...) sujet du jour (...). Toujours le même, depuis plus de trois semaines : que faire pour empêcher La Cinq de mourir?

M. Jean-Claude Bourret, fondateur de l'Association de défense de La Cinq, rend compte des adhésions du jour. En deux semaines, près de 270 000 téléspectateurs auraient adhéré. Chiffre certifié par huisserie. Emu par la détresse des premiers jours, le public de La Cinq a massivement répondu. Il pétitionne, signe des chèques et manifeste son soutien. Selon les calculs d'Universal Media, une centrale d'achat d'espace publicitaire, les journaux de la chaîne ont acquis une audience supérieure - de deux points au moins - à celle qui était la leur à la veille de l'annonce des licenciements (2,5 %). Et ce mouvement se poursuit. Entre le 10 et 12 décembre, près de 2,5 millions de téléspectateurs (contre 1,5 million auparavant) ont regardé le « Journal » de La Cinq. Face à cette mayonnaise médiatique, des

célibataires politiques et du show-business viennent réchauffer leur notoriété aux sunlights de La Cinq. De Mel Gibson, de passage à Paris, à Roger Hanin, (...) passant par Alain Delon, Bernard Kouchner, le Professeur Schwartzberg, Enrico Macias, Thierry Lhermitte, les personnalités se pressent nombreuses au journal de la petite (...) qui (...) Et (...) pas d'encouragements (...) de promesses.

Roger Hanin (...) contre la réglementation et promet d'en parler à qui de droit. Enrico Macias aussi. Tous ont un responsable politique (...) leurs relations. (...) partis (...) l'opposition, cantonnés d'abord dans un silence prudent, se (...) aussi manifesté. Le (...) a réclamé un débat sur l'audiovisuel et M. Michel Péricard (RPR) a poussé les parlementaires RPR des Yvelines à adhérer à l'Association de défense de La Cinq. Un slogan surarmé martelé jour après jour : « C'est la faute à la réglementation ; à bas les quotas ; vivent les coupures publicitaires ».

Dans ce concert unanimiste, des contre-tenors s'affrontent çà et là : une pétition signée par soixante-dix artistes et producteurs, dont Catherine Deneuve et Gérard Philipe, est venue rappeler, lundi 13 janvier, que l' (...) de La Cinq est d'abord (...) d'une audience, d'une politique de programmation. Claude Berli, producteur, et Bertrand Tavernier, réalisateur, (...) lundi (...) pour rappeler que la réglementation (...) avait été demandée par les (...) et que sans elle « le cinéma français n'existerait plus ». D'autre part, l'émission spéciale « Vive La Cinq », programmée jeudi 16 janvier à 20 heures 30 à minute, (...) annuelle, (...) inter-syndicale et la solidarité des journalistes, (...) jour, des pressions politiques exercées au plus haut (...) relayées par le CSA et par (...) générale (...) chaînes », (...) ont amenés à renoncer à leur projet.

La volonté d'un (...) des journalistes de La Cinq reste cependant latente. Arriveront-ils à sauver la liquidation de la chaîne? Telle (...) la question.

YVES MAMOU

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### L'Européenne de Banque

#### RATIONALISE SA GAMME DE FCP

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le (...) BARCLAYS et l'évolution récente du contexte concurrentiel et réglementaire (...) L'EUROPÉENNE DE BANQUE et sa filiale LAFFITTE GESTION, société de gestion de FCP, à aménager leur gamme d'OPCVM.

Dans ce cadre, les projets (...) ci-dessous (...) sont (...) le 18 décembre 1991, par (...) LAFFITTE GESTION (...) COMINGESTION (groupe BARCLAYS) et seront soumis (...) l'agrément de la Commission des opérations de Bourse.

1. Absorption le 23-03-1992 des FCP RHONE-AVENIR et AVENIR TECHNOLOGIE (...) FCP CAPITAL AVENIR, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS SECOND MARCHÉ.
2. Absorption le 30-03-1992 du FCP OBLIGATIONS COURT TERME 3 par le FCP OBLIGATIONS COURT TERME 4, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS MONÉTRÉSOR.
3. Absorption le 13-04-1992 du FCP FRANCE-EXPANSION par le FCP FRANCE-AVENIR, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS ACTIONS FRANCE.
4. Absorption le 13-04-1992 des FCP OBLIGATIONS COURT TERME et OBLIGATIONS COURT TERME 2 par le FCP OBLIPLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAY OBLIPLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par (...) regroupement d'actifs, notamment, d'obtenir de meilleures conditions de gestion (...) d'accès (...) marchés, (...) porteurs de parts des fonds concernés. Ces derniers seront informés (...) modalités pratiques des opérations (...) disposent d'un délai de 3 mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs actions.

Les traités de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal (...) Commerce de Paris et peuvent être obtenus avec les fiches signalétiques des fonds absorbants auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

LAFFITTE GESTION - L'EUROPÉENNE DE BANQUE  
- Groupe BARCLAYS -



## ES SION DE LA POSTE

### DES PERFORMANCES SUR LE MOYEN-LONG TERME

UNE GESTION PRIVILÉGIANT SÉCURITÉ ET RÉGULARITÉ, CONFORME A L'IMAGE DE CONFIANCE DE LA POSTE  
PREMIER RÉSEAU FINANCIER DE FRANCE

SICAV	CATÉGORIE	PERFORMANCE EN % du 31 décembre 1991	MOYENNE DE LA CATÉGORIE EN % du 31 décembre 1991	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE
Source: EUROPERFORMANCE				
PLENITUDE	ACTIONS			
	DIVERSIFIÉES FRANÇAISES	7,02	-6,22	2 ANS
AMPLITUDE	ACTIONS			
	INTERNATIONALES	-0,76	-8,31	2 ANS
THESORA	OBLIGATAIRES FRANÇAISES			
	DE CAPITALISATION	20,79	18,08	2 ANS
REVENUS TRIMESTRIELS	OBLIGATAIRES			
	DE REVENUS	19,97	18,68	2 ANS
SOLSTICE	COURT TERME			
	RÉGULIÈRE	9,01	9,33	1 AN
LATITUDE*	COURT TERME			
	MONÉTAIRE	9,14		1 AN
POSTE GESTION*	COURT TERME			
	MONÉTAIRE	9,66	9,52	1 AN

\* Notation Standard & Poor's: AAA

UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS  
UNE GAMME DE PRODUITS SUR MESURE  
PLUS DE 87 MILLIARDS D'ACTIFS GÉRÉS





## MARCHÉS FINANCIERS

Recherche de compromis entre les français et allemands

## Rencontre de la dernière chance entre les AGF et AMB

Un compromis est-il encore possible entre les AGF et le groupe d'assurances allemand AMB? A la fin de la semaine, au siège d'AMB (Aachener und Münchener-Beteiligungs-AG), le porte-parole confirme que les deux groupes ont bien débattu de la dernière chance le 14 janvier.

FRANCFORT

correspondance

Une semaine après le coup d'éclat du président du conseil d'administration, M. Wolf Dieter Baumgartner, qui avait refusé de participer à la participation d'AGF dans son capital et d'inscrire les actions nominatives représentant 14,5 % du 25 % acquis par les AGF dans le registre des actionnaires de la société (le 10 janvier), le président d'AMB, M. Hans-Joachim Lohmann, a tenté de barrer le chemin aux AGF en favorisant un accord minoritaire, l'allemand La Fondiaria, n'a pas manqué de le faire. Un « coup d'éclat » a été donné par le manque de moyens financiers de ce dernier, et alors que le groupe d'AMB-Chapelle est entré dans la Bank für Gemeinwirtschaft (BfG), qui lui a fait perdre trois milliards de deutschemarks depuis la prise de participation majoritaire en 1990.

M. Baumgartner a mené ses efforts pour empêcher les AGF, grâce à la clause inscrite dans les statuts d'AMB permettant au directeur de ne pas faire figurer les actions nominatives dans les registres au cas où la société serait menacée. Il a orchestré une savante manœuvre afin de permettre à La Fondiaria de trouver les fonds nécessaires au financement de l'augmentation de sa participation dans AMB (de 3,8 % à 20 % d'ici la fin mars). En attendant, les AGF ont obtenu la participation dans la BfG, qui détient La Fondiaria du groupe allemand, numéro un pour l'assurance en Allemagne, AMB a donné à son partenaire italien les moyens qui lui manquaient pour l'opération d'achat sur la partie des 18,8 % de participation dans son capital, que la britannique Royal Insurance vient de céder au Crédit suisse.

Selon la formule lapidaire d'un

banquier de Francfort, AMB est en train de faire « le mariage avec un aveugle et un estropié », malgré la promesse de la création par les trois partenaires, au printemps, d'un holding baptisé European Partners for Insurance Corporation, tant la situation financière de La Fondiaria, ou de Royal Insurance, est peu enviable en comparaison avec AGF. M. Michel Albert, président des AGF, a pas moins un milliard de deutschemarks (3,4 milliards de francs) pour exercer le contrôle du 25 % du capital d'AMB.

A la fin de la semaine, les spéculations sont permises. Ainsi, *Wirtschaftswoche* affirme que la participation d'AGF de prendre une participation dans la BfG. Une telle hypothèse pourrait permettre à Francfort, qui détient 10 % des AGF, ou à la Société générale, dont la participation est comprise entre 2 % et 3 %, d'entrer dans le capital de la BfG.

G. H. M.

## La contre-OPA avortée de Nestlé sur Perrier

Le groupe suisse SA Nestlé a tenté une OPA (offre publique d'achat) sur le groupe français Perrier. L'opération a été avortée, reconnaissant lundi 13 janvier un porte-parole du géant suisse de l'agroalimentaire. En transférant le contrôle du groupe Saint-Louis, 13,8 % du capital de Perrier détenus jusqu'alors en autocontrôle, le groupe italien Agnelli a permis à Nestlé d'exercer toute opposition à la fin de l'année (le 8 janvier).

Le groupe italien, qui a lancé fin novembre une OPA sur le groupe français, a été contraint de renoncer. Le groupe suisse, qui a lancé fin novembre une OPA sur le groupe français, a été contraint de renoncer. Le groupe suisse, qui a lancé fin novembre une OPA sur le groupe français, a été contraint de renoncer.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## L'Européenne de Banque

## RATIONALISE SA GAMME DE SICAV

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le groupe BARCLAYS a entraîné la rationalisation de la gamme de SICAV (sociétés d'investissement à capital variable) et réglementaire ont amené L'EUROPÉENNE DE BANQUE à proposer à ses clients un aménagement de sa gamme d'OPCVM.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'offrir aux marchés, et aux investisseurs et porteurs de parts des OPCVM concernés. Ces derniers opérations s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'offrir aux marchés, et aux investisseurs et porteurs de parts des OPCVM concernés.

1. Absorption le 1-04-1992 de la SICAV LAFFITTE-PLACEMENTS par la FCP BARCLAYS PLACEMENTS SCHEINTE.
2. Absorption le 6-04-1992 de la SICAV VALERIEU et LAFFITTE-PREMIÈRE par la SICAV BARCLAYS PUGET-MAHÉ PREMIÈRE CATEGORIE, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS PREMIÈRE.
3. Absorption le 13-04-1992 de la SICAV LAFFITTE COURT TERME par la FCP OBLIPLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS OBLI-PLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'offrir aux marchés, et aux investisseurs et porteurs de parts des OPCVM concernés. Ces derniers opérations s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'offrir aux marchés, et aux investisseurs et porteurs de parts des OPCVM concernés.

Les traités de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et peuvent être obtenus avec les fiches signalétiques des OPCVM absorbés auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

L'EUROPÉENNE DE BANQUE  
- Groupe BARCLAYS -

## NEW-YORK, 13 janvier

## Nouveaux repères

Pour la seconde journée consécutive, les cours ont baissé lundi 13 janvier à Wall Street. Mais, très faible à la veille du week-end, le mouvement a tendu à s'atténuer un peu. Après s'être accablé par un peu, l'indice Dow Jones des Industrielles s'est établi au niveau le plus bas de la journée, soit à la cote 3 185,80, en retrait de 13,86 points (-0,43 %). Le bilan général a été comparable à ce qu'il était sur 1991, avec une baisse de 84 points, 785 ont monté et 480 n'ont pas varié.

Après un mois de reprise et une multitude de records battus, la grande Bourse américaine a perdu de sa superbe. Elle a subi, apparemment sans raison, malgré la très nette diminution de l'activité. Au total, 200,27 millions de titres ont changé de mains contre 200,27 millions de titres vendus.

La semaine s'est terminée par une baisse de 13,86 points, 785 ont monté et 480 n'ont pas varié. La semaine s'est terminée par une baisse de 13,86 points, 785 ont monté et 480 n'ont pas varié.

VALEURS	Cours de 10 jan.	Cours de 13 jan.
Alcoa	63	61,34
ATT	41	40,12
Chemical Bank	12,78	12,14
Deere & Co.	48	46,14
Eastman Kodak	58	56,14
Exxon	30	29,14
Ford	30	29,14
General Electric	31	30,14
General Motors	31	30,14
Goodyear	31	30,14
IBM	65	63,14
Intel Corp.	34	33,14
Johnson & Johnson	34	33,14
Schering-Plough	34	33,14
Union Carbide	34	33,14
United Tech.	34	33,14
Westinghouse	34	33,14
World Corp.	34	33,14

## LONDRES, 13 janvier

## Bien orientés

Après avoir beaucoup hésité pendant une grande partie de la semaine, les investisseurs ont bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

Le marché britannique a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 11 points, soit 0,4 %, à 2 485,9, après avoir perdu jusqu'à 21 points. Le volume des échanges s'est élevé à 2,7 milliards de titres contre 2,6 milliards vendredi.

## PARIS, 13 janvier

## Tassement

Après trois séances de hausse et une progression de plus de 3 %, le marché de Paris a subi un tassement le lundi 13 janvier pour consolider ses gains. En retrait de 0,7 % au début des transactions, les valeurs françaises réduisaient leur avance au fil des échanges et n'ont finalement plus qu'un repli de 0,16 % en fin de séance. Mais l'écart se creusait de nouveau un peu et, à la clôture, l'indice CAC 40 s'établissait à 3 799,50, en dessous de son niveau précédent.

Selon les spécialistes, le facteur technique a été le principal responsable de ce tassement. Phénomène d'autant plus normal que le cours parisien a progressé de plus de 12 % depuis le début du nouveau mois boursier. Par ailleurs, les investisseurs américains, dont la présence sur le marché français est restée importante tout au long de la semaine passée, semblent ralentir leur rythme d'achat en ce début de semaine. Cela étant, le marché a surtout pâti du manque d'affaires.

De côté des valeurs, on note le vive progression de Dassault Aviation, qui fut même un instant réservé à la hausse au cours de la séance, le titre ayant progressé de plus de 10 %.

D'après les analystes, l'annonce par le gouvernement allemand d'un possible retrait du projet de fusion de combat européen, concurrent du Rafale, a encouragé les investisseurs à prendre des positions. L'action Elf Aquitaine s'est redressée après avoir été exceptionnellement la semaine passée, en réaction aux rumeurs sur l'éventuelle entrée du groupe pétrolier dans le capital de BUL. Le dérivé apporté par le groupe a permis à l'action de progresser de 2 %, avec 308 000 titres échangés.

En revanche, parmi les valeurs, on relève celle de Micrologie française, qui a perdu 12 %, et celle de Lafarge Copie, qui perdait près de 4 % pour 47 000 titres. La clientèle d'investissement a annoncé, samedi 11 janvier, un recul de son résultat net de 31 %.

## Légère reprise

Après avoir baissé de 6,72 % du cours de vendredi, le marché de l'année, le CAC 40 s'est légèrement redressé mardi 14 janvier. A la clôture d'une séance d'autre part très calme, l'indice boursier s'établissait à la cote 3 715,13, soit à 70,37 points (-0,36 %) au-dessous de son niveau précédent.

Essentiellement d'origine technique, ce raffermissement n'a pas surpris outre mesure les spécialistes. Selon eux, le mouvement n'a revêtu aucune signification particulière. L'activité a en effet été très faible avec, comme la veille, 180 millions de titres échangés. Un optimisme s'est quand même lassé à juger que le marché avait vraisemblablement touché le fond de la baisse. Mais sans véritable certitude, en raison des rumeurs qui continuent à circuler sur un nouveau scandale boursier dans lequel un proche du premier ministre, M. Michel Mizanovic, serait impliqué.

Rappelons que la Bourse de Paris a ouvert le mercredi 15 janvier à l'occasion de la « Fête des adhérents ».

VALEURS	Cours de 13 jan.	Cours de 14 jan.
Alcatel	105	103
Alstom	105	103
Banque Paribas	105	103
BNP	105	103
Crédit Lyonnais	105	103
Crédit du Nord	105	103
Crédit du Sud	105	103
Crédit de France	105	103
Crédit de l'Industrie	105	103
Crédit de la Marine	105	103
Crédit de l'Industrie	105	103
Crédit de la Marine	105	103
Crédit de l'Industrie	105	103
Crédit de la Marine	105	103

Le marché français a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché français. L'indice CAC 40 s'est établi à 3 799,50, en dessous de son niveau précédent.

Le marché français a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché français. L'indice CAC 40 s'est établi à 3 799,50, en dessous de son niveau précédent.

Le marché français a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché français. L'indice CAC 40 s'est établi à 3 799,50, en dessous de son niveau précédent.

Le marché français a bien orientés, lundi 13 janvier, le marché français. L'indice CAC 40 s'est établi à 3 799,50, en dessous de son niveau précédent.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3825	3825	Alcatel	189 80	189 80
Alcatel	275	275	Alcatel	75	75
Alcatel	65	65	Alcatel	185 10	185 10
Alcatel	795	795	Alcatel	65	65
Alcatel	340	340	Alcatel	170	170
Alcatel	238	238	Alcatel	360	360
Alcatel	768	768	Alcatel	445	445
Alcatel	400	400	Alcatel	325	325
Alcatel	700	700	Alcatel	180	180
Alcatel	178	178	Alcatel	57 50	57 50
Alcatel	285	285	Alcatel	303	303
Alcatel	899	899	Alcatel	130	130
Alcatel	263 10	263 10	Alcatel	259	259
Alcatel	1030	1030	Alcatel	345	345
Alcatel	165	165	Alcatel	310	310
Alcatel	370	370	Alcatel	315	315
Alcatel	1180	1180	Alcatel	85	85
Alcatel	312 80	312 80	Alcatel	755	755
Alcatel	899	899	Alcatel	755	755
Alcatel	215	215	Alcatel	755	755
Alcatel	117	117	Alcatel	755	755
Alcatel	210	210	Alcatel	755	755
Alcatel	236	236	Alcatel	755	755
Alcatel	126	126	Alcatel	755	755
Alcatel	133 20	133 20	Alcatel	755	755
Alcatel	382	382	Alcatel	755	755
Alcatel	208	208	Alcatel	755	755
Alcatel	930	930	Alcatel	755	755
Alcatel	799	799	Alcatel	755	755
Alcatel	189 10	189 10	Alcatel	755	755
Alcatel	102	102	Alcatel	755	755
Alcatel	890	890	Alcatel	755	755

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

10 % - Cotation en pourcentage du 13 janvier 1992

Nombre de contrats estimés : 71 141

## COURS

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92

Mars 92



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 14 JANVIER

**Cours relevés à 10 h 12**

Réglement mensuel													Comptes annuels																
VALEURS					Comptes annuels					VALEURS					Comptes annuels					VALEURS					Comptes annuels				
Compteur	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Deuxième cours	%						
4208	CNE %	4200	4200	4200	0	200	CPH Pils Beer	250 90	254	+ 2.37	4200	L.V.M.H.	4300	4300	4300	0	360	Gen. Elec.	400 30	404	+ 0.92								
822	S.A.P. T.P.	820	825	820	+ 0.61	100	Colt. Colt. Powder	100 00	101 5	+ 1.5	4200	Smith Barney	4200	4200	4200	0	142	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78								
824	O.Lyon. T.P.	820	820	820	0	100	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
1180	Smith Ind. T.P.	1180	1210	1210	+ 0.19	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
1025	Smith Ind. T.P.	1025	1025	1025	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
580	Al. Leduc	580	580	580	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
836	Al. Leduc	836	836	836	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
330	Al. Leduc	330	330	330	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
150	Al. Leduc	150	150	150	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
2340	Al. Leduc	2340	2340	2340	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
100	Al. Leduc	100	100	100	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
80	Al. Leduc	80	80	80	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
70	Al. Leduc	70	70	70	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
40	Al. Leduc	40	40	40	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
30	Al. Leduc	30	30	30	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
20	Al. Leduc	20	20	20	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
10	Al. Leduc	10	10	10	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200	4200	4200	0	240	Gen. Motors	160 70	167 10	+ 4.78							
0	Al. Leduc	0	0	0	0	200	Chet. Los Frances	207	207	207	0	4200	Wm. Wende	4200															

**COMPTANT**

**(sélection)**

**SICAV** (sélection)

**(sélection)**

**13/1**

VALEURS			% du coupon	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechant net	VALEURS	Emission	Rechant net	VALEURS	Emission	Rechant net
<b>Obligations</b>																						
Emp. Ex. 8.867%	123 15	5 87			CLIM	1186	....	Origny-Dessaigne	779	....	Actifon	210 74	205 10	France	448 98	423 97	Fin. Associations	28422 78	28423 78	Fin. Associations	28422 78	28423 78
Emp. Ex. 8.867%	123 15	5 87			CITRAM PR	2826	....	Polat Neuvillat	1021	....	Agroparc	788 80	726 48	France Paris	105 23	103 14	Pratich	934 06	888 81	Pratich	934 06	888 81
10.80% 75/84	101 80	9 89			Colson	94	53 30	Polat Neuvillat	650	....	Amel-gel	8267 65	7948 65	France-Region	1201 05	118 11	Quilich	151 57	128 36	Quilich	151 57	128 36
Emp. Ex. 13.16/83	0 87	0 87			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	25826 51	25826 51	France-Region	34 12	34 12	Minatour	806 83	782 97	Minatour	806 83	782 97
Emp. Ex. 12.2% 84	101 85	9 86			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
10.25% sans BS	8 63	8 63			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
DAT 10% 5/2000	0 87	0 87			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
DAT 9.9% 10/1987	0 86	0 86			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
DAT 9.9% 11/1986	0 87	0 87			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
DAT 10.30% 20/85	1032	1032			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
PTT 11.2% 86	105 53	105 53			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CF 10.30% 86	0 87	0 87			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CAF 10.25% sans 90	100 05	100 05			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
OMA 10 % 1979	8 11	8 11			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32	159 92	Minatour	182 32	159 92
CHB Depts 5000F	0 31	0 31			Comptel	328	....	Polat Neuvillat	650	....	Amplis	833 98	815 52	France-Region	20 42	20 42	Minatour	182 32				

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :  
46-62-72-67**

C : coupon détaché - o : offer - \* : droit détaché - d : demandé - e : pris précédent - ■ : marché continu











Selon le secrétaire américain à la Défense

## Une dizaine de pays du tiers-monde auraient des missiles nucléaires à la fin du siècle

A Bonn, où il a été reçu par le chancelier Helmut Kohl, le secrétaire américain à la Défense, M. Dick Cheney, a déclaré, lundi 13 janvier, que « quinze à vingt pays du tiers-monde pourraient être capables de lancer des missiles balistiques à la fin du siècle » et que « la menace d'entre eux pour avoir une bombe atomique ».

Le secrétaire américain à la Défense s'est dit préoccupé non seulement par un éventuel armement nucléaire des pays du tiers-monde, mais aussi par « la possibilité que les personnes qui ont un savoir-faire transfèrent leurs connaissances à d'autres », M. Cheney a cependant affirmé que l'ancienne armée soviétique s'efforçait actuellement de réunir les armes nucléaires à courte portée sur le sol de la Russie.

Les déclarations de M. Cheney sur la prolifération nucléaire dans le monde rejoignent les affirmations des services de renseignement français, selon lesquels quinze pays autour de la Méditerranée, au Moyen-Orient et au Sud-Est, soupçonnés de posséder des armes nucléaires, pourraient être capables de lancer des missiles balistiques à la fin du siècle. Ces armes peuvent être équipées de munitions classiques ou chimiques. Parmi ces pays, certains, de surcroît, sont en mesure de concevoir des armes balistiques. Ils sont une vingtaine avant la fin du siècle. Ces armes peuvent être équipées de munitions classiques ou chimiques. Parmi ces pays, certains, de surcroît, sont en mesure de concevoir des armes balistiques. Ils sont une vingtaine avant la fin du siècle.

Le parc des salles de cinéma en France

## Pathé et Gaumont se répartissent l'exploitation de films entre Paris et la province

MM. Jean-Pierre Seydoux, respectivement PDG de Pathé et de Gaumont, deux sociétés de production, de distribution et d'exploitation cinématographique, viennent de signer un accord d'échange de salles de cinéma.

Cet accord, qui devrait prochainement être rendu public, Pathé céderait à Gaumont l'ensemble de ses salles parisiennes à l'exception du complexe Pathé-Wapler, situé place Clichy, et le 100 boulevard de la Chapelle. En échange, Gaumont céderait à Pathé des salles de Caen, Grenoble, Toulouse, Nice, etc. (moins d'une dizaine de villes) dans le giron de Pathé. Avec ce redécoupage des compétences, les deux groupes ne sont plus du tout concurrents sur le territoire français.

Cet accord « régule la concurrence »

YVES MAMOU

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Bonne nuit

LORS, là, l'enfant ne se rend pas compte qu'il se couche. On le respecte, nous lui, le sexe faible, la preuve ! On est plein d'attentions pour lui. Surtout les syndicats, soucieux de sa santé et de sa vie de famille. C'est comme pour les grandes personnes, si elles ne se couchent pas, elles ne peuvent pas travailler. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure.

européenne... On le respecte, nous lui, le sexe faible, la preuve ! On est plein d'attentions pour lui. Surtout les syndicats, soucieux de sa santé et de sa vie de famille. C'est comme pour les grandes personnes, si elles ne se couchent pas, elles ne peuvent pas travailler. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure. Elles s'efforcent de se coucher à l'heure.

Les négociations du GATT

## M. Bush dénonce le « rideau de fer protectionniste » de la CEE

Le président américain, M. George Bush, a dénoncé, lundi 13 janvier, à Kansas-City (Missouri), « le rideau de fer protectionniste » de la Communauté européenne, affirmant qu'il n'accepterait aucune réduction commerciale internationale qui ne réduise pas les subventions agricoles européennes. La CEE, sous l'impulsion de la France, a réitéré son refus d'accepter une proposition du directeur du GATT, M. Arthur Dunkel, prévoyant une réduction de 20 % sur cinq ans des subventions agricoles directes et de 36 % des subventions à l'exportation.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 14 janvier

## Raffermissement

Après la pause observée en début de semaine, la Bourse de Paris a repris dans la matinée du mardi 14 janvier sa progression. A l'indice CAC-40 enregistré une avance de 0,63 %. Les investisseurs ont été rassurés par la conviction affichée par M. Bérégovoy, ministre de l'économie, au sujet du taux d'intérêt, dont la progression serait, d'après lui, arrivée à son terme (lire page 18).

La situation dans la construction aéronautique

## Aérospatiale serait demeurée bénéficiaire en 1991

Malgré une conjoncture difficile, Aérospatiale a enregistré en 1991 une forte progression de son chiffre d'affaires, passé de 32,8 milliards de francs en 1990 à 38 milliards de francs en 1991 (+15 %), due principalement à la livraison de 163 Airbus A 320 et à la livraison de transport régional ATR.

En 1991, Aérospatiale aurait été bénéficiaire (38 millions de francs de profits en 1990). Les exportations ont représenté 60 % du chiffre d'affaires et 67 % des prises de commandes. Les commandes en cours s'élèvent à 2,5 milliards de francs et les dépenses de recherche, développement et industrialisation à 13,3 milliards de francs, soit 35 % du chiffre d'affaires. Aérospatiale prévoit une progression de son chiffre d'affaires de 30 % en 1992.

Le président d'Aérospatiale a précisé qu'il était en négociation avec une banque française afin d'obtenir un prêt de 1 milliard de francs pour financer la construction d'un Airbus A 319 (120 places), M. Madoe a répondu : « On n'a pas le droit de se tromper sur son programme ». Même réflexion au sujet du lancement d'un appareil de 90 à 120 places avec Deutsche Aerospace (DA) et Alenia (DA 92-122) : « Lancer de nouveaux produits ne me semble pas très adapté ».

Evolution des fonctions, le président d'Aérospatiale a rappelé que son mandat expirait en juillet prochain et qu'il appartenait au président de la République de le renouveler ou pas jusqu'en février 1993. L'âge limite de ses soixante-cinq ans, l'âge limite pour un chef d'entreprise publique.

MARTINE LARONCHE

## Le groupe SNECMA proche de l'équilibre en 1991

Le constructeur de réacteurs d'avion et militaires SNECMA a subi en 1991 le contre-coup de la chute du budget de la Défense. Le résultat consolidé du groupe SNECMA, qui s'élève à 208 millions de francs en 1990, sera proche de l'équilibre en 1991, a indiqué lundi 13 janvier son président M. Louis Galois.

An 1991 du groupe, les finaux ont été les effets de la crise du budget de la Défense. Le SNECMA se trouve à un niveau proche de l'exercice précédent avec un chiffre d'affaires de 14,4 milliards de francs (14,1 milliards en 1990) (+2 %). Les prises de commandes civiles ont atteint 7,3 milliards de francs (contre 10,5 milliards en 1990). Le résultat net de la SNECMA sera compris entre 50 et 100 millions de francs (77 millions en 1990).

La succession de M. Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale

## Mme Bouchardeau trouble le jeu

Mme Huguette Bouchardeau agace. Tout était parfaitement réglé pour la succession de M. Laurent Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale, et voilà que l'indépendante, ministre de l'Environnement, député du Doubs appartenant au groupe socialiste, annonce, lundi 13 janvier, qu'elle se présente contre le candidat officiel du PS, M. Henri Emmanuelli (Landes), en qualité de « parlementaire indépendante ».

La succession de M. Fabius à la présidence de l'Assemblée nationale, et voilà que l'indépendante, ministre de l'Environnement, député du Doubs appartenant au groupe socialiste, annonce, lundi 13 janvier, qu'elle se présente contre le candidat officiel du PS, M. Henri Emmanuelli (Landes), en qualité de « parlementaire indépendante ».

L'acte de cette manifestation est né, le 8 janvier, au cours d'un dîner regroupant les députés proches du mouvement France 91 à la table de M. Jean-Pierre Bédier, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Ces députés - notamment Mme Bouchardeau, M. Jean-Yves Huby (UDF, Haute-Saône), Jean-Jacques Légaré (non-inscrit, Val-de-Marne), Arthur

Paecht (UDF, Var), Jean-Marie Duillet (non-inscrit, Manche), qui entretiennent des liens réguliers malgré l'échec de la constitution d'un groupe parlementaire à l'automne 1991, ont vu dans la candidature à la succession de M. Fabius l'occasion de prouver l'existence de leur courant. Ils espèrent que la personnalité contestée du candidat officiel du PS, y compris au sein même du groupe socialiste, et sa « désignation » par les instances du parti inciteront plus d'une vingtaine de leurs collègues à porter leurs voix sur Mme Bouchardeau.

P. R.-D.

## Une commission parlementaire est constituée pour examiner l'« affaire Farran »

Les cinq groupes de l'Assemblée nationale ont désigné, lundi 13 janvier, leurs candidats à la commission ad hoc qui devra être officiellement constituée, mardi, pour examiner l'éventuelle levée de l'immunité parlementaire du député UDF-PR des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Farran, démissionnaire par le ministre de la Justice sur requête du procureur général près le cour d'appel de Montpellier (le Monde 12-13 janvier).

MM. Jacques Toubon, Henri Cuq, Jacques Limoux, Jean-Louis Debré, deux UDF - MM. Claude Cément, Jean-Pierre Charette, un UDF, M. Jean-Jacques Hysté, un PCF, M. Michel Millet.

M. Farran, déjà inculpé d'« ingérence et abus de confiance », est susceptible d'être inculpé une seconde fois dans le cadre d'une information ouverte, cette fois, pour abus de confiance, complicité et recel d'abus de confiance, à la suite du détournement d'une partie des sommes du parking de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, exploité par la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan à l'époque où M. Farran en était le président.

La commission comprendra quinze membres : sept UDF - MM. Raymond Forni, Guy Bêche, François Meunier, François Colcombet, Yves Durand, Daniel Bobbot et Jean-Pierre Lapaire, - deux RPR -

Le Français Patrice Bianchi remporte le salon de Garmisch-Partenkirchen. Le Français Patrice Bianchi a remporté, lundi 13 janvier, le salon de Garmisch-Partenkirchen (Allemagne), comptant pour la Coupe du monde masculine de ski alpin et disputé lundi 13 janvier en Bavière. Avec un temps total de 1 min 31 s 21/100, ce skieur âgé de vingt-deux ans, originaire de Val-d'Isère, a devancé l'Autrichien Hubert Strolz de 46 centièmes de seconde et l'Italien Alberto Tomba de 51 centièmes.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

Europe : « Faut-il... » l'Allemagne ? », par Gilles Martinet ; « La cinquième nationale », par Daniel Soulez-Larivière ; « Le Luxembourg, un voisin capital », par Pierre Dap. 2

## ÉTRANGER

La crise algérienne... 3 et 4  
L'entretien avec le ministre des affaires étrangères... 5  
La conférence de Washington... 7  
La visite de M. Mitterrand au Luxembourg... 7  
Tchad : une dizaine de personnes exécutées à N'Djamena... 7

## POINT

Les élections... 8

## POLITIQUE

L'Elysée précise le sens de l'engagement de responsabilité... 10  
L'Assemblée régionale : les écologistes en campagne en Aquitaine... 8

## SOCIÉTÉ

Le procès... 10  
L'Assemblée régionale : les écologistes en campagne en Aquitaine... 8

## SCIENCES • MÉDECINE

Des planètes par milliers... 13 et 14  
Trois mille ans d'activités ludiques... 13 et 14

## CULTURE

« Les géants de la danse » au Théâtre des Champs-Élysées... 15  
Le musée international des musées et des expositions au Grand Palais... 15  
Musique : un panorama de la jeune musique à la Maison de Radio-France... 16  
La mort d'Henri... 16

## ÉCONOMIE

Les entreprises étrangères... 18  
M. Bérégovoy... 18  
Le chômage... 18

## COMMUNICATION

L'« agit-prop » de La Cinq... 19

## Services

Abonnements... 8  
Annonces classées VII à XVIII  
Cartes... 22  
Marchés financiers... 20-21  
Météorologie... 23  
Mots croisés... 22  
Radio-télévision... 23  
Spectacles... 17  
Ce numéro comporte... 17  
Le numéro de « Le Monde »... 17  
Le numéro de « Le Monde »... 17  
Le numéro de « Le Monde »... 17

## OFFREZ-VOUS UN BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
partir de 2 690 F  
PANTALONS 896 F VESTONS 1 798 F  
3 000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET MILITAIRES  
LEGRAND Tailleur  
27, rue de la République, Paris - Opéra  
Téléphone 01 47 33 44 44  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

## L'accord entre Renault et Volvo inquiète le gouvernement

Signé à y a bientôt deux ans, l'accord entre Renault et Volvo inquiète le gouvernement français. La manufacture de Volvo, d'une part, mais aussi des rumeurs selon lesquelles les japonais Mitsubishi pourraient entrer dans le capital de Renault, inquiètent les autorités françaises.

## AMÉRIQUE



## LE GUIDE DU VOYAGE EN AMÉRIQUE

est paru (et il est gratuit)  
IL COMPREND :  
Tous les prix  
NEW YORK... 2.200 F A/R  
LOS ANGELES... 3.990 F A/R  
SAN FRANCISCO... 3.990 F A/R  
MONTREAL... 1.990 F A/R  
MIAMI... 3.290 F A/R  
HONOLULU... 5.640 F A/R  
(exemples au 1/1/92, révisibles)  
La location de voiture et camping-car.  
Les transports intérieurs. Les tarifs d'hôtels.  
Des circuits à la carte et en groupe.  
Des renseignements pratiques.

Envoyez ce coupon à :  
PACIFIC HOLIDAYS : 45.41.52.58  
34, av. Général-Leclerc, 75014 Paris - M° Maillot - Danton

مكتبة الأمل



# 12 pages d'offres d'emploi

Le Monde

## INITIATIVES



### Les exilés de l'emploi

**A** PRÈS les exonérations de charges pour l'emploi des jeunes les moins qualifiés, voici qu'un plan d'attaque du chômage de longue durée vient de voir le jour. Martine Aubry, ministre du travail, en a fait l'une de ses priorités.

Il y a de quoi. Apparu tardivement, en 1984, le chômage de longue durée s'est rapidement gonflé et ne se résorbe plus vraiment. Même la parenthèse de croissance, entre 1987 et 1990, a à peine permis de l'écarter. On en est toujours à un peu plus de 30 % du chômage total et à environ 800 000 inscrits depuis près d'un an. Si la France n'est pas la seule dans cette situation

dramatique, spécifique à l'Europe qui comptait plus de 7 millions de chômeurs « anciens » en 1989, cela ne cesse pourtant pas d'être préoccupant.

Statistiquement, on sait que, chaque année, 10 % à 20 % des chômeurs tombent dans cette trappe qu'ils en sortiront d'autant plus difficilement que la durée de leur présence sur les listes s'allonge. Moins formés, plus âgés, avec des qualifications devenues obsolètes par le temps, ils sont aussi les victimes désignées de la sélection, l'employeur se fondant sur le critère de la durée pour les rejeter. C'est ce qu'on appelle l'effet de « file d'attente ».

Et, sûr, ce sont eux qu'ils se

avaient pris conscience, les gouvernements ont commencé à agir. Et avec de plus en plus de moyens. Mais stages et opérations de remise à niveau, ou le passage à des formations d'exonération de charges, la plus récente étant le contrat de retour à l'emploi, dont auront bénéficié 90 000 personnes en 1991.

**M**AIS il a fallu avoir recours à des solutions plus massives. Ainsi en est-il du développement de la prétraite, qui a permis de « purger » le marché du travail, ou, de manière plus contestable, sur le plan des chiffres, des dispositifs de maintien d'emploi accordés à 230 000 chômeurs qui pourraient être assimilés aux « longues durées ». Et cela a aussi justifié la mise en œuvre du RMI (revenu minimum d'insertion), dont ont bénéficié près de 400 000 personnes en 1991.

A force de constater que le chômage de longue durée, bien que de se réduire, continue à proliférer, on en est à s'interroger, de toutes parts. Certains, parmi les experts, parlent d'« échec » des politiques; d'autres, à peine moins sévères, se demandent si les actions mises en œuvre, au nom du traitement social, et pourtant décriées, seraient pas davantage efficaces

que tout l'attirail de l'insertion. Économiquement, paraît-il, la cause serait même entendue, du point de vue des coûts...

En fait, l'analyse des résultats et des bilans à quelque chose de troublant. Peu ou prou, chaque dispositif, aussi sophistiqué soit-il, aboutit au même taux de réussite. C'est-à-dire que, six mois après la sortie d'un stage ou d'un contrat exonéré, 30 % environ des chômeurs de longue durée ont retrouvé une forme d'emploi, dans la moitié avec un salaire

seulement le tiers de l'ancien. Mais l'optimisme n'est pas le découragement : 70 % des autres bénéficiaires, au moins, se sont inscrits à nouveau à l'ANPE, sans espoir perdu. Et la sorte, un sur dix, au moins, finit par être totalement découragé au point de ne plus chercher d'emploi ou, s'agissant des femmes, réapparaît dans la catégorie des inactifs.

Selon d'autres études, menées par l'INSEE ou le ministère du travail, on observe également que, parmi les chômeurs de longue durée, il existe un mouvement naturel vers la retraite à l'emploi, également évalué à 30 %. Sans l'aide de l'ANPE, le plus souvent, « exilés » dépassent donc, seuls, le handicap. Et ce, à un succès égal à celui des chômeurs « aidés ».

Si cette dernière notation est rassurante, puisqu'elle dénie toute fatalité, elle oblige, pareillement, à s'interroger sur le bien-fondé des techniques employées depuis quelques années par les pouvoirs publics. Et elle éclaire d'un jour nouveau le dilemme auquel le ministre du travail

**L**A réponse ? Les spécialistes parlent de prévention, en reprenant le thème de la gestion prévisionnelle. Ils pensent nécessaire de proscrire les mesures trop larges et indiquent leur préférence pour les actions très « ciblées ». Peu à peu, ils ont acquis la conviction

que le chômage de longue durée résulte de la conjonction d'événements qui correspondent à des besoins de personnels. Il faut donc individualiser, et éviter les effets de masse. En ce sens, la formation ne semble plus toujours un préalable et l'expérience des entreprises d'insertion prouve que l'intégration passe par le contact adapté avec le milieu du travail. Le drame, c'est que, au final, les effets en nombre d'une telle démarche sont, par définition, limités.

Alexis Lobaube

Lire notre dossier pages 11 et 111

#### 12 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

■ Gestion et finances... p. VII	■ Fonction commerciale... p. XIII
■ Ressources humaines... p. IX	■ Informatique... p. XIV
■ Juristes... p. IX	■ Secteur de pointe... p. XV
■ Cadres... p. XI	

#### Les nouvelles cuisines

Les exigences de la restauration collective - quantité, qualité, rapidité - et l'évolution technologique entraînent de profonds bouleversements dans ces métiers... page IV

#### La culture en stages

Le ministère de la culture a mis en place, à l'automne, des formations pour les jeunes étrangers qui veulent se familiariser avec la politique et la gestion culturelles... page IV

#### STAGES

page IV

#### EMPLOI



#### Le mardi c'est tout un monde

#### 8 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde du Premier Emploi  
Le Monde de la Gestion et des Finances  
Le Monde des Ressources Humaines  
Le Monde des Juristes  
Le Monde des Cadres  
Le Monde de la Fonction Commerciale  
Le Monde de l'Informatique  
Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde

INITIATIVES

#### Le Monde

#### INITIATIVES

#### OPÉRATION SPÉCIALE OFFRES D'EMPLOIS

### Banques, Assurances

Confirmés ou jeunes diplômés

#### LE MONDE INITIATIVES

du 28 août 29 janvier

Le Monde propose les meilleures opportunités de carrière dans les secteurs Banque et Assurance

TAPIS PERSANS 50 FAITS MAIN VENTE TOTALE MAISON DE L'IR



# Une prise de conscience tardive

Le chômage de longue durée a été « découvert » en 1984

**H**ISTORIQUEMENT, le phénomène du chômage de longue durée est récent. En 1974, les chômeurs inscrits depuis plus d'un an représentaient 25 % du total. Ils comptaient 25 % en 1982 et 30 % aujourd'hui. En nombre, la progression est encore plus nette : 60 000 en septembre 1974, ils passent à 870 000 à la fin 1987. Un chiffre qui se trouve être le peu près celui de novembre 1991, après une baisse à 786 000 en décembre 1991.

Dans les esprits aussi, la prise de conscience paraît tardive. Longtemps, on ne se préoccupait pas de la montée du chômage de longue durée, et il faudra attendre l'automne 1983 pour que les premières mesures (d'entretien professionnel au sixième mois) soient annoncées par Jean Le Garrec. Une mesure qui, avec le recul, peut être jugée bien timide. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison : le hasard a voulu qu'au début 1983, plus de six mois après l'origine du chômage de longue durée pour l'OCDE, il ait fallu attendre 1984 pour voir la CEE appliquer un critère aux chômeurs inscrits depuis plus d'un an.

De fait, le moment de bascule intervient aux alentours de 1984, sous la pression du chômage de longue durée, principalement en France. Sommairement, la politique de l'emploi n'a jusqu'alors été l'œuvre de deux techniques visant l'une et l'autre à protéger le « noyau dur » des salariés : de vingt-cinq à cinquante-cinq. Par diverses dispositions, dont les plus connues sont les versements mensuels de 100 000 francs à l'arrivée des jeunes sur le mar-

ché du travail. A l'heure actuelle, de l'éventail, la politique de l'emploi en ce qu'un euphémisme appelle la « cessation anticipée d'activité », permettant le retrait rapide des plus âgés.

Au plus fort de la crise économique, il devient impossible de continuer ainsi. Les préretraites, qui atteignent leur maximum annuel de 24 000 en 1984, deviennent excessivement chères, et on mettra progressivement un frein. En 1991, il n'y a plus de préretraites, mais les cas sensibles, tels que la sidérurgie,

ont été toutefois se demandant si on ne devait pas un chômage de longue durée. Mais, surtout, à l'époque, la nécessité des restructurations industrielles se faisait pressante. Il faut moderniser l'outil économique et, cette fois, qui frapperont le « noyau dur », que l'on avait voulu préserver (relativement). Ce sera la main de l'action de Laurent Fabius, alors premier ministre, lequel se montra « généreux » dans les cas sensibles, tels que la sidérurgie.

## L'addition des handicaps

En pleine période de destruction de l'emploi, les chômeurs ne tardent pas à s'ajouter. Façonnés par des décennies de taylorisme, peu formés, les anciens salariés éprouvent des difficultés pour se réinsérer. Les périodes de chômage augmentent et, sans qu'on puisse établir une typologie des victimes de chômage de longue durée, l'addition des handicaps ajoute des éléments discriminants. L'âge, la absence de diplôme, la absence de qualification, la absence de formation, sont défavorablement, sans oublier le secteur d'activité ou la situation propre à un chômeur. Peu de mesure que leurs ressources diminuent - 25 % des chômeurs de longue durée ne sont pas plus indémunis - ces personnes, aux parcours professionnels parfois accidentés, subissent de multiples épreuves : une santé physique ou même psychique ébranlée. Apparaissent ainsi des



# La CEE partagée

Pourcentages et politiques varient

**L'**ÉVALUATION apparaît comme le parent pauvre de l'activité du service social. Elle est celle des services des États membres. Elle est l'observation de Xavier Gizard, consultant du groupe Ten - lequel a contribué, en août de novembre dernier, à l'organisation d'un colloque sur le chômage de longue durée par le ministère du Travail et la Commission des Communautés européennes - une évaluation du chômage de longue durée en Europe. L'évaluation du chômage de longue durée en Europe est un phénomène qualifié d'historique par beaucoup - un phénomène récent. Le second est qu'il est très inégalement réparti et que les stratégies de gestion sont différentes selon les pays.

Ce que beaucoup d'exclusion dure, résultat de « traumas » successifs subis par les demandeurs d'emploi et qui ont ébranlé leurs sphères professionnelles, sociales, et parfois même familiales, est mentionné comme depuis environ quinze ans seulement. Cela malgré les préoccupations des gouvernements et la Communauté et malgré la reprise de l'activité économique entre 1985 et 1990. « Il s'agit là d'une caractéristique majeure du marché du travail des années 80 et 90. En effet, dans le passé, l'économie a connu des taux de chômage comparables aux taux actuels sans chômage de longue durée », notent encore, dans leurs contributions, les consultants du groupe Ten.

« Les États ont le souci logique d'intervenir au plus près du terrain pour répondre à des situations d'urgence », écrit Gilles-Laurent Raynaud, du groupe Ten. La Commission a le souci de l'intérêt communautaire (...) et se veut avant tout sensible au long terme. En revanche, l'ensemble des observateurs de la Communauté s'accorde sur plusieurs constats : le premier est que l'apparition du chômage de longue durée en Europe est un phénomène qualifié d'historique par beaucoup - un phénomène récent. Le second est qu'il est très inégalement réparti et que les stratégies de gestion sont différentes selon les pays.

Ce que beaucoup d'exclusion dure, résultat de « traumas » successifs subis par les demandeurs d'emploi et qui ont ébranlé leurs sphères professionnelles, sociales, et parfois même familiales, est mentionné comme depuis environ quinze ans seulement. Cela malgré les préoccupations des gouvernements et la Communauté et malgré la reprise de l'activité économique entre 1985 et 1990. « Il s'agit là d'une caractéristique majeure du marché du travail des années 80 et 90. En effet, dans le passé, l'économie a connu des taux de chômage comparables aux taux actuels sans chômage de longue durée », notent encore, dans leurs contributions, les consultants du groupe Ten.

## Un taux stabilisé

Autre constatation relevée par la Commission des Communautés européennes dans le rapport 1991 sur l'emploi en Europe : plus de la moitié des chômeurs de la Communauté sont sans travail depuis un an ou plus. Et c'est bien évidemment là où le chômage est le plus élevé qu'on trouve un fort taux de chômage de longue durée. Ainsi, dans les deux parties de l'Irlande, dans de nombreuses régions d'Espagne et d'Italie méridionale, les chômeurs de longue durée représentent plus de 8 % de la population active en 1989. En revanche, dans les régions à faible chômage - sud de l'Allemagne et sud de l'Angleterre, par exemple - cette proportion était inférieure à 2 %. De surcroît, la nature du chômage varie fortement entre régions et localités, les ghettos urbains et les zones rurales recueillant ou en crise, les poches de pauvreté qui sont fortement marquées. Une hétérogénéité qui montre bien la difficulté rencontrée pour comparer le chômage de longue durée, même à l'aide d'enquêtes sophistiquées, et qui touche principalement les jeunes en difficulté (1) : moins de qualification, personnes en fin de précarité économique, voire « travailleurs découragés » que l'on trouve un peu partout dans la Communauté.

Si le chômage est inégalement réparti, on constate que l'augmentation de l'emploi observée entre 1985 et 1990 n'a guère, non plus, amélioré la situation des chômeurs de longue durée. Leur taux, comme la proportion de chômage total en 1985 et 1990 ont également enregistré une baisse. Les taux de chômage de longue durée ont baissé depuis plus d'un an. Ceux du chômage s'augmentent légèrement, comme la Grèce ou l'Italie, ont accusé une légère hausse.

Deux pays seulement, le Danemark et les Pays-Bas, note encore la Commission, ont enregistré une baisse sensible du chômage persistant, observée depuis plus d'un an, soit, pour chacun d'eux, une baisse de plus de 10 % des chômeurs. Mais, dans tous les États membres, la proportion est restée à peu près inchangée... ou a augmenté. Même en Belgique, où chômage total et chômage de longue durée ont tous deux fortement baissé au cours de cette période, on constate une augmentation du chômage des personnes sans travail depuis plus d'un an. Une preuve supplémentaire de la complexité du problème du chômage persistant, véritable défi pour les analystes.

Jean Menanteau

(1) Le chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans a augmenté depuis novembre 1990 de 3,3 % dans l'ensemble de la Communauté, mais de plus de 11,3 % en Irlande et de presque 27 % au Royaume-Uni. Ces hausses sont supérieures de plus de 50 % à celle du chômage total (Source : Commission des Communautés européennes).

# Les victimes

**A**PRÈS avoir décliné dans la première moitié de l'année 1991, l'effectif des chômeurs de longue durée a commencé à remonter. Plus vite que le chômage total : 680 000 personnes au lieu de 786 000 fin 1991, soit 30,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi.

C'est pour les « 25-49 ans » que la proportion augmente le plus. Mais les « 15-24 ans » n'en restent pas moins, et de loin, les plus touchés par le chômage de longue durée ; ils représentent un effet à peu près la moitié des effectifs, les « moins de 25 ans » n'en constituant qu'environ 15 %. Quant aux femmes, elles sont, à tout âge, proportionnellement plus touchées que les hommes.

A la fin de 1991, les salariés les moins touchés par le chômage de longue durée sont ceux des secteurs de l'industrie et des OS (ouvriers spécialisés) et des victimes de licenciements moins d'un quart des agents de services, techniciens et cadres (avec, cette fois, un avantage aux femmes moins touchées que les hommes).

## Les étrangers moins touchés

Aujourd'hui, les étrangers n'ont pas fondamentalement changé, mais on observe un net renversement de tendance : la situation se dégrade d'autant plus que les pays sont plus qualifiés. On observe même une régression du chômage de plus d'un an chez les manœuvres et une quasi-stabilisation chez les OS. Seule exception (relative) à cette « prime » à l'immigration de métier : les employés qualifiés et leurs homologues non qualifiés sont touchés à la même proportion avec une augmentation de 12 % du chômage de longue durée pour les hommes et pour les autres.

Malgré un tel renversement, la forme de la perte d'emploi menant le plus fréquemment à une mise « hors circuit » (du fait de l'environnement économique ou de l'âge des personnes concernées). C'est toujours vrai, mais la situation s'est légèrement améliorée. Tandis qu'elle s'est nettement

dégradée pour les autres catégories de licenciés (+15 % de chômeurs de longue durée entre septembre 1990 et septembre 1991). Quant aux fins de carrière, elles continuent à marquer un chiffre moins mauvais que d'autres ; mais, depuis 1988, un relatif avantage diminue chaque année et cette catégorie n'est accentuée en 1991.

Faute de statistiques adéquates, il est plus difficile d'évaluer le chômage de longue durée par secteur économique ; mais on peut en avoir une idée en repérant où se trouvent les plus longues. L'industrie vient nettement en tête, devant l'ordre, la production des biens de consommation (434 jours en septembre 1991), celle des biens intermédiaires (424 jours), puis celle des biens d'équipement (409 jours). Plus précisément, les scores les plus lourds sont le fait de l'industrie textile, que ce soit en chaussures (432 jours), tannerie (499), mécanique de précision (470), automobile (470). Les chiffres n'ont pas augmenté depuis un an, mais l'industrie textile a subi une construction est la seule à effectuer une baisse (assez importante d'ailleurs).

Globalement, les travailleurs étrangers d'origine ont un peu moins de chômage de longue durée que les Français. Mais il existe de grandes différences entre eux, selon la nationalité. Les ressortissants des pays de la CEE sont en réalité plus touchés que les Français (417 jours d'ancienneté moyenne dans le chômage contre 362 pour les derniers) ; et, parmi eux, les portugais, les italiens, les grecs sont les plus touchés du reste du monde, ce sont eux qui font baisser la statistique : 345 jours seulement... soit qu'ils acceptent des emplois à temps partiel ou à leur corps défendant quand ils ne trouvent pas de travail. Les plus forts pourcentages de chômage de longue durée se trouvent chez les Yougoslaves, les Algériens, suivis par les Vietnamiens, les Laotiens et les Cambodgiens.

Marie-Claude Betbeder

# Les drames évités

Deux études font le bilan des programmes spécifiques

**S**IL gouvernement décidait de consacrer un budget à l'ensemble des chômeurs de longue durée, combien y aurait-il de bénéficiaires supplémentaires ?

Depuis une dizaine d'années, quelques organismes tentent de répondre à cette question, fondée sur l'évaluation de la pertinence des politiques menées... et sur données d'origine lors des bras de fer budgétaires qui opposent chaque année le ministre du Travail et son collègue des Finances. Les spécialistes ont même donné un nom à ce concept : celui du « chômage évité ».

Deux approches de ce phénomène ont été réalisées : une macro-économique et une micro-économique. Parmi les auteurs de la première, Gérard Cornilleau, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Ayant élaboré un modèle complet de conjoncture macroéconomique qui portent sur l'ensemble des mesures prises contre le chômage de 1974 à 1988, il estime que « le nombre de chômeurs évités par les politiques d'emploi en 1988 aurait été 230 000 environ. Au cours des années antérieures, l'impact maximum des politiques a probablement été atteint en 1982-1983, lorsque le nombre de chômeurs évités aurait été de 300 000. La baisse des dépenses sociales a été la suite des départs massifs en préretraite. A ce moment, le nombre de chômeurs évités dépassait 300 000. »

## Coûts et impacts

Développant les chiffres de son modèle dans la revue *Économie* (septembre 1990), Gérard Cornilleau précise que « l'impact négatif de la constance de l'environnement international et du taux de change. En plus, elles ont intégré une donnée non négligeable : l'effet d'appel. Chaque chômeur évité a son effet : la réduction des dépenses sociales, la réduction du chômage, obtenue entre autres grâce à la politique de l'emploi, incite de nouvelles personnes à chercher du travail et donc une partie d'entre elles à

s'inscrire à l'ANPE. Gérard Cornilleau, sans cet effet d'appel, « le nombre maximum de chômeurs évités en 1988 serait alors environ de 500 000 ». En 1988, le chiffre officiel était de 230 000 et 500 000 chômeurs évités. Il semblerait que depuis cette date il n'ait pas varié de 400 000.

L'autre approche, micro-économique, est réalisée par les experts des salaires du travail et des finances. Les calculs effectués à partir du nombre de bénéficiaires de chaque dispositif, puis à pondérer ce résultat en fonction de plusieurs phénomènes, en particulier l'effet d'appel, qui se situerait entre 10 % et 25 %, aboutissent à un effet de substitution (une embauche non aidée, qui varie entre 10 % et 90 % selon le dispositif). Selon eux, le nombre de chômeurs évités en 1988 était de 754 000 en 1985 et 1,114 million. Aujourd'hui, il avoisinerait les 800 000 personnes.

Si les résultats obtenus par ces deux approches sont différents, leur analyse de fond est identique : il va à l'encontre de bien des idées reçues : le traitement social du chômage ne mérite pas l'exercice d'indignité dont il est l'objet actuellement.

Dans la revue *Économie* sur l'analyse par la Documentation française (janvier 1990), deux experts gouvernementaux

leur analyse de la politique de l'emploi menée en 1988 et 1989 ont ces lignes : « Il est nécessaire d'interroger sur l'efficacité des politiques économiques en faveur de la création d'emplois : une politique de lutte contre le chômage qui repose essentiellement sur l'allègement des coûts salariaux par le biais de réductions publiques n'est incomplète. (...) A l'opposé, les mesures de statut définitif d'activités, quoique coûteuses pour le budget de l'État, ont eu un impact réel et important sur les statistiques du chômage. »

Gérard Cornilleau est encore plus précis. Il écrit que dans la revue de l'OFCE qu'en termes de chômage évité les préretraites, les aides à la formation pour les jeunes et les créations d'emplois non marchands sont les plus efficaces à court terme. Les aides pour les jeunes ont de ce point de vue un rendement légèrement plus faible. (...) En ce qui concerne les aides accordées aux entreprises pour développer l'emploi (...), il s'agit d'une mesure peu rentable en termes de chômeurs directs évités, son unique effet résidant dans la réduction des créations d'emplois. A priori iconoclastes, ces deux analyses incitent à l'élaboration d'un jour nouveau.

Frédéric Lemaître









## EVOLUTIONS

## Les nouvelles cuisines

Les métiers de l'agroalimentaire sont en plein bouleversement

« La restauration collective ? C'est avant tout une affaire de logistique ! » Qu'on en juge ! Les hôpitaux, la réglementation impose qu'entre le moment où les plats sortent d'une chambre froide et celui où le repas est livré, chaud, à chaque malade ne s'écoule pas plus de 15 minutes. Dans les aéroports, dans les gares, l'assemblage final des plateaux-repas doit intervenir avant le décollage des avions ou le départ des trains.

Une course permanente pour le maître qui se voit contraint de répondre à des demandes de plus en plus précises de la part des clients. A l'Assistance publique, les hôpitaux de Paris, le service en portion individuelle est généralisé tandis que dans les autres, il est en cours de mise en place. Quelque 72 000 repas sont servis chaque jour sur une cinquantaine de sites par un régime particulier (sans sel, sans graisse, diététique...). Chez Servair, où le plus grand service de restauration aérospatiale, installé à Roissy, distribue 30 000 plateaux-repas quotidiens, on doit jongler avec 130 à 140 menus différents pour répondre aux demandes multiformes de chaque établissement. Quant à la Sodexo, elle sert quotidiennement quelque 100 000 repas dans une entreprise que dans les années où le chiffre d'affaires était de 1 000 francs.

## Maîtriser le coup de feu

A cela s'ajoute le fait que, depuis une quinzaine d'années, l'agroalimentaire a vu la formidable progression de la préparation et du conditionnement des denrées, bouleversant un peu plus l'organisation du travail dans les unités de restauration collective. Car « si, dans l'assiette, rien ne paraît avoir changé, le métier de cuisinier s'est, lui, totalement transformé », reconnaît Bernard André Houde, secrétaire de la Fédération CFDT des services, lui-même délégué syndical à la Générale de restauration.

En fait, les organisations du travail ont été bouleversées dans les cuisines collectives. Ainsi, les prises prisonnières de délais incompressibles, tels les hôpitaux de Paris ou Servair, la tiennent pour le plus en plus l'on

conditionne les denrées en utilisant des emballages de type industriel (portionnement en chambre froide, ensachage sous vide) afin de limiter, aux périodes de pointe, à l'assemblage des plateaux. A l'inverse, un nombre de techniques de cuisson collective, les cuisiniers ont bien permis de maîtriser le « coup de feu ». Mais le temps de préparation d'un repas collectif ayant largement diminué (de 4 heures à 4 heures 15 en moyenne) le maître a pu générer un nombre croissant de plats à temps partiel, certaines entreprises, telles que la Sodexo, ont aujourd'hui élargi le champ de ces denrées.

En renforçant la qualité du service assuré au client, on est, par exemple, l'objectif poursuivi par les Hôpitaux de Paris, qui ont adopté, en 1990, un nouveau plan quinquennal de modernisation (1990-1995) d'une trentaine de leurs cuisines. Ce plan, qui devrait coûter quelque 480 millions de francs, traduit un virage tournant dans la politique de l'Assistance publique : « Le précédent

confirme Evelyne Botton, à l'origine, poursuit-elle, une cuisine où les produits sont les cuisiniers des cuisines ». En fait, il n'en est rien. C'est l'achat de ces produits, concepteurs de nouvelles recettes, les cuisiniers ont également les maîtres d'ouvrage de cette modernisation site par site. Cette modernisation entraîne souvent une redistribution des rôles. Les « assembleurs » de plateaux et les gestionnaires des cuisines ont remplacé les anciens éplucheurs de pommes de terre et les plongeurs. De fait, la gestion des cuisines devient de plus en plus complexe au fur et à mesure que l'offre se diversifie : « Certaines entreprises exigent que les cuisiniers soient en mesure de leur offrir un plat frais confectionné devant les clients du restaurant », précise Pierre



Lafond, directeur du développement de la Sodexo. Cette réduction du rôle du personnel de cuisine - seuls 1 000 des 2 100 agents des Hôpitaux de Paris devraient en fait continuer d'occuper dans les nouvelles installations, - cette redistribution des rôles a aussi entraîné une certaine spécialisation des tâches. Les cuisiniers à la transformation des denrées, à la préparation des plateaux. Celle-ci devrait aller en s'intensifiant dans les années à venir, les responsables des entreprises cherchent à produire, de façon industrielle, des denrées de plus en plus élaborées. « Les produits semi-fabriqués », dit-on, sont en train de constituer un centre de préparation alimentaire, à « calibrer » et à « portionner », sous vide

## Empilement de tâches

Le nouveau programme prévoit, au contraire, l'installation, sur chaque site, de petites unités d'assemblage de produits semi-fabriqués. « Les produits issus de l'agroalimentaire représentent 70 % des besoins,

et à haute température, le produit.

Parcellisation des tâches. Le travail partiel est, d'une façon générale, bien vu. Le lot de « main-d'œuvre à conditionnement ». En fait, le déroulement de la carrière, ce n'est pas l'heure qu'un empilement de tâches. De même, la formation qui lui est associée se limite-t-elle bien à une succession de tâches de travail plutôt qu'à l'acquisition d'un véritable savoir-faire. « Résultat, il est plus facile pour ces personnels de changer d'entreprise, encore plus de retourner travailler dans la restauration traditionnelle », constate Bernard André Houde.

que certaines entreprises cherchent à faire machine arrière. Sodexo, 36 % du personnel est à temps partiel (contre 11 % en 1988 et moins de 10 % auparavant), un commencement à souffrir des effets pervers générés par un tel système. « La motivation est importante, mais la motivation d'un personnel à désirer », dit Pierre Lafond. Or, cette motivation constitue un élément d'autant plus important que le personnel est à la disposition des clients. Clients des lesquels ces entreprises cherchent à faire machine arrière. Le fait est que la Sodexo, par la qualité de la prestation de service.

Ce souci de « regagner du plein » suppose le développement d'activités annexes telles que le service de nettoyage des cliniques privées. On peut également tenter d'utiliser les locaux des restaurants, inoccupés une fois que les gens ont fini de manger. Mais ces possibilités ne recouvrent qu'un petit métier.

Valérie Devillechabrolle

## ECHANGES

## La culture en stades

Un plasticien sénégalais raconte : lorsqu'il a organisé une exposition d'art contemporain sénégalais à Bruxelles, les gens s'étonnaient de voir des tableaux abstraits ou figuratifs « normaux ». Ils s'attendaient à l'art africain traditionnel avec masques et totems. Son voisin, un compatriote, explique : « En Afrique, l'art est dans la vie et pas dans les musées, et l'artiste est religieux et travaille pour les dieux. » Un poète tunisien, professeur de littérature maghrébine à l'université de Nanterre, intervenant : « Dans les pays arabes, l'artiste est obligatoirement un transgresseur. Le poids religieux de l'islam empêche le libre création artistique. » Lui, par exemple, est réfugié politique et vit en France. La philosophie grec prend alors la parole : « L'artiste est insubordonné et se place dans la société ambiguë. Elle oscille entre la conception d'un artiste marginal, contestataire, maudit, sale, mal habillé et l'artiste officiel honoré, chéri du pouvoir. »

L'attention se fait plus soutenue. Dans ce local accueillant, mais à l'air, sûr tout près du Centre Pompidou, une table sur la place de l'art, dans la société fait partie des débats organisés pour les participants au stage de Formation internationale à la conception, décision et gestion culturelles. Ils sont : une Indienne, une Brésilienne, un Coréen, une Slovaque, une Yougoslave, une Congolaise, une Tunisienne, une Vénézuélienne, une Bulgare, une Hongroise, un Malien, une Roumaine, une Polonaise. Cette première promotion a la certitude d'ouvrir une nouvelle voie et d'inaugurer quelque chose d'essentiel. « Nous sommes des pays de l'Est beaucoup d'appels au secours et de demandes d'aides : comment protéger le patrimoine, comment favoriser les échanges culturels avec les autres pays, comment initier et dynamiser la danse, le théâtre et la musique, qu'est-ce que favoriser l'épanouissement culturel dans une démocratie ? Avec les années d'expérience dans ce domaine, nous avons eu le sentiment que notre devoir était d'aider les autres peuples à gérer leur culture », explique le responsable de l'ANFIAC, Association nationale pour la formation et l'information artistique et culturelle.

L'ANFIAC est un organisme national qui forme des responsables culturels, élabore des outils de décision et d'information pour les professionnels et les élus, et contribue à une réflexion sur les conditions de la vie artistique et culturelle. Le département des affaires étrangères du ministère de la culture est à l'origine de cette initiative et a travaillé depuis deux ans sur la mise en place de stages culturels pour étrangers de toutes nationalités.

## Projet personnel

En avril dernier, après quelques entretiens, le processus a été lancé sous l'égide de l'Unesco, et avec le ministère des affaires étrangères, celui de la coopération, et l'université de Bourgogne. Les promotions seront de quinze personnes, et si cette première année est un peu réduite, la brièveté des délais en est la cause : l'appel d'offres a été lancé en avril et les stagiaires étaient opérationnels le 4 novembre. La sélection se fait à deux niveaux : les services culturels des ambassades font un premier tri et vérifient les critères des profils demandés.

Le choix définitif est effectué à Paris par les responsables pédagogiques du stage, aidés d'un comité de suivi où siègent les divers partenaires. Sur quarante dossiers présentés, trois ont été retenus. Les caractéristiques des candidats sont les suivantes : âge minimum vingt-cinq ans - la promotion actuelle a trente ans en moyenne, le bilinguisme étant bilingue de vingt-cinq ans, et le d'origine de la langue française écrite et orale, formation équivalente à bac + 4, niveau universitaire, deux années au moins dans le secteur culturel. A cela s'ajoute un projet personnel s'intégrant dans le contexte culturel du pays d'origine. Le ministère de la culture finance le plus gros de l'opération en accordant des bourses de 4 150 francs par mois. « Pour se loger à Paris, ce n'est pas Pérou,

explique le responsable des stagiaires. Nous vivons en résidence universitaire à Antony, ce qui n'est pas idéal. Heureusement, nous avons tellement de travail que les tentations du shopping parisien nous sont égarées. »

La formation fait alterner des cours et des exposés, des séminaires, des expérimentations sur le terrain et des voyages d'études. Un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de politique culturelle et action artistique, option internationale, est délivré par l'université de Bourgogne après validation et soutenance d'un mémoire qui demande un énorme travail personnel. De plus, chaque stagiaire est responsable de la gestion d'une journée sur la politique culturelle de son pays : cette opération de transmission des connaissances s'appelle « Regards croisés », et c'est un grand facteur d'enrichissement mutuel : un Coréen découvre le Vénézuélien, un Hongrois la Tunisie, un Malien la Bulgarie. Pour Brigitte Ramer, responsable de la formation, le but n'est pas seulement de les initier aux pratiques culturelles françaises, mais de découvrir les repères mutuels les uns des autres.

## De Montpellier à Barcelone

La jeune Brésilienne Isaura a fait venir sa fille de quatorze ans et son mari, chanoine, vient de rejoindre. Le Coréen Sung Woo habite Paris avec sa femme, car il est aussi correspondant d'un quotidien sud-coréen. A part ceux-là, tous les stagiaires sont déracinés de leur milieu affectif et cherchent dans le groupe la chaleur, la convivialité et la sécurité.

Début décembre, ils ont fait un voyage à Montpellier et à Barcelone. Motif : étudier, dans le cadre de Languedoc-Roussillon, les effets de la décentralisation sur les collectivités territoriales. Le groupe a assisté à une réunion de service de la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles), il a visité la médiathèque de Montpellier, a étudié la problématique de l'aménagement du port de Gard, ainsi que le projet du Carré d'art, le nouveau musée d'art contemporain qui ouvre ses portes fin 1992. Des rencontres avec l'équipe de danse de l'Opéra de Montpellier, avec la troupe de théâtre des Treize vents, installée hors les murs, dans un ancien domaine viticole, avec le délégué d'art contemporain municipal étaient au programme, ainsi qu'un débat sur la notion de développement local et culturel avec les responsables de la DRAC.

De Montpellier, le voyage se poursuit vers Barcelone, mais la petite troupe cosmopolite était escortée d'un groupe d'Espagnols du Centre d'études et de ressources culturelles de la députée de Catalogne. Visite inévitable au chantier des Jeux olympiques, de la télévision locale et du département culturel de la Generalitat de Catalogne, spectacle au théâtre installé dans l'ancien marché aux fleurs, sorte de Carroussel de Vincennes locale.

Pour Tapas Bhatt, l'Indienne, de merveilleux souvenirs - la Fondation Miro, le musée Tapas, la découverte de Gaudí - tempérée, hélas, par l'agression dont elle fut victime devant son hôtel : un voyou lui a volé son sac à main contenant tous ses papiers, y compris la précieuse carte de séjour française. Un incident fort désagréable au moment, mais finalement facteur de solidarité pour le groupe.

Javier et février : les séminaires se succèdent. Le mois de mars sera consacré à un stage dans divers services et établissements culturels français. « Nous construisons l'année ensemble », affirme Brigitte Ramer. Cette année est, à quelque sorte, une d'expérimentation, une découverte, pour moi comme pour eux. Peut-être la routine viendra et un jour. Pour cette promotion 1991-1992, l'apprentissage est pour les stagiaires que pour les étudiants. »

L. D.

## STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible sur tapart directement 3615 LEMONDE.

Les personnes intéressées peuvent contacter directement STAGE'ETUD (47, rue Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des offres de la MINEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-93. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement le service des offres au (1) 45-46-16-20.

## GESTION

Lieu : Marseille. Date : indéterminée. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS ou DUT. Logistique transports. Anglais. Mission : support transport terrestre : import-export. 11771.

Lieu : Marseille. Date : indéterminée. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Gestion de l'entreprise. Mise en place d'un système de gestion dans l'entreprise, suivi du démarrage. 11772.

## COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 2 mois. Ind. : 6 000 F. Profil : bac + 2, comptabilité, gestion. Mission : au sein de la division financière, tâches administratives liées à la préparation de la déclaration DADS 2 (honoraires et courages). 12703.

## PERSONNEL

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4/5. Droit du travail. Mission : conseil en législation sociale, suivi des contentieux prud'hommes. Gestion du personnel. 13676.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 4. Ecole de commerce, micro-informatique et anglais. Mission : assistance des consultants en recrutement.

missions d'approche directe des candidats, participation à la gestion de bases de données d'entreprises et de candidats, participation à la prospection commerciale. 13668.

## MARKETING

Lieu : Champigny. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : 20 % sur les ventes. Profil : bac, commercial. Mission : prospection et souscription d'abonnements. 14235.

Lieu : Aquitaine. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Marketing. Mission : démarcher auprès des chambres de commerce. 14231.

Lieu : Les Ulis. Date : indéterminée. Durée : à convenir. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : relations téléphoniques sur portefeuille existant et suivi de mailing. 14228.

Lieu : Bourgogne-Besancon. Date : indéterminée. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Ecole de commerce, anglais, souhaité. Mission : assister chef de publicité et de promotion, études de marché, marketing direct. 14218.

## SECRÉTARIAT

Lieu : Marseille. Date : été. Durée : 1 mois ou +. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, secrétariat et frappe. Mission : secrétariat classique et réponse au téléphone. 24008.

Lieu : Montreuil. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : 6 000 F. Profil : bac. Mission : secrétariat, frappe du courrier. 24007.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac, formation professionnelle, secrétariat, TTX, anglais, élément les chiffres, moins de 25 ans. Mission : secrétariat et frappe. 24001.

Lieu : Saint-Maur-des-Fossés. Date : indéterminée. Durée : 3 mois mini. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 2. Word sous Windows si possible, anglais. Mission : secrétariat. 24895.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, expérience bureautique, goût pour l'informatique. Mission : au sein du département « ressources humaines », tâches administratives liées au recrutement. 24963.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 6 mois à mi-temps. Ind. : à définir. Profil : bac + 1. Mission : après formation interne au TTX et base de données, saisie et frappe sur logiciel Works sur Macintosh. 24852.

## VENTE

Lieu : Trappes et France entière. Date : immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac. Mission : commercial pour vente de matériel professionnel. 16088.

Lieu : Mantes-la-Jolie. Date : toute l'année. Durée : 2 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. BTS section commerciale, école de commerce ou universitaire. Mission : relation commerciale à responsabilité dans l'hypermarché. 16088.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : frais de déplacement + repas + % sur ventes. Profil : bac + 2/3. BTS force de vente. Mission : vente par téléphone à une clientèle référencée, prise de rendez-vous et commercialisation de produits dans le domaine de la confection. 16080.

Lieu : Marne-la-Vallée. Date : immédiate. Durée : 6 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. Ecole de commerce. Mission : au sein de la force de vente régionale, prospecter et développer un segment de clientèle, identifier les potentiels de vente à la vente. 16080.

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, anglais, techniques de l'hôtellerie (ensemblement). 16039.

## INFORMATIQUE

Lieu : Paris-La Défense. Date : avril. Durée : 10 semaines. Ind. : 500 F/mois. Profil : bac + 2, RUT informatique de gestion. Mission : participer à tant qu'analyseur programmeur, programmation tout langage, mission chez nos clients. 17035.

Lieu : Bordeaux. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/4. BTS ou maîtrise informatique, programmation tout langage. Mission : projets ou développement Unit, Oracle, Geoco huit et autres. 17034.

Lieu : Pentin. Date : immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/3. Logiciel de gestion, gestion de gestion. 17031.

## COMMUNICATION

Lieu : Equilles. Date : indéterminée. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. Mission : enquêtes, doublement de documents, suivi dossiers, études. 18221.

## TECHNOLOGIE

Lieu : Bâle (Allemagne). Date : immédiate. Durée : 11 mois. Ind. : 750 DM. Profil : bac + 3/4, bonne maîtrise de l'informatique, allemand (B) à 6 semaines sur système allemand, allemand/anglais. Mission : construction et adaptation de logiciels. 22579.

Lieu : Evry et R.P. Date : immédiate. Durée : 10 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3 à 5, technique automatique et ingénierie. Mission : étude et réalisation de 4 lignes de paléostation automatique pour bouteilles P.E.T. 22573.

## DROIT

Lieu : Paris. Date : immédiate. Durée : 11 mois. Ind. : SMC. Profil : bac + 5, maîtrise, école de commerce, économie, finances, Lettres. Mission : stage en back office, traitement administratif de données financières. 22603.

## AUTRE

Lieu : France entière. Date : indéterminée. Durée : indéterminée. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, posséder un véhicule. Mission : grandes opérations ponctuelles d'enquêtes routières (automobilistes). 22156.

هكذا من الأصل











## Gestion et des Finances

Groupe international spécialisé dans le TP  
recherche pour une de activités internationales un

### Finance and Administration Manager

#### Asie

Rattaché au Directeur l'activité. Agé de 30/45 ans, issu d'une formation supérieure, de type ESC ou universitaire, vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 années acquise dans un environnement similaire. Vous bilingue anglais.

En collaboration avec l'équipe dont vous assurez l'animation et la motivation, vous serez l'interlocuteur de la maison mère et des différents partenaires extérieurs. Ce groupe en forte croissance vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Rémunération motivante  
Agé de 30/45 ans, issu d'une formation supérieure, de type ESC ou universitaire, vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 années acquise dans un environnement similaire. Vous bilingue anglais.

Contactez Jean Kerckhove, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél. + rém. actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, réf. JK7735MO.



Michael Page Finance

Spécialiste en recrutement Financier

### Quand votre talent s'exprime au sein d'un grand groupe international, c'est votre potentiel qui est valorisé.

GRUPE FRAMATOME,  
14 000 PERSONNES,  
CA 12,5 MILLIARDS DE F.  
4 D'ACTIVITÉ :  
NUCLÉAIRE, CONNECTIQUE,  
MECANIQUE, INFORMATIQUE  
AU SERVICE DES  
INDUSTRIES NUCLEAIRE,  
SPATIALE, AUTOMOBILE,  
PETROLIERE, ALIMENTAIRE...

#### Jeunes auditeurs financiers

Au sein de l'équipe d'audit interne, vous assurez des missions d'audit financier et comptable, ainsi que des analyses économiques opérationnelles dans les unités et filiales de Framatome dans le monde et vous rédigez les recommandations suite aux missions. Vous participez à des missions de diagnostic et d'évaluation des sociétés dans le cadre d'opérations financières (telles que : rapprochements d'entreprises, accords de coopération...).

Vous avez complété une formation supérieure en gestion (HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent) par un DECS et une expérience réussie d'environ 2 à 3 ans en cabinet d'audit ou une entreprise industrielle à vocation internationale. Vous maîtrisez les techniques d'audit anglo-saxonnes et rigoureux, de sérieux qualités rédactionnelles ainsi que la maîtrise de l'anglais indispensables. De réelles perspectives d'évolution pour vous être offertes au sein du Groupe. Adressez lettre, CV, photo et prétentions à : réf. AIG01, à Stéphane Tisserand, Département Recrutement, Prévisionnelle, Groupe Framatome, 16, 92084 Paris-la Défense.



GRUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

### JEUNES CONTROLEURS DE GESTION

#### LA DIVISION TRANSPORT ET DISTRIBUTION D'ENERGIE

C.A. 10 milliards, recherche pour Siège à  
Lyon - Villeurbanne

Directement rattachés au Directeur du Contrôle de Gestion de la Division, ils ont pour missions principales l'analyse de systèmes de gestion, les budgets annuels et les réalisations mensuelles des Départements et Filiales. Ils proposent les corrections correctives nécessaires et assurent l'application des décisions prises. Une solide formation type Grande Ecole de Commerce, la

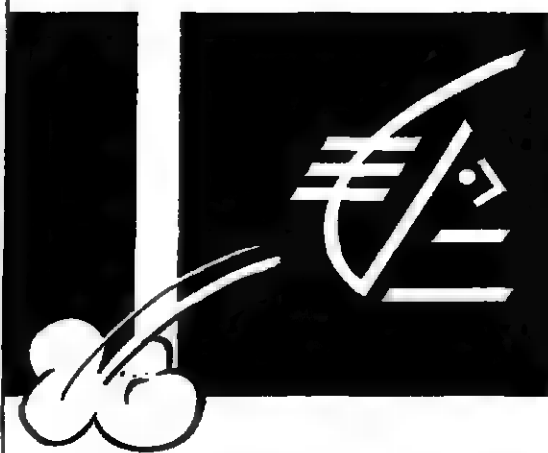
connaissance de l'Anglais (et si possible de l'Allemand), la pratique de la micro-informatique sont nécessaires.

Une première expérience en milieu industriel ou Cabinet serait appréciée. Evolution vers la responsabilité du Contrôle de Gestion d'un Département ou d'une Filiale.

#### GEC ALSTHOM

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous référence 91267 M à Lévi-Tournay/ASSCOM 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 PARIS qui transmettra.

### RESPONSABLE DECISION ENGAGEMENTS



... PARTICIPEZ A NOTRE  
ÉVOLUTION A L'OUEST

La d'Epargne de France Ouest, forte de plus de milliards de total de bilan affirme son commerciale. Directement rattaché au Directeur des engagements, vous déciderez ou émettez un avis sur les demandes de crédit présentées au comité engagements. Parallèlement, vous participerez à la mise en place du suivi de l'activité de service, des personnes que vous formerez, dans le souci d'une analyse du risque améliorée.

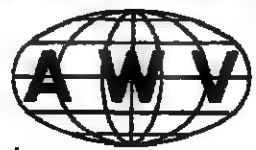
A ans environ, vous avez une formation supérieure (école de commerce, université) et/ou IFR/CESEB, vous possédez une expérience de engagements d'au moins 5 ans en banque à réseau généraliste. Vous maîtrisez donc le risque PME/PMI particuliers. Une expérience du terrain est indispensable ainsi que de solides connaissances économiques et juridiques. Vos qualités naturelles de pédagogie et de sens de l'animation sont des atouts. Vous êtes à Saint-Quentin en Yvelines. Pour un premier contact, adressez CV + lettre manuscrite + photo sous réf. M14.1 à Agnès Zappé CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE OUEST Vauban 78111 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

### AUDITEUR INTERNE Paris. 250 KF+

Avec plus de 400 MF d'investissement et 1 milliards de CA, 32 filiales, une forte croissance, ce groupe coté en Bourse se développe dans la fabrication et la commercialisation de produits pour le bâtiment ainsi que la location de matériel de chantier où il est N°1 en France. Sa réussite tient avant tout à une stratégie d'implication forte des responsables opérationnels liée à une pédagogie ferme et vivante venant du holding ; l'audit est donc ici plus qu'une façon de contribuer au résultat : c'est un levier stratégique essentiel.

A ce titre, il est associé à l'équipe de direction du holding. Bras droit du directeur de l'audit, il contrôle les procédures administratives, comptables et financières de filiales, rassemble et normalise leurs budgets, participe aux audits d'acquisition à la consolidation des comptes, manage les deux comptables et les deux secrétaires de son service.

Vous avez 28 ans, vous êtes autonome, enthousiaste, pugnace, convaincant, avec votre formation (ESC ou équivalent), vos connaissances comptables (niveau DECF) et votre première expérience terrain, vous vous êtes reconnu dans ce poste d'avenir : pour en parler, René CASIMIR, directeur AWW, votre contact personnel et confidentiel : appelez-le maintenant (1) 47-20-06-50 ou écrivez-lui : (lettre, CV, photo) : 1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 PARIS.



Ressources Humaines



MATIF : MATIF à Terme leader Europe.

Pour une sécurité à tous les niveaux du marché, le département "Contrôle et Gestion des Risques" a pour missions essentielles d'évaluer les engagements pris par les principaux intervenants, de vérifier le respect des règles en vigueur, d'apprécier la place l'organisation des membres du MATIF. Nous recherchons pour ce département deux contrôleurs

- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des carrières
- Une politique de formation

### JEUNES DIPLOMES DE GRANDES ECOLES DE GESTION

Vous avez des stages significatifs dans le milieu financier. La rigueur, le goût pour l'analyse alliés à des qualités de contacts et de diplomatie seront nécessaires pour réussir. Vous serez intégrés à une équipe de jeunes cadres. Nous vous formerons pour permettre de contribuer à notre professionnalisme, reconnu par toutes les places financières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence B 801 sur l'enveloppe, à notre conseil Ornicar - Place de l'Opéra - 6, Halévy 75009 PARIS.

ornicar  
GRUPE H&C CONSEIL



## Gestion et des Finances

**Gérer**  
verbe du premier groupe

**AUDITEURS SENIORS**

Groupe dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

Jeunes diplômés, vous avez une première expérience d'environ 5 à 5 ans dans un cabinet d'un groupe industriel.

Nous vous proposons, au sein d'une petite équipe, participer à l'organisation du : audits opérationnels, audits procédures, audits d'acquisitions...

En véritable chef de mission, vous metrez en avant vos qualités de rigueur et d'organisation, votre sens des contacts et votre capacité à animer des équipes d'auditeurs juniors.

Pour ces postes, vous accepterez des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Vous maîtrisez l'anglais et une 2<sup>e</sup> langue européenne.

À terme, notre groupe saura vous offrir de réelles responsabilités opérationnelles.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), à Roger Jeannin, CADRESSOR, 101 rue de la République, 75001 PARIS.

**LAFARGE COPPEE**  
leader mondial des matériaux de construction

**PROCHE BANLIEUE OUEST**

Nous sommes la filiale française (CA 650 MF, 700 personnes, 2 usines) du n°1 mondial américain du contrôle industriel et de l'automatisation (CA \$ 6,3 milliards, 60 000 personnes). Nous recherchons notre

**CONTROLEUR DE GESTION (H/F)**

**"COST ACCOUNTING & PLANNING SUPERVISOR"**

Rattaché au "Finance Manager" et d'une équipe de personnes, interlocuteur privilégié des responsables opérationnels de nos 18 "business units", un rôle très opérationnel vous attend : supervision de la comptabilité analytique, centralisation, élaboration et analyse des reportings mensuels, élaboration et suivi des budgets annuels, contrôle budgétaire, amélioration permanente des procédures.

A environ, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, MSTCF...) et, si possible, du DECF. Vous avez acquis, depuis 5 ans environ, une maîtrise des techniques et procédures comptables françaises et anglo-saxonnes en milieu industriel dans un environnement international. Vous avez un goût prononcé pour la micro-informatique et possédez une bonne expérience de logiciels gestionnaires de type de l'anglais vous permettra d'évoluer au sein d'un groupe international réputé.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) sous référence H 333 M à YOUNG CONSEIL - 51, rue Louis Blanc, Cedex 75 PARIS La Défense 1, qui étudiera votre dossier avec toute confidentialité.

**ERNST & YOUNG**  
CONSEIL

**UN JEUNE CONSEILLER DE GESTION AUPRES DE NOS ASSOCIATIONS...**

Des méthodes originales, une pédagogie active ont donné une renommée à notre important Centre de formation.

Les jeunes comme les entreprises du BTP nous témoignent leur confiance depuis de longues années.

Nous proposons des structures comme les nôtres, en plus du contrôle budgétaire que vous allez exercer, vous aurez un véritable rôle de conseil auprès d'une quinzaine d'associations concernant : finance, administration, gestion de personnel, informatique, négociations pour financements, etc.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, si possible complété d'un DECS, vous avez une première expérience de 3/4 ans dans le contrôle de gestion et des connaissances en comptabilité générale et analytique.

Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature à la référence 1169/6 à notre Conseil SODERHU, 35 rue de Liabonne - 75008 PARIS.

**SODERHU**  
membre de SYNERG

**Responsable gestion comptable**

Avec 9 milliards de chiffre d'affaires, nous représentons des toutes premières structures au service du BTP : Retraite, Assurance, Santé, Loisirs.

**Votre potentiel et votre mobilité font la différence...**

A 30 ans environ, vous êtes diplômé d'une grande école de commerce. Vous avez acquis, en outre, une formation comptable de haut niveau et en maîtrisez les applications informatiques.

Au sein de notre Direction de l'administration générale, à la tête d'une équipe de 10 personnes, vous assurerez d'abord la mission de comptabilité classique.

Parallèlement, vous créerez les procédures comptables liées au lancement de nouveaux produits, en coordination avec l'informatique des Directions régionales.

Poste basé à proximité de Nice.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Directeur des Ressources Humaines, CNRO, BP 300, 06808 Cannes-sur-Mer Cedex.

**CNRO**

Caisse Nationale de Retraite des Ouvriers de Bâtiment et des Travaux Publics

**Directeur Administratif et Financier**

De niveau DECS minimum, vous possédez des connaissances dans le domaine des Travaux Publics ainsi qu'au moins 10 ans d'expérience.

Vous serez responsable des Services Comptable et du Personnel.

Ce poste sera basé au Nord Pas de Calais avec des déplacements en région parisienne.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 34317 à OP&A - 2, rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra.

**ORGANISATEUR SENIOR**

Partenaire économique reconnu sur nos 3 régions (Ile de France, Lorraine et Champagne-Ardenne), nous travaillons chaque jour à l'optimisation de nos performances. Nous recherchons un collaborateur pour notre département (30 personnes) à Nancy.

Plus qu'à votre formation supérieure, nous serons attachés à votre expérience (3 à 5 ans) du milieu financier, voire bancaire, ainsi qu'à vos compétences en gestion de projets.

Une bonne connaissance de l'informatique constituerait un atout.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération à SNVB - Hugues ALBINET - DRH - place Maginot - NANCY Cedex.

**SNVB LA BANQUE D'INITIATIVES**

**NOTRE VOLONTÉ : Améliorer encore notre rentabilité (politique du juste à terme, contrôle des flux...), nous recherchons donc pour étoffer nos équipes un**

**ESC ou Ecole d'Ingénieur + 5 ans d'expérience**

Vous êtes, soit un gestionnaire doué d'une bonne approche terrain, soit un ingénieur passionné par la gestion. Nous vous formerons, pendant un an, au siège de notre Division (Région Parisienne), aux procédures du Groupe, aux outils de gestion en place, aux produits et à l'environnement technique. Puis vous deviendrez dans notre Etablissement de Normandie notre

**CONTROLEUR GESTION INDUSTRIELLE**

Vous pourrez alors innover la mise en place d'indicateurs, les performances industrielles et les résultats des usines (stocks, investissements, prix de revient, budgets et budgets budgétaires...). Vous serez également garant du fonctionnement des audits et procédures de l'établissement et chargé du reporting au Groupe.

contact, diplomatie, souplesse, seront nécessaires pour vous imposer un secteur en mutation.

INTÉRESSÉ ? Adressez rapidement votre dossier (lettre, CV, photo et prét.) à PARFRANCE ANNONCES - rue Lacaze - 75015 PARIS qui transmettra.

**SPECIALISTE PAYE**

Importante entreprise de Presse recherche spécialiste paye.

**VOTRE PROFIL :**

- Vous avez une expérience professionnelle d'au moins cinq ans.
- Vous avez le sens de la communication et des contacts et souhaitez approfondir les problèmes liés à la paye.
- Vous êtes de préférence responsable de paye dans un cabinet comptable, spécialiste de paye d'entreprise où vous possédez une formation et une expérience d'agent de contrôle de l'URSSAF.

**NOUS VOUS PROPOSONS :**

- Un travail motivant dans une équipe pluridisciplinaire.
- De réelles perspectives de carrière dans un groupe en plein développement.

Ce poste convient particulièrement à un jeune de 30 ans dynamique et désireux d'appliquer ses connaissances dans un cadre différent de celui où il travaille actuellement.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à :

L.T.O. (Service Recrutement)  
44 Avenue de la Bourdonnais  
75007 PARIS

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 LM

صكنا من الله صل







Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT  
AGRICOLE D'ILE DE  
FRANCE CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES :  
264 AGENCES,  
3 000  
COLLABORATEURS.



Etablissement bancaire de premier plan, nous  
recherchons notre

### SPECIALISTE EN DROIT IMMOBILIER

pour l'acquisition et la cession de notre patrimoine  
immobilier.

De formation 3ème cycle, vous possédez une  
expérience d'environ 5 à 10 ans acquise chez un  
professionnel de l'immobilier ou chez un utilisateur.

Vous serez chargé(e) de :  
• la prise en charge de la partie juridique des  
négociations et vue des acquisitions (murs, baux,  
parts...),  
• la responsabilité des montages divers.

Vos qualités relationnelles vous permettront  
d'assurer une coopération efficace avec les  
différents intervenants de chaque opération.

Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, et prétentions sous  
réf. LM/01 au Directeur du Service Agréé du Crédit Agricole  
France - 26, Quai de la Marne - 75561 PARIS CEDEX 12.

GRAND GROUPE  
BANCAIRE ET FINANCIER  
à l'initiative  
INDUSTRIELLE  
nous recherchons  
pour notre DIRECTION  
DE AFFAIRES  
JURIDIQUES

## jeune Juriste expérimenté

A 28-30 ans environ, titulaire d'un troisième cycle juridique (DEA ou  
DESS), vous avez au moins 3 ans d'expérience dans une entreprise,  
une étude de notaire, un cabinet d'avocats ou de conseils juridiques,  
pendant laquelle vous avez acquis une bonne connaissance du droit  
immobilier.

Aujourd'hui, vous souhaitez associer, au sein d'une équipe de  
juristes, à des montages d'opérations immobilières souvent très  
importantes, à élargir vos domaines de compétence aux aspects  
juridiques des relations bancaires et la clientèle de particuliers.  
Pour évoluer dans un environnement de haut niveau, vous souhaitez  
faire apprécier vos qualités d'expert, votre potentiel, votre  
dialogue et de la communication.

Bien entendu, la dimension internationale de notre Groupe vous  
permettra de valoriser à moyen terme votre maîtrise de l'anglais.  
Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo, sous la réf. 509, à  
MEDIAPA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT  
CEDEX, qui transmettra.

## JURISTE D'AFFAIRES

À la tête d'une équipe restreinte de juristes de haut niveau, vous avez une mission  
d'ingénierie et de conseil sur des dossiers divers (audit juridique de dossiers de  
prêts, investissements immobiliers, fonds propres, financements de projets spé-  
ciaux...), concernant une clientèle d'entreprises de taille significative.

Après une formation juridique supérieure (DEA/DESS...), vous avez acquis une expé-  
rience polyvalente d'un minimum de 3 ans, et si possible une spécialisation en  
droit immobilier ou en droit public, de préférence au sein d'un établissement bancaire.

Ce poste basé à Paris requiert rigueur, créativité, goût du travail en équipe et des  
montages financiers et une bonne connaissance de l'anglais écrit.

Merci d'adresser une lettre de candidature manuscrite, CV, photo et votre  
rémunération actuelle au Crédit National, Département des Ressources  
Humaines, 45 rue Saint Dominique 75700 Paris.



Crédit National

Une formation juridique  
supérieure, 5 ans  
d'expérience de juriste  
dans un environnement interna-  
tional vous ont permis  
d'acquies rigueur et pro-  
fessionnalisme.

Fort de ces compétences,  
vous souhaitez aujourd'hui  
rejoindre un groupe  
bancaire innovateur.  
La Direction des Affaires  
Juridiques et Financières du  
Crédit Commercial de  
France vous propose de  
participer au dévelop-  
pement de ses activités  
internationales.

Au sein d'une petite équi-  
pe vous interviendrez en  
tant que conseil auprès  
de diverses directions  
et piloterez avec auto-  
nomie des projets variés  
sur différents pays

### Juriste International

(financement de projet,  
titrisation de créances...)  
Développant de nom-  
breux contacts en interne  
comme à l'extérieur  
du CCF, vous serez  
instaurer des relations de  
confiance avec vos  
interlocuteurs et vous  
amènerez à vous déplacer à  
l'étranger.

Votre esprit d'initiative  
et votre sens des respon-  
sabilités, vous permet-  
tront d'évoluer au sein de  
notre groupe en fonction  
de votre potentiel et de  
vos aspirations.

Merci d'adresser votre  
dossier de candidature  
sous la réf. J/01 au cabinet  
SdB Conseil - 240, rue  
Rivoli 75001 Paris.



PENSER L'ARGENT AVEC INTELLIGENCE

Groupe International de premier plan réalisant  
un CA de 1 Mds FF recherche son

## Responsable Juridique

Rattaché au Directeur Financier et assisté par une  
collaboratrice, vous serez principalement chargé de la  
gestion des dossiers de droit des sociétés, des aspects  
commerciaux et d'assurance, l'assistance et le  
conseil aux opérationnels en droit fiscal, social et  
international ainsi que le suivi des marques et du contentieux.  
Agé d'environ 30/32 ans, titulaire d'un 3ème cycle de  
droit, vous justifiez d'une expérience significative  
(5/6 ans) dans une entreprise ayant une activité  
internationale. L'anglais courant est indispensable.  
Le poste est basé en région parisienne ouest.

Contactez Thierry Virol au (1) 42.89.30.03 ou adressez  
CV + photo + rémunération actuelle à Michael Page  
Tax & Legal 10, rue Jean Goujon 75008 Paris, réf. TV7744MO.



Michael Page Tax & Legal  
Spécialiste en Juridique et Fiscal

LEVALLOIS, proximité Métro  
UN DES PIONNIERS FRANÇAIS DE  
LA FRANCHISE DE DISTRIBUTION  
(plusieurs centaines de points de vente),  
cherche son

## JURISTE D'ENTREPRISE HF

Qui sera chargé, en relation étroite avec le  
Directeur Administratif et Financier, d'un rôle de  
négociation et de relations juridiques avec les  
FRANCHISES.

Le poste suppose :  
- une formation de base, polyvalente en Droit  
des Affaires, complétée par une spécialisation  
de 3ème cycle en Droit des Contrats et des Accords,  
le DJCE serait un atout particulièrement  
apprécié ;  
- une expérience de terrain d'au moins 4 ou 5 ans  
faisant appel de façon constante aux techniques  
juridiques appliquées au secteur Distribution.  
Outre les qualités propres à un Juriste, ce poste  
très vivant suppose des dons accentués  
RELATIONNELS ET D'ORGANISATION.

Ecrire avec CV et prétentions à notre Conseil  
Mme D'ORNANT que nous sommes chargée  
d'instruire et de rechercher en toute confidentialité.  
KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers - 92200  
NEUILLY S/SEINE.



### EMPLOI

Le mardi,  
c'est tout un Monde

RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

- Le Monde du Premier Emploi
- Le Monde de la Gestion et des Finances
- Le Monde des Ressources Humaines
- Le Monde des Juristes
- Le Monde des Cadres
- Le Monde de la Fonction Commerciale
- Le Monde de l'Informatique
- Le Monde des Secteurs de Pointe

Le Monde  
INITIATIVES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

مكتبة الامم المتحدة



## Spécialiste enregistrement

Laboratoires

**Zyma** (Suisse)  
Groupe CIBA-GEIGY

Nous sommes un groupe pharmaceutique multinational situé à Nyon près de Genève. Notre effectif est voisin de 1000 personnes et notre chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs suisses. Notre forte expansion et nos importants projets de développement particulièrement dans le domaine de l'AUTOMEDICATION, nous amènent à créer un nouveau poste au sein de notre unité Drug Regulatory Affairs.

Responsable d'un groupe de produits au niveau international, vous prendrez en charge la constitution et la gestion de l'unité d'enregistrement, et coordonnerez les travaux avec les sociétés locales. Vous serez directement rattaché au responsable de l'unité Drug Regulatory Affairs, et vous devrez constituer et animer un petit groupe de collaborateurs au sein de cette unité.

Vous possédez une solide formation scientifique (pharmacien ou autre...) et une réelle expérience de l'enregistrement si possible dans un environnement international. Vous êtes motivé, convaincant, créatif, et vous avez de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous offrons des prestations et conditions de travail avantageuses ainsi qu'un environnement professionnel dynamique où vous pourrez développer vos compétences et vos responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil en France Madame Christiane MONTEIL - 17, rue Galilée - 75116 Paris (Tél. 47 47 47 ou 09 10 47) qui vous garantit une totale confidentialité.

**Cabinet Monteil**  
conseil en recrutement

## DES RISQUES BIEN CALCULÉS !

Grande Banque Parisienne recherche pour sa  
salle des marchés, le

### RESPONSABLE COMMERCIAL de l'activité Gestion du risque de taux

Diplômé de l'enseignement supérieur de type HEC-ESSEC-SUP de CO., vous avez acquis une expérience d'environ deux ans dans ce domaine.

Excellent commercial, nous vous confierons la responsabilité du marché d'Entreprises et Institutionnels.

Vous serez chargé de développer notre clientèle et de commercialiser l'ensemble des instruments francs et hors bilan (swaps et produits optionnels).

Votre mission très complète permettra d'apporter à vos interlocuteurs, Trésoriers et Directeurs Financiers, un conseil de forte technicité.

Vous contribuerez ainsi à favoriser et à fidéliser la relation banque/entreprises.

Adressez votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, au réf. 8219, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75004 Paris.

MARKETING

ET

INDUSTRIE :

OPPORTUNITÉ

POUR UN...

Filiale d'un des premiers groupes français, FILOTEX qui emploie 1 100 personnes dans 4 divisions, leader européen sur le marché des filtres de précision. Dans un contexte d'autonomie, notre Division de Draveil dans l'Essonne (CA 160 Millions - 250 personnes) connaît une impatience son développement.

## RESPONSABLE MARKETING

Rattaché au Directeur de la Division, avec l'aide de son équipe, il sera chargé d'analyser l'évolution des marchés, de déterminer les produits à développer en anticipant les implications sur les choix des moyens technologiques. Cette fonction de stratégie globale, dont le terrain d'application concerne la France que l'Europe, se double de l'éventail des responsabilités opérationnelles de plus court terme (politique de promotion - tableaux de bord - études actualisées...). Naturellement, son action conduit à participer à la définition des objectifs commerciaux, à démultiplier les efforts internes (réseaux de services techniques) et externes (agences - clients). Après vos études supérieures votre expérience crédible confirmée en milieu industriel vous a familiarisé avec ces aspects, à tel point qu'aujourd'hui vous êtes prêt à prendre la tête pour la première place. Avec une maîtrise pratique de la langue anglaise et une forte motivation, vous devriez écrire, sous référence M 1113 C, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu - 75001 PARIS.

NEMESIS

SCETA voyageurs

rechercher, pour notre département ingénierie et développement, plusieurs

Notre Groupe est un des tout premiers du transport public de voyageurs. Nos filiales emploient près de 2 500 personnes et gèrent 1000 véhicules. Notre forte expansion nous conduit à

## JEUNES CHEFS DE PROJETS

diplômés grandes écoles (ingénieurs ou ESC)

Après une formation d'environ six mois de notre métier de chef de projet, vous prendrez la direction d'une représentation régionale, organisée en centre de profit. A la tête d'une équipe de techniciens, vous conduirez toute autonomie des missions très variées incluant : une forte technicité (organisation, informatique...), le marketing des services publics, la conception de solutions sur mesure (étude de nouvelles lignes, création de plates-formes d'échanges, correspondances avec les nouvelles dessertes TGV, métro, etc) et la négociation à haut niveau avec les instances de décision (collectivités, élus, administration). A votre diplôme, vous ajoutez impérativement une première expérience réussie d'au moins 3 ans dans la conduite du changement. Vous avez de préférence mené des missions complètes, depuis les études jusqu'aux détails de la mise en œuvre et suivi des résultats. Votre sens des réalités, votre imagination, vos qualités relationnelles et votre potentiel d'entrepreneur vous conduiront à moyen terme vers la direction d'une filiale.

hld

Merci de confier votre dossier complet (CV, lettre manus., photo, salaire act.) à notre Conseil Gisèle GUILLOU sous référence SCE - HERVE LE BAUT CONSULTANTS - 57 Rue des Mathurins, 75009 PARIS - Tél : 42 65 39

**fnac**

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT IMPORTANT, LA FNAC (40 MAGASINS EN EUROPE, 7,4 MDS DE CA) ENTREPREND LA REPORTE DE L'ENSEMBLE DE SON OUTIL INFORMATIQUE.

### ORGANISATEUR H/F

En intégrant notre service organisation, vous participerez à la restructuration du système de gestion unitaire de nos départements photo et vidéo.

Vous prendrez plus particulièrement en charge la définition du processus des entités concernées (poste, travail, flux physiques, flux administratifs) et des procédures utilisateurs.

Après une formation de type commerce ou équivalent, vous justifierez d'une première approche de la fonction, acquise en entreprise ou dans un cabinet conseil en organisation (stage ou expérience d'environ 1 an). La connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur est vivement souhaitée.

Un réel savoir-faire relationnel, une communication, le goût du terrain allié à un bon esprit d'analyse et à une synthèse des points forts de votre personnalité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au réf. 57MR, à Michèle Renoux, FNAC, Service Recrutement, Tour M, Montparnasse, 33 avenue de la République, 75755 Paris Cedex 13.

### NOTRE MISSION : LOGER LES HOMMES NOTRE VOCATION : LES LOGER LE MIEUX POSSIBLE

Associez vos compétences à nos objectifs : tel est le défi qui vous est proposé au sein d'un organisme à vocation départementale de 11 000 logements, un C.A. de 678 MF, 217 personnes.

Mme recherchons

### NOTRE ARCHIVISTE-DOCUMENTALISTE

PROFIL :

- Formation bac + 2 à + 4, diplôme de documentaliste ou expérience.
- Connaissance du logement social.
- Aptitude au travail de recherche et à la rédaction de synthèses et documents.
- Connaissances juridiques et informatiques souhaitées.
- Sens de l'organisation, méthode et du contact.
- Esprit d'initiative et dynamisme.

Missions :

Chargé du travail traditionnel d'archiviste : conservation, élimination, traitement, classement des versements, élaboration de fichiers, valorisation des fonds...

- Documentation : mise en place et organisation d'un service de documentation ; recherche, traitement et mise à jour de l'information ; de la documentation ; analyse, préparation, diffusion de dossiers documentaires sur des sujets d'actualité ; préparation de la revue de presse.

Poste à pourvoir : 50 km au nord de Paris

Adressez candidature par lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous n° 8462 - LE MONDE PUBLICITE, 15-17, rue du Col-P.-Avis - 75001 Paris France 92

LA  
FRANÇAISE  
DES  
JEUX

### Rejoignez notre équipe recherche et développement, nouveaux produits...

La vocation de notre Département est de concevoir et de réaliser les jeux qui, à court et à moyen terme, viendront compléter notre gamme de produits. Nous avons beaucoup de projets en développement, et pour répondre encore mieux aux attentes du marché, nous souhaitons intégrer un Chargé d'Etudes qui viendra seconder le Responsable de ce Service. Ce poste implique de la créativité dans l'utilisation des technologies avancées et des fins ludiques ainsi qu'une approche marketing et fabrication.

Débutant ou un an d'expérience, votre formation supérieure (école de commerce ou universitaire) vous a donné des bases solides en marketing et gestion. Sans être un spécialiste des jeux, cet univers vous intéresse. Cette sensibilité vous permettra d'être à l'écoute de tout ce qui existe dans ce domaine tant en France qu'à l'International, et d'y détecter ce qui pourrait devenir un produit rentable et à succès.

Disponible, participatif et adaptable, vous parlez évidemment l'Anglais. Poste basé à Neuilly-sur-Seine.

Merci d'adresser lettre, cv et photo sous réf. 12/795

(à noter sur courrier et enveloppe) à notre conseil Bernard Julhiet Ressources Humaines 79/83 Baudin - 92300 Levallois Perret Cedex.



**FBO**  
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

*recrute!*

**FBO CONSULTANTS**  
**UN CABINET SPECIALISE, SOLIDE, JEUNE**  
**ET EN FORTE CROISSANCE**

Aux établissements de crédit, aux sociétés de Bourse, aux institutions financières, nous apportons une véritable compétence opérationnelle.

**FBO CONSULTANTS**  
**DES DIPLOMES GRANDES ECOLES OU DES**  
**EXPERTS COMPTABLES QUI DEVIENNENT CONSULTANTS**

Nous recrutons des diplômés de 2 à 5 ans d'expérience le Banque/Bourse ou au services opérationnels dans la conduite de missions d'organisation informatique, financière et comptable. C'est le moment de rejoindre !

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions à Bernard NICOLAS, FBO CONSULTANTS, 15 rue de la Banque, 75002 PARIS.

FBO Consultants, l'alternative en matière de conseil

## Responsable Communication Interne

IEP, CELSA, etc...

Paris

Cette importante Entreprise française (4500 personnes) exerce ses activités dans la structure des services. Au sein du département Communication, le candidat recherché participera étroitement à la mise en œuvre d'une politique de communication interne qui permette à l'ensemble du personnel d'être au projet d'entreprise et à la prise de décisions et des responsabilités par la mise en œuvre d'un système d'information. En relation permanente avec le Directeur Général, la Direction du Personnel et des Ressources Humaines, l'ensemble des chefs de département et de service et le personnel lui-même, il recueillera les informations, définira ou améliorera les outils, réseaux et techniques de communication qu'il adaptera aux publics différents, innovera, impulsera, animera, etc... Bénéficiant d'une expérience confirmée d'environ 10 ans dans un domaine identique, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat retenu, créatif, diplomate, persuasif et bon animateur sera dans l'Entreprise dans le Groupe (8000 personnes) dont elle fait partie, de réelles perspectives de carrière. Poste situé à Paris.

Nous garantissons une discrétion absolue et remercions le candidat d'adresser sa candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 201 836 M.

**ORION**  
l'homme et l'entreprise

31/33 rue de La Harpe 75008 Paris

La Financière OMBELLE, société financière spécialisée en fusion-acquisition recherche

## Chargé d'Etudes h/f

Vous aurez pour mission de gérer la documentation de la société et de préparer les dossiers-clients, dans le cadre de mandats de transaction, l'assistance de stagiaires.

Vous travaillerez en étroite liaison avec les Chargés d'Affaires dont vous assurerez l'appui permanent. Ce poste s'adresse à un jeune cadre de formation supérieure ayant une première expérience de ce type de mission, une expérience fusion-acquisition ou d'analyse de crédit bancaire.

Vous devrez être motivé, organisé, très disponible et maîtriser parfaitement l'anglais. Vous pourrez devenir Chargé d'Affaires de la société.

La financière OMBELLE adossée à des actionnaires de premier plan offre une passionnante évolution de carrière.

**OMBELLE**  
FINANCIERE

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions) mentionnant sur l'enveloppe réf. 9604MO LBW, 30 rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

Nous recherchons pour un groupe français spécialisé dans le développement et l'investissement immobilier, présent en Europe et en forte croissance, le

## CHEF DE CABINET DU DIRECTEUR GENERAL

Assurant un interface permanent avec les directions opérationnelles du groupe, vous assisterez le Directeur Général dans la préparation de ses interventions et de ses décisions. De plus vous prendrez directement en charge le suivi de certains dossiers.

Agé(e) entre 30 et 35 ans environ, de formation supérieure, vous maîtriserez la langue étrangère.

Vous alliez d'excellentes qualités relationnelles, un grand sens de l'organisation et un souci constant de rigueur.

Vous avez acquis une expérience de généraliste, habituée à des environnements variés, un grand groupe, une collectivité locale, un organisme public ou une entreprise importante.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 18/181 à VMH Ressources Humaines - 3, avenue Erlanger, 75011 PARIS, qui vous garantira toute confidentialité.

*vmh*

**NOTRE MISSION : LOGER LES HOMMES**

**NOTRE VOCATION : LES LOGER LE MEUX POSSIBLE**

Associez vos compétences à nos objectifs : nous sommes en effet le seul organisme à proposer au sein d'un organisme à vocation départementale 11 000 logements, un CA de 678 MF, 250 personnes.

Nous recherchons :

**NOTRE ASSISTANTE DE DIRECTION**

Profil :

Formation BAC + 2 ou solide expérience.  
Age : entre 30 et 40 ans.  
Bonne présentation.  
Culture générale.  
Maîtrise du logement social (facultatif).  
Notions juridiques.  
Qualité rédactionnelles.  
Initiative et autonomie.

Mission : Assister le directeur général

Etudes préparation et suivi de dossiers.  
Rédaction de synthèses, rapports, comptes-rendus, courriers.

Poste à pourvoir : 80 km au nord de Paris.

Adresser candidature par lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous n° 8454

Le Monde Publicité  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis  
75002 Paris Cedex 15

LA COMPAGNIE FINANCIERE  
DE CIC ET  
DE L'UNION EUROPEENNE  
REVELE LES TALENTS

## JOURNALISTE D'ENTREPRISE

Journaliste de formation, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans en presse d'entreprise ou en presse professionnelle.

En collaboration avec une nouvelle équipe de communication interne, vous aurez la maîtrise d'œuvre du journal d'entreprise de notre groupe.

Acteur du renforcement de l'identité du groupe, vous donnerez votre activité une véritable dimension en participant à la conception de nouveaux supports, en réalisant un travail d'enquêtes et d'interviews, en assurant la rédaction des articles et le suivi de l'ensemble de la fabrication.

Ce poste est à pourvoir dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 12 mois.

Vos talents de rédacteur et vos qualités relationnelles détermineront votre intégration.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) à Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne Réf. 30244/NO - A l'attention de Catherine Videau - Direction des Ressources Humaines 4, rue Gaillon - 75017 Paris Cedex 02.



La Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : Filiale du GAN, la CFCE-UE aura pour elle la souplesse d'une structure jeune, la dimension d'une holding, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités du premier Groupe Européen de bancassurance.

COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE

**GROUPE CIC**



Les laboratoires

**Zyma**

(Suisse)

recherchent

**Médecin**

(pharmacologie clinique)



Nous recherchons un groupe pharmaceutique multinational en forte expansion. Nous recherchons pour notre département Recherche Développement près de Genève, un médecin.

- Nous souhaitons lui confier : la conception et la réalisation de projets de tolérance et d'études de pharmacocinétique;

- la coordination de phase I et II, leur analyse et leur interprétation;

- les contacts avec les centres de recherche situés principalement en Europe;

- la recherche de méthodes adéquates pour mettre en évidence les actions pharmacodynamiques des substances en développement.

Outre votre formation médicale, une expérience en pharmacologie clinique acquise soit en milieu universitaire, soit en milieu industriel, nous paraît indispensable. Il même que de bonnes connaissances, écrites et parlées, en français et en anglais.

Nous offrons des prestations et conditions de travail avantageuses, l'environnement d'une équipe dynamique et des perspectives intéressantes de développement personnel.

Merci d'adresser votre candidature à notre conseil en France : Madame Christiane Montiel - 17 rue de la Harpe - 75116 PARIS

**Cabinet Montiel**  
conseil en recrutement

هكذا من الله اصل



## Fonction Commerciale

### LA COMPAGNIE FINANCIERE DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE REVELE LES TALENTS.

Pour accompagner son développement, la Direction de la Trésorerie de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne recherche :

#### UN SALES SENIOR

- Clientèle Institutionnelle Française ■ Etrangère

Vous développerez le placement de produits obligataires et produits dérivés de taux auprès des institutionnels. Vous possédez une première expérience commerciale de deux à trois ans.

#### UN SALES JUNIOR

- Clientèle Institutionnelle

Vous développerez le placement de produits du marché monétaire auprès des institutionnels. Vous possédez une première expérience de trading et/ou commerciale d'un an minimum.

#### UN SALES JUNIOR

- Clientèle Grande Entreprises

Vous développerez le placement de produits de trésorerie, taux et change auprès de Grandes Entreprises Industrielles Françaises et Étrangères. Vous possédez une première expérience de trading et/ou commerciale d'un an minimum.

Vous possédez pour tous ces postes à dominante commerciale une formation initiale de type Grande Ecole ou Universitaire (Bac + 5 minimum) et pratiquez couramment l'Anglais ainsi que les mathématiques financières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) auprès de la Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne Direction des Ressources Humaines - Gestion de l'Emploi sous réf. 30474/M - 4, Rue Caillou - 75107 PARIS Cedex 02.

La Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, vous offre un environnement de choix à la hauteur de vos ambitions : Filiale du GAN, la CFCIC-UE aura pour vocation la souplesse d'une jeune et la dimension d'une holding, la diversité de métiers d'une banque d'affaires et les opportunités du premier Groupe Européen de bancassurance.

COMPAGNIE FINANCIERE  
DE CIC ET DE L'UNION EUROPEENNE

GROUPE CIC

### Vivez l'aventure européenne de Motorola UDS

MOTOROLA, N°1 mondial de l'électronique haute technologie implante une nouvelle division européenne de commercialisation d'équipements de télécommunication. La structure nous permet de recruter des professionnels de premier ordre :

#### DIRECTEUR GÉNÉRAL France Bénélux (réf. M/DGF)

Responsable des produits UDS (équipements de transmission de données), vous serez en charge de la mission de développer le chiffre d'affaires. Vous serez le plus haut niveau avec les clients et veillerez à leur satisfaction totale tant au niveau du conseil que du suivi technique. Vous serez responsable de l'équipe et de la réussite. De formation Bac + 5, école de commerce ou ingénieur, vous possédez une solide expérience de 8 ans minimum en commercialisation de produits de télécommunication. Vous possédez des qualités d'entrepreneur, votre maîtrise du français, de l'anglais et de l'allemand est un atout pour ce poste à fort potentiel évolutif.

#### MARKETING MANAGER Europe (réf. M/MM)

En liaison avec le Directeur Général Europe, vous mettez en place les études de marché et les outils de communication pour définir la stratégie Marketing Europe de Motorola UDS et affirmer sa position de leader. Diplômé d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum en marketing pour les produits de télécommunication. Une bonne expérience en transmissions de données, et en particulier produits numériques serait un atout ; la connaissance de l'anglais, du français (3<sup>e</sup> langue appréciée) ainsi que d'excellentes qualités rédactionnelles sont requises pour ce poste.

Ces postes, basés à Issy-les-Moulineaux, requièrent de fréquents déplacements en Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence du poste choisi à MOTOROLA SA - Direction du Personnel - 1, rue Jacques Rueff - 92122 Antony Cedex.



**MOTOROLA**  
LA TECHNOLOGIE QUI A SON MOT À DIRE

### Exercer des responsabilités commerciales dans l'aéronautique

Chez MATRA, l'anticipation est une nécessité absolue : nos produits apportent de réelles solutions aux préoccupations stratégiques du secteur privé et public, dans notre domaine aéronautique "high tech".

Nos responsables commerciaux, à l'interface entre la technique et les besoins du client, sont chargés d'étudier les marchés, de prospecter et d'élargir ainsi notre clientèle, de répondre aux appels d'offres, négocier et vendre.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial et vous avez acquis une expérience d'au moins 10 ans dont celle de négociateur de systèmes techniques complexes en France ou à l'étranger.

Nous vous offrons un poste de contact à haut niveau dans le secteur industriel privé ou près des services officiels, français ou étrangers, selon votre expérience et vos souhaits.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 40 C à Joëlle Digeon - DRH

MATRA DÉFENSE  
11 avenue Louis Bréguet  
BP 1 - 78146 Vélizy Villacoublay



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

#### DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE : 140 000 personnes,  
135 implantations, 40 milliards de \$ de CA,  
1 800 produits et gammes de produits  
En FRANCE : 1 600 personnes,  
6 milliards de francs de CA.



DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) SA  
Département des Ressources Humaines/MA  
137, rue de l'Université  
75334 PARIS CEDEX 07

#### DEPARTEMENT PROTECTION DES CULTURES/FRANCE

Pour développer notre part de marché sur le territoire national, nous renforçons nos équipes de :

De formation Agri/Agro, vous disposez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la vente des produits phytosanitaires.

Sur le terrain, vous gèrerez et fidéliserez un portefeuille de clients et développerez de nouveaux marchés.

Disponible pour effectuer de nombreux déplacements, vous saurez mettre à profit vos qualités relationnelles et votre esprit d'équipe.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait un atout.

Nous offrons des possibilités d'évolution à l'échelle de vos ambitions, au sein d'un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :



#### GRIESSER

FERMETURES ■ MÉTALLIQUES ■ ALUMINIUM ■ AUTOMATISMES

Filiale française depuis 1927 d'un Groupe allemand plus que centenaire, implanté également en Allemagne et en Italie : 1300 collaborateurs, 850 MF de CA - nous sommes spécialistes de systèmes de fermetures et de protections solaires dont nous assurons la conception, la fabrication, la distribution et l'installation. Pour conduire la nouvelle phase de développement, nous recherchons notre :

#### DIRECTEUR COMMERCIAL - NICE

De formation ingénieur - 30/35 ans - vous avez une réelle expérience de développement dans le Marché du Bâtiment notamment du second-œuvre : distribution, installation, service après-vente.

Membre du Comité de Direction, en charge du Marketing opérationnel, vous contribuez directement aux résultats de la Société en apportant votre professionnalisme et votre dynamique à 15 Centres d'exploitation intégrés ainsi qu'à notre clientèle. Pour ce faire vous animez une équipe compétente de 15 personnes - Bureau d'Etudes, Prescription, Gestion de gestion chantier, Formation technique et commerciale, Communication.

Merci d'adresser votre candidature complète : CV - Photo - Lettre de motivation à : C. ETIENNE - 81, route Saint Antoine de Ginesières 06100 NICE.



## L'Informatique

**VOTRE STRATEGIE INFORMATIQUE SERA ESSENTIELLE POUR NOS ENJEUX ECONOMIQUES ET SOCIAUX**

### DIRECTEUR DES SERVICES INFORMATIQUES

rattaché au Directeur Général des Services  
(poste basé à Marseille)

**Le Conseil Général du Département des Bouches du Rhône**

**5 milliards de francs dont plus de 25% d'investissements**

**3500 personnes**

Diplômé d'une formation supérieure, vous êtes, à 40 ans environ, confirmé par une fonction qui vous a amené à diriger des grands projets et des équipes informatiques.

Cette expérience vous a permis de vous familiariser avec les domaines de compétence UNIX, RESEAUX.

Homme de communication et décision, riche d'une personnalité affirmée, vous savez mener vos projets à terme.

Gestionnaire d'un budget important, à la tête d'une équipe de 60 personnes, vous maîtrisez la stratégie informatique puis mettez en oeuvre le système d'information et de gestion y afférent.

Vous assurez la coordination des prestataires extérieurs.

La rémunération motivante, d'avantages intéressants, sera la mesure de votre compétence et de l'expérience requise.

**Light** d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1718 à notre Cabinet LIGHT, Messieurs ESSASSI, 6/8 rue André Beck, 92366 MEUDON LA FORET Cedex, qui vous transmettra le dossier en toute confidentialité.

## Sycomore

Paris, le 14 janvier 1992

Notre société a été créée pour proposer aux grandes entreprises et aux Administrations des prestations d'étude, conception, programmation et ingénierie de systèmes informatiques autour des architectures distribuées et des systèmes UNIX.

Pour constituer nos équipes, nous recherchons des collaborateurs ayant une formation ingénieur grandes écoles, si possible complétée par un diplôme d'université américaine en computer science.

Vous possédez de solides compétences dans les domaines techniques suivants :

- système d'exploitation Unix
- outils d'ingénierie logiciel
- langage C et langage objet
- développement sous interface graphique (X/Window, Motif,...)
- serveurs et front-ends SQL
- architectures distribuées et architectures client-serveur.

Si vous avez l'ambition d'intégrer une équipe motivée par l'excellence, rejoignez-nous :

Jacques STERN  
Président

Bruno FONTAINE  
Directeur Général

Merci d'adresser votre candidature sous référence 4020 M à :

**DEVELOPPEMENT**  
2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

### SOPRA : L'ENVOI DE LA REUSSITE

Ingénieur d'études informatiques, vous êtes passionné par l'informatique, vous avez une expérience professionnelle de plus de 10 ans, vous maîtrisez les langages de programmation et les bases de données, vous êtes capable de diriger une équipe et de gérer un budget important.

Après une intégration dynamique d'un grand groupe, vous souhaitez rejoindre SOPRA, une entreprise innovante, spécialisée dans les solutions informatiques pour les entreprises de la région.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 1718 à notre Cabinet LIGHT, Messieurs ESSASSI, 6/8 rue André Beck, 92366 MEUDON LA FORET Cedex, qui vous transmettra le dossier en toute confidentialité.

**SOPRA**

### Participez à la réussite d'Oracle et de ses clients

Oracle France, (450 personnes - CA > 500 MF), filiale du leader mondial des Systèmes de Gestion de Bases de Données poursuit son avance technologique et propose une offre toujours plus performante.

Pour prendre part au rapide développement de l'Unité d'Affaires Applications spécialisée dans la commercialisation et le support d'une gamme complète de progiciels de gestion - finance - comptabilité destinés aux grandes entreprises, nous recherchons des :

A l'écoute de vos clients, vous vous impliquez totalement dans la mise en oeuvre de solutions progiciels. Vous êtes le garant de la réussite du projet. Vos qualités relationnelles et votre sens de la pédagogie, vous permettent d'assurer efficacement la formation de vos clients.

De formation Bac + 4 (Gestion - Comptabilité), vous souhaitez valoriser une expérience reconnue d'au moins 5 ans, en informatique de gestion. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence CA/LM 7 à ORACLE FRANCE S.A. - Unité d'Affaires Applications - 65, rue des Trois Fontaines - 92752 NANTERRE Cedex.

**CONSULTANTS APPLICATIONS**

**ORACLE FRANCE**

### DIRECTEUR DES ETUDES BANCAIRES

Un Groupe Financier de premier plan, réputé pour ses innovations technologiques et une politique active de diversification, recherche pour sa Direction Organisation et Informatique, forte de près de 1000 personnes, son Directeur des Etudes Bancaires.

Dirigeant une large autonomie une quarantaine d'informaticiens de bon niveau, le candidat doit être capable de concevoir et de mettre en oeuvre des systèmes d'information adaptés à l'activité bancaire du groupe.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste EVOLUTIF, dans une entreprise innovante la Région Ouest, un professionnel du monde bancaire, à 40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (double formation souhaitée), Manager plus que technicien, gestionnaire et innovateur, il a idéalement animé des équipes et développé un environnement gros systèmes.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 2/3113 F à :

**EGOR REGION OUEST**  
1, place de la Gare - 35000 RENNES

**EGOR**

PARIS AIX-EN-PROVENCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BRUXELLES DARMSTADT DUISBURG ESPANA ITALIA PORTUGAL SUEDEN UNITED KINGDOM

### Responsable de Domaine

H/F

Le Groupe Européen, est présent en France : 11 sociétés, chacune spécialisée dans une ligne de produits industriels. Le système d'information, centralisé, agit pour le compte de l'ensemble. La structure comme les équipements (IBM) sont d'importance. Pour le service Etudes, nous recherchons le Responsable de Domaine Administration/Gestion.

Il dirige, anime et contrôle une équipe (plusieurs Chefs de Projets et Analyses). Au sein des services utilisateurs des sociétés, il identifie les besoins, planifie (charges, ressources...), priorise, conçoit, en place et gère, l'objectif étant d'améliorer l'existant et/ou de créer de nouveaux systèmes de gestion performants.

Pour ce poste, nous souhaitons un candidat à formation supérieure, soit universitaire (MAGE), soit d'école scientifique (option informatique), bénéficiant d'une expérience d'étude et de développement informatique vécue, si possible, dans une opérationnelle industrielle.

Notre environnement : 400, 10 - DLL, MVS, CICS.

L'importance de notre poste permet d'envisager de nombreuses possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 194M à SEFOP, 11 rue des Pyramides, 75001 PARIS

**SEFOP**

MEMBRE DE SYNTHEC

### DIRECTEUR GENERAL MONACO

pour notre société des prestations informatiques filiale du CREDIT AGRICOLE des Alpes-Maritimes.

Notre spécialité : la création et la commercialisation de logiciels bancaires essentiellement sur systèmes départementaux.

Votre mission : assurer le développement de SYNTHEC (France et perspectives en Italie), le management, les orientations techniques, les relations clientèle et le niveau.

Notre environnement technique : DIGITAL, BULL, etc.

Vous êtes informaticien de base : un parcours évolutif dans le domaine des études est requis. Vous connaissez les environnements précités et êtes familiarisé avec UNIX, DOS, WINDOWS.

Une expérience SSII et la connaissance du monde bancaire sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 59D à notre conseil qui traitera confidentiellement votre dossier.

**ADC**

Recrutement Audit Social  
107, rue Léon Béranger  
06100 St Laurent du Var

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 . 1 5 L M

هكذا من الأصل



## Secteurs de Pointe

# FRANCE TELECOM L'AVENTURE EN PLUS

### BAC + 5, ECOLE D'INGENIEURS, DEA/DESS

Diplômés ou futurs diplômés, débutants ou première expérience, FRANCE TELECOM vous propose 100 postes de cadre supérieur en mars 1992.

Parce que depuis toujours les défis de l'innovation technologique sont la marque et l'ambition de nos ingénieurs, nous sommes devenus un des leaders mondiaux des télécommunications avec des réalisations d'avant-garde telles que le réseau Numéris, Alphapage, Bi-Bop ou Radiocom 2000.

Développement d'une informatique d'application, exploitation du réseau multiservices, recherche fondamentale... tel est l'avenir que vous réserve FRANCE TELECOM, celui d'une entreprise publique performante et novatrice, où la mobilité fonctionnelle et géographique sera pour vous l'assurance d'une carrière évolutive.

Ainsi, en intégrant nos filières Recherche, Informatique ou Exploitation, vous occuperez

des postes de haut niveau : chercheur au CNET, ingénieur systèmes, responsable commutation ou transmission...

Cette aventure vous est ouverte en participant à la sélection écrite et orale qui débutera le 10 mars 1992 et aboutira à votre intégration au sein de FRANCE TELECOM deux mois plus tard.

Contactez dès aujourd'hui notre numéro vert du lundi au vendredi, de 9h à 17h30 pour recevoir votre dossier d'inscription.

Date de clôture des inscriptions : le 12 février 1992.

N° Vert 05 21 11 11



FRANCE  
TELECOM



## Quand on est le n°1 mondial dans le conseil qualité, ça ouvre des horizons.

De l'agro-alimentaire au nucléaire, SGS - N°1 mondial du contrôle qualité (25 000 personnes) - intervient dans tous les secteurs, à tous les niveaux de la vie économique et de la qualité de l'environnement. Aujourd'hui, dans le cadre du développement de nos activités de conseil et d'assistance pour la mise à niveau de système qualité dans des sociétés candidates à la certification AFAQ, nous créons de nouveaux postes.

### Ingénieur responsable service qualité . PARIS

A 35 ans, ingénieur diplômé, vous maîtrisez bien l'anglais et possédez dix ans d'expérience dans le secteur industriel, par exemple dans le nucléaire. Vous superviserez les prestations d'assurance qualité internes et externes de l'un de nos départements et encadrerez une dizaine d'ingénieurs qualité. (réf. IRS)

### Ingénieur qualité aérospatial . TOULOUSE

Ingénieur diplômé, vous êtes qualifié pour réaliser des audits de système qualité : vous maîtrisez

l'anglais, et vous êtes familiarisé avec les outils de la qualité.

Une première expérience dans le secteur aérospatial vous permet de prétendre à ce poste qui vous conduira à participer à la mise à niveau de système qualité en vue de la certification AFAQ. (réf. IQA)

### Ingénieur qualité . PARIS

Ingénieur diplômé ayant une expérience significative dans la fonction d'ingénieur-conseil en qualité, vous pratiquez l'anglais et êtes familiarisé aux outils de la qualité. Vous serez chargé, au sein de notre département assurance qualité, de l'assistance pour la mise à niveau de système qualité dans des sociétés candidates à la certification AFAQ.

Ce poste nécessite que vous soyez qualifié pour réaliser des audits de système qualité. (réf. IQP) Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre lettre manuscrite, CV et photo sous la réf. du poste choisi à Francis BERGERON - SGS QUALITEST 16, rue du Louvre - 75001 PARIS.



36 15  
LM

Grâce à 3615 LM,  
5 000 cadres ont envoyé  
leur candidature par Minitel.  
Grâce au Minitel, 200 entreprises  
ont reçu vos candidatures.



Le Groupe CGI est un des leaders mondiaux du Conseil et de l'Ingénierie Informatique.

- 4000 personnes
- C.A. : 1.8 milliard de francs
- 50 implantations en Europe et en Amérique du Nord

## CGI INFORMATIQUE

### 1992. CGI GARDE LE CAP !

1992. Le Groupe CGI garde le cap : une présence et une croissance soutenues dans tous les métiers du Conseil et de l'Ingénierie, des progiciels avancés qui s'imposent comme des standards mondiaux, une expansion internationale régulière sur tous les grands marchés d'Europe et d'Amérique du Nord... 1992. Nos stratégies d'avenir impliquent encore et toujours l'intégration de nouveaux

### INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES Débutants - 1ère expérience

appelés à jouer un rôle important dans les futures étapes de notre développement. Après une première formation à nos techniques, nous leur confierons des responsabilités opérationnelles croissantes sur des projets de conception et de réalisation de systèmes d'information pour la gestion et le management de grandes entreprises.

Ils y développeront leurs compétences et leurs capacités d'encadrement. Ils s'y prépareront aux différents métiers et aux différentes filières qu'ils aborderont durant leur carrière dans notre Groupe (Direction de Projets, Conception et Développement de produits, Commercial, Conseil de Direction, création ou animation de Centres de profit en France ou à l'étranger...).

Merci d'adresser lettre et C.V., en précisant la référence MO-0192, à Madame Dominique Jamet

CGI INFORMATIQUE - 30, rue du Château-des-Rentiers  
75640 Paris Cedex 13 - ou directement sur minitel  
3614 code CGI INF, tapez Avenir



ON N'EST JAMAIS TROP SÉRIEUX



## Secteurs de Pointe

TRES IMPORTANT GROUPE MONDIAL figurant parmi les leaders dans son secteur d'activité, MECANIQUE/AUTOMOBILE renforce son équipe et recherche un

## INGÉNIEUR BREVET Propriété Industrielle

Votre mission au sein d'une équipe dynamique : assurer la détection, la rédaction et la protection des inventions émanant de l'ensemble de notre groupe ; prendre en charge les procédures d'examen de demande de brevets, les études de liberté d'exploitation et de brevetabilité, ainsi que la gestion d'un "portefeuille brevets".

Vos principales tâches : sensibilisation des directions de recherche et d'étude à la propriété industrielle, recherche d'antériorité, suivi des procédures avec les institutions nationales et internationales en liaison avec les directions techniques concernées.

Votre profil : une formation d'ingénieur généraliste ou électromécanicien, de préférence complétée par le CEPI. Vous justifiez d'une première expérience (2 à 4 ans), acquise en entreprise ou en cabinet d'ingénieur-conseil. Familiarisé avec le langage technique, vous maîtrisez bien la législation de la propriété industrielle.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle, sous réf. 525 X, à notre Conseil ALPHEE à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. : (1) 42 94 21 34.

Conseil de direction

### La Compagnie Française du Méthane

Importante Société  
Filiale commune des groupes

### ELF-AQUITAINE GAZ DE FRANCE

commercialise le gaz naturel auprès d'une clientèle industrielle. Elle propose une carrière évolutive, dans des fonctions conformes à sa vocation et à ses talents, à un

## JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES Type Centrale - Arts et Métiers

Bénéficiant déjà d'une certaine expérience professionnelle, il pourra, après stages d'initiation dans les divers services et en agences, recevoir, en province, une première affectation à caractère technique et commercial. Possibilités d'affectation ultérieure au siège à Paris ou dans une agence de Province.

Principales technologies mises en œuvre :  
thermique - instrumentation - informatique

La rémunération, d'un bon niveau, pourra évoluer en fonction de l'accroissement des responsabilités.

Adresser CV détaillé à notre conseil CEPIAD  
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS  
sous la référence 1915.

### ingénieur chargé de l'enregistrement de bord

H/F

L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE RECHERCHE, POUR SON CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE SPATIALES (ESTEC) SITUÉ À NOORDWIJK AUX PAYS-BAS, DANS LE DÉPARTEMENT OBSERVATION DE LA TERRE, UN INGÉNIEUR CHARGÉ DE L'ENREGISTREMENT DE BORD

Il suivra et supervisera les activités industrielles nécessaires à l'exécution en temps utile des approvisionnements conformément aux spécifications et plans applicables des enregistreurs de bord des futures plates-formes polaires d'observation de la terre. Il apportera son soutien aux activités d'assemblage, d'intégration et de vérification de la performance des enregistreurs au niveau satellite, y compris en vol.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire d'ingénieur en électricité ou en mécanique et avoir une certaine expérience de la conception et de la réalisation d'équipements électroniques de type analogique et numérique ou de mécanismes. Une bonne connaissance de l'anglais ou du français est exigée, une certaine connaissance de l'autre de ces deux langues est souhaitable.

Les conditions d'emploi sont celles offertes par les Organisations Internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation et d'installation, système de sécurité sociale et régime de pensions.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé en anglais ou en français et de la référence 16/12 de cette annonce, doivent être adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Keplerlaan 1, 2201 AZ Noordwijk (Pays-Bas).

L'EUROPE  
LES HOMMES ET L'ESPACE



esa  
agence spatiale européenne

### GRACE

Alsace

### Formulation et Transformation des Polymères : Ingénieurs R & D pour un Centre de Recherche Européen

Ce Centre (40 personnes) mène des projets clés pour une des activités du Groupe, spécialisée sur les composants et systèmes à base de matériaux polymères à dominante élastomères. Pour participer ou conduire nos projets, nous recherchons :

#### Un Expert en formulation de matériaux

Vous êtes ingénieur chimiste avec une spécialisation polymères (EAHP ou 3ème cycle), vous possédez une expérience de recherche et connaissez les méthodes de caractérisation physicochimique, rhéologique, mécanique et dynamique des polymères.

#### Un Ingénieur Matériaux Plastiques ou Elastomères

spécialisé sur le développement produit, le choix et l'optimisation des procédés de transformation, la définition des outillages. Vous êtes ingénieur IFOCA, plasturgiste ou mécanicien, avec une spécialisation matières plastiques et/ou une première expérience de développement produit dans le domaine des polymères.

#### Un Ingénieur textile ou Sciences des Matériaux

pour définir des renforts matériaux à base de textile et d'élastomères (propriétés mécaniques et chimiques) compatibles avec les procédés de transformation (enduction, calendrage, extrusion, complexage...). Une expérience dans ces domaines de développement et une formation chimie-textile ou composites sont indispensables.

Rigueur, goût de la concrétisation, aptitudes au travail d'équipe au sein de groupes de projets pluridisciplinaires et pratique de l'anglais sont les qualités indispensables à votre réussite dans un groupe international, qui offre de réelles opportunités de développement.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, qui étudiera en toute confidentialité, en écrivant sous réf. 503M à Carole de Chilly, ALGOE - 9, bis route de Champagne - 69134 Ecully Cedex.

ALGOE  
MANAGEMENT

MEMBRE DE SYNTCO



Grand Constructeur Européen de Télécommunications (CA : 3,3 milliards de F), nous développons notre savoir-faire dans la conception, la réalisation et la mise en œuvre de réseaux de communications et de transmissions. Notre Division COMMUNICATIONS D'ENTREPRISE (450 personnes) recherche, pour animer et renforcer ses équipes commerciales, un :

### RESPONSABLE DE GROUPE GRANDS COMPTES

Pour intensifier notre présence commerciale dans le cadre de notre offre complète de produits et solutions en VOIX, DONNEES, IMAGES, RESEAUX, NUMERIS..., vos missions seront :

- contribuer à l'élaboration de la politique commerciale Grands Comptes sur votre secteur d'activité ;
- définir la stratégie à mettre en œuvre pour réaliser vos objectifs à court et moyen terme ;
- mettre en place les plans d'actions correspondants et le suivi de leur réalisation ;
- garantir la bonne gestion de vos budgets ;
- animer et entraîner votre équipe d'Ingénieurs Commerciaux.

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience de 5 années minimum d'encadrement d'une équipe commerciale dans le domaine des Télécoms ou de l'Informatique. Manager HIGH TECH, venez rejoindre nos meilleures équipes unies pour les Technologies de demain.

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traitera confidentiellement, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9201, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris. Tél. : (1) 42.89.10.25

GRP Gilbert Raynaud & Partners  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

### ORONITE

Filière du cinquième groupe pétrolier mondial, CHEVRON CHEMICAL SA (1,5 Mld de F, 600 personnes) fabrique et commercialise des additifs pour carburants et lubrifiants. Sur un marché en forte progression, la société poursuit un programme d'investissement important (100 Mld par an) sur son site industriel de Nove, et recherche un :

### INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Vous pilotez les études concernant les nouveaux projets d'investissement sur l'ensemble des aspects techniques, économiques et de planification. Votre action est sous-tendue par les notions de qualité, de sécurité et de respect de l'environnement.

Ingénieur de formation chimiste ou génie chimique, votre première expérience en milieu industriel et votre sens du contact vous permettront de vous imposer techniquement et d'assurer pleinement le rôle de coordinateur que nécessite cette fonction. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous référence ITN/0102-M à notre conseil : QUIEL 160, Rue de Paris - 92100 Boulogne.



PUBLIPANEL

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 L M

هكذا من الأصل



## Secteurs de Pointe

### Votre esprit système pour l'ingénierie d'exploitation de nos VAL dans le monde

MATRA TRANSPORT est le n°1 mondial des métros automatiques légers et des pilotes automatiques de métro.  
Pour développer une politique de maintenance et d'exploitation sur l'ensemble de nos métros et avoir un label d'excellence de "qualité de service" qui nous différencie, la Direction Exploitation et Maintenance vous propose un poste basé à Lille :

#### INGENIEUR POUR L'INGENIERIE D'EXPLOITATION

Vous avez la responsabilité de définir et de mettre en œuvre la politique globale d'exploitation pour plusieurs de nos projets. En amont de chaque projet, vous définissez le plan d'ensemble, l'organisation de l'assistance technique, les règles, les méthodes et les moyens à mettre en place pour optimiser l'exploitabilité des métros. Vous participez aux négociations avec nos clients et partenaires pour les accords et contrats d'exploitation en France et à l'étranger; vous suivez la mise en œuvre opérationnelle, proposez des améliorations dans un souci de service et de disponibilité et êtes impliqué dans l'exploitation de nos systèmes.

Ingénieur généraliste (ENSAM, ECL, IDN...) vous avez des compétences en architecture de systèmes automatiques acquises au cours de votre expérience industrielle (5 ans environ). Vous souhaitez élargir votre champ d'action, intervenir en amont des projets et mettre en œuvre des solutions d'organisation à grande échelle.

Le poste est basé à Lille mais vous pourrez évoluer vers d'autres sites. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prêt.) sous référence 92/MC/0001 à notre Conseil, Nicole Kamezzac

INTEC Bureau de Sévres  
72/78 Grande Rue - 92310 Sévres



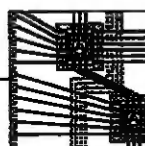
IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

### Vivre les moments forts d'une création : une expérience à partager

THOMSON BROADBAND SYSTEMS, nouvelle filiale bretonne de THOMSON-CSF, a pour vocation d'offrir des systèmes clé en main de réseaux de vidéocommunications. Renforçant ses équipes, elle propose de réelles opportunités de carrière à :

#### 2 INGENIEURS DE DEVELOPPEMENT

Rattaché au Responsable du Développement Industriel de la société, vous serez chargé de :



l'étude industrielle des produits issus des laboratoires du Groupe, en terme de faisabilité, coûts et fiabilité, avec la collaboration d'une équipe de techniciens et de maquetistes.

Ingénieur électronique, vous possédez une expérience en laboratoire de développement et une excellente connaissance des équipements destinés aux réseaux de vidéocommunication sur fibres optiques et câbles coaxiaux.

Vous êtes dynamique et aimez avant tout le travail en équipe. Vous souhaitez participer à la naissance d'une activité industrielle et à la réalisation des objectifs ambitieux de notre société.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions à :  
THOMSON BROADBAND SYSTEMS

Direction des Ressources Humaines  
Case Postale 17 - 29608 BREST Cedex.



DES HOMMES SIGNENT LEUR TEMPS

Société de Télécommunication en plein essor,  
recherche son :

### Directeur de l'exploitation

Vous serez responsable de l'exploitation des réseaux à couverture nationale, à partir de 7 centres d'exploitation. En relation avec le Département du Développement chargé de la définition et du suivi des développements fonctionnels des réseaux, vous assurerez l'équipement et l'ingénierie des réseaux. Vous aurez à manager 75 personnes : Ingénieurs et Techniciens, une dizaine étant à Paris. Votre budget d'investissement est plus du double de celui du fonctionnement.

Ingénieur, vous l'êtes, avez 15 ans environ d'expérience, principalement dans l'exploitation des services de télécommunications. Nous voulons des compétences techniques générales, les souhaitons plutôt dans les domaines radio et informatique. La différence se fera sur vos qualités humaines, votre capacité à animer tout en sachant dialoguer, être rigoureux sans être systématique.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A2 01 03 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS  
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



### L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE ET DE L'INFORMATIQUE

Filiale du premier groupe français d'ingénierie informatique dédié à l'industrie, notre culture nous permet d'appréhender les préoccupations de nos clients et d'y apporter les meilleures solutions. Véritables partenaires, nous sommes consultés sur l'ensemble des systèmes d'information et de communication des entreprises. Pour faire face à notre croissance, double de celle du marché en 1992, nous souhaitons intégrer des :

#### Consultants - Chefs de projets - Ingénieurs d'études

Ingénieurs grandes écoles ou équivalent, vous maîtrisez l'un des domaines suivants :

♦ Télécommunications. Architecture, administration et sécurité de réseaux. Architectures client/serveur et stations de travail évoluées. Systèmes UNIX, DEC, IBM.

♦ Systèmes d'information. Méthodologie et qualité logiciel. Interfaces homme-machine. Systèmes orientés objet. Mise en œuvre de bases de données.

♦ CAO. Mécanique. Calcul (mécanique du solide et des fluides, génie des procédés, hydrodynamique et acoustique).

♦ Traitement du signal. Simulation. Informatique temps réel.

Autonomie, sérieux et compétence vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes de Direction ou de Conseil Technique de haut niveau.

Les postes sont à pourvoir sur Paris et région parisienne, Bretagne, Normandie et Provence-Côte d'Azur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/01 à Mme BUGARI - GRAPHAEI, 3 rue Stéphenon - 78182 St Quentin en Yvelines Cedex.



RESEAU EURISYS

LA RECHERCHE AU-DELA DE LA RECHERCHE



La Direction des Applications Militaires (DAM) du Commissariat à l'Energie Atomique, recherche pour son SITE D'EXPERIMENTATION DU PACIFIQUE, un

### INGENIEUR de FORAGE

Capable d'assumer, en particulier sur le terrain, l'ensemble des responsabilités techniques, humaines et financières.

Issu d'une Grande Ecole (Centrale, Mines, Arts et Métiers, ENSPM), ayant si possible trois ou quatre années d'expérience, doté d'une bonne résistance physique, il saura diriger une équipe et devra faire preuve d'ouverture d'esprit et d'une grande conscience professionnelle.

Rattaché à un service basé en Région Parisienne, le candidat exercera ses fonctions sur le Site du Pacifique au cours de missions régulières. Il devra mettre en œuvre des techniques de forage tant conventionnelles que spécifiques au moyen de matériels en constante évolution.

Le Groupe C.E.A. peut offrir de belles perspectives d'évolution de carrière à un ingénieur de valeur.

Les dossiers de candidature sous réf. 4021 M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT  
2, rue Dufrénoy - 75116 Paris

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



## Secteurs de Pointe

### J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES



100 ingénieurs vont rejoindre la DGA : ingénieurs de projets, ingénieurs systèmes, ingénieurs de spécialités, ingénieurs d'affaires.

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6.000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

**Ingénieur Méthodes de Management**  
**Assurance Qualité de Programme**

Ingénieur diplômé vous avez acquis une première expérience dans un projet aéronautique ou dans l'utilisation de méthodes comme l'analyse de la valeur, la sûreté de fonctionnement, etc... Vous voulez accroître votre compétence en participant au développement des méthodes de management de grands programmes.



Merci d'adresser votre candidature écrite - CV - PHOTO REMUNERATION ACTUELLE ET SOUMISE A DECISION - 26, BOULEVARD VICTOR HUGO 91000 EVRY.

### Grenoble

Une tradition de recherche et d'innovation est à l'origine de la réussite de la Société SAMES. Exportée dans le monde entier, ses biens d'équipements industriels ont un champ d'application large. Elle recherche son

### Responsable Brevets

Une fois l'idée de l'inventeur assimilée et vérifiée scientifiquement, vous déterminerez ce qui doit être protégé. En relation avec notre cabinet de brevets, vous suivrez de près les procédures de dépôts et d'examen. En outre, vous gerez l'ensemble du portefeuille brevets de l'entreprise.

**INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN**, bénéficiant d'une première expérience en Propriété Industrielle, nous vous offrons une fonction qui privilégie votre curiosité, votre rigueur et vos capacités à convaincre. Anglais impératif.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et salaire actuel, sous référence 921 à Diaconseils, 24, rue du Cdt Faurax, 69006 Lyon. Confidentialité assurée.



### Ingénieur électro-acoustique

40 KM DE TOULOUSE



SOCIÉTÉ D'ÉLECTRO-ACOUSTIQUE  
CA 160 M de F, 400 personnes.  
Leader sur le marché français, recherche un Ingénieur d'études électro-acoustiques.

Autonome, créatif, dynamique, vous avez envie de mettre en application les idées, de concrétiser les concepts que vous élaborez. Dans cet esprit, vous aurez pour objectif de développer notre gamme de diffuseurs sonores sous la responsabilité du Directeur technique.

Votre mission consistera notamment à :  
■ réaliser des prototypes jusqu'à la mise en fabrication de série,  
■ participer à la rédaction du cahier des charges des nouveaux produits,  
■ faire évoluer les produits existants.

Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, vous aurez une expérience de deux ans minimum dans le développement d'appareils acoustiques.

Merci d'envoyer CV et lettre manuscrite sous réf. 9202, à Bouyer, Service du Personnel, 480 avenue de Paris, 82002 Montauban Cedex.

Groupe européen secteur service transport recherche pour renforcer son activité de conseil et de mise en place de systèmes logistiques en France et en Europe, des

### CONSULTANTS EN LOGISTIQUE

### CHIEFS DE PROJETS

Vous possédez une expérience réussie de 5 ans minimum de Conseil ou d'opérationnel des métiers de la logistique. Vous savez manager une équipe, organiser des missions et mener des actions commerciales.

### INGÉNIEUR ETUDE CONSULTANT JUNIOR

Vous êtes attiré par les métiers du conseil et le secteur de la logistique. Vous êtes débutant ou avez une première expérience et utilisez naturellement la micro-informatique.

De formation Grande Ecole ou Universitaire, vos aptitudes à l'organisation et votre sens de la communication seront la clé de votre réussite. Le développement rapide des différentes activités de notre groupe (1600 personnes 4 Milliards de CA) vous offrira de réelles possibilités d'évolution.

Postes basés en proche banlieue Ouest de Paris.  
Déplacements en France et en Europe.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 10079 à  
EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex  
Réponse et confidentialité assurées.

PARIS - STRASBOURG - LYON - MADRILLE - BREST  
**EUROMESSAGES**



L'INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION  
recrute par voie de concours pour ses programmes scientifiques à l'étranger (Hommes ou Femmes) :

### 39 DIRECTEURS DE RECHERCHE

de 2ème classe

### 2 CHARGES DE RECHERCHE

de 1ère classe

### 23 CHARGES DE RECHERCHE

de 2ème classe

Ces postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :  
GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE,  
HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE,  
HYDROBIOLOGIE, Océanographie,  
SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL,  
SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES À L'ÉCONOMIE,  
SCIENCES SOCIALES.

Vous pouvez demander les dossiers de candidature auprès du bureau des concours de l'ORSTOM - 213, rue La Fayette 75010 PARIS - par téléphone ou 48.03.77.83 ou 48.03.77.83 - par télécopie 3616 EUROMESSAGES-ORSTOM (pour les CR1 et CR2). La date de clôture des inscriptions aux concours est fixée au : 31 janvier 1992 à 17 heures.



### Ingénieur industrie agro-alimentaire

Pau

De formation Ingénieur Agro-alimentaire, vous avez une première expérience réussie en milieu industriel. Après une formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité de notre atelier de production Lait UHT (200 millions de litres/an).

Mission : rattaché au Directeur de l'Établissement, vous animeriez une équipe de 50 personnes, travaillant en 3 x 8, en développant nos projets prioritaires :  
- Qualité Totale,  
- Gestion Prévisionnelle de l'Emploi.

■ Votre action sera déterminante dans l'amélioration de la productivité.  
■ Vous assurerez la supervision de la cellule GPAO.

Vos capacités à être leader dans les actions de changement sont les atouts majeurs de votre réussite.

Nous vous remercions d'envoyer un dossier complet de candidature à André Astre, Direction des Relations Sociales et de la Communication, 3 A, 183 avenue des États-Unis, 31016 Toulouse Cedex.



Le centre technique des industries mécaniques

Organisme pluridisciplinaire internationalement reconnu avec 700 personnes à la pointe des nouvelles technologies, notre vocation est d'améliorer la compétitivité des entreprises de la mécanique. En partenariat avec elles, nous intervenons dans 3 activités complémentaires : l'analyse des besoins, la recherche et le développement, le transfert des connaissances.

### Ingénieur

ESSAIS - MESURES

Ingénieur Mécanicien débutant ou première expérience, vous avez de bonnes connaissances en électronique et informatique.

Au sein d'une équipe spécialisée dans l'expérimentation et l'expertise de machines et structures, vous serez chargé de mettre en œuvre des systèmes de mesures, de conduire des essais et d'analyser les résultats.

Pour ce poste basé à Senlis dans un cadre particulièrement agréable à 45 km de Paris, merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et rétrovisions à CETIM - Personnel et Relations Sociales - BP 67 - 60304 SENLIS CEDEX.

### CABINET D'ÉTUDES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES

recherche

dans le cadre de son expansion pour son service de Recherche Appliquée :

### 4 CHARGÉS DE MISSION

(hommes)

en innovation industrielle

Vous serez chargé, en liaison avec votre hiérarchie, de créer un dynamisme pour favoriser l'exploitation et la valorisation de la recherche des PME-PMI et d'assurer le suivi des projets de recherche communautaire auprès de notre clientèle.

Vous avez 30/35 ans environ, une culture scientifique, un bon esprit de synthèse, des capacités rédactionnelles (indispensables), beaucoup d'imagination et de bon sens. Anglais apprécié.

Vous avez la volonté de faire profiter de vos compétences vos employeurs dans un minimum de temps d'adaptation pour justifier une rémunération annuelle de 180 à 250 KF.

Lettre manuscrite + CV + photographie indispensable. Les candidatures incomplètes ne seront pas étudiées.

Réf. n° 8463

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P-Avia - 75902 Paris Cedex 15



### INGÉNIEUR EN ELECTRONIQUE

Finale de CGA, CAMP développe son savoir-faire électronique sur le marché des transports urbains et interurbains, distribution automatique des titres de transports, gestion automatisée des recettes, aide à l'exploitation.

Autant de projets en pleine expansion.

Pour participer à ces développements CAMP renforce sa cellule ETUDES RECHERCHE et recherche un

Ingénieur diplômé avec 2 ans d'expérience minimum, vous développerez des sous-ensembles électroniques et les composants spécifiques associés dans des terminaux électro-mécaniques appliqués à la motricité transport.

Vous participerez au renforcement des compétences techniques de cette cellule. Ce poste évoluera vers des responsabilités élargies pour un candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser votre candidature détaillée, en mentionnant votre rémunération actuelle, s/réf. 409 C à Caroline DEVISCH  
**EUROSELECTION**  
98, route de la Reine,  
92513 Boulogne cedex  
Tél : 47 12 51 51  
Fax : 47 12 51 60.



صكنا من الأصل